



---

**Vingt-cinquième session**

New York, 7-17 décembre 2026

**Neuvième élection des juges de la Cour pénale internationale**

**Addendum**

**Annexe I**

**Liste alphabétique des candidats (accompagnée des déclarations de qualifications)**

*Contents*

|     |                                                                    |     |
|-----|--------------------------------------------------------------------|-----|
| 1.  | AMANI CIRIMWAMI, Ezéchiel (République démocratique du Congo) ..... | 2   |
| 2.  | ANKUMAH, Evelyn (Ghana) .....                                      | 16  |
| 3.  | CHIZUMILA, Tujilane (République de Malawi) .....                   | 25  |
| 4.  | KNUDSEN, Mette (Danemark) .....                                    | 33  |
| 5.  | KYSHAKEVYCH, Lev (Ukraine) .....                                   | 41  |
| 6.  | METTRAUX, Guénaél (Suisse) .....                                   | 48  |
| 7.  | MUZIGO-MORRISON, Rosette (Ouganda) .....                           | 61  |
| 8.  | NANGELA, Deo John (République-Unie de Tanzanie) .....              | 75  |
| 9.  | NDUNGU, Njoki (Kenya) .....                                        | 82  |
| 10. | OLARTE BÁCARES, Diana Carolina (République de Colombie) .....      | 93  |
| 11. | PEYRÓ LLOPIS, Ana (Espagne) .....                                  | 109 |
| 12. | SEYE, Abdoulaye (République du Sénégal) .....                      | 117 |
| 13. | WRIGHT, Veronic (Gambie) .....                                     | 129 |
| 14. | YAMAUCHI, Yoshimitsu (Japon) .....                                 | 140 |

# 1. AMANI CIRIMWAMI, Ezéchiel (République démocratique du Congo)

[Original: français]

## Note verbale

L'Ambassade de la République Démocratique du Congo à La Haye présente ses compliments au Secrétariat de l'Assemblée des États Parties au Statut de Rome et, se référant à la note verbale ICC-ASP/25/SP/01/Corr.2 en date du 16 décembre 2025, a l'honneur d'informer que le Gouvernement de la République démocratique du Congo a décidé de présenter la candidature de Monsieur Ezéchiel Amani Cirimwami, ressortissant de la République démocratique du Congo, au poste de juge à la Cour pénale internationale, au titre de la Liste B, pour le mandat 2027–2036, lors des élections qui se tiendront à l'occasion de la vingt-cinquième session de l'Assemblée des États Parties, prévue à New York en décembre 2026.

Le Gouvernement de la République démocratique du Congo certifie que Monsieur Cirimwami remplit pleinement les conditions énoncées à l'article 36, paragraphe 3, du Statut. Il possède une compétence reconnue en droit international, notamment en droit international des droits de l'homme, en droit international humanitaire et en droit pénal international, ainsi qu'une expérience professionnelle substantielle pertinente pour les fonctions judiciaires de la Cour.

Titulaire de deux doctorats en droit et professeur de droit international, Monsieur Cirimwami dispose d'une expertise approfondie des mécanismes juridiques et procéduraux applicables aux crimes internationaux, ainsi que d'une expérience significative du contentieux international, acquise notamment dans le cadre de procédures devant la Cour internationale de Justice, le Tribunal international du droit de la mer et la Cour africaine des droits de l'homme et des peuples.

Bien que présentée au titre de la Liste B, sa candidature se distingue par une expérience directe en droit pénal et en procédure pénale, acquise dans l'exercice de fonctions de juge et de procureur, lui conférant une compréhension approfondie des exigences probatoires et procédurales au cœur du mandat de la Cour.

La candidature de Monsieur Cirimwami reflète l'engagement constant de la République démocratique du Congo en faveur du renforcement de la justice pénale internationale, de la lutte contre l'impunité et du respect de l'État de droit au niveau international.

Le Gouvernement de la République démocratique du Congo est convaincu que l'expérience, la compétence et l'intégrité de Monsieur Cirimwami lui permettront de contribuer de manière significative aux travaux de la Cour, notamment dans le traitement d'affaires complexes impliquant des questions de preuve et de procédure.

La République démocratique du Congo réaffirme son attachement au système du Statut de Rome et à la promotion d'une justice pénale internationale indépendante, impartiale et efficace.

La présente note verbale est accompagnée, aux fins de la présente candidature, du curriculum vitae du candidat ainsi que de sa déclaration de qualifications, conformément aux exigences de l'article 36 du Statut de Rome.

## Exposé des qualifications

*La présente déclaration est soumise conformément à l'article 36, paragraphe 4 a), du Statut de Rome de la Cour pénale internationale. La République démocratique du Congo a l'honneur de présenter la candidature de Monsieur Ezéchiel Amani Cirimwami, ressortissant de la République démocratique du Congo, à l'élection des juges de la Cour. La nomination de Monsieur Cirimwami a été effectuée conformément à la procédure applicable en République démocratique du Congo pour la désignation des candidats aux plus hautes fonctions judiciaires, en conformité avec l'article 36, paragraphe 4 a), du Statut de Rome.*

Monsieur Cirimwami jouit d'une haute considération morale, d'une impartialité et d'une intégrité reconnues, et réunit les conditions requises pour être nommé aux plus hautes fonctions judiciaires dans son État. Son parcours

professionnel se caractérise par une articulation rare et intégrée entre fonctions juridictionnelles, pratique des poursuites et contentieux international, soutenue par un engagement académique constant en droit international.

Sa candidature est présentée au titre de la **liste B** et repose sur une expertise reconnue en droit international, couvrant notamment le droit international des droits de l'homme, le droit international humanitaire et le droit pénal international, tout en se distinguant par une expérience directe et substantielle en droit pénal et en procédure pénale.

En qualité de juge, Monsieur Cirimwami a statué sur des affaires pénales complexes impliquant l'appréciation de la recevabilité et de la valeur probante des éléments de preuve, l'évaluation de témoignages contradictoires et la garantie des droits de la défense, y compris dans des affaires nécessitant une gestion particulièrement attentive des éléments de preuve et de la crédibilité des témoins.

En qualité de procureur, il a dirigé des enquêtes relatives à des violations graves des droits humains, notamment dans des contextes impliquant des appréciations probatoires complexes, des témoignages sensibles et la poursuite de crimes internationaux graves. Il a ainsi acquis une expérience pratique dans la gestion de dossiers probatoires complexes et de questions liées aux témoins dans des environnements exigeants.

Monsieur Cirimwami dispose également d'une expérience approfondie du contentieux international. Il intervient en qualité de conseil devant plusieurs juridictions internationales, notamment la Cour internationale de Justice, le Tribunal international du droit de la mer et la Cour africaine des droits de l'homme et des peuples, dans des affaires portant sur des violations graves du droit international, y compris des allégations de génocide et d'autres crimes internationaux. Cette pratique lui a permis de développer une maîtrise approfondie des questions complexes de preuve et de procédure dans le cadre de l'adjudication internationale.

Son profil est en outre renforcé par son engagement dans les fondements procéduraux de la justice internationale. Il a été chercheur au Max Planck Institute Luxembourg for Procedural Law et a exercé les fonctions d'éditeur associé de la Max Planck Encyclopedia of International Procedural Law, contribuant à l'un des travaux de référence majeurs dans ce domaine.

Monsieur Cirimwami est professeur associé de droit international à la Vrije Universiteit Brussel (VUB), professeur invité de droit international humanitaire à UCLouvain, et professeur invité en droits de l'homme et opérations militaires à la Royal Military Academy of Belgium. Titulaire de deux doctorats en droit, ses travaux portent notamment sur la poursuite des crimes internationaux et les dynamiques procédurales de l'adjudication internationale.

Monsieur Cirimwami a également contribué aux efforts internationaux visant à renforcer la lutte contre l'impunité des crimes internationaux, notamment par sa participation, en qualité de délégué plénipotentiaire et de membre du comité de rédaction juridique, à la Conférence diplomatique de Ljubljana ayant conduit à l'adoption de la Convention de Ljubljana–La Haye sur la coopération internationale en matière d'enquête et de poursuite du crime de génocide, des crimes contre l'humanité, des crimes de guerre et d'autres crimes internationaux. À ce titre, il a été directement impliqué dans l'élaboration de dispositions relatives à la compétence, à l'entraide judiciaire et à l'extradition.

Son approche de la fonction juridictionnelle est guidée par la nécessité de garantir les plus hauts standards de rigueur probatoire, le respect strict des garanties procédurales et un équilibre attentif entre les droits de la défense et les intérêts des victimes, y compris dans des affaires impliquant des témoins vulnérables et des situations factuelles complexes. Il considère que la légitimité de la Cour repose sur la qualité et la cohérence de son raisonnement juridique.

Formé dans un système juridique de tradition civiliste et disposant d'une expérience du droit international et comparé, Monsieur Cirimwami est en mesure de contribuer efficacement aux travaux de la Cour dans un environnement juridique pluraliste. Il maîtrise le français et l'anglais et s'engage à être disponible pour exercer ses fonctions à plein temps.

Il présente un profil juridictionnel combinant une expérience pénale concrète et une expertise procédurale approfondie, lui permettant de contribuer aux travaux de la Cour avec clarté, rigueur et autorité dans le traitement des affaires complexes.

## Curriculum vitae

[Original : anglais]

|                                                                                                                                                                                                                                                                                               |                                               |                                    |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------|------------------------------------|
| <b>NOM DE FAMILLE :</b>                                                                                                                                                                                                                                                                       | Amani Cirimwami                               |                                    |
| <b>PRÉNOM :</b>                                                                                                                                                                                                                                                                               | Ezéchiél                                      |                                    |
| <b>DEUXIÈME PRÉNOM :</b>                                                                                                                                                                                                                                                                      |                                               |                                    |
| <b>SEXE :</b>                                                                                                                                                                                                                                                                                 | Homme                                         |                                    |
| <b>DATE DE NAISSANCE :</b>                                                                                                                                                                                                                                                                    | 11 décembre 1983                              |                                    |
| <b>NATIONALITÉ :</b>                                                                                                                                                                                                                                                                          | Congolaise (République démocratique du Congo) |                                    |
| <b>CRITÈRES RÉGIONAUX :</b>                                                                                                                                                                                                                                                                   | Afrique                                       |                                    |
| <b>SECONDE NATIONALITÉ : (LE CAS ÉCHÉANT)</b>                                                                                                                                                                                                                                                 |                                               |                                    |
| <b>ÉTAT CIVIL :</b>                                                                                                                                                                                                                                                                           | Marié                                         |                                    |
| <b>LISTE A/LISTE B :</b>                                                                                                                                                                                                                                                                      | Liste B                                       |                                    |
| <b>LANGUES</b>                                                                                                                                                                                                                                                                                | <b>Langue maternelle : Français</b>           |                                    |
| - ANGLAIS                                                                                                                                                                                                                                                                                     | (à l'écrit) Confirmé                          | (à l'oral) Confirmé                |
| - FRANÇAIS                                                                                                                                                                                                                                                                                    | (à l'écrit) Confirmé                          | (à l'oral) Confirmé                |
| - AUTRES                                                                                                                                                                                                                                                                                      | Swahili : (à l'écrit) Intermédiaire           | (à l'oral) Intermédiaire           |
|                                                                                                                                                                                                                                                                                               | : (à l'écrit) Veuillez sélectionner>>         | (à l'oral) Veuillez sélectionner>> |
|                                                                                                                                                                                                                                                                                               | : (à l'écrit) Veuillez sélectionner>          | (à l'oral) Veuillez sélectionner>> |
|                                                                                                                                                                                                                                                                                               | : (à l'écrit) Veuillez sélectionner>>         | (à l'oral) Veuillez sélectionner>> |
| <b>QUALIFICATIONS ACADÉMIQUES : Date, établissement, diplôme(s) obtenu(s) (en commençant par le plus récent)</b><br>• Veuillez cliquer sur le signe « + » en bas à droite pour ajouter d'autres entrées                                                                                       |                                               |                                    |
| <b>01/2023</b><br>Institution : Université catholique de Louvain<br>Diplôme(s) obtenu(s) : Doctorat en droit : Droit pénal international<br>Sujet de thèse : « L'obligation d'extrader ou de poursuivre les auteurs des crimes internationaux : combler les lacunes du droit conventionnel ». |                                               |                                    |
| <b>01/2023</b><br>Institution : Vrije Universiteit Brussel                                                                                                                                                                                                                                    |                                               |                                    |

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <i>Diplôme(s) obtenu(s) :</i>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          | Doctorat en droit : Droit pénal international<br>Sujet de thèse : « L'obligation d'extrader ou de poursuivre les auteurs des crimes internationaux : combler les lacunes du droit conventionnel ».                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
| <b>2016</b>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |
| <i>Institution :</i>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   | Académie de droit international de La Haye                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |
| <i>Diplôme(s) obtenu(s) :</i>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          | Certificat de participation (Cours d'été de droit international public)                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |
| <b>2018</b>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |
| <i>Institution :</i>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   | Commission du droit international des Nations Unies                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |
| <i>Diplôme(s) obtenu(s) :</i>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          | Certificat de participation (Séminaire de droit international)                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |
| <b>2012</b>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |
| <i>Institution :</i>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   | Université catholique de Bukavu (UCB)                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |
| <i>Diplôme(s) obtenu(s) :</i>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          | Diplôme d'études approfondies en droit international humanitaire et droits humains (BAC + 6)                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
| <b>2008</b>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |
| <i>Institution :</i>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   | Université officielle de Bukavu                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |
| <i>Diplôme(s) obtenu(s) :</i>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          | Licence en droit (BAC + 5)                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |
| <b>EXPÉRIENCE PROFESSIONNELLE : Date, employeur, intitulé du poste, autres informations (en commençant par le plus récent)</b><br>- Veuillez cliquer sur le signe « + » en bas à droite pour ajouter d'autres entrées<br>- Veuillez indiquer la pertinence de l'expérience par rapport à la candidature présentée sous la liste A ou B, le cas échéant |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |
| <b>09/2024 – Présent</b>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               | <ul style="list-style-type: none"> <li>- <i>Employeur :</i> Vrije Universiteit Brussel</li> <li>- <i>Intitulé du poste :</i> Professeur de droit international</li> <li>- <i>Autres informations :</i> Principales tâches et responsabilités :<br/> Conception et enseignement des cours : Conception et enseignement d'un cours de niveau master consacré aux questions avancées de droit international public, assimilant les principes fondamentaux aux problématiques contemporaines des relations internationales et de la gouvernance mondiale.<br/> Modules de formation : Élaboration et enseignement de quatre modules complets : Nature et évolution du droit international – approches critiques et cadres théoriques ; Sources du droit international – interprétation des traités, droit coutumier, principes généraux et moyens auxiliaires ; Responsabilité de l'État – examen et analyse des Articles de 2001 de la Commission du droit international (CDI) et des débats émergents postérieurs à 2001 ; Mise en œuvre du droit international – mécanismes, défis liés au respect des obligations et tendances juridictionnelles.<br/> Intégration de la jurisprudence : Intégration de l'analyse de la jurisprudence de la Cour internationale de Justice, des juridictions régionales des droits de l'homme, des tribunaux arbitraux et d'autres instances afin de renforcer le raisonnement pratique et la rédaction juridique.<br/> Encadrement de la recherche : Direction de mémoires de master et de travaux de recherche en droit international public et disciplines connexes, en fournissant un accompagnement méthodologique et substantiel.<br/> Mentorat et développement académique : Accompagnement d'étudiants se destinant à des carrières internationales et à des activités de concours de plaidoirie, en développant leurs compétences en plaidoirie, en recherche et en travail d'équipe.<br/> Évaluation : Conception et évaluation de travaux écrits et de présentations orales en vue d'apprécier la compréhension et l'application pratique des principes du droit international.</li> </ul> |

|                                |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |
|--------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
|                                | Contribution aux programmes : Contribution au développement des programmes de la Faculté de droit et de criminologie, en veillant à l'alignement des enseignements avec les travaux récents de la Commission du droit international et l'évolution de la jurisprudence internationale.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |
| <b>2024 – Présent</b>          |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |
| - <i>Employeur :</i>           | Ministère de la Justice de la République démocratique du Congo – Groupe de travail pour la justice internationale                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
| - <i>Intitulé du poste :</i>   | Conseil de l'État devant la Cour internationale de Justice – Application de la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide (Gambie c. Myanmar : intervention de 11 États)                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
| - <i>Autres informations :</i> | <p>Principales tâches et responsabilités :</p> <p>Contribution à la rédaction de la Déclaration d'intervention au titre de l'article 63 du Statut de la Cour au nom de la République démocratique du Congo.</p> <p>Conseil et assistance dans l'élaboration de la position juridique et de l'approche interprétative de l'État intervenant concernant les obligations découlant de la Convention sur le génocide de 1948.</p> <p>Réalisation de recherches juridiques approfondies sur la Convention, la jurisprudence de la CIJ et les travaux préparatoires pertinents.</p> <p>Rédaction et révision d'écritures portant sur des questions de compétence, d'interprétation et de procédure soulevées par l'intervention.</p> <p>Coordination avec les autorités nationales, les experts et l'équipe contentieuse afin d'assurer l'exactitude, la cohérence et l'alignement des arguments avec l'objet et le but de la Convention.</p> <p>Interaction avec le Greffe de la Cour et liaison avec les représentants des autres États intervenants sur les questions procédurales et les calendriers.</p> <p>Contribution à des réflexions stratégiques plus larges sur le rôle des interventions d'États tiers dans le renforcement de l'application de l'interdiction du génocide en droit international.</p>                                         |
| <b>2023 – Présent</b>          |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |
| - <i>Employeur :</i>           | Ministère de la Justice de la République démocratique du Congo – Groupe de travail pour la justice internationale                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
| - <i>Intitulé du poste :</i>   | Conseil de l'État devant la Cour africaine des droits de l'homme et des peuples                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |
| - <i>Autres informations :</i> | <p>Principales tâches et responsabilités :</p> <p>Représentation de la République démocratique du Congo dans l'Affaire n° 007/2023 – République démocratique du Congo c. Rwanda, première requête interétatique introduite devant la Cour africaine des droits de l'homme et des peuples.</p> <p>Élaboration et perfectionnement soutenu de la stratégie contentieuse, axée sur les violations de la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples.</p> <p>Rédaction et révision des écritures et mémoires, notamment les requêtes, les répliques et les observations sur les exceptions préliminaires, en veillant à la précision factuelle, à la cohérence et au respect des exigences procédurales.</p> <p>Réalisation de recherches juridiques avancées sur la jurisprudence de la Cour, les pratiques régionales comparées et les précédents internationaux relatifs à la compétence, à la recevabilité et à la responsabilité des États.</p> <p>Coordination avec les institutions nationales, les ministères et les experts techniques en vue de recueillir et d'analyser les éléments de preuve, témoignages et documents justificatifs.</p> <p>Interaction avec le Greffe de la Cour et les conseils de la partie adverse sur les questions procédurales, en assurant le respect du Règlement de la Cour et des délais impartis.</p> |

|                                                                                                                    |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
|                                                                                                                    | <p>Collaboration avec l'équipe contentieuse afin d'anticiper les difficultés procédurales, préparer les répliques et harmoniser le raisonnement juridique avec la présentation des preuves.</p> <p>Conseil aux autorités nationales sur le suivi procédural, les mesures de mise en œuvre et la communication externe relative à la procédure en cours.</p> <p>Contribution à des réflexions plus larges sur le contentieux interétatique devant la Cour africaine, notamment en matière de réforme procédurale, de conformité des États et de développement institutionnel du système africain des droits de l'homme.</p> <p>Participation aux audiences orales sur les exceptions préliminaires, avec présentation des arguments juridiques et réponses aux questions de la Cour.</p> <p>Présentation d'arguments convaincants au cours des audiences, ayant permis d'obtenir des décisions favorables au client sur les exceptions préliminaires.</p> <p>Rédaction d'avis juridiques et de mémorandums sur des questions complexes relatives aux étapes ultérieures de l'affaire.</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
| <b>06/2023 – Présent</b><br>- <i>Employeur :</i><br>- <i>Intitulé du poste :</i><br>- <i>Autres informations :</i> | <p>Conseil supérieur de la magistrature de la République démocratique du Congo</p> <p>Procureur de la République</p> <p>Principales tâches et responsabilités :</p> <p>Direction du ministère public au niveau juridictionnel, en supervisant l'application du droit pénal et en veillant à une administration efficace et impartiale de la justice.</p> <p>Supervision et coordination du travail des substituts du procureur et des officiers de police judiciaire, en fournissant des orientations stratégiques et en garantissant le respect des procédures.</p> <p>Élaboration et mise en œuvre de stratégies de poursuite dans des affaires pénales, économiques et de droits de l'homme complexes afin de renforcer l'efficacité et la cohérence de l'action publique.</p> <p>Direction et suivi des enquêtes pénales, en assurant la légalité, la célérité et l'intégrité des procédures, de l'enquête au procès.</p> <p>Représentation de l'État et de l'intérêt public devant les juridictions nationales dans les affaires pénales, civiles et administratives.</p> <p>Veille à l'exécution des décisions judiciaires ainsi qu'à l'application des lois et règlements relatifs à l'ordre public et à la justice.</p> <p>Conseil et assistance aux autorités judiciaires par l'émission d'avis motivés et de recommandations relevant de la compétence du ministère public.</p> <p>Promotion de l'éthique professionnelle, de la discipline et du renforcement des capacités des magistrats du parquet et des agents judiciaires subordonnés.</p> <p>Contribution à l'élaboration de la politique criminelle nationale, notamment à travers la participation à des réunions interinstitutionnelles et à des initiatives de réforme judiciaire.</p> |
| <b>2023 – 07/2025</b><br>- <i>Employeur :</i><br>- <i>Intitulé du poste :</i><br>- <i>Autres informations :</i>    | <p>Ministère de la Justice de la République démocratique du Congo – Groupe de travail pour la justice internationale</p> <p>Conseil d'État devant la Cour internationale de Justice</p> <p>Principales tâches et responsabilités :</p> <p>Intervention en qualité de conseil devant la CIJ dans la procédure consultative relative à la Demande d'avis consultatif sur les obligations des États en matière de changement climatique, portant sur les obligations des États relatives au changement climatique en droit international.</p> <p>Contribution à la rédaction de l'exposé écrit et des documents justificatifs soumis au nom de la République démocratique du Congo.</p> <p>Réalisation de recherches juridiques et rédaction d'arguments relatifs à l'interprétation et à l'application du droit international coutumier, des instruments relatifs aux droits de l'homme et des obligations conventionnelles pertinentes en matière de changement climatique.</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |

|                                |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |
|--------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
|                                | Participation à des réunions stratégiques internes visant à définir la position juridique de la RDC en cohérence avec les initiatives multilatérales plus larges en faveur de la justice climatique.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |
| <b>2023 – 2024</b>             |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |
| - <i>Employeur :</i>           | Ministère de la Justice de la République démocratique du Congo – Groupe de travail pour la justice internationale                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
| - <i>Intitulé du poste :</i>   | Conseil d'État devant le Tribunal international du droit de la mer                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
| - <i>Autres informations :</i> | <p>Principales tâches et responsabilités :</p> <p>Intervention en qualité de conseil auprès du Tribunal international du droit de la mer dans le cadre de l'avis consultatif sur le changement climatique et le droit international de la Commission des petits États insulaires sur le changement climatique et le droit international (COSIS), contribuant à l'élaboration de la position juridique de la RDC concernant les obligations des États au titre de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer (CNUDM).</p> <p>Rédaction d'observations écrites et coordination des contributions juridiques portant sur des questions procédurales (compétence et recevabilité) et substantielles (obligations primaires et secondaires des États).</p> <p>Réalisation de recherches juridiques et stratégiques sur l'intersection émergente entre changement climatique, gouvernance des océans et responsabilité des États.</p> <p>Assistance dans la formulation des écritures relatives à l'interprétation des dispositions de la CNUDM concernant la diligence raisonnable, l'évaluation de l'impact environnemental et la coopération.</p> <p>Interaction avec le Greffe et les experts-conseils afin de garantir la conformité procédurale et l'exactitude technique des écritures.</p> <p>Soutien de et contribution à l'alignement de l'intervention de la RDC avec sa diplomatie environnementale et ses engagements climatiques internationaux.</p>                                                                                               |
| <b>09/2019 – 08/2023</b>       |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |
| - <i>Employeur :</i>           | Institut Max Planck Luxembourg de droit procédural international, européen et réglementaire                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |
| - <i>Intitulé du poste :</i>   | Chercheur                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
| - <i>Autres informations :</i> | <p>Principales tâches et responsabilités :</p> <p>Conduite de recherches interdisciplinaires sur le règlement des différends internationaux et le droit procédural, couvrant tant les mécanismes juridictionnels que les modes alternatifs de règlement des différends.</p> <p>Contribution à la Max Planck Encyclopedia of International Procedural Law (MPEiPro - Encyclopédie Max Planck du droit procédural international) par la rédaction, la révision et l'édition de notices doctrinales relatives à l'adjudication internationale et aux développements procéduraux.</p> <p>Soutien à la coordination éditoriale du projet MPEiPro par le suivi des contributions, la garantie de la cohérence terminologique et structurelle, ainsi que la liaison avec les auteurs et les éditeurs.</p> <p>Rédaction de notes de recherche, de synthèses analytiques et de rapports de référence pour des projets institutionnels et des publications académiques.</p> <p>Organisation et participation à des conférences internationales, ateliers et séminaires portant sur le droit procédural, la justice transitionnelle et le règlement des différends.</p> <p>Maintien d'une collaboration active avec des chercheurs et des institutions au sein et au-delà du réseau Max Planck, favorisant des approches comparatives et multidisciplinaires de la justice procédurale.</p> <p>Suivi et analyse de la jurisprudence des juridictions et tribunaux internationaux (CIJ, CPI, TIDM, CIRDI, CEDH, etc.) afin d'identifier les tendances procédurales émergentes.</p> |

|                                                                                                                                                                         |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
|                                                                                                                                                                         | <p>Rédaction et co-rédaction de publications évaluées par les pairs, contribuant à l'avancement des connaissances en droit procédural international et comparé.</p> <p>Présentation des résultats de recherche lors de conférences académiques, renforçant la visibilité scientifique et l'engagement de l'Institut dans les réseaux mondiaux de recherche.</p> <p><b>03/2016 – 06/2023</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- <i>Employeur :</i> Commission du Service Judiciaire de la République démocratique du Congo</li> <li>- <i>Intitulé du poste :</i> Juge à la Haute Cour</li> <li>- <i>Autres informations :</i> Principales tâches et responsabilités :<br/>Présidence d'affaires civiles et pénales complexes, dans le respect des principes d'équité, d'impartialité et de célérité de la justice.<br/>Rédaction d'avis juridiques et de jugements motivés clarifiant l'interprétation et l'application des lois, règlements et dispositions constitutionnelles.<br/>Examen des conclusions, requêtes et éléments de preuve afin d'en apprécier la recevabilité et la pertinence conformément aux règles de procédure.<br/>Encadrement du personnel judiciaire sur la gestion des audiences, les normes probatoires et la déontologie professionnelle.<br/>Rationalisation des pratiques de gestion et de programmation des affaires, contribuant à une réduction significative de l'arriéré judiciaire.<br/>Gestion transparente des risques de conflits d'intérêts visant à renforcer la confiance du public dans l'intégrité de l'institution judiciaire.<br/>Participation à des initiatives de réforme juridique et de formation professionnelle par la mise à profit d'une solide expérience judiciaire.<br/>Renforcement de la confiance du public dans le système judiciaire au moyen d'activités de sensibilisation et d'initiatives d'éducation juridique.</li> </ul> |
| <p><b>2023</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- <i>Employeur :</i></li> <li>- <i>Intitulé du poste :</i></li> <li>- <i>Autres informations :</i></li> </ul> | <p>Ministère des Affaires étrangères de la République démocratique du Congo</p> <p>Délégué plénipotentiaire – Négociation de traités</p> <p>Principales tâches et responsabilités :<br/>Représentation de la République démocratique du Congo en qualité de délégué plénipotentiaire dans les négociations diplomatiques ayant conduit à l'adoption de la Convention de Ljubljana–La Haye sur la coopération internationale en matière d'enquête et de poursuite du génocide, des crimes contre l'humanité, des crimes de guerre et autres crimes internationaux (Convention MLA).<br/>Participation aux séances plénières et aux comités de rédaction, avec contribution à la négociation des dispositions substantielles et procédurales relatives à l'entraide judiciaire et à la coopération judiciaire internationale.<br/>Défense des positions nationales et des priorités juridiques de la RDC relatives à la responsabilité des crimes internationaux, à la protection des victimes et des témoins, ainsi qu'à la coopération entre États.<br/>Apport d'une expertise juridique sur les dispositions relatives au partage des preuves, à l'extradition et aux mécanismes de coopération juridictionnelle en droit pénal international.<br/>Participation à des consultations bilatérales et multilatérales avec des délégations étatiques, des organisations internationales et des missions d'observation en vue de la construction d'un consensus sur les principales dispositions du traité.<br/>Coordination avec le Ministère de la Justice et le Ministère des Affaires étrangères afin d'assurer l'alignement des positions de négociation avec les cadres juridiques et institutionnels nationaux.<br/>Contribution à la révision finale et à l'adoption du texte de la Convention, dans le respect de standards équilibrés de coopération internationale.</p>                          |

|                          |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
|--------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
|                          | <p>Renforcement de la visibilité et de l'engagement de la RDC dans les efforts internationaux de consolidation des mécanismes de responsabilité pour les crimes d'atrocité.</p> <p>Conduite de recherches juridiques approfondies et production d'analyses destinées à éclairer les processus décisionnels.</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
| <b>2023</b>              | <p><i>Employeur :</i> Conférence diplomatique de Ljubljana relative à la Convention MLA</p> <p><i>Intitulé du poste :</i> Membre du Comité de rédaction juridique</p> <p><i>Autres informations :</i> Principales tâches et responsabilités : Participation en qualité de membre du Comité de rédaction juridique désigné par la plénière de la Conférence diplomatique de Ljubljana pour la finalisation du texte de la Convention MLA.</p> <p>Examen, affinage et harmonisation des dispositions conventionnelles en vue d'assurer la cohérence juridique, l'uniformité terminologique et la conformité aux standards internationaux de rédaction des traités.</p> <p>Rédaction et révision de formulations juridiques complexes relatives à l'entraide judiciaire, à l'extradition, à la coopération en matière de preuve et aux procédures judiciaires internationales.</p> <p>Évaluation de la compatibilité des amendements proposés avec les instruments juridiques internationaux existants ainsi qu'avec les principes de souveraineté et de compétence des États.</p> <p>Collaboration étroite avec le président du Comité, les rapporteurs, ainsi qu'avec les représentants des États et des organisations internationales afin de rapprocher des positions juridiques divergentes et parvenir à un consensus rédactionnel.</p> <p>Assurance de la cohérence linguistique et structurelle des versions anglaise et française de la Convention conformément aux pratiques diplomatiques de rédaction des traités.</p> <p>Fourniture d'interprétations juridiques expertes lors des discussions plénières et des sessions de travail, en clarifiant la portée et les implications de dispositions conventionnelles spécifiques.</p> <p>Contribution à la préparation du texte consolidé final soumis à l'adoption de la plénière de la Conférence.</p> <p>Adaptation rapide à des environnements de négociation complexes et évolutifs.</p> <p>Gestion rigoureuse du temps afin d'assurer la finalisation des travaux dans les délais impartis.</p> |
| <b>11/2018 – 02/2022</b> | <p><i>Employeur :</i> Ministère de la Justice de la République démocratique du Congo</p> <p><i>Intitulé du poste :</i> Assistant juridique auprès des conseils devant la Cour internationale de Justice – Affaire des Activités armées sur le territoire du Congo (RDC c. Ouganda) – Phase des réparations</p> <p><i>Autres informations :</i> Assistance à l'équipe de conseils représentant la République démocratique du Congo dans la phase des réparations devant la Cour internationale de Justice.</p> <p>Recherche juridique approfondie sur la responsabilité internationale des États, les régimes de réparation des faits internationalement illicites et les règles procédurales applicables devant la CIJ.</p> <p>Analyse de la jurisprudence de la Cour internationale de Justice, de la Cour interaméricaine des droits de l'homme, de la Cour européenne des droits de l'homme et de la Cour permanente de justice internationale en matière de réparation des violations graves du droit international.</p> <p>Examen et évaluation des éléments de preuve et des rapports d'experts relatifs aux pertes humaines, aux déplacements forcés, à la destruction de biens et à l'exploitation des ressources naturelles.</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |

|                                                                                                                                                                                      |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
|                                                                                                                                                                                      | <p>Rédaction de mémoires juridiques, de correspondances et de sections d'écritures relatifs au lien de causalité, à l'évaluation des dommages et aux méthodes de quantification des réparations.</p> <p>Coordination et vérification des pièces documentaires afin d'en garantir l'exactitude et la conformité aux exigences procédurales.</p> <p>Participation aux réunions stratégiques internes en vue d'harmoniser les arguments juridiques, les éléments factuels et les témoignages d'experts, ainsi qu'à la préparation des audiences et des réponses aux questions de la Cour.</p> <p>Élaboration de notes analytiques postérieures à l'arrêt portant sur le raisonnement de la Cour et ses implications pour le droit des réparations et la responsabilité internationale.</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |
| <p><b>07/2009 – 03/2016</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- <i>Employeur :</i></li> <li>- <i>Intitulé du poste :</i></li> <li>- <i>Autres informations :</i></li> </ul> | <p>Commission du Service Judiciaire de la République démocratique du Congo</p> <p>Vice-procureur de la République</p> <p>Veille au respect des actes législatifs et réglementaires ainsi qu'à l'exécution des décisions judiciaires dans les matières touchant à l'ordre public et à l'État de droit.</p> <p>Supervision de l'application de la loi pénale et engagement des poursuites d'office dans les affaires relevant de l'intérêt public.</p> <p>Direction de poursuites dans des affaires pénales complexes dans le respect des normes juridiques et de l'intégrité procédurale.</p> <p>Supervision et coordination des officiers de police judiciaire afin de garantir la légalité et l'efficacité des enquêtes.</p> <p>Maintien de l'ordre dans les cours et tribunaux, sans préjudice de l'autorité du juge président en matière de discipline d'audience.</p> <p>Représentation du Ministère public devant l'ensemble des juridictions, y compris la Cour de cassation, les cours d'appel et les juridictions de première instance, avec participation aux audiences sans participation aux délibérations.</p> <p>Instruction des infractions pénales, réception des plaintes et dénonciations, conduite des enquêtes et engagement des poursuites devant les juridictions compétentes.</p> <p>Intervention en matière civile et administrative par la formulation d'avis juridiques motivés ou l'introduction d'actions dans l'intérêt public ou au nom de personnes vulnérables.</p> <p>Demande de désignation d'avocats ou de tuteurs afin de garantir la représentation des personnes dépourvues de capacité juridique ou de conseil.</p> <p>Intervention d'office en qualité de partie principale ou intervenante lorsque la loi ou l'intérêt public l'exigeait.</p> <p>Contribution à la protection des droits et de l'ordre public par le biais de poursuites impartiales, de contrôle judiciaire et de l'application stricte de la loi.</p> |
| <p><b>AUTRES ACTIVITÉS PROFESSIONNELLES PERTINENTES :</b></p> <p>- <i>Veuillez cliquer sur le signe « + » en bas à droite pour ajouter d'autres entrées</i></p>                      |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |
| <p><b>Consultance</b></p>                                                                                                                                                            | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Juin-août 2025 : Expert juridique principal, Enquête et analyse des crimes de masse et du génocide commis en RDC, Fonds national des réparations des victimes des violences sexuelles liées aux conflits et des victimes des crimes contre la paix et la sécurité de l'humanité (FONAREV).</li> <li>- 2003 – Présent : Expert en droit des droits humains pour la préparation d'un projet financé par le VLIR-UOS (projet REINFORCE).</li> <li>- Février-juillet 2018 : Consultance de courte durée, Approche du développement fondée sur les droits humains, Agence belge de développement – ENABEL.</li> </ul>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |

**Responsabilités éditoriales**

- Encyclopédie Max Planck du droit international procédural – Rédacteur associé
- *The Military Law and the Law of War Review* – Évaluateur par les pairs
- Annuaire africain des droits de l’homme – Évaluateur par les pairs
- Revue québécoise de droit international – Évaluateur par les pairs

**Bénévolat**

- Mai 2025 – Présent : Vice-président du Réseau francophone de droit international, chargé de la recherche.
- 2014 – 2023 : Directeur national, Initiatives pour la paix et les droits humains (iPeace).

**PUBLICATIONS LES PLUS PERTINENTES****Ouvrages****Monographie**

- *L’obligation d’extrader ou de poursuivre les auteurs des crimes internationaux : combler les lacunes du droit conventionnel* (Bruxelles, Bruylant, 2025).

**Articles de revues internationales**

- « Les obligations environnementales des entreprises dans les conflits armés », *International Review of the Red Cross*, 2024, p. 1–31 [avec Benjamin Traoré].
- « Poursuivre le viol en tant que crime de guerre en République démocratique du Congo : défis et enseignements tirés des tribunaux militaires » (2021) 59(1) *The Military Law and the Law of War Review* 44 [avec Pacifique Muhindo].
- « La construction des droits devant la Cour africaine des droits de l’homme et des peuples : comprendre la procéduralisation des droits substantiels » (2020) 4 *African Human Rights Yearbook* 1.
- « Le système africain de protection des droits de l’homme et le droit international humanitaire » (2018) 2 *Annuaire africain des droits de l’homme* 1 [avec Junior Mumbala, A.].
- « La Convention des Nations Unies contre la torture oblige-t-elle les États parties à incriminer la torture dans leur droit interne ? » (2019), *Harvard International Law Journal*.
- « La (non-)volonté de mettre en œuvre les recommandations de la Commission africaine des droits de l’homme et des peuples : réexamen des décisions *Endorois* et *Mamboleo* » (2018) 2 *African Human Rights Yearbook* 400 [avec Inman, D., Smis, S. et Bahati Bahalaokwibuye, C.].
- « Repenser la création fragmentée des juridictions pénales internationalisées en Afrique au profit de la Cour africaine de justice, des droits de l’homme et des peuples » (2017) 1 *Revue belge de droit international* 313 [avec Stefaan Smis].
- « Le régime des obligations positives de prévenir et de poursuivre à défaut d’extrader ou de remettre prévues dans le texte des projets d’articles sur les crimes contre l’humanité provisoirement adoptés par la Commission du droit international » (2017) 30(1) *Revue québécoise de droit international* 1 [avec Stefaan Smis].

**Contributions à des ouvrages collectifs**

- « La procéduralisation des droits substantiels : le système africain des droits de l’homme », dans H. Ruiz Fabri, E. Stopioni et O. Baillet (dir.), *Human Rights and Procedure: Perspectives in International Law* (Hart, à paraître).
- « À propos de quelques développements récents en droit international pénal : notes cursives sur le projet de convention sur la prévention et la répression des crimes contre l’humanité », dans Segihobe, J.P. et Mingashang, I. (dir.), *Le droit pénal entre douleur et enchantement dans le contexte contemporain. Liber amicorum doyen Raphaël Nyabirungu*, Bruxelles, Bruylant, 2021, p. 803–866.
- « La justiciabilité des droits économiques, sociaux et culturels dans la jurisprudence congolaise », dans Muhindo Madadju, P. et Cifende, M. (dir.), *Normativité et pratiques juridictionnelles : la mise en œuvre des droits de l’homme en R.D. Congo. Liber amicorum Bâtonnier Thomas Lwango Kanshavu*, Paris, L’Harmattan, 2022, tome I, p. 315–336.

**Notices encyclopédiques**

- « Requête individuelle : Cour africaine des droits de l'homme et des peuples (CADHP) », dans Ruiz Fabri, H. (dir.), *Max Planck Encyclopedia of International Procedural Law* (Oxford University Press) [à paraître, 2026].
- « Procès : juridictions et tribunaux pénaux internationaux », dans Ruiz Fabri, H. (dir.), *Max Planck Encyclopedia of International Procedural Law* (Oxford University Press) [à paraître, 2026].
- « La Cour pénale spéciale en République centrafricaine : aspects procéduraux », dans Ruiz Fabri, H. (dir.), *Max Planck Encyclopedia of International Procedural Law* (Oxford University Press, 2022).

**Blogs spécialisés en droit international**

- « Symposium sur la Convention de Ljubljana–La Haye relative à l'entraide judiciaire : réflexions critiques – l'obligation *Aut Dedere Aut Judicare* » (*OpinioJuris*, 31 juillet 2023).
- [avec Bruno Biazatti] « La Convention de Ljubljana–La Haye sur l'entraide judiciaire : la lacune a-t-elle été comblée ? » (*EJIL: Talk!*, blog de l'*European Journal of International Law*, 12 juin 2023).
- « Symposium *States of Justice* : et si nous prenions réellement au sérieux le critère du "non désireux ou incapable ? », symposium consacré au nouvel ouvrage d'Oumar Ba, *States of Justice: The Politics of International Criminal Court* (*OpinioJuris*, 19 août 2020).
- [avec Tetevi Davi] « Encore un revers : la Côte d'Ivoire met fin à l'accès des individus et des ONG à la Cour africaine » (*EJIL: Talk!*, blog de l'*European Journal of International Law*, 19 mai 2020).
- [avec Jakjmovska Viktorija] « Protection de l'environnement dans les conflits armés non internationaux : y sommes-nous enfin ? » (*EJIL: Talk!*, blog de l'*European Journal of International Law*, 16 juillet 2019).

**SEMINAIRES ET CONFÉRENCES LES PLUS PERTINENTS**

- « La guerre juridique (*lawfare*) et les limites procédurales de l'adjudication internationale », atelier intitulé *Au-delà de la diplomatie et de la légalité : les implications de la judiciarisation continue de la paix et de la sécurité*, Université du Luxembourg, 26–27 janvier 2026.
- « Fécondation croisée procédurale et autonomie juridictionnelle à la Cour africaine des droits de l'homme et des peuples : réflexions sur l'arrêt RDC c. Rwanda », conférence invitée, Université du Luxembourg, 28 janvier 2026.
- « L'application des lois de la guerre aux champs de bataille numériques : défis liés à la responsabilité des États et à l'attribution », 10<sup>e</sup> édition du Programme régional de formation des Grands Lacs en droit international humanitaire et droits de l'homme, conférence intitulée *Relever les défis juridiques et éthiques posés par les drones, la cyberguerre et l'intelligence artificielle dans les conflits armés*, Nairobi, 2025.
- [Co-organisation] « Évacuation des civils dans les conflits armés », Programme régional de formation des Grands Lacs en droit international humanitaire et droits de l'homme, Kigali, 11–16 novembre 2024.
- « Nouveau traité international sur l'entraide judiciaire et l'extradition : quelles perspectives pour prévenir et réprimer les crimes internationaux en Afrique ? », 10<sup>e</sup> Forum de la Commission de l'Union africaine pour le droit international, siège de l'Union africaine, Addis-Abeba, 20–21 mai 2024.
- « Nouveau traité international sur l'entraide judiciaire et l'extradition : quelles perspectives ? », conférence intitulée *Lutter contre l'impunité des crimes internationaux : la réponse de l'Union européenne à la guerre en Ukraine et au-delà*, Université libre de Bruxelles, 19 mars 2024.
- « Une avancée majeure pour mettre fin à l'impunité des atrocités de masse : la Convention de Ljubljana–La Haye sur la coopération internationale en matière d'enquête et de poursuite du crime de génocide, des crimes contre l'humanité, des crimes de guerre et d'autres crimes internationaux », conférence organisée par Cardozo Law School à New York et la branche américaine de l'International Law Association (ABILA), 15 novembre 2023.
- « Développements récents en droit pénal international : la Convention de Ljubljana–La Haye sur l'entraide judiciaire », Programme régional de formation des Grands Lacs en droit international humanitaire et droits de l'homme, Kigali, 10 octobre 2023.
- « Les projets de principes de la Commission du droit international relatifs à la protection de l'environnement en période de conflit armé », conférence intitulée *Conflits armés et préservation de la biodiversité dans la*

*région des Grands Lacs : bilan et perspectives*, Programme régional de formation des Grands Lacs en droit international humanitaire et droits de l'homme, Kigali, 9 octobre 2023.

- « La procéduralisation des droits substantiels : le système africain des droits de l'homme », conférence intitulée *Droits de l'homme et procédure : perspectives du droit international*, Institut Max Planck, Luxembourg, 6–7 juillet 2023.
- « La Convention de Ljubljana–La Haye sur la coopération internationale en matière d'enquête et de poursuite du crime de génocide, des crimes contre l'humanité, des crimes de guerre et d'autres crimes internationaux », Institut Max Planck de Luxembourg pour le droit procédural, Luxembourg, 7 juin 2023.
- « L'obligation d'extrader ou de poursuivre les personnes accusées de crimes internationaux : combler les lacunes du droit conventionnel », Institut Max Planck, Luxembourg, 11 janvier 2023.
- « L'obligation d'extrader ou de poursuivre les auteurs de crimes internationaux en droit international coutumier : démystifier le mythe des normes de *jus cogens* », L&C Talks, VUB, Bruxelles, 16 décembre 2022.
- « Poursuivre le viol en tant que crime de guerre en République démocratique du Congo : enseignements et défis issus des tribunaux militaires », 22<sup>e</sup> Congrès de la Société internationale de droit militaire et de droit de la guerre, Florence, Italie, 10–14 mai 2022.
- « La construction des droits dans la jurisprudence de la Cour africaine des droits de l'homme et des peuples », séminaire de formation organisé par le Tribunal international du droit de la mer (ITLOS) et la Fondation Nippon, Institut Max Planck, Luxembourg, 22 avril 2022.
- « Façonner l'avenir du principe *Aut Dedere Aut Judicare* : l'étonnante fonction coercitive des droits de l'homme », Conférence annuelle Max Planck Law, Berlin, 25–27 octobre 2021.
- « Les enfants soldats dans la jurisprudence de la Cour pénale internationale », conférence intitulée *Les enfants soldats et la prise en compte des enjeux locaux dans la jurisprudence internationale*, Université de Genève, 13 octobre 2021.
- « Droits de l'homme et opérations militaires », 2<sup>e</sup> conférence du CICR sur le respect et la mise en œuvre du droit international humanitaire, 11 juin 2021.
- « La compétence des États et le jugement des terroristes », 17<sup>e</sup> colloque annuel du Réseau francophone de droit international, 10 mai 2021.
- « L'effet structurant de la procédure à la Cour pénale internationale (CPI) », séminaire de haut niveau intitulé *Qu'est-ce que le droit procédural ? La puissance de la procédure*, Réseau Max Planck Law, 15 janvier 2021.
- « L'effet structurant de la procédure à la Cour pénale internationale (CPI) », Séminaire de formation organisé par le Tribunal international du droit de la mer (ITLOS) et la Fondation Nippon 2020–2021, 17 février 2021.
- « Guillaume Soro c. Côte d'Ivoire : ordonnance en indication de mesures provisoires (Cour africaine des droits de l'homme et des peuples, 22 avril 2020) », séminaire *Rapid Reaction*, Institut Max Planck de Luxembourg pour le droit procédural, 22 mai 2020.
- « La portée de l'obligation de poursuivre le génocide en droit international : l'apport de la Cour européenne des droits de l'homme », colloque international intitulé *Le crime de génocide à la lumière de la jurisprudence des juridictions internationales et nationales : du Tribunal militaire international de Nuremberg à la Cour pénale internationale*, Université catholique de Lyon, 7 novembre 2019.
- « Les projets d'articles sur les crimes contre l'humanité adoptés par la Commission du droit international », *Le Midi* du Centre de droit international et européen (CeDie), Louvain-la-Neuve, 22 janvier 2019.
- « Clarifier la portée et l'application du principe de compétence universelle », 54<sup>e</sup> édition du Séminaire de droit international UNOG-ODG, Genève, 19 juillet 2018.
- « Les projets d'articles de la Commission du droit international sur la prévention et la répression des crimes contre l'humanité », VUB L&C Talks, Bruxelles, 12 mai 2017.
- [Co-organisateur] « 70 ans de la Déclaration universelle des droits de l'homme : que célébrer aujourd'hui ? », Programme régional de formation des Grands Lacs en droit international humanitaire et droits de l'homme, Kigali, 10 décembre 2018.
- [Co-organisateur] « Maintenir l'État de droit dans les situations d'urgence et de conflit armé », Programme régional de formation des Grands Lacs en droit international humanitaire et droits de l'homme, Kigali, 12 décembre 2017.

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <ul style="list-style-type: none"> <li>• [Co-organisation] « L’avenir de la poursuite des crimes internationaux en Afrique », Programme régional de formation des Grands Lacs en droit international humanitaire et droits de l’homme, Kigali, 15 décembre 2016.</li> </ul>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |
| <b>APPARTENANCE À DES ASSOCIATIONS PROFESSIONNELLES</b>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |
| <ul style="list-style-type: none"> <li>• Société belge de droit international</li> <li>• Réseau belge des jeunes chercheurs en droit international</li> <li>• Association des anciens participants du séminaire de droit international de la Commission du droit international</li> <li>• Société asiatique de droit international</li> <li>• Réseau francophone de droit international</li> <li>• Société québécoise de droit international</li> </ul>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |
| <b>DISTINCTIONS REÇUES</b>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
| <ul style="list-style-type: none"> <li>• Lauréat du deuxième prix du meilleur article publié en droit international humanitaire, décerné par le Comité international de la Croix-Rouge (2020).</li> <li>• Bourse de recherche en qualité de chercheur invité, Institut Max Planck de Luxembourg pour le droit procédural (mars–septembre 2019).</li> <li>• Bourse doctorale, Université catholique de Louvain (2019).</li> <li>• Boursier de la Commission du droit international (2018).</li> <li>• Bourse doctorale, Vrije Universiteit Brussel (2018).</li> <li>• Bourse <i>Global Minds</i> – allocation de mobilité pour un doctorat conjoint (VLIR-UOS), Vrije Universiteit Brussel (2017).</li> <li>• Prix du meilleur magistrat, décerné par la société civile congolaise (2017).</li> <li>• Boursier de l’Académie de droit international de La Haye (2016).</li> <li>• Bourse de mobilité doctorale dans le cadre du programme Erasmus Mundus, Vrije Universiteit Brussel (2015).</li> </ul> |
| <b>INTÉRÊTS PERSONNELS</b>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
| Lecture (avec un intérêt particulier pour l’histoire, les relations internationales et la pensée juridique) ; cuisine ; sport ; voyages internationaux, traduisant une ouverture durable et soutenue à des cultures et perspectives diverses.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
| <b>DIVERS</b>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |

## 2. ANKUMAH, Evelyn (Ghana)

[Original: anglais]

### Note verbale

Le Gouvernement de la République du Ghana a désigné Madame Evelyn Ama Ankumah pour être candidate à l'élection au poste de juge de la Cour pénale internationale pour la période 2026-2037 qui se tiendra à la vingt-cinquième session de l'Assemblée des États Parties au Siège de l'Organisation des Nations Unies à New York du 7 au 17 décembre 2026.

Madame Evelyn Ama Ankumah a été désignée candidate conformément à l'article 36-4 du Statut de Rome de la Cour pénale internationale sur la candidature et l'élection des juges de la Cour, et dans le respect des modalités de présentation des candidatures et d'élection des juges adoptées par l'Assemblée des États Parties.

La candidature de M<sup>me</sup> Ankumah illustre l'indéfectible soutien apporté par le Ghana à la justice pénale internationale, à l'obligation de rendre des comptes et à l'état de droit, ainsi qu'au renforcement de l'ordre juridique international par l'intermédiaire d'institutions multilatérales fiables et reposant sur des principes forts.

M<sup>me</sup> Ankumah est une éminente juriste et une défenseuse reconnue des droits humains et de la justice pénale internationale. Elle a acquis sa vaste expérience professionnelle en Afrique, en Europe et en Amérique du Nord. Elle est la fondatrice et la directrice exécutive d'AFLA (Africa Legal Aid), une institution panafricaine de premier plan qui a permis d'améliorer l'accès à la justice, de placer les victimes au centre des procédures et de développer des mécanismes pour défendre les intérêts des communautés vulnérables et marginalisées.

M<sup>me</sup> Ankumah a grandement contribué au renforcement des systèmes de la justice pénale internationale, notamment en faisant la promotion d'initiatives sur le long terme en faveur d'une justice centrée sur les victimes et qui tienne compte des questions de genre ou en œuvrant pour la participation des pays africains aux processus de justice pénale internationale. Par ailleurs, en tant que conseillère spéciale du Procureur de la Cour pénale internationale, elle prodigue des conseils juridiques spécialisés et contribue aux efforts mondiaux de lutte contre l'impunité.

Son engagement professionnel est doublé d'une implication plus théorique sur le thème des décisions juridiques internationales, du raisonnement juridique et du leadership institutionnel. Elle a en effet exercé en tant que chercheuse et chargée de cours à la faculté de droit de l'Université de Maastricht (département du droit international et européen), a contribué à l'avancée de normes juridiques internationales et a agi pour que les points de vue africains soient davantage inclus dans le discours de la justice internationale.

M<sup>me</sup> Ankumah est titulaire du diplôme de Juris Doctor délivré par la faculté de droit Mitchell de Saint Paul (Minnesota, États-Unis d'Amérique) et d'un diplôme d'études supérieures en droits humains obtenu auprès de l'Institut international des droits de l'homme de Strasbourg (France). Elle a rédigé et collaboré à plusieurs ouvrages sur la justice pénale internationale, les droits humains et le positionnement africain en matière de droit, reflétant son érudition et son dévouement au droit et à la justice.

Au-delà de ses compétences juridiques, le riche parcours de M<sup>me</sup> Ankumah est le reflet de son intégrité, son indépendance, son sens de l'équité et sa sûreté de jugement, qui sont des qualités essentielles à l'exercice de fonctions judiciaires à la Cour pénale internationale. Son leadership dans un environnement institutionnel juridique et des décennies d'engagement sur le terrain pour défendre les droits des victimes et les systèmes de justice font d'elle une candidate exceptionnelle aux fins de l'accomplissement du mandat de la Cour.

Alors que la justice pénale internationale reste un élément vital pour la paix mondiale, la lutte contre l'impunité et la défense de la dignité humaine, le Gouvernement du Ghana est convaincu que M<sup>me</sup> Ankumah, de par son expérience, ses compétences et son engagement au service de la justice, sera un atout inestimable pour la Cour. C'est pourquoi le Gouvernement du Ghana présente sa candidature à l'Assemblée des États Parties pour examen.

Sont joints à la présente note verbale le curriculum vitae et l'exposé des qualifications de Madame Evelyn Ama Ankumah à des fins d'information et d'examen par l'Assemblée des États Parties.

## Déclaration de qualifications

*Le Gouvernement de la République du Ghana a décidé de présenter la candidature d'Evelyn A. Ankumah au poste de Juge à la Cour pénale internationale, dans le cadre des élections prévues à l'occasion de la vingt-cinquième session de l'Assemblée des États Parties (AEP), qui se tiendra du 7 au 17 décembre 2026 au siège des Nations Unies à New York.*

### **Alinéas a) et b) du paragraphe 3 de l'article 36 du Statut, conformément à l'alinéa a) du paragraphe 4 de l'article 36 du Statut**

Evelyn A. Ankumah jouit d'une haute considération morale, d'une impartialité et d'une intégrité reconnues, et réunit les conditions requises pour être nommée aux plus hautes fonctions judiciaires au Ghana. Juriste éminente, défenseuse des droits humains et fondatrice et Directrice exécutive d'Africa Legal Aid (AFLA), elle dispose d'une vaste expérience juridique en Afrique, en Europe et en Amérique du Nord. Elle a joué un rôle clé dans la promotion de la justice pénale internationale, notamment en développant des approches sensibles au genre et centrées sur les victimes. Elle a dirigé des initiatives portant sur les droits des personnes marginalisées, la responsabilité et l'accès à la justice. En février 2025, elle a été nommée Conseillère spéciale auprès du Bureau du Procureur de la Cour pénale internationale.

### **Paragraphe 5 de l'article 36 du Statut – Présentation du candidat au titre de la liste A ou de la liste B**

Evelyn A. Ankumah a été présentée au titre de la liste B, laquelle requiert une « compétence reconnue dans des domaines pertinents du droit international, tels que le droit international humanitaire et le droit international relatif aux droits de l'homme, ainsi qu'une vaste expérience professionnelle juridique pertinente pour les fonctions judiciaires de la Cour ». Spécialiste du droit international des droits de l'homme et du droit pénal international, Evelyn A. Ankumah compte plus de trente ans d'expérience en qualité de juriste, d'avocate et d'auteur de nombreuses publications pertinentes. Elle est l'initiatrice et la coordinatrice du Programme de formation et de mentorat en matière de genre destiné aux juges des cours et tribunaux internationaux, visant à renforcer les capacités judiciaires pour rendre des décisions sensibles au genre. Son plaidoyer en faveur des droits des victimes et des avocats de la défense a constitué un facteur déterminant dans la création de l'Association du Barreau de la Cour pénale internationale (ICCBA). Les engagements d'Evelyn A. Ankumah auprès des différentes parties prenantes de la justice internationale, notamment les victimes, les avocats de la défense, les procureurs et les juges, attestent de l'étendue de ses connaissances, de son impartialité et de son sens de l'équité, qualités requises pour exercer les fonctions de juge à la CPI.

### **Article 36, paragraphe 8, alinéa a), sous-alinéas i), ii), iii), et paragraphe 8, alinéa b) du Statut – Principaux systèmes juridiques, représentation géographique équitable, représentation équitable des juges femmes et hommes, expertise juridique sur des questions spécifiques, y compris, sans s'y limiter, la violence à l'égard des femmes et des enfants**

La formation juridique initiale d'Evelyn A. Ankumah relève du système juridique anglo-saxon ("Common Law"). Grâce à une formation en droit comparé et à une expérience acquise dans le système de droit civil, elle maîtrise également ce dernier et apprécie les valeurs propres aux deux systèmes.

Ressortissante du Ghana, fondatrice et Directrice exécutive d'Africa Legal Aid (AFLA), Evelyn A. Ankumah a été présentée au titre du Groupe des États d'Afrique.

Evelyn A. Ankumah est de sexe féminin.

Evelyn A. Ankumah possède une expertise spécifique en matière de violence à l'égard des femmes, des enfants, ainsi que des groupes marginalisés et vulnérables. Son approche centrée sur les victimes et sensible au genre s'attaque de manière significative aux causes profondes de la violence.

Par l'intermédiaire d'AFLA, Evelyn A. Ankumah s'est également penchée sur d'autres questions de justice spécifiques, insuffisamment traitées et d'actualité, notamment l'utilisation de l'intelligence artificielle devant les juridictions pénales internationales ainsi que l'examen des amendements relatifs au crime d'agression.

En 2009, Evelyn A. Ankumah a partagé des perspectives africaines lors de la première réunion publique de l'Initiative sur les crimes contre l'humanité. Cette réunion d'experts visait à étudier la nécessité d'une convention globale sur les crimes contre l'humanité et à entamer la rédaction d'un traité type. Le 4 décembre 2024,

l'Assemblée générale des Nations Unies a pris la décision historique de convoquer une conférence de négociation en vue d'élaborer et d'adopter une nouvelle Convention sur la prévention et la répression des crimes contre l'humanité (Convention CAH), dont les travaux débiteront en janvier 2026 et s'achèveront en 2029. Evelyn Ankumah siège actuellement au comité de pilotage de la Coordination du Traité sur les crimes contre l'humanité.

### Engagement de disponibilité pour un service à plein temps

Evelyn A. Ankumah s'engage à être disponible pour un service à plein temps lorsque la charge de travail de la Cour l'exigera.

### Curriculum vitae

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |                                           |                                    |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------|------------------------------------|
| <b>Nom de famille :</b>                                                                                                                                                                                                                                                                                         | ANKUMAH                                   |                                    |
| <b>PRÉNOM :</b>                                                                                                                                                                                                                                                                                                 | Evelyn                                    |                                    |
| <b>DEUXIÈME PRÉNOM :</b>                                                                                                                                                                                                                                                                                        | Ama                                       |                                    |
| <b>SEXE :</b>                                                                                                                                                                                                                                                                                                   | Femme                                     |                                    |
| <b>DATE DE NAISSANCE :</b>                                                                                                                                                                                                                                                                                      | 02/05/1964                                |                                    |
| <b>NATIONALITÉ :</b>                                                                                                                                                                                                                                                                                            | Ghanéenne                                 |                                    |
| <b>CRITÈRES RÉGIONAUX :</b>                                                                                                                                                                                                                                                                                     | Afrique                                   |                                    |
| <b>SECONDE NATIONALITE : (LE CAS ECHEANT)</b>                                                                                                                                                                                                                                                                   | Néerlandaise                              |                                    |
| <b>ÉTAT CIVIL :</b>                                                                                                                                                                                                                                                                                             | Mariée                                    |                                    |
| <b>LISTE A/LISTE B :</b>                                                                                                                                                                                                                                                                                        | Liste B                                   |                                    |
| <b>LANGUES</b>                                                                                                                                                                                                                                                                                                  | <b>Langue maternelle :</b> Fante          |                                    |
| - ANGLAIS                                                                                                                                                                                                                                                                                                       | (à l'écrit) Confirmé                      | (à l'oral) Confirmé                |
| - FRANÇAIS                                                                                                                                                                                                                                                                                                      | (à l'écrit) Débutant                      | (à l'oral) Débutant                |
| - AUTRES                                                                                                                                                                                                                                                                                                        | Néerlandaise : (à l'écrit) Intermédiaire  | (à l'oral) Intermédiaire           |
|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 | Twi : (à l'écrit) Veuillez sélectionner>> | (à l'oral) Confirmé                |
|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 | Ga : (à l'écrit) Veuillez sélectionner>>  | (à l'oral) Confirmé                |
|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 | : (à l'écrit) Veuillez sélectionner>>     | (à l'oral) Veuillez sélectionner>> |
| <b>QUALIFICATIONS ACADEMIQUES :</b> <i>Date, établissement, diplôme(s) obtenu(s) (en commençant par le plus récent)</i><br><i>- Veuillez cliquer sur le signe « + » en bas à droite pour ajouter d'autres entrées</i>                                                                                           |                                           |                                    |
| <b>08/2017 - 08/2017</b><br>- <i>Institution:</i> Grotius Centre for International Legal Studies (Centre Grotius pour les études juridiques internationales), Université de Leyde, et Cour permanente d'arbitrage, La Haye<br>- <i>Diplôme(s) obtenu(s):</i> Certificat de formation en arbitrage international |                                           |                                    |
| <b>07/1990 - 08/1990</b><br>- <i>Institution:</i> Institut international des droits de l'homme, Strasbourg (France)<br>- <i>Diplôme(s) obtenu(s):</i> Diplôme pour chercheurs et enseignants en droits de l'homme                                                                                               |                                           |                                    |
| <b>05/1989 - 07/1989</b>                                                                                                                                                                                                                                                                                        |                                           |                                    |

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| - <i>Institution:</i>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       | Minnesota Bar Review Course and Exam Prep                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |
| - <i>Diplôme(s) obtenu(s):</i>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              | Admission aux barreaux de l'État du Minnesota et aux juridictions fédérales du Minnesota                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |
| <b>08/1984 - 01/1988</b>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
| - <i>Institution:</i>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       | William Mitchell College of Law, Saint Paul, Minnesota                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |
| - <i>Diplôme(s) obtenu(s):</i>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              | Juris Doctor (JD)                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |
| <b>EXPERIENCE PROFESSIONNELLE :</b> <i>Date, employeur, intitulé du poste, autres informations (en commençant par le plus récent)</i><br><i>- Veuillez cliquer sur le signe « + » en bas à droite pour ajouter d'autres entrées</i><br><i>- Veuillez indiquer la pertinence de l'expérience par rapport à la candidature présentée sous la liste A ou B, le cas échéant</i> |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
| <b>04/1997 - À ce jour</b>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
| - <i>Employeur :</i>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        | Africa Legal Aid (AFLA)                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
| • - <i>Intitulé du poste :</i>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              | Directrice exécutive                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
| - <i>Autres informations :</i>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              | <ul style="list-style-type: none"> <li>○ Nommée Conseillère spéciale auprès du Bureau du Procureur de la Cour pénale internationale (CPI) en février 2025.</li> <li>○ Promotion de la justice pénale internationale, notamment au moyen d'approches sensibles au genre et centrées sur les victimes.</li> <li>○ Direction d'initiatives portant sur les droits des groupes marginalisés, la responsabilité et l'accès à la justice.</li> <li>○ Rôle déterminant dans l'élaboration de cadres juridiques en matière de droits de l'homme et à la justice.</li> <li>○ Coordinatrice de l'examen des Amendements de Kampala relatifs au crime d'agression, mobilisant les États parties africains à la Cour pénale internationale en vue de participer à la réforme du droit pénal international.</li> <li>○ Contribution des perspectives africaines lors de la première réunion publique de l'Initiative sur les crimes contre l'humanité en 2009. Cette réunion d'experts, réunissant notamment des spécialistes du droit pénal international tels que la Professeure Leila Sadat, le Professeur William Schabas, la Juge Christine van den Wyngaert, le Juge Richard Goldstone et le Professeur Cherif Bassiouni, visait à examiner la nécessité d'une convention globale sur les crimes contre l'humanité et à amorcer la rédaction d'un traité type.</li> <li>○ Coordinatrice du Programme de mentorat et de formation en matière de genre destiné aux juges des juridictions et tribunaux internationaux, visant à renforcer les capacités judiciaires afin de rendre des décisions sensibles au genre.</li> <li>○ Engagement en faveur des droits des victimes et des conseils de la défense, ayant joué un rôle prépondérant dans la création du Barreau pénal international (International Criminal Court Bar Association - ICCBA).</li> <li>○ Initiatrice du processus d'élaboration et d'adoption des Principes du Caire-Arusha sur la compétence universelle, favorisant ainsi la responsabilisation pour les crimes les plus graves.</li> <li>○ Contribution active à la structuration du discours sur la justice internationale et la responsabilité.</li> <li>○ Rédactrice en chef et auteure de six ouvrages, ainsi que de plus de 40 numéros de la revue AFLA Quarterly.</li> <li>○ Influence sur les efforts mondiaux en faveur de la justice, de la responsabilité et des droits de l'homme.</li> </ul> |
| •                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
| <b>06/1995 - 03/1997</b>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
| - <i>Employeur :</i>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        | Africa Legal Aid (AFLA)                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
| • - <i>Intitulé du poste :</i>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              | Fondatrice d'Africa Legal Aid (AFLA)                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |

- - *Autres informations :* Création et lancement d'AFLA ; prise en charge des questions de gouvernance, notamment l'enregistrement juridique, la constitution du conseil d'administration, le recrutement de bénévoles, la collecte de fonds, l'engagement avec les milieux des droits de l'homme et de la justice, ainsi que la mise en place d'une base de soutien durable

**05/1993 - 05/1995**

- *Employeur :* Centre d'études européennes, Université de Maastricht a Legal Aid (AFLA)
- *Intitulé du poste :* Faculté de droit, Université de Maastricht, Pays-Bas
- *Autres informations :*
  - Auteure de la première monographie (ouvrage pratique) consacrée à la Commission africaine des droits de l'homme et des peuples. Publiée initialement par Kluwer Law International, l'ouvrage a ensuite été publié en français et en arabe par l'ancienne Société africaine de droit international et comparé
  - Dispense de cours en droits de l'homme et en droit international.

**07/1992 - 04/1993**

- *Employeur :* Centre d'études européennes, Université de Maastricht
- *Intitulé du poste :* Professeure invitée
- *Autres informations :* Enseignement du droit européen et du droit international

**10/1991 - 06/1992**

- *Employeur :* Minnesota Lawyers International Human Rights Committee
- *Intitulé du poste :* Directrice du programme Afrique
- *Autres informations :* Création et mise en place d'un programme Afrique ; obtention du statut d'observateur auprès de la Commission africaine des droits de l'homme et des peuples ; appui à la Commission africaine durant ses premières années, notamment par l'évaluation préliminaire des plaintes soumises, sur la base de la jurisprudence des systèmes interaméricain et européen des droits de l'homme

**01/1990 - 01/1991**

- *Employeur :* Faculté de droit, Université de Maastricht
- *Intitulé du poste :* Chercheuse associée en droits de l'homme et en droit international
- *Autres informations :*
  - Publication de trois articles sur le système africain des droits de l'homme dans des revues internationales
  - Dispense de cours en droits de l'homme et en droit international.

**06/1987 - 12/1989**

- *Employeur :* Tribunal de district du comté de Ramsey, Saint Paul, Minnesota
- *Intitulé du poste :* Assistante juridique
- *Autres informations :* Appui aux juges par la conduite de recherches juridiques, la rédaction de documents juridiques et l'assistance en audience

**06/1986 - 05/1987**

- *Employeur :* Bureau du procureur municipal de Minneapolis
- *Intitulé du poste :* Assistante juridique
- *Autres informations :* Appui aux avocats par la conduite de recherches juridiques, la rédaction de notes, de mémoires et l'appui aux audiences

**AUTRES ACTIVITES PROFESSIONNELLES PERTINENTES :**

- Veuillez cliquer sur le signe « + » en bas à droite pour ajouter d'autres entrées

#### 07/2025 - Présent

- **Activité :** Membre du comité de pilotage, Coordination du Traité sur les crimes contre l'humanité

#### 07/2025 - Présent

- **Activité :** Membre de la Coalition pour la justice de genre de la Coordination du Traité sur les crimes contre l'humanité

#### 05/2018 - Présent

- **Activité :** Membre du conseil consultatif, Fondation Solo Sandeng

#### 04/1999 - 10/2026

- **Activité :** Membre du conseil d'administration, Centre européen de gestion des politiques de développement (European Centre for Development Policy Management)
- 

### PUBLICATIONS LES PLUS PERTINENTES

#### OUVRAGES

- Evelyn A. Ankumah (dir.), *The International Criminal Court and Africa: One Decade On*, Intersentia, 2016, 676 pages.
- Evelyn A. Ankumah et Edward K. Kwakwa (dir.), *African Perspectives on International Criminal Justice*, Africa Legal Aid, 2005, 284 pages.
- Evelyn A. Ankumah (dir.), *Litigating Economic and Social Rights in Africa*, Africa Legal Aid, 2004, 206 pages.
- Evelyn A. Ankumah et Edward K. Kwakwa (dir.), *The Legal Profession and the Protection of Human Rights in Africa*, 1999, 180 pages.
- Evelyn A. Ankumah, *The African Commission on Human and Peoples' Rights: Practice and Procedures*, Kluwer Law International, 1996, 246 pages.

#### REVUES

- Evelyn A Ankumah (éd.), *A Victim-Centred and Gender-Sensitive Approach to Justice in Southern Africa: Shared Lessons*, Africa Legal Aid (AFLA) Quarterly, janvier–mars 2023.
- Evelyn A Ankumah (éd.), *Lessons from the Gbagbo and Blé Goudé Case and ICC Review*, AfricaLegal Aid (AFLA) Quarterly, numéro spécial 2019.
- Evelyn A Ankumah (éd.), *Engaging the African Youth in Justice and Peace Building*, Africa Legal Aid (AFLA) Quarterly, 2e numéro spécial 2018.
- Evelyn A Ankumah (éd.), *Commemorating the 20th Anniversary of the Rome Statute of the International Criminal Court*, Africa Legal Aid (AFLA) Quarterly, numéro spécial 2018.
- Evelyn A Ankumah (éd.), *Carrying Forward the Innovations of the Extraordinary African Chambers for the Prosecution of Hissène Habré*, Africa Legal Aid (AFLA) Quarterly, janvier–mars 2017.
- Evelyn A Ankumah (éd.), *Africa and International Justice: After Kampala*, Africa Legal Aid (AFLA) Quarterly, avril–juin 2010.
- Evelyn A Ankumah (éd.), *On the Shores of Lake Victoria: Africa and the ICC Review Conference*, Africa Legal Aid (AFLA) Quarterly, janvier–mars 2010.
- Evelyn A Ankumah (éd.), *Adopting a Holistic Approach to Gender Justice*, Africa Legal Aid (AFLA) Quarterly, janvier–mars 2009.
- Evelyn A Ankumah (éd.), *Gender Justice and the Legacy of the International Criminal Tribunal for Rwanda*, Africa Legal Aid (AFLA) Quarterly, numéro double juillet–décembre 2008.

- Evelyn A Ankumah (éd.), The Interface Between Peace and International Justice in Africa, Africa Legal Aid (AFLA) Quarterly, numéro double juillet–décembre 2007.
- Evelyn A Ankumah (éd.), Women in Conflict Situations in Africa, Africa Legal Aid (AFLA) Quarterly, juillet–septembre 2003.
- Evelyn A Ankumah (éd.), Africa and the International Criminal Court, Africa Legal Aid (AFLA) Quarterly, janvier–mars 2003.
- Evelyn A Ankumah (éd.), African Perspectives on Universal Jurisdiction for International Crimes, Africa Legal Aid (AFLA) Quarterly, juillet–septembre 2001

#### SEMINAIRES ET CONFERENCES LES PLUS PERTINENTES

##### SÉMINAIRES CONVOQUÉS PAR L'INTERMÉDIAIRE D'AFRICA LEGAL AID (AFLA)

- Réforme du régime relatif au crime d'agression : la RDC comme cas d'étude, manifestation parallèle de l'Assemblée des États Parties (AEP), La Haye, 1er décembre 2025.
- Promotion de la complémentarité et renforcement des capacités nationales en RDC, manifestation parallèle de l'AEP, La Haye, 2 décembre 2025.
- Approches de la justice centrées sur les victimes et sensibles au genre en RDC, manifestation parallèle de l'AEP, La Haye, 3 décembre 2025.
- Session spéciale AFLA-AEP sur l'Examen des amendements relatifs au crime d'agression : Le temps de l'harmonisation et de la modification, New York, 8 juillet 2025.
- Retraite de suivi : examen des amendements de Kampala relatifs au crime d'agression, Accra, Ghana, 20-21 mai 2025.
- Manifestation parallèle AFLA-AEP sur l'examen des amendements de Kampala relatifs au crime d'agression : perspectives des États africains parties, La Haye, 2 décembre 2024.
- Examen des amendements de Kampala relatifs au crime d'agression : mobilisation des États africains parties à la Cour pénale internationale (CPI) afin de renforcer la sensibilisation et l'appropriation, Johannesburg, 30-31 octobre 2024.
- Utilisation de l'intelligence artificielle dans les juridictions pénales internationales, formation de mentorat sur le genre pour les juges des juridictions et tribunaux internationaux, Université de Maastricht, 5 octobre 2023.
- Deuxième symposium sur la prévention de la violence fondée sur le genre en Afrique australe : raisons d'espérer, Pretoria, 22-23 août 2024, organisé en coopération avec le Centre for the Study of Violence and Reconciliation.
- Symposium pilote sur la prévention de la violence fondée sur le genre en Afrique australe, Pretoria, 29-30 août 2023, organisé en coopération avec le Centre for the Study of Violence and Reconciliation.
- Jugement sensible au genre devant les juridictions pénales internationales (CPI), manifestation parallèle AFLA-AEP, La Haye, 7 décembre 2021.
- Questions de genre relatives aux approches à l'égard des avocates, formation de mentorat sur le genre pour les juges des juridictions et tribunaux internationaux, en ligne, 29 mai 2021.
- Questions de genre relatives aux approches à l'égard des témoins féminins, formation de mentorat sur le genre pour les juges des juridictions et tribunaux internationaux, en ligne, 27 février 2021.
- Tendances émergentes en matière de complémentarité : consultations avec les parties prenantes d'Afrique centrale et de l'Est, Kampala, 4-5 juillet 2018.
- Tendances émergentes en matière de complémentarité : consultations avec les parties prenantes d'Afrique de l'Ouest, Banjul, 25-26 avril 2018.
- Poursuivre l'héritage des Chambres africaines extraordinaires dans le procès Habré : une solution africaine à un problème africain, manifestation parallèle à la 29e session ordinaire de l'Assemblée des chefs d'État et de gouvernement de l'Union africaine, Addis-Abeba, 3-4 juillet 2017, organisé en coopération avec la Commission de l'Union africaine.

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <ul style="list-style-type: none"> <li>• La complémentarité, le procès Hissène Habré et l'évolution de la compétence universelle, Dakar, 30 mai-1er juin 2016.</li> <li>• Universalisation du Statut de Rome de la Cour pénale internationale, Johannesburg, 18-19 mai 2015.</li> <li>• Coopération, perspectives de la défense et clarification du débat sur les immunités, manifestation parallèle de l'AEP, New York, 12 décembre 2014.</li> <li>• L'Afrique et la Cour pénale internationale (CPI) : enseignements tirés et synergies futures, Johannesburg, 9-10 septembre 2014.</li> <li>• L'Afrique et la CPI : dialogue avec les pays d'Afrique du Nord et francophones, Tunis, 14-15 novembre 2013.</li> <li>• L'Afrique et la CPI : dix ans après, Arusha, 28 février-1er mars 2013.</li> <li>• Le mandat d'arrêt contre Al Bashir, La Haye, 26 avril 2010.</li> <li>• Sur les rives du lac Victoria : l'Afrique et la Cour pénale internationale (CPI), manifestation parallèle à la Conférence de révision du Statut de Rome de la Cour pénale internationale, Kampala, 28 mai 2010.</li> <li>• Adoption d'une approche holistique de la justice de genre, Dakar, 6-7 mars, organisé en coopération avec le Tribunal pénal international pour le Rwanda (TPIR).</li> <li>• La justice de genre et l'héritage du Tribunal pénal international pour le Rwanda (TPIR), La Haye, 7-8 juillet 2007, organisé en coopération avec le TPIR et Women's Initiatives for Gender Justice.</li> <li>• L'interface entre paix et justice internationale en Afrique, Accra, 22-23 juin 2007, organisé en coopération avec la Cour pénale internationale.</li> <li>• La Cour pénale internationale et l'Afrique : introduction de la CPI aux secteurs des droits de l'homme et de la justice en Afrique, Accra, 24-25 octobre 2003</li> </ul> |
| <b>APPARTENANCE A DES ASSOCIATIONS PROFESSIONNELLES</b>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
| <ul style="list-style-type: none"> <li>• International Gender Champions, 2020 – Présent.</li> <li>• Hague Arbitration Group, 2017 – Présent.</li> <li>• Coalition pour la Cour pénale internationale, 2002 – Présent.</li> <li>• Société africaine de droit international et comparé, 1991-2003.</li> </ul>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |
| <b>DISTINCTIONS REÇUES</b>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |
| <ul style="list-style-type: none"> <li>• Admise au réseau International Gender Champions (IGC) en 2020. Le réseau IGC constitue une initiative de leadership visant à promouvoir l'égalité des genres et la justice internationale.</li> <li>• Reconnue par Power List Magazine en 2014 comme l'une des 25 personnalités africaines contribuant de manière significative au progrès du continent.</li> </ul>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |
| <b>INTÉRÊTS PERSONNELS</b>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |
| <ul style="list-style-type: none"> <li>• Lecture</li> <li>• Écriture</li> <li>• Cuisine</li> </ul>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |
| <b>DIVERS</b>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
| <p>AUDIENCES ET PRÉSENTATIONS NOTABLES À LA DEMANDE DES PARTIES PRENANTES DE LA CPI</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Evelyn A. Ankumah, Comprendre la complémentarité, Groupe de travail de La Haye du Bureau de l'Assemblée des États parties (HWG), Session d'information sur la complémentarité en pratique, La Haye, 30 octobre 2018.</li> <li>• Evelyn A. Ankumah, Partage des enseignements africains relatifs à l'universalisation du Statut de Rome de la Cour pénale internationale avec des parties prenantes asiatiques, 57e réunion annuelle de</li> </ul>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |

l'Organisation consultative juridique afro-asiatique (AALCO), Tokyo, 11 octobre 2018. Participation sur invitation des Gouvernements du Japon et des Pays-Bas.

- Evelyn A. Ankumah, Le soutien de l'Union européenne à la Cour pénale internationale dans une perspective africaine, Commission des affaires étrangères du Parlement européen et sa Sous-commission des droits de l'homme, Plan d'action de l'Union européenne visant à renforcer son soutien futur à la CPI, Bruxelles, 12 juillet 2011.

### 3. CHIZUMILA, Tujilane (République de Malawi)

[Original : anglais]

#### Note verbale

Le ministère des Affaires étrangères et de la Coopération internationale de la République du Malawi présente ses compliments au Secrétariat de l'Assemblée des États parties au Statut de Rome de la Cour pénale internationale (CPI) et a l'honneur de se référer à la note du Secrétariat ICC-ASP/25/SP/01/Corr.2 du 11 décembre 2025 concernant la nomination et l'élection des juges de la CPI devant avoir lieu la vingt-cinquième session de l'Assemblée des États Parties à New York du 7 au 17 décembre 2026.

Le Ministère a l'honneur d'informer le Secrétariat que le Gouvernement de la République du Malawi a proposé la candidature de Madame la Juge Tujilane R. Chizumila au poste de juge de la liste A de la Cour pénale internationale. Juge éminente, Madame Chizumila possède une vaste expérience en droit pénal, en droit international des droits de l'homme et en administration judiciaire, expérience acquise aux niveaux national et international. Elle a siégé à la Cour africaine des Droits de l'homme et des peuples et a auparavant traité des affaires pénales au sein de la *Tanzania Legal Corporation*. Elle apporte également une précieuse expérience diplomatique et opérationnelle, notamment en matière de protection de l'enfance, de droits des réfugiés, de justice centrée sur les victimes et de protection des populations vulnérables, autant d'éléments qui témoignent de sa solide connaissance du droit pénal international qui lui permettront de contribuer efficacement et avec détermination aux travaux de la Cour pénale internationale.

Le Ministère a joint à cette note verbale une déclaration préparée conformément au paragraphe 4(a) de l'article 36 ainsi qu'un curriculum vitae de Madame Tujilane R. Chizumila pour examen par la Cour.

#### Exposé des qualifications

##### 1. Introduction

Le Gouvernement de la République du Malawi soumet la candidature de **Madame la Juge Tujilane Rose Chizumila** à l'élection des juges de la **Cour pénale internationale**.

Madame Chizumila remplit pleinement les conditions énoncées à l'**Article 36(3) du Statut de Rome**. Elle est une personne d'une haute moralité, impartiale et intègre, possédant les qualifications requises pour occuper les plus hautes fonctions judiciaires du Malawi.

Elle a été juge à la Haute Cour du Malawi et à la Cour africaine des Droits de l'homme et des peuples, où elle a exercé pendant neuf ans des fonctions judiciaires internationales.

Au cours de près de cinquante ans de service juridique et public, Madame Chizumila a été avocate pénaliste, juge internationale, médiatrice, fonctionnaire des Nations Unies, diplomate et juriste.

Son parcours personnel d'enfant réfugiée devenue juriste au plan international illustre le pouvoir transformateur du droit et renforce son engagement indéfectible en faveur de la justice pour les victimes des crimes les plus graves au regard du droit international.

##### 2. Qualifications de la Liste A

##### Droit et procédure pénaux

Madame Chizumila est qualifiée au titre de la **Liste A (Droit pénal et procédure)**.

Elle possède plus de vingt ans d'expérience approfondie en litige pénal, au cours desquels elle a traité de nombreuses affaires pénales très graves, impliquant des questions de preuve complexes et la protection des droits de la défense.

Son expérience en droit pénal comprend :

- **10 ans – Avocate de la défense pénale, Tanzania Legal Corporation**, représentant des accusés dans un large éventail de procès pénaux devant les tribunaux tanzaniens.
- **2 ans – Avocate, cabinet Chizumila Msisha & Company**, exerçant la défense pénale et représentant des clients dans des procédures pénales complexes.
- **1 an – Avocate, cabinet Savjani & Company**, gérant des litiges pénaux devant les tribunaux.
- **5 ans – Propriétaire du cabinet Chizumila & Company**, créatrice et dirigeante du premier cabinet d'avocats détenu par une femme au Malawi, gérant des litiges pénaux complexes, y compris des crimes et délits graves.
- **1 an et demi – Avocat de l'État et conseillère juridique** auprès du ministère de la Justice du Malawi, représentante de l'État et assurant la défense des personnes accusées et indigentes dans le cadre de poursuites pénales.
- **1 an et demi – Juge à la Haute Cour du Malawi**, présidant les affaires pénales et constitutionnelles et veillant au respect des garanties d'un procès équitable et des principes du droit à une procédure régulière.

L'expertise de Madame Chizumila en droit pénal repose sur une décennie de service au sein de la *Tanzania Legal Corporation*, un organisme para-étatique relevant du ministère de la Justice, où elle a représenté des accusés dans des affaires criminelles graves devant les tribunaux tanzaniens. Au cours de cette période, elle a acquis une vaste expertise en matière de procédure pénale, de normes de preuve et de protection du droit à un procès équitable.

Grâce à ces fonctions, Madame Chizumila a acquis une expertise approfondie dans les domaines suivants :

- Procédure pénale ;
- Évaluation des preuves complexes ;
- Protection du droit à une procédure régulière et au droit à un procès équitable ;
- Pratique de la défense et du ministère public en matière pénale ;
- Jugement judiciaire des infractions pénales graves.

Ses neuf années en tant que juge à la Cour africaine des Droits de l'homme et des peuples l'ont amenée à statuer sur des affaires relatives à de graves violations des Droits de l'homme et à la responsabilité de l'État, questions qui recoupent fréquemment la responsabilité pénale internationale.

### 3. Indépendance et intégrité

Tout au long de ses près de cinquante années de service professionnel, Madame Chizumila a fait preuve d'un engagement indéfectible envers l'indépendance de la justice, l'intégrité et l'État de droit.

Son parcours en tant que juge, médiatrice, avocate et fonctionnaire témoigne d'un strict respect de l'équité, de l'impartialité et des droits de toutes les parties devant la loi, ainsi que d'une fidélité aux principes de justice incarnés par le Statut de Rome.

### 4. Contribution aux travaux de la Cour

Madame Chizumila apporte une expérience acquise au sein d'institutions nationales, régionales et internationales, notamment dans les fonctions judiciaires, diplomatiques et humanitaires.

Cette expérience lui permet de contribuer aux travaux de la Cour en s'appuyant sur une solide compréhension de la responsabilité judiciaire et du contexte international plus large dans lequel la Cour évolue.

Son expérience au sein d'institutions internationales et régionales lui permet de contribuer de manière constructive au renforcement du dialogue entre la Cour, les États Parties et les communautés concernées tout en préservant pleinement l'indépendance et l'impartialité judiciaires.

Son expérience internationale est enrichie par son travail au sein du système des Nations Unies, notamment auprès du HCR et de l'UNICEF, où elle a traité des questions relatives à la protection des réfugiés, aux violences sexistes et aux droits de l'enfant. Ancienne ambassadrice et représentante permanente auprès de la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC), elle apporte une précieuse expérience diplomatique et une solide compréhension des processus multilatéraux et de la coopération internationale.

Ancienne enfant réfugiée, Madame Chizumila offre une perspective unique et profonde sur les questions de déplacement, de conflit et de vulnérabilité humaine. Cette expérience personnelle enrichit sa sensibilité judiciaire et renforce son engagement envers la justice pour les victimes des crimes les plus graves qui préoccupent la communauté internationale.

## **5. Candidature africaine**

La candidature de Madame Chizumila témoigne de l'engagement continu de l'Afrique à renforcer la justice internationale tout en veillant à ce que les perspectives et les expériences des systèmes juridiques africains soient prises en compte de manière constructive au sein des institutions mondiales.

Ayant exercé ses fonctions au sein des systèmes judiciaires nationaux et continentaux, elle possède une connaissance approfondie des traditions juridiques, des réalités institutionnelles et des aspirations des États africains. Son élection contribuerait à renforcer la confiance dans la Cour à travers le continent africain, tout en faisant progresser l'objectif mondial commun de responsabilité pour les crimes les plus graves qui préoccupent la communauté internationale.

## **6. Compétences linguistiques**

Madame Chizumila parle couramment l'anglais et le swahili et elle est parfaitement apte à exercer ses fonctions judiciaires dans l'une des langues de travail de la Cour.

## **7. Disponibilité et engagement à servir**

Si elle est élue, Madame Chizumila sera pleinement disponible pour entrer en fonction et exercer les fonctions de juge de la Cour pénale internationale à temps plein, conformément au Statut de Rome.

Elle s'engage à servir la Cour avec une indépendance, une impartialité et une intégrité totales, et à consacrer l'intégralité de ses capacités professionnelles aux travaux de la Cour pendant toute la durée du mandat qui lui a été confié par l'Assemblée des États parties.

## **8. Conclusion**

Madame Chizumila apporte à la Cour pénale internationale :

- Près de 50 ans d'expérience juridique et judiciaire cumulée ;
- 9 ans de service judiciaire international ;
- Plus de 20 ans d'expérience en litiges d'ordre pénal ;
- Une expertise approfondie en droit international des droits de l'homme et en droit des réfugiés ;
- Une expérience humanitaire de terrain au sein des Nations Unies;
- Une expérience diplomatique de haut niveau
- Une expérience personnelle du déplacement et de l'apatridie, renforçant son engagement envers la justice pour les victimes

Son élection renforcerait considérablement l'expertise en droit pénal de la Cour, son expérience judiciaire internationale, la représentation des femmes et le leadership judiciaire africain.

Madame Chizumila est prête à servir la Cour avec indépendance de jugement, fidélité au Statut de Rome et dévouement à une administration équitable et impartiale de la justice internationale.

## Curriculum vitae

|                                                                                                                                                                                                                |                                      |                          |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------|--------------------------|
| <b>Nom de famille :</b>                                                                                                                                                                                        | CHIZUMILA                            |                          |
| <b>PRÉNOM :</b>                                                                                                                                                                                                | Tujilane                             |                          |
| <b>DEUXIÈME PRÉNOM :</b>                                                                                                                                                                                       | Rose                                 |                          |
| <b>SEXE :</b>                                                                                                                                                                                                  | Féminin                              |                          |
| <b>DATE DE NAISSANCE :</b>                                                                                                                                                                                     | 14 mai 1953                          |                          |
| <b>NATIONALITÉ :</b>                                                                                                                                                                                           | Malawi                               |                          |
| <b>CRITÈRES RÉGIONAUX :</b>                                                                                                                                                                                    | Afrique                              |                          |
| <b>SECONDE NATIONALITÉ : (LE CAS ECHEANT)</b>                                                                                                                                                                  | Sans objet                           |                          |
| <b>ÉTAT CIVIL :</b>                                                                                                                                                                                            | Veuve                                |                          |
| <b>LISTE A/LISTE B :</b>                                                                                                                                                                                       | Liste A                              |                          |
| <b>LANGUES</b>                                                                                                                                                                                                 | Langue maternelle : Chichewa         |                          |
| - ANGLAIS                                                                                                                                                                                                      | (à l'écrit) Avancé                   | (à l'oral) Avancé        |
| - FRANÇAIS                                                                                                                                                                                                     | (à l'écrit) Basique                  | (à l'oral) Basique       |
| - AUTRES                                                                                                                                                                                                       | Swahili : (à l'écrit) Avancé         | (à l'oral) Avancé        |
|                                                                                                                                                                                                                | Allemand : (à l'écrit) Intermédiaire | (à l'oral) Intermédiaire |
|                                                                                                                                                                                                                |                                      |                          |
|                                                                                                                                                                                                                |                                      |                          |
| <b>QUALIFICATIONS ACADEMIQUES : Date, établissement, diplôme(s) obtenu(s) (en commençant par le plus récent)</b><br><i>- Veuillez cliquer sur le signe « + » en bas à droite pour ajouter d'autres entrées</i> |                                      |                          |
| <b>07/1985 – 07/1988</b><br>- Institution : Université Christian-Albrecht, Kiel, Allemagne<br>- Diplôme(s) obtenu(s) : Diplôme de Master en droit international                                                |                                      |                          |
| <b>06/1982 – 12/1982</b><br>- Institution : Faculté de droit du Kenya / Secrétariat du Commonwealth, Nairobi<br>- Diplôme(s) obtenu(s) : Certificat de rédaction législative                                   |                                      |                          |
| <b>07/1973 – 07/1977</b><br>- Institution : Université de Dar es Salaam<br>- Diplôme(s) obtenu(s) : Baccalauréat en droit (LLB)                                                                                |                                      |                          |

**EXPERIENCE PROFESSIONNELLE : : Date, employeur, intitulé du poste, autres informations (en commençant par le plus récent)**

- Veuillez cliquer sur le signe « + » en bas à droite pour ajouter d'autres entrées

- Veuillez indiquer la pertinence de l'expérience par rapport à la candidature présentée sous la liste A ou B, le cas échéant

**02/2017- 02/2029**

- Employeur : Cour africaine des droits de l'homme et des peuples
- Intitulé du poste : Juge
- Autres informations : Madame Chizumila a siégé pendant neuf ans à la plus haute juridiction africaine des droits de l'homme, traitant d'affaires relatives aux violations des droits fondamentaux garantis par les traités régionaux, aux garanties d'une procédure régulière et d'un procès équitable, aux droits politiques et à la justice électorale, à la liberté d'expression, à la discrimination et aux violences sexistes, et à la protection des populations vulnérables.  
Elle a contribué au développement de la jurisprudence continentale en interprétant la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples et les instruments connexes. Ma participation à la décision historique rendue dans l'affaire APDF et IHRDA contre la République du Mali par le biais de la Gender Justice Uncovered Awards, et a renforcé les protections juridiques contre le mariage d'enfants et la discrimination à l'égard des femmes.

**06/2010- 06/2015**

- Employeur : Gouvernement du Malawi
- Intitulé du poste : Médiatrice
- Autres informations : Madame Chizumila a été Médiatrice publique du Malawi pendant cinq ans dirigeant le Tribunal administratif chargé d'enquêter sur les plaintes pour mauvaise administration et abus d'autorité. Son travail a renforcé la responsabilité, la transparence et la justice administrative du gouvernement tout en apportant des solutions par le biais d'enquêtes, d'audiences publiques et de recommandations politiques. Conformément à son mandat constitutionnel, elle a également siégé à la Commission des droits de l'homme du Malawi et à la Commission du service de police.  
Elle a été la première femme Médiatrice du Malawi.

**05/2003- 07/2004**

- Employeur : Haute Cour du Malawi
- Intitulé du poste : Juge
- Autres informations : Elle a présidé des procès criminels importants, des litiges constitutionnels et des affaires civiles complexes en appliquant les normes internationales relatives aux droits de l'homme dans le cadre de la jurisprudence nationale.

**10/1994- 04/1999**

- Employeur : Chizumila et Compagnie (première femme avocate au Malawi ayant créé sa propre société)
- Intitulé du poste : Fondatrice et propriétaire
- Autres informations : Elle a acquis une vaste expertise en matière de procédure pénale, de droits de la défense et d'accès à la justice pour les personnes vulnérables et a présidé l'Association des femmes avocates du Malawi pendant la période de graves abus sexuels sur les femmes et les enfants qui ont abouti à des modifications législatives.

**08/1993 - 09/1994**

- Employeur : Chizumila Msisha et Compagnie (société juridique privée de mon défunt mari)

|                                                                                            |                              |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
|--------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| -                                                                                          | <i>Intitulé du poste :</i>   | Avocate                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
| -                                                                                          | <i>Autres informations :</i> | Elle a renforcé son expertise en droit pénal en traitant des cas très graves d'abus criminels de la part du gouvernement précédent.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
| <b>06/1991 - 11/1991</b>                                                                   |                              |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
| -                                                                                          | <i>Employeur :</i>           | Ministère de la Justice et des Affaires constitutionnelles du Malawi                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |
| -                                                                                          | <i>Intitulé du poste :</i>   | Avocate de l'État et de l'aide juridique                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
| -                                                                                          | <i>Autres informations :</i> | A représenté l'État dans les poursuites pénales et a assuré la représentation juridique des personnes accusées indigentes, renforçant ainsi l'accès à la justice.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |
| <b>10/1978 - 10/1988</b>                                                                   |                              |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
| -                                                                                          | <i>Employeur :</i>           | Société juridique tanzanienne (un organisme parapublic relevant du ministère de la Justice pendant 10 ans)                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |
| -                                                                                          | <i>Intitulé du poste :</i>   | Conseiller juridique                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |
| -                                                                                          | <i>Autres informations :</i> | Représentation de personnes accusées dans des affaires criminelles graves devant les tribunaux tanzaniens.<br>Expertise approfondie en matière de procédure pénale, de normes de preuve et de droits à un procès équitable.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
| <b>AUTRES ACTIVITES PROFESSIONNELLES PERTINENTES :</b>                                     |                              |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
| <i>- Veuillez cliquer sur le signe « + » en bas à droite pour ajouter d'autres entrées</i> |                              |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
| <b>2008-2009</b>                                                                           |                              |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
| •                                                                                          | <i>Activité :</i>            | Expérience humanitaire internationale et auprès des Nations Unies<br>Consultante en droits de l'enfant (UNICEF)<br><i>Responsabilités :</i><br>Conseils sur la mise en œuvre des normes internationales de protection de l'enfance.<br>Promotion de l'intérêt supérieur de l'enfant dans les cadres politiques.<br>Chargée de programme et d'administration (Save the Children Federation - États-Unis)<br><i>Responsabilités :</i><br>Mise en œuvre de programmes de survie et de protection de l'enfance.<br>Gestion des questions relatives aux réfugiés et aux populations vulnérables, en particulier les femmes et les enfants.<br>Renforcement de la redevabilité et de la mise en œuvre des programmes humanitaires. |
| <b>04/1999 - 04/2003</b>                                                                   |                              |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
| •                                                                                          | <i>Activité :</i>            | Service diplomatique<br>Ambassadrice du Malawi au Zimbabwe et Représentante permanente du Malawi auprès de la SADC<br><i>Responsabilités :</i><br>Représentation du Malawi dans la diplomatie régionale et les négociations multilatérales.<br>Facilitation du dialogue sur la gouvernance, des processus de paix et des initiatives en faveur de l'État de droit.<br>Co-organisation de la Conférence interpartis de tous les acteurs du Zimbabwe (2001).                                                                                                                                                                                                                                                                   |
| <b>1991 – 1993</b>                                                                         |                              |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
| •                                                                                          | <i>Activité :</i>            | Nations Unies et expérience humanitaire internationale<br>Chargée de mission pour les femmes et les enfants réfugiés (HCR)                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |

*Responsabilités :*

Protection des femmes et des enfants réfugiés.  
 Lutte contre les violences sexistes dans les camps de réfugiés.  
 Recherche des familles et réunification des enfants séparés.  
 Formation professionnelle et soutien aux moyens de subsistance des femmes déplacées.  
 Supervision des processus de rapatriement volontaire.

**1989-1990**

• *Activité* : Expérience humanitaire internationale

Chargée de programme et d'administration (Save the Children Federation – États-Unis)

*Responsabilités :*

Mise en œuvre de programmes de survie et de protection de l'enfance.

Gestion des questions relatives aux réfugiés et aux populations vulnérables, en particulier les femmes et les enfants.

**PUBLICATIONS LES PLUS PERTINENTES**

*De jeune réfugiée à juge – Tome II* (2026)

*De jeune réfugiée à juge – Mon parcours – Tome I* (2022)

Ouvrage en deux volumes sur le droit et la protection des réfugiés, abordant les défis juridiques liés au déplacement et à l'apatridie.

*Voix de l'ONU au sein du système judiciaire : Des femmes qui façonnent la justice internationale* (2026) – Campagne GQUAL/ONU Femmes – Contribution de la juge Tujilane Chizumila

*Parcours vers la magistrature : Femmes juges africaines – Le récit comme expression de la liberté judiciaire* : Tujilane Rose Chizumila, pages 223-238 (2025)

*Le point de vue d'une veuve – Un parcours personnel – Contribution aux réformes du droit successoral du Malawi visant à lutter contre l'accaparement des biens des veuves.* (1996)

*Rôle des femmes dans le leadership et sécurité alimentaire des réfugiés à Nsanje* (1992), par T. Madinga (aujourd'hui Chizumila) et S. Chande

*Distribution alimentaire et harcèlement sexuel à Ntcheu*, par T. Madinga (aujourd'hui Chizumila) (1991)

Deux études menées sous l'égide du HCR ayant conduit à la réforme des systèmes de distribution alimentaire dans les camps de réfugiés du Malawi. Ces études visaient à lutter contre l'exploitation et les abus sexuels liés à l'accès à l'alimentation, en particulier pour les femmes et les enfants.

**SEMINAIRES ET CONFERENCES LES PLUS PERTINENTES**

- Formation à l'éthique pour le personnel des greffes - Cour africaine. Arusha, Tanzanie
- Formation à l'éthique de l'Union africaine, Arusha, Tanzanie
- Commémoration du 50<sup>e</sup> anniversaire de la Convention de l'OUA de 1969, Association internationale des juges des réfugiés et des migrations (IARMJ), Le Cap, Afrique du Sud
- Formation de formateurs : Justice, droits humains et paix, et développement du leadership. Université des Nations Unies pour la paix, Addis-Abeba, Éthiopie
- Cours régional interdisciplinaire sur les droits de l'enfant, SAHRIT, Pretoria, Afrique du Sud
- Rapatriement et protection des réfugiés, HCR, Genève et Zimbabwe
- Lutte contre la corruption pour les magistrats, Bureau anti-corruption, Lilongwe, Malawi
- Formation modulaire Bridge sur les médias et les élections, Lilongwe, Malawi
- Gestion des conflits et consolidation de la paix, Pretoria, Afrique du Sud

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <ul style="list-style-type: none"> <li>• Droits de l'enfant et survie de l'enfant, Malawi, Zimbabwe, Afrique du Sud</li> <li>• Droits des femmes en matière de santé reproductive par le biais du contentieux d'intérêt public, Harare, Zimbabwe</li> </ul>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
| <b>APPARTENANCE A DES ASSOCIATIONS PROFESSIONNELLES</b>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
| <ul style="list-style-type: none"> <li>• Association internationale des juges des réfugiés et des migrations</li> <li>• Comités de la Cour africaine des droits de l'homme sur les questions administratives, budgétaires et financières ; et questions d'audit</li> <li>• Cour africaine des droits de l'homme, Commission africaine des droits de l'homme et Comité africain d'experts sur les droits et le bien-être de l'enfant</li> <li>• Dialogue intercontinental des tribunaux des droits de l'homme</li> <li>• Institut agréé des arbitres</li> <li>• Société du barreau du Malawi</li> <li>• Association des femmes juges du Malawi</li> <li>• Association des femmes juges et magistrates du Malawi (WOJAM), membre fondateur</li> <li>• Association africaine des médiateurs et médiatrices (AOMA)</li> <li>• Association des veuves du Malawi</li> </ul>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |
| <b>DISTINCTIONS REÇUES</b>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
| <p>DÉCISION RENDUE POUR T. CHIZUMILA ET AUTRES FEMMES JUGES APDF &amp; IHRDA contre la République du Mali (2018)</p> <p><i>Titre complet de l'affaire :</i></p> <p>Association pour le Progrès et la Défense des Droits des Femmes Maliennes (APDF) &amp; The Institute for Human Rights and Development in Africa (IHRDA) c. République du Mali</p> <p>N° de requête : 046/2016</p> <p>Date de l'arrêt : 11 mai 2018</p> <p>Cour : Cour africaine des droits de l'homme et des peuples</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
| <b>INTÉRÊTS PERSONNELS</b>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
| <p>Madame Chizumila est profondément attachée à l'engagement intellectuel, qu'elle pratique par la lecture et l'écriture sur les droits humains, l'État de droit et la justice sociale. Elle est passionnée par le mentorat et l'autonomisation des jeunes, et plus particulièrement par le soutien aux jeunes femmes et aux populations vulnérables en situation de réfugiées ou de post-conflit. Elle accorde également une grande importance au bien-être physique, qu'elle entretient régulièrement, et apprécie le jardinage comme moyen de promouvoir le développement durable et l'autonomie communautaire.</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |
| <b>DIVERS</b>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |
| <p>Ancienne réfugiée, Madame Chizumila apporte à son travail judiciaire une compréhension unique et profondément personnelle du déracinement, des conflits et de la vulnérabilité humaine. Son parcours professionnel, qui s'étend aux systèmes juridiques nationaux, régionaux et internationaux, lui confère une perspective rare et nuancée sur la justice et la responsabilité.</p> <p>Elle possède une vaste expérience de collaboration avec les institutions multilatérales, notamment l'Union africaine et les Nations Unies, et a occupé des postes à responsabilité au sein de cercles diplomatiques. Elle défend avec conviction l'égalité des sexes et la protection des droits des femmes et des enfants.</p> <p>Outre son travail judiciaire, elle dirige des initiatives communautaires visant à autonomiser les groupes vulnérables par le biais de programmes d'éducation, de soutien aux moyens de subsistance et de renforcement des capacités. Elle a également contribué à des programmes de formation et de mentorat destinés aux juges, aux diplomates et aux jeunes professionnels, dans le cadre de la fondation Tujilane Chizumila et de sa filiale, Rita's Etiquette.</p> |

## 4. KNUDSEN, Mette (Danemark)

[Original : anglais]

### Note verbale

L'ambassade du Royaume du Danemark auprès du Royaume des Pays-Bas présente ses compliments au Secrétariat de l'Assemblée des États Parties au Statut de Rome de la Cour pénale internationale et, se référant à la note verbale ICC-ASP/25/SP/01/Corr.2 du 16 décembre 2025, a l'honneur d'informer que le Gouvernement du Royaume du Danemark a décidé de présenter la candidature de Madame Mette Lyster Knudsen au poste de juge à la Cour pénale internationale pour le mandat 2027-2036 lors des élections qui se tiendront pendant la 25<sup>e</sup> session de l'Assemblée des États Parties à New York en décembre 2026.

Madame Knudsen est une magistrate de la Haute Cour danoise spécialisée en droit pénal et en responsabilité, bénéficiant de plus de trente années d'expérience professionnelle au sein des tribunaux nationaux, du gouvernement et du milieu universitaire. Elle jouit d'une excellente réputation sur le plan international en tant que membre actif de l'Association internationale et de l'Association européenne des magistrats. Madame Knudsen siège actuellement à la Haute Cour de l'Est du Danemark et préside l'Association des magistrats danois.

Madame Knudsen est candidate sur la liste A conformément au paragraphe 5 de l'article 36 du Statut de Rome.

À cette Note verbale ont été joints le *Curriculum Vitae* de Madame Knudsen ainsi que sa Déclaration des qualifications, conformément au paragraphe 4(a) de l'Article 36 du Statut de Rome.

### Exposé des qualifications

*La présente déclaration est soumise conformément au paragraphe 4a de l'article 36 du Statut de Rome de la Cour pénale internationale et au paragraphe 6 de la résolution de l'Assemblée des États Parties relative à la procédure de nomination et d'élection des juges, du procureur et des procureurs adjoints de la Cour pénale internationale (ICC-ASP/3/Résolution 6).*

Le Danemark propose la candidature de Madame Mette Lyster Knudsen au poste de juge à la Cour pénale internationale (CPI) lors des élections qui se tiendront en décembre 2026, durant la 25<sup>e</sup> session de l'Assemblée des États Parties (AEP).

#### (a) Conditions énoncées au paragraphe 3, alinéa a), b) et c) de l'article 36 du Statut de Rome.

Le juge Knudsen remplit les conditions énumérées dans ces dispositions :

- Elle est une personne d'une grande moralité, qui agit avec impartialité et intégrité et possède les qualifications requises au Danemark pour occuper les plus hautes fonctions judiciaires.
- Elle bénéficie de plus de 30 ans d'expérience à des postes de direction au sein du système judiciaire danois, du ministère de la Justice, de la police nationale et du parquet, ce qui lui confère une compétence de haut niveau en droit et procédure pénaux.
- Elle a présidé le Comité d'experts danois chargé d'analyser la législation danoise et de proposer des amendements législatifs concernant l'incrimination indépendante des crimes de guerre et autres crimes internationaux dans le Code pénal danois, conformément au Statut de Rome, et de formuler une recommandation sur la ratification de l'amendement au Statut de Rome sur le crime d'agression, ce qui lui confère le niveau de compétence requis dans les domaines pertinents du droit international.
- Elle possède une vaste expérience des tribunaux, ayant géré avec succès des affaires délicates et complexes, tout en tenant compte des besoins et des attentes des témoins et des victimes.
- Elle excelle dans la recherche de consensus et le travail d'équipe, plaçant l'intégrité et la qualité juridique du travail de son tribunal au premier plan.
- Son expertise et son esprit de collaboration sont reconnus tant au niveau national qu'au niveau international, comme en témoignent entre autres les postes à responsabilité que ses pairs lui ont confiés au sein des associations danoise, européenne et internationale des juges.
- Madame la juge Knudsen possède une excellente maîtrise de l'anglais et une vaste expérience professionnelle du travail en anglais.

**(b) Informations concernant les paragraphes 7 et 8 a) (i) à (iii) de l'Article 36 du Statut de Rome**

Madame Knudsen est de nationalité danoise et ne possède aucune autre nationalité. Elle représentera le système de droit civil et est une candidate désignée au sein du Groupe des États d'Europe occidentale et autres États (GEO).

**(c) Nomination sur les listes prévues au paragraphe 5 de l'article 36 du Statut de Rome**

Compte tenu de sa vaste expérience en tant que juge et praticienne du droit et de la procédure pénale, Madame la juge Knudsen est nommée sur la liste A.

**(d) Expertise telle que décrite au paragraphe 8(b) de l'article 36 du Statut de Rome**

Madame la juge Knudsen possède une expertise particulière et une expérience pratique en matière de violence à l'égard des femmes et des enfants. Elle a traité de nombreuses affaires dans ce domaine, tant comme policière que comme procureur ou juge, y compris dans un contexte international.

En outre, Madame la juge Knudsen possède une expertise et une expérience pratique particulières dans le travail avec les témoins, les survivants et les victimes, notamment dans les affaires de violences sexuelles et sexistes. Elle a interrogé des centaines de témoins, y compris dans le cadre d'affaires et d'enquêtes transnationales.

Par ailleurs, Madame Knudsen possède une expertise et une expérience pratique particulières en matière de preuve et de son rôle dans les procès. Elle a enseigné à l'université et mené des recherches dans ce domaine pendant 29 ans et a géré un grand nombre d'affaires complexes devant les tribunaux, notamment dans les domaines du crime organisé et du terrorisme, ce qui fait d'elle une experte nationale de premier plan en la matière. Depuis mai 2024, elle forme des procureurs et des enquêteurs spécialisés et expérimentés dans le domaine des violences conjugales complexes et des abus dans les relations intimes, ainsi que du viol, notamment aux méthodes d'entretien et d'évaluation de la crédibilité des victimes vulnérables et traumatisées.

En tant que juge de la Haute Cour danoise, Madame Knudsen possède une solide expérience en matière d'efficacité et de rigueur des procédures judiciaires. Elle a présidé et suppléé des dizaines de procès pénaux à forts enjeux, notamment des affaires complexes de violences faites aux femmes et aux enfants.

**(e) Procédure de nomination conformément au paragraphe 4, alinéa a), ii) de l'article 36 du Statut de Rome.**

Madame Knudsen a été proposée comme candidate danoise par le groupe national danois de la Cour permanente d'arbitrage, composé du secrétaire d'État permanent à la Justice, Monsieur Johan Kristian Legarth (ministère danois de la Justice) ; du président de la Cour suprême du Danemark, Monsieur Jens Peter Christensen ; de la sous-secrétaire d'État aux Affaires juridiques, Madame Vibeke Pasternak Jørgensen (ministère danois des Affaires étrangères) ; et du professeur de droit international, Madame Astrid Kjeldgaard-Pedersen (faculté de droit de l'université de Copenhague). La nomination a eu lieu en décembre 2025, suite à la présentation de Madame la juge Knudsen par le gouvernement danois.

**(f) Accusé de réception des informations fournies concernant les exigences du paragraphe 3, alinéas a), b) et c) de l'article 36 du Statut, conformément au paragraphe 4, alinéa a) de l'article 36 du Statut de Rome.**

Je soussignée, Vibeke Pasternak Jørgensen, en ma qualité de sous-secrétaire aux Affaires juridiques au ministère des Affaires étrangères du Danemark et en ma qualité de membre du groupe national danois de la Cour permanente d'arbitrage chargé de la nomination du juge Knudsen comme candidat au poste de juge à la Cour pénale internationale, atteste que les informations fournies concernant les exigences du paragraphe 3, alinéas a), b) et c) de l'article 36 du Statut, conformément à l'article 36, paragraphe 4, alinéa a), sous-alinéa a) de l'article 36 sont exactes.

**(g) Engagement à siéger à temps plein à la Cour**

Madame la juge Knudsen s'engage à être disponible pour siéger à temps plein lorsque la charge de travail de la Cour l'exigera. Elle sera également disponible pour des entretiens devant le Comité consultatif pour les nominations de juges ainsi que pour les tables rondes publiques organisées par le Groupe de travail de New York auprès de l'Assemblée des États parties.

## Curriculum vitae

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |                                                       |                      |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------|----------------------|
| <b>Nom de famille</b>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              | KNUDSEN                                               |                      |
| <b>PRENOM</b>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      | Mette                                                 |                      |
| <b>DEUXIEME PRENOM</b>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             | Trandse Lyster                                        |                      |
| <b>SEXE</b>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        | Féminin                                               |                      |
| <b>DATE DE NAISSANCE</b>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           | 16 août 1969                                          |                      |
| <b>NATIONALITE</b>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 | Danoise                                               |                      |
| <b>ZONE REGIONALE</b>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              | Groupe des États d'Europe occidentale et autres États |                      |
| <b>SECONDE NATIONALITE (LE CAS ECHEANT)</b>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        | Aucune                                                |                      |
| <b>ÉTAT CIVIL</b>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  | Célibataire                                           |                      |
| <b>LISTE A / LISTE B</b>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           | Liste A                                               |                      |
| <b>LANGUES</b>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     | <b>Langue maternelle:</b> Danois                      |                      |
| - ANGLAIS                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          | (écrit) Avancé                                        | (oral) Avancé        |
| - FRANÇAIS                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         | (écrit) de base                                       | (oral) de base       |
| - AUTRES                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           | Espagnol : (écrit) Intermédiaire                      | (oral) Intermédiaire |
|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    | Allemand : (écrit) Intermédiaire                      | (oral) Intermédiaire |
| <b>ÉTUDES UNIVERSITAIRES ET DIPLOMES</b>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |                                                       |                      |
| <b>09/2011 - 10/2011</b><br>- <i>Institution :</i> Académie de Défense danoise<br>- <i>Diplôme obtenu :</i> Politique de sécurité du Commandement de la Défense<br><br><b>09/1992 - 01/1995</b><br>- <i>Institution :</i> Université de Copenhague<br>- <i>Diplôme obtenu :</i> Maîtrise de Droit<br><br><b>09/1989 - 06/1992</b><br>- <i>Institution :</i> Université de Copenhague<br>- <i>Diplôme obtenu :</i> Licence de Droit |                                                       |                      |
| <b>EXPERIENCE PROFESSIONNELLE</b>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |                                                       |                      |
| <b>08/2019 – aujourd'hui</b><br>- <i>Employeur :</i> Cour d'appel de l'Est, Danemark<br>- <i>Titre du poste</i> Juge de la Cour d'appel<br>- <i>Autres informations :</i>                                                                                                                                                                                                                                                          |                                                       |                      |

- Jugement de toutes catégories d'affaires pénales, y compris le terrorisme, la criminalité organisée et transfrontalière, la cybercriminalité, le viol, l'homicide, la privation de liberté, la violence grave (notamment contre les femmes et les enfants), et les affaires concernant la légalité de l'usage de la force par la police.
- Longue expérience dans l'évaluation complexe et hautement technique des preuves dans les affaires importantes impliquant des enquêtes et des procureurs spécialisés.
- Vaste expérience en tant que Juge présidente et Juge présidente adjointe.
- Jugement d'un grand nombre d'affaires impliquant l'interprétation et l'application de la Convention européenne des Droits de l'homme, du droit de l'Union européenne et de la Convention des Nations-Unies relative aux Droits de l'enfant.
- Gestion des dossiers : Examen des pièces, conduite des audiences préliminaires et gestion des procédures judiciaires afin d'en assurer le bon fonctionnement.
- Encadrement juridique : Garantie de l'équité, maintien de l'ordre du tribunal et encadrement au sein du système judiciaire afin d'assurer le traitement efficace des affaires.
- Fonctions administratives : Approbation des décisions de justice définitives et gestion des dossiers par voie numérique, tant au tribunal que dans les chambres.
- Expérience pertinente au titre de la liste A.

**06/2023 – 06/2024**

- *Employeur :* Comité d'experts pour la mise en œuvre dans le Code pénal danois des crimes de torture, crimes de guerre, crimes contre l'humanité, et pour la ratification de l'amendement au Statut de Rome relatif au crime d'agression.
- *Titre du poste :* Présidente du Comité d'experts.
- *Autres informations*
  - Présidente d'un comité d'experts mandaté par le gouvernement pour analyser la législation danoise et proposer des amendements législatifs relatifs à l'incrimination indépendante des crimes de guerre et autres crimes internationaux dans le Code civil danois, conformément au Statut de Rome.
  - Responsable de l'analyse juridique, de la rédaction et de l'élaboration des propositions législatives présentées par le gouvernement et adoptées à une large majorité après six mois par le Parlement.
  - Responsable des relations du Comité avec les différents ministères et autorités nationales, ainsi que du dialogue avec la société civile danoise et internationale.
  - Expérience pertinente au titre des listes A et B.

**09/2015 – 08/2019**

- *Employeur :* Tribunal de district de Glostrup, Danemark
- *Titre du poste :* Juge
- *Autres informations :*
  - Fonctions préalables au procès, telles que la conduite d'audiences de confirmation d'arrestation, le contrôle de la détention et l'octroi ou le refus à la police ou au parquet de certaines mesures d'enquêtes telles que les perquisitions, les saisies ou les écoutes téléphoniques.
  - Responsable de la section chargée de la préparation des procès pénaux.
  - Jugement sur toutes les catégories d'affaires pénales, y compris le terrorisme, la criminalité organisée et transfrontalière, la cybercriminalité, le viol, l'homicide, la privation de liberté et les violences graves (notamment contre les femmes et les enfants)
  - Expérience pertinente au titre de la liste A.

**11/2014 – 08/2015**

- *Employeur :* Cour d'appel de l'Est, Danemark

- *Titre du poste :* Juge suppléante de la Cour d'appel
- *Autres informations :*
  - Participation à trois divisions différentes au sein de la cour, traitant un large éventail d'affaires civiles et pénales, notamment les meurtres, les viols, les violences et la criminalité organisée transfrontalière.
  - Participation aux délibérations avec les juges nommés.
  - Responsabilité de la rédaction des mémoires d'appel.
  - Préparation et rédaction des décisions, jugements et arrêts.
  - Contrôle de qualité dans la préparation des affaires.
  - Évaluation des qualifications en tant que juge présidente, évaluation globale jugée hautement qualifiée.
  - Expérience pertinente au titre de la liste A.

#### 11/2013 – 10/2014

- *Employeur :* Police de la Zélande du Nord
- *Titre du poste :* Directrice adjointe du personnel
- *Autres informations :*
  - La police de la Zélande du Nord compte environ 700 policiers et 50 procureurs.
  - Responsable d'un projet visant à améliorer l'efficacité dans la gestion des affaires.
  - Expérience pertinente au titre de la liste A.

#### 01/2011 – 11/2013

- *Employeur :* Service danois de Sécurité et de Renseignement (PET)
- *Titre du poste :* Directrice administrative et membre de la direction
- *Autres informations :*
  - Membre de la direction exécutive du PET, service chargé de poursuivre les crimes en lien avec le terrorisme, etc. devant les tribunaux danois.
  - Responsable des finances, des ressources humaines, de la sécurité interne, des systèmes informatiques, de la logistique et de l'ensemble des projets.
  - Présidente du groupe de travail de l'Union européenne sur l'échange d'information et la protection des données pendant la présidence danoise de l'Union européenne (premier semestre 2012).
  - Expérience pertinente au titre de la liste A.

#### 01/2007 – 01/2011

- *Employeur :* Police de la Zélande et du Lolland-Falster
- *Titre du poste :* Directrice adjointe de la Police
- *Autres informations :*
  - Membre de l'équipe de direction, en charge du district de police (plus de 900 agents), incluant le service des poursuites.
  - Responsable de la mise en œuvre de la réforme nationale de la police, notamment de la restructuration, de la décentralisation, de la gestion du personnel et du budget.
  - Représentante de la police danoise dans le cadre d'un programme international à l'initiative de l'organisme partenaire *Dignity*, axé sur la prévention de la torture en Jordanie.
  - Expérience pertinente au titre de la liste A.

**01/2002 – 01/2007**

- *Employeur* : Ministère de la Justice, Danemark
- *Titre du poste* : Responsable de département / Responsable adjointe de département
- *Autres informations* :
  - Responsable des services de conseil ministériel dans les domaines de la police, de la justice pénale et de la préparation aux situations d'urgence.
  - Présidente de groupes de travail interministériels pour la mise en œuvre de la législation européenne.
  - Coordination d'initiatives dans les domaines du droit pénal et de la police durant la présidence danoise de l'Union européenne (second semestre 2002).
  - Expérience pertinente au titre de la liste A.

**04/1996 – 09/1998 et 09/1998 - 12/2003**

- *Employeur* : Police de Copenhague et parquet de Zélande, Danemark
- *Titre du poste* : Procureur et substitut du procureur
- *Autres informations* :
  - Chargée d'affaires de droit pénal dans différents domaines, tels que les violences, les crimes et délits sexuels, la criminalité financière ou liée aux stupéfiants.
  - Très bonne expérience des tribunaux, y compris en appel.
  - Suivi des enquêtes criminelles du district de police à toutes les étapes et conseils concernant les règles de procédure, etc.
  - Expérience pertinente au titre de la liste A.

**02/1995 – 04/1996 et 09/1998 – 01/2022**

- *Employeur* : Ministère de la Justice, Danemark
- *Titre du poste* : Chef de Section
- *Autres informations* :
  - Évaluation de la nouvelle législation danoise concernant sa compatibilité au regard des obligations internationales relative aux Droits de l'homme et à la législation de l'Union européenne.
  - Contributions aux interventions danoises devant les juridictions internationales.
  - Pilotage d'un groupe des projets travaillant sur la réorganisation de la police danoise et des services du parquet local.
  - Expérience pertinente au titre de la liste A.

**AUTRES ACTIVITES PROFESSIONNELLES****08/2025 – aujourd'hui**

- *Activité* : Forum de coordination pour la conférence annuelle de l'Association internationale du barreau en 2026. Préparation de l'organisation de la conférence au Danemark, avec un accent particulier mis sur les notions d'État de droit et de Droits de l'homme.

**10/2024 – aujourd'hui**

- *Activité* : Conférencière au séminaire annuel réservé aux procureurs principaux et aux équipes spéciales de police sur la question de l'évaluation des preuves dans les affaires impliquant des crimes violents, graves ou complexes.

**09/2011 – aujourd'hui**

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <ul style="list-style-type: none"> <li>• <i>Activité</i> : Académie de politique de sécurité du commandement de la Défense danoise (2011) et séminaires annuels ultérieurs sur la politique de sécurité (SIKU) dans les domaines de la politique étrangère, de la sécurité et de la politique de défense.</li> </ul> <p><b>09/1995 – aujourd’hui</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• <i>Activité</i> : Conférencière invitée, examinatrice et superviseur en droit de la preuve et audition des témoins, Faculté de droit, Université de Copenhague, Danemark.</li> </ul> <p><b>03/2003</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• <i>Activité</i> : Programme des visiteurs internationaux du Département d’État des États-Unis : « Lutte contre la criminalité internationale. »</li> </ul>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |
| <b>PUBLICATIONS (SELECTION)</b>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
| <ul style="list-style-type: none"> <li>• Co-autrice, <i>La Convention européenne des Droits de l’homme – à l’intention des praticiens</i> [en danois], Copenhague, Éd. Djøf (6<sup>e</sup> éd. à paraître).</li> <li>• Co-autrice pour quatre chapitres portant sur différentes questions relatives aux procédures pénales (notamment les questions de preuve et les crimes graves) dans un commentaire annoté de la loi danoise sur l’administration de la justice [en danois], Copenhague, Éd. Djøf, 2024.</li> <li>• Articles sur l’évaluation probante des éléments de preuve techniques, notamment l’ADN et la charge de la preuve, <i>Danish Weekly Law Report</i> [en danois], 2022.</li> <li>• Co-autrice pour un chapitre sur la législation relative au viol fondé sur le consentement, la Convention d’Istanbul et l’appréciation judiciaire des preuves, dans <i>The Administration of Justice Act 100 years</i> [en danois], Copenhague, Éd. Djøf, 2019.</li> <li>• Article sur la nouvelle transposition des infractions au Statut de Rome dans le Code pénal danois, <i>Journal of Criminal Law</i> [en danois], 2025.</li> </ul> |
| <b>SEMINAIRES (SELECTION)</b>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
| <ul style="list-style-type: none"> <li>• Intervenante dans le cadre de plusieurs conférences internationales sur les Droits de l’homme et le droit pénal international, notamment à l’Institut danois pour les Droits de l’homme, à la Conférence nationale pour le soixante-quinzième anniversaire du CEDH et à la conférence organisée par l’ONG danoise <i>Dignity</i> pour la poursuite des crimes internationaux, centrée plus particulièrement sur les victimes, Copenhague, Danemark (2025).</li> <li>• Experte au sein du Réseau européen pour la prise en charge des auteurs de violence domestiques : Mesures et réponses face aux auteurs de violences domestiques à haut risque (en ligne, 2023).</li> <li>• Intervenante au Symposium nordique sur le droit de la preuve, Université de Lund, Suède (2018).</li> <li>• Intervenante et co-organisatrice de la Conférence sur la stratégie de gestion d’information de l’Union européenne, La Haye, Pays-Bas (2012).</li> </ul>                                                                                                                                                      |
| <b>APPARTENANCE A DES ASSOCIATIONS ET SOCIETES PROFESSIONNELLES</b>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
| <ul style="list-style-type: none"> <li>• 2024 – Présidente de l’Association danoise des juges. <ul style="list-style-type: none"> <li>a. Représentante de l’ensemble des juges danois sur les questions qui touchent le système judiciaire danois, telles que la nouvelle législation concernée : la négociation des salaires, la responsabilité des juges, la structure future, la spécialisation et la numérisation des tribunaux danois. Travail en faveur d’une sauvegarde de l’État de droit, de l’indépendance et de l’intégrité des juges.</li> </ul> </li> <li>• 2024 – Membre du Conseil consultatif et vice-présidente de la quatrième commission d’études (droit public et social) de l’Association internationale des juges. <ul style="list-style-type: none"> <li>a. Co-présidente des sessions annuelles de la commission et co-rédactrice de questionnaires, de rapports et de conclusions sur un large éventail de sujets, notamment en droit du travail et en droit social.</li> </ul> </li> </ul>                                                                                                                             |

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <ul style="list-style-type: none"> <li>• 2024 - Co-Présidente du groupe de travail sur les salaires et pensions de retraite de l'Association européenne des juges. <ul style="list-style-type: none"> <li>a. Co-présidente des réunion du groupe et co-rédactrice des déclarations, en particulier sur la rémunération des juges et leur indépendance matérielle.</li> </ul> </li> <li>• 2023 – Membre du groupe de travail « Voies vers Bruxelles » de l'Association européenne des juges. <ul style="list-style-type: none"> <li>a. Priorité aux droits fondamentaux et à l'indépendance de la justice dans la législation de l'Union européenne.</li> </ul> </li> <li>• 2002-2003 – Réseau judiciaire européen pour les questions pénales.</li> </ul> |
| <b>INTERETS PERSONNELS</b>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |
| Voyages, photographie, littérature (roman et littérature professionnelle) et opéra.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
| <b>DIVERS</b>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |
| Madame Mette Lyster Knudsen, juge de la Haute Cour, possède une bonne expérience dans la gestion d'affaires pénales complexes et sensibles impliquant plusieurs juges et portant notamment sur le crime organisé, le terrorisme et les violences sexuelles ; elle bénéficie d'une forte présence au plan international en tant que membre active d'associations internationales et européennes de juges ; elle a présidé le Comité national d'experts chargé de la ratification des amendements de Kampala et de l'intégration des crimes et délits relevant du Statut de Rome dans le Code pénal danois ; elle bénéficie d'une solide expérience acquise dans diverses fonctions dans le système judiciaire notamment en tant que procureur.            |

## 5. KYSHAKEVYCH, Lev (Ukraine)

[Original : anglais]

### Note verbale

Le Ministère des affaires étrangères de l'Ukraine présente ses compliments au Secrétariat de l'Assemblée des États Parties à la Cour pénale internationale et, se référant à la note verbale ICC-ASP/25/SP/01/Corr.2 datée du 16 décembre 2025, a l'honneur d'informer que le Gouvernement de l'Ukraine a décidé de présenter la candidature de M. Lev Kyshakevych au poste de juge de la Cour pénale internationale pour le mandat 2027-2036, lors des élections qui se tiendront au cours de la vingt-cinquième session de l'Assemblée des États Parties prévue du 7 au 17 décembre 2026 à New York.

M. Kyshakevych occupe actuellement le poste de juge à la Grande Chambre de la Cour suprême d'Ukraine et possède plus de 30 ans d'expérience professionnelle en droit pénal, en tant que Procureur au sein des autorités de poursuite et de juge dans un tribunal local et à la Cour de cassation pénale au sein de la Cour suprême d'Ukraine. M. Kyshakevych est candidat sur la liste A au sens de l'article 36, paragraphe 5, du Statut de Rome et est désigné conformément à l'article 36, paragraphe 4 a) i), du Statut de Rome, conformément à la procédure prévue dans les « Modalités de présentation des candidatures et d'élection des juges, de Procureur et de procureurs adjoints de la Cour pénale internationale », adoptée par le Décret de la Présidence de l'Ukraine n° 206/2026 du 26 février 2026. Vous trouverez ci-joint l'exposé des qualifications établi conformément à l'article 36, paragraphe 4, alinéa a), du Statut de Rome, le curriculum vitae de M. Kyshakevych, ainsi que les pièces justificatives en ukrainien et en anglais.

[Original : anglais]

### Exposé des qualifications

*Le présent exposé est établi conformément à l'article 36, paragraphe 4, alinéa a), du Statut de Rome de la Cour pénale internationale et au paragraphe 6 de la résolution de l'Assemblée des États Parties relative à la procédure de désignation et d'élection des juges, du Procureur et des procureurs adjoints de la Cour pénale internationale (ICC-ASP/3/Res.6).*

Par la présente, l'Ukraine soumet la candidature du juge Lev Yuriyovych KYSHAKEVYCH au poste de juge de la Cour pénale internationale pour les élections qui se tiendront en décembre 2026 lors de la vingt-cinquième session de l'Assemblée des États Parties.

#### **a) Informations concernant le respect par le candidat des conditions énoncées à l'article 36, paragraphe 3, alinéas a), b) et c), du Statut de Rome**

Le juge L. Kyshakevych remplit pleinement les conditions requises pour être candidat, telles que définies à l'article 36, paragraphe 3, du Statut de Rome.

L. Kyshakevych est un juge faisant preuve d'une haute moralité, d'impartialité et d'intégrité, qui satisfait aux exigences établies en Ukraine pour la nomination au poste judiciaire le plus élevé – celui de juge à la Cour suprême.

Le juge L. Kyshakevych possède une compétence reconnue en droit pénal et en droit procédural, ainsi qu'une vaste expérience en tant que juge et procureur.

L. Kyshakevych a plus de trente ans d'expérience professionnelle dans le domaine du droit pénal et de la procédure pénale. Plus précisément, il a exercé au sein des autorités de poursuite de l'Ukraine, menant des poursuites publiques dans des affaires pénales, et a occupé les fonctions de juge dans un tribunal local et à la Cour de cassation pénale au sein de la Cour suprême. Actuellement, L. Kyshakevych occupe le poste de juge à la Grande Chambre de la Cour suprême, participant à l'élaboration des positions juridiques contraignantes de la Cour suprême, ce qui confirme le plus haut niveau de compétence du candidat en matière de droit pénal et de procédure pénale.

En 2024, le juge L. Kyshakevych a rédigé un arrêt de la Grande Chambre de la Cour suprême dans le cadre d'une procédure pénale à l'encontre de personnes reconnues coupables de crimes liés à la planification, à la préparation, au déclenchement et à la conduite d'une guerre d'agression. Cet arrêt a établi un précédent judiciaire pour les affaires impliquant des crimes contre la paix, la sécurité humaine et l'ordre juridique international. Sa rédaction a nécessité une connaissance approfondie du droit national, ainsi que du droit pénal international, du droit international humanitaire et de la jurisprudence des tribunaux internationaux. Cela démontre l'expertise du juge L. Kyshakevych dans les questions juridiques relevant de la compétence matérielle de la CPI, en particulier en ce qui concerne le crime d'agression et les appréciations juridiques internationales qui s'y rapportent. En outre, le travail du juge L. Kyshakevych sur ce jugement démontre sa capacité à évaluer et analyser objectivement les actes qui constituent une menace pour la paix et la sécurité internationales, à appliquer les normes du droit international humanitaire et du droit pénal international, et à formuler des conclusions juridiques dans des affaires revêtant une importance publique et internationale exceptionnelle.

Le juge L. Kyshakevych préside le Conseil d'éthique, un organe indépendant dont la mission principale est de déterminer si les candidats au poste de membre du Haut Conseil de la justice répondent aux critères d'éthique professionnelle et d'intégrité. Conformément à la loi ukrainienne relative au « Conseil supérieur de la justice », les membres du Conseil d'éthique doivent être des personnes jouissant d'une réputation professionnelle irréprochable, d'une grande autorité professionnelle et morale et d'une crédibilité publique, qui satisfont aux critères d'éthique professionnelle et d'intégrité. L'élection de L. Kyshakevych à la présidence du Conseil d'éthique confirme une fois de plus ses qualités morales et son intégrité irréprochables.

Les activités du juge L. Kyshakevych au sein du Conseil d'éthique sont directement liées à l'évaluation des normes d'indépendance, d'impartialité, d'intégrité, de résistance aux influences extérieures et de la capacité à agir conformément au principe de l'État de droit. Pour un juge de la CPI, une telle expérience est essentielle, car la justice pénale internationale exige non seulement une formation juridique de haut niveau, mais aussi une réputation professionnelle irréprochable et la capacité de rendre des décisions dans des affaires politiquement sensibles tout en préservant la confiance dans la Cour en tant qu'institution.

Les compétences susmentionnées témoignent de l'expérience avérée du juge L. Kyshakevych en matière de travail collégial, condition préalable indispensable à l'exercice efficace des fonctions de juge au sein de toute juridiction, notamment la Cour pénale internationale. Les activités professionnelles de L. Kyshakevych au sein de la Cour de cassation pénale et de la Grande Chambre de la Cour suprême impliquent une coopération quotidienne avec d'autres juges pour résoudre des questions juridiques complexes et rendre des décisions collégiales. Ses fonctions de président du Conseil d'éthique impliquent une coopération avec les membres du Conseil, notamment des experts internationaux. Cette expérience démontre sa capacité à travailler en équipe, à prendre en compte des positions juridiques diverses, à parvenir à des décisions conjointes équilibrées et à travailler dans une atmosphère de respect mutuel, d'impartialité et de responsabilité partagée.

Le fait d'occuper le poste de président de la Cour démontre en outre l'expérience organisationnelle du juge L. Kyshakevych, ainsi que sa capacité à assurer le bon fonctionnement d'une institution judiciaire et l'efficacité des procédures judiciaires. Cela revêt une importance particulière pour la Cour pénale internationale, car les procédures relatives aux crimes de guerre, aux crimes contre l'humanité, au génocide ou au crime d'agression exigent non seulement une analyse juridique de haut niveau, mais aussi une gestion efficace.

Ainsi, l'expérience juridique professionnelle du juge L. Kyshakevych répond aux critères requis pour une candidature, tels que définis à l'article 36, paragraphe 3, du Statut de Rome, puisqu'elle comprend de nombreuses années d'expérience dans le domaine de la justice pénale, le jugement d'affaires pénales complexes, l'application des normes internationales de justice, la participation à l'élaboration de positions juridiques relatives aux crimes contre la paix et la sécurité de l'humanité et l'ordre juridique international, ainsi qu'une expérience dans le respect de l'éthique professionnelle, de l'indépendance et de l'intégrité dans l'administration de la justice. Dans son ensemble, cette expérience démontre que le juge L. Kyshakevych possède les qualifications requises pour rendre la justice dans les affaires relevant de la compétence de la Cour pénale internationale.

L'expérience professionnelle du juge L. Kyshakevych est encore renforcée par ses qualifications universitaires, puisqu'il est titulaire d'un doctorat en sciences juridiques (doctorat en droit). Il approfondit constamment son expertise professionnelle, participe à des conférences scientifiques et pratiques, ainsi qu'à des événements professionnels traitant des questions contemporaines du droit pénal international, et a effectué de multiples visites de travail à la Cour pénale internationale à La Haye. Cela démontre le caractère systématique et la pertinence des connaissances du juge L. Kyshakevych en matière de justice pénale internationale, ainsi que son aptitude à évoluer dans un environnement judiciaire international.

Le juge L. Kyshakevych parle couramment l'anglais et a l'habitude de l'utiliser dans le cadre de ses activités professionnelles.

**b) Désignation des candidats figurant sur les listes prévues à l'article 36, paragraphe 5, du Statut de Rome**

Compte tenu de sa grande expérience en tant que juge et de son expertise en droit pénal et en procédure pénale, le juge L. Kyshakevych est désigné comme candidat sur la liste A.

**c) Informations relatives à l'article 36, paragraphe 8, alinéas a) i) à iii) du Statut de Rome**

Le juge L. Kyshakevych représentera le système juridique de droit civil et est un candidat de sexe masculin ressortissant de l'Ukraine, qui est membre du Groupe des États d'Europe orientale.

**d) Informations relatives à l'expérience juridique conformément à l'article 36, paragraphe 8, alinéa b), du Statut de Rome**

Le juge L. Kyshakevych possède plus de trente ans d'expérience professionnelle dans le domaine de la justice pénale, acquise tant au sein des services de poursuite que des tribunaux. Cette expérience est directement pertinente pour l'exercice des fonctions de juge à la Cour pénale internationale, car elle combine la pratique des poursuites pénales, le jugement de procédures pénales complexes — en particulier celles impliquant des violences à l'encontre des femmes et des enfants —, l'application des normes internationales en matière de procès équitable, ainsi que le travail sur des questions juridiques liées aux crimes contre la paix, la sécurité de l'humanité et l'ordre juridique international.

De 1995 à 2004, L. Kyshakevych a exercé au sein des autorités judiciaires ukrainiennes, où son travail était directement lié à l'application pratique du droit pénal et du droit de procédure pénale : il a apporté son soutien au ministère public, rédigé des actes de procédure, analysé des pièces issues de procédures pénales, assisté le ministère public et veillé au respect de la légalité aux stades de l'instruction et du procès. L'expérience du juge L. Kyshakevych est importante pour l'exercice des fonctions de juge à la Cour pénale internationale, car les affaires relevant de la compétence de la Cour exigent l'évaluation d'un vaste ensemble de preuves et de décisions procédurales prises par les autorités chargées de l'enquête et le procureur, ainsi que le maintien d'un équilibre entre l'efficacité des poursuites pénales et les garanties d'un procès équitable.

Fort de plus de 20 ans d'expérience dans le domaine judiciaire, Lev Kyshakevych a rendu directement la justice dans le cadre de procédures pénales, notamment celles portant sur des actes de violence à l'encontre des femmes et des enfants ; il a examiné les éléments de preuve, évalué les témoignages des parties à la procédure, rendu des décisions quant à la culpabilité ou à l'innocence d'une personne et à la peine à infliger, et veillé au respect des droits procéduraux des parties. La fonction de juge de première instance revêt une importance particulière pour la formation d'un juge à la Cour pénale internationale, car c'est à ce niveau que se développent les compétences pratiques nécessaires pour traiter les preuves orales et écrites, évaluer la crédibilité des témoignages, répondre aux requêtes procédurales déposées par les parties et garantir l'égalité des parties, ainsi que le caractère immédiat du procès.

La fonction de juge à la Chambre de cassation pénale de la Cour suprême implique une analyse approfondie de questions juridiques complexes, visant à garantir la cohérence de la pratique judiciaire, à évaluer les violations graves du droit à la défense, les critères de recevabilité des preuves, le caractère raisonnable des décisions judiciaires et la conformité de l'application du droit national aux normes internationales. C'est précisément ce niveau de travail qui correspond étroitement aux fonctions d'un juge pénal international qui, dans les affaires impliquant les crimes internationaux les plus graves, doit garantir un niveau élevé de raisonnement, la précision de la qualification juridique et le strict respect des droits des accusés et des victimes.

En tant que membre de la Grande Chambre de la Cour suprême d'Ukraine, le juge L. Kyshakevych contribue à l'élaboration d'une pratique judiciaire uniforme et à la résolution des questions juridiques les plus complexes se posant à la croisée du droit pénal, de la procédure pénale, des garanties constitutionnelles et des obligations internationales de l'État. Il est particulièrement important qu'en matière pénale, la Grande Chambre de la Cour suprême réexamine les décisions judiciaires après qu'une instance judiciaire internationale – dont la compétence est reconnue par l'Ukraine – a établi que l'Ukraine avait manqué à ses obligations internationales dans le cadre du jugement rendu par le tribunal. Ainsi, le travail de L. Kyshakevych au sein de la Grande Chambre de la Cour suprême est directement lié à l'application des normes internationales de justice, à la jurisprudence de la Cour

européenne des droits de l'homme et à l'harmonisation de l'application du droit national avec les normes internationales. Pour un juge de la CPI, cette expérience est particulièrement précieuse, car le travail au sein d'une cour internationale exige la capacité de combiner différentes traditions juridiques, d'interpréter les normes internationales dans le contexte de procédures pénales spécifiques et de formuler des positions juridiques convaincantes dans des affaires hautement complexes.

**e) Informations relatives à la nationalité du candidat aux fins de l'article 36, paragraphe 7, du Statut**

Le juge L. Kyshakevych est ressortissant ukrainien et ne possède aucune autre nationalité.

**f) Procédure de nomination conformément à l'article 36, paragraphe 4 a) ii), du Statut de Rome**

Le juge L. Kyshakevych est désigné par la Commission nationale de sélection ukrainienne, créée par décret de la Présidence de l'Ukraine. La Commission de sélection est composée d'experts de renom dans les domaines du droit pénal, de la procédure pénale et du droit international, qui possèdent une haute moralité, des qualifications professionnelles et une expérience significative dans leurs domaines respectifs. Les candidats à la Commission de sélection ont été recommandés à la Présidence de l'Ukraine par le Bureau du Procureur général, le Conseil supérieur de la justice, le Ministère des affaires étrangères de l'Ukraine et le Ministère de la justice de l'Ukraine.

Des informations détaillées concernant la procédure nationale sont fournies séparément.

**g) Confirmation des informations fournies concernant les exigences énoncées à l'article 36, paragraphes 3 a), b), c) et 4 a) du Statut de Rome**

L'exactitude et la véracité des informations fournies concernant les conditions énoncées à l'article 36, paragraphes 3 a), b), c) et 4 a) du Statut de Rome ont été confirmées par le président de la Commission nationale de sélection, le professeur Mykhailo Buromenskyi.

**h) Obligations du candidat**

Le juge Lev Kyshakevych s'engage à être disponible pour commencer à travailler à temps plein lorsque la charge de travail de la Cour pénale internationale l'exigera. Il sera également disponible pour des entretiens, ainsi que pour participer à des tables rondes publiques et à d'autres événements.

**Curriculum vitae**

|                                               |                                      |
|-----------------------------------------------|--------------------------------------|
| <b>Nom de famille :</b>                       | KYSHAKEVYCH                          |
| <b>PRÉNOM :</b>                               | LEV                                  |
| <b>DEUXIÈME PRÉNOM :</b>                      | YURIOVYCH                            |
| <b>SEXE :</b>                                 | HOMME                                |
| <b>DATE DE NAISSANCE :</b>                    | 28/03/1973                           |
| <b>NATIONALITÉ :</b>                          | UKRAINIENNE                          |
| <b>CRITÈRES RÉGIONAUX :</b>                   | EUROPE ORIENTALE                     |
| <b>SECONDE NATIONALITÉ : (LE CAS ÉCHEANT)</b> | NON APPLICABLE                       |
| <b>ÉTAT CIVIL :</b>                           | DIVORCÉ                              |
| <b>LISTE A/LISTE B :</b>                      | Veuillez sélectionner>>              |
| <b>LANGUES</b>                                | <b>Langue maternelle : UKRAINIEN</b> |

|            |                                       |                                    |
|------------|---------------------------------------|------------------------------------|
| - ANGLAIS  | (à l'écrit) CONFIRMÉ                  | (à l'oral) CONFIRMÉ                |
| - FRANÇAIS | (à l'écrit) Veuillez sélectionner>>   | (à l'oral) Veuillez sélectionner>> |
| - AUTRES   | POLONAIS : (à l'écrit) INTERMÉDIAIRE  | (à l'oral) Veuillez sélectionner>> |
|            | : (à l'écrit) Veuillez sélectionner>> | (à l'oral) Veuillez sélectionner>> |
|            | : (à l'écrit) Veuillez sélectionner>> | (à l'oral) Veuillez sélectionner>> |
|            | : (à l'écrit) Veuillez sélectionner>> | (à l'oral) Veuillez sélectionner>> |

**QUALIFICATIONS ACADEMIQUES :** *Date, établissement, diplôme(s) obtenu(s) (en commençant par le plus récent)*  
*- Veuillez cliquer sur le signe « + » en bas à droite pour ajouter d'autres entrées*

**09/2011 - 06/2014**

- *Institution:* UNIVERSITÉ NATIONALE POLYTECHNIQUE DE LVIV
- *Diplôme(s) obtenu(s):* Doctorat en droit

**08/1995 - 02/1999**

- *Institution:* UNIVERSITÉ NATIONALE IVAN FRANKO DE LVIV
- *Diplôme(s) obtenu(s):* Maîtrise de droit

**09/1990 - 06/1995**

- *Institution:* UNIVERSITÉ NATIONALE IVAN FRANKO DE LVIV
- *Diplôme(s) obtenu(s):* Maîtrise en mathématiques appliquées

**EXPERIENCE PROFESSIONNELLE :** *Date, employeur, intitulé du poste, autres informations (en commençant par le plus récent)*  
*- Veuillez cliquer sur le signe « + » en bas à droite pour ajouter d'autres entrées*  
*- Veuillez indiquer la pertinence de l'expérience par rapport à la candidature présentée sous la liste A ou B, le cas échéant*

**05/2023 - aujourd'hui**

- *Employeur :* JUGE
- *Intitulé du poste :* GRANDE CHAMBRE DE LA COUR SUPRÊME
- *Autres informations :*
  - a participé, en tant que membre de la Grande Chambre (composée de 21 juges issus des quatre juridictions), à l'examen des affaires les plus complexes, ce qui impliquait notamment l'étude de problèmes juridiques exceptionnels, afin d'assurer l'uniformité de la pratique judiciaire et de fournir des orientations jurisprudentielles aux autres tribunaux ;
  - a examiné les décisions judiciaires en cassation afin de garantir l'application uniforme des normes juridiques par les tribunaux ;
  - a étudié la pratique judiciaire et synthétisé la jurisprudence ;
  - a examiné les décisions judiciaires après qu'une institution judiciaire internationale, dont la compétence est reconnue par l'Ukraine, a établi que l'Ukraine avait violé ses obligations internationales lors du règlement d'une affaire donnée par un tribunal, notamment en matière de crimes de guerre ;

**11/2017 - 05/2023**

- *Employeur :* JUGE
- *Intitulé du poste :* COUR DE CASSATION DE LA COUR SUPRÊME
- *Autres informations :*
  - a statué en tant que juge de la Cour de cassation, notamment dans le cadre des catégories d'infractions les plus graves, notamment celles liées à la guerre ;

- a synthétisé la jurisprudence ;
- a émis des avis sur des projets d'actes législatifs relatifs au pouvoir judiciaire, aux procédures judiciaires, au statut des juges, à l'exécution des décisions de justice et à d'autres questions liées au fonctionnement du système judiciaire ;
- a veillé à l'application uniforme des normes juridiques par les tribunaux de différentes spécialités, selon les modalités prévues par le droit procédural.

**01/2004 - 04/2017**

- *Employeur* : JUGE
- *Intitulé du poste* : TRIBUNAL DE VILLE D'IVANO-FRANKIVSK - RÉGION D'IVANO-FRANKIVSK
- *Autres informations* :
- a statué dans des affaires pénales, en particulier celles impliquant des violences à l'égard des femmes et des enfants ;

**04/2017 - 11/2017**

- *Employeur* : JUGE, PREMIER PRÉSIDENT,
- *Intitulé du poste* : TRIBUNAL DE VILLE D'IVANO-FRANKIVSK - RÉGION D'IVANO-FRANKIVSK
- *Autres informations* :
- a représenté le tribunal en tant qu'organe du pouvoir public dans ses relations avec les autres organes du pouvoir public, les collectivités locales, les personnes physiques et morales ;
- a défini les compétences administratives du vice-président d'un tribunal local ;
- a organisé le soutien informationnel et analytique destiné aux juges afin d'améliorer la qualité des procédures judiciaires ;

**05/1995 - 01/2004**

- *Employeur* : SUBSTITUT DU PROCUREUR
- *Intitulé du poste* : BUREAU DU PROCUREUR D'IVANO-FRANKIVSK
- *Autres informations* :
- a veillé au respect de la loi par l'ensemble des organismes et des citoyens ;
- a veillé au respect de la loi par les organismes chargés de lutter contre les crimes et autres infractions et d'enquêter sur les faits présentant des éléments constitutifs d'une infraction pénale ;
- a apporté son soutien au ministère public, participer à l'examen des affaires pénales devant les tribunaux, notamment celles impliquant des violences à l'égard des femmes et des enfants ;
- a participé aux mesures de prévention des crimes et autres infractions, œuvrer à l'amélioration et à la clarification de la législation, etc.

**AUTRES ACTIVITES PROFESSIONNELLES PERTINENTES :**

- Veuillez cliquer sur le signe « + » en bas à droite pour ajouter d'autres entrées

**11/2021-aujourd'hui**

- *Activité* : PRÉSIDENT DU CONSEIL D'ÉTHIQUE  
Le Conseil d'éthique est un organe central de la réforme judiciaire en Ukraine, créé pour évaluer si les candidats à l'adhésion au Conseil supérieur de la justice (CSJ) respectent les normes d'éthique professionnelle et d'intégrité. Le Conseil d'éthique statue sur la conformité des candidats à ces critères, garantissant ainsi la transparence dans la composition du CSJ et favorisant l'assainissement du système judiciaire :  
- assurer la liaison avec les autorités et d'autres organisations nationales et internationales dans le cadre de l'exercice des compétences du Conseil ;

- coordonner et organiser la participation d'experts supplémentaires, de spécialistes issus d'organisations internationales, étrangères et nationales ;
- en tant que président du Conseil d'éthique, organiser la participation d'experts supplémentaires, de spécialistes issus d'organisations internationales, étrangères et nationales, et interagir avec les autorités et d'autres organisations nationales et internationales dans le cadre de l'exercice des pouvoirs du Conseil ;
- vérifier les candidats aux postes de membres du Conseil supérieur de la justice au regard des critères d'éthique professionnelle et d'intégrité ; le Conseil mène des entretiens avec les candidats sélectionnés et les membres actuels du Conseil supérieur de la justice ;
- procéder à une vérification ponctuelle du respect de ces mêmes critères par les membres de la composition actuelle du Conseil supérieur de la justice, à l'exception du président de la Cour suprême, qui est membre du Conseil supérieur de la justice de plein droit.

**PUBLICATIONS LES PLUS PERTINENTES**

AUCUNE

**SEMINAIRES ET CONFERENCES LES PLUS PERTINENTES**

10/2025 PRATIQUE JUDICIAIRE EN MATIÈRE DE JUGEMENT DES CRIMES DE GUERRE  
 Nous avons examiné la décision (arrêt) de la Grande Chambre de la Cour suprême du 28 février 2024, dont je suis l'auteur. En effet, cette décision a constitué une véritable avancée dans le développement du droit international relatif aux crimes de guerre en Ukraine. Par ailleurs, nous avons constaté qu'une étude approfondie de la pratique judiciaire existante dans les procédures liées à la guerre montre que les tribunaux de première instance et d'appel sont confrontés au problème de la qualification correcte.

06/2025 RÔLE DE LA GRANDE CHAMBRE DE LA COUR SUPRÊME DANS LA GARANTIE DE L'UNIFORMITÉ DE LA PRATIQUE JUDICIAIRE DANS LES AFFAIRES PÉNALES SOUS LA LOI MARTIALE

Nous avons discuté de la pratique consistant à appliquer des sanctions en cas d'agression militaire et à garantir la justice (l'équité) dans les procédures pénales. En outre, nous avons abordé la question du recours à une procédure judiciaire spéciale (par contumace).

09/2024 GARANTIR L'UNIFORMITÉ DE LA PRATIQUE JUDICIAIRE DANS LES AFFAIRES LIÉES À LA GUERRE

Nous avons examiné les problèmes liés à la qualification des infractions pénales contre la paix, la sécurité de l'humanité et l'ordre juridique international.

**APPARTENANCE A DES ASSOCIATIONS PROFESSIONNELLES**

AUCUNE

**DISTINCTIONS REÇUES**

AUCUNE

**INTÉRÊTS PERSONNELS**

COURSE À PIED, BOXE, ÉCHECS

**DIVERS**

## 6. METTRAUX, Guénaël (Suisse)

[Original : anglais]

### Note verbale

L'ambassade de Suisse à La Haye présente ses compliments au Secrétariat de l'Assemblée des États Parties au Statut de Rome de la Cour pénale internationale sis à La Haye et a l'honneur d'informer les États Parties de la candidature de Monsieur le Juge Guénaël Mettraux à un poste de juge à la Cour pénale internationale (CPI) pour la période 2027-2036, en vue des élections qui se tiendront à New York en décembre 2026 lors de la vingt-cinquième session de l'Assemblée des États Parties. Cette candidature est soumise en référence à la note verbale ICC-ASP/25/SP/01/Corr.2 du 16 décembre 2025.

La candidature de Monsieur le Juge Guénaël Mettraux a été retenue aux termes d'une procédure de sélection rigoureuse. Comme indiqué dans son curriculum vitae et le document détaillé établi en application de l'article 36, paragraphe 4 (a) du Statut de Rome, joints à la présente note verbale, Monsieur le Juge Guénaël Mettraux remplit les qualités requises au paragraphe 3 de ce même article.

Monsieur le Juge Guénaël Mettraux, qui a plus de 25 ans d'expérience en droit international pénal, dont 12 ans auprès de la CPI, est actuellement juge auprès des Chambres Spécialisées pour le Kosovo à La Haye. Expert de référence en matière de justice pénale internationale et pénaliste de renommée internationale, il jouit d'une haute considération morale.

Monsieur le Juge Guénaël Mettraux est candidat au titre de la liste A (expertise en droit pénal) aux fins du paragraphe 5 de l'article 36 du Statut de Rome.

Son expertise et sa vaste expérience, combinées à son intégrité, son indépendance et son impartialité, en font un candidat de premier choix pour assumer les responsabilités exigeantes de juge à la CPI.

Annexes:

- Curriculum vitae de Monsieur le Juge Guénaël Mettraux en français, anglais et espagnol.
- Document contenant les précisions requises dans la note verbale ICC-ASP/25/SP/01/Corr.2, annexe I, paragraphe A, chiffre 6 en français, anglais et espagnol.

### Exposé des qualifications

*La présente déclaration à l'appui de la candidature du juge Guénaël Mettraux est soumise conformément à l'art. 36, par. 4 (a), du Statut de Rome de la Cour pénale internationale (Statut de Rome) et au par. 6 de la résolution de l'Assemblée des États parties sur les modalités de présentation des candidatures et d'élection des juges, de procureur et de procureurs adjoints de la Cour pénale internationale (ICC-ASP/3/Res.6, telle que modifiée).*

La Suisse présente la candidature du juge Guénaël Mettraux au poste de juge à la Cour pénale internationale (CPI) à l'occasion des élections qui doivent avoir lieu dans le cadre de la 25<sup>e</sup> session de l'Assemblée des États parties au Statut de Rome en décembre 2026 à New York.

#### **(a) Un candidat qui présente les qualités requises aux al. (a), (b) et (c) du par. 3 de l'art. 36 du Statut de Rome**

Le juge Guénaël Mettraux présente les qualités requises au par. 3 de l'art. 36 du Statut de Rome.

- Il s'agit d'une personne jouissant d'une haute considération morale, connue pour son impartialité et son intégrité et réunissant les conditions requises en Suisse pour l'exercice des plus hautes fonctions judiciaires.
- Une grande estime lui est accordée sur les plans national et international, notamment au sein des Chambres spécialisées pour le Kosovo (Kosovo Specialist Chambers, KSC) à La Haye, où il exerce en tant que magistrat depuis 2017.

- Spécialiste et praticien renommé en droit pénal et procédure pénale, il a à son actif plus de 25 ans d'expérience dans la justice pénale internationale, domaine dans lequel il a géré des affaires pénales très complexes et politiquement sensibles.
- Guénaël Mettraux a travaillé jusqu'à présent avec six tribunaux pénaux internationaux de premier plan, notamment la Cour pénale internationale (CPI), le Tribunal pénal international pour l'Ex-Yougoslavie (TPIY), le Tribunal pénal international pour le Rwanda (TPIR), les Chambres extraordinaires au sein des tribunaux cambodgiens (*Extraordinary Chambers in the Courts of Cambodia*, ECCC), le Tribunal spécial pour le Liban (TSL) et les Chambres spécialisées pour le Kosovo.
- Ces 12 dernières années, il a traité divers dossiers auprès de la CPI et possède, de ce fait, une connaissance approfondie du Statut de Rome et une expertise en matière de règles de procédure et de méthodes de travail de la CPI.
- Ayant occupé les fonctions de juge, d'avocat et de conseiller auprès de ministères publics en common law, en droit civil et dans des systèmes hybrides, il a une vaste compréhension des différents défis inhérents aux procédures pénales internationales.
- Il est l'auteur de nombreuses publications sur les crimes de droit international et la responsabilité des chaînes de commandement et a également rédigé des rapports d'expertise sur l'efficacité des systèmes judiciaires, notamment en lien avec la CPI. Guénaël Mettraux donne par ailleurs régulièrement des conférences dans des universités prestigieuses.
- Sa maîtrise du français (langue maternelle) et de l'anglais (niveau avancé) lui permettrait de tenir des audiences dans les deux langues de travail de la CPI.

**(b) Équité des principaux systèmes juridiques du monde dans la représentation géographique et dans la représentation entre hommes et femmes (art. 36, par. 8 (a) (i) à (iii), du Statut de Rome)**

Au cours des 25 dernières années, le juge Guénaël Mettraux a beaucoup exercé dans le cadre de divers systèmes juridiques, notamment en common law, en droit civil et dans des systèmes hybrides. Aux fins de ces élections, il représentera le système de droit civil.

Le juge Guénaël Mettraux est un candidat masculin, désigné au sein du Groupe des États d'Europe occidentale et autres États (*Group of Western European and Other States*, WEOG).

**(c) Désignation comme candidat de la liste A (art. 36, par. 5, du Statut de Rome)**

Le juge Guénaël Mettraux est désigné comme candidat de la liste A en vertu de l'art. 36, par. 3 (b) (i), du Statut de Rome.

**(d) Vaste domaine d'expertise (art. 36, par. 8 (b), du Statut de Rome)**

*Génocide, crimes contre l'humanité et crimes de guerre*

Le juge Guénaël Mettraux est un expert renommé du droit en matière de génocide, de crimes contre l'humanité et de crimes de guerre, un domaine juridique auquel il a consacré sa brillante carrière (voir également le par. (a) ci-dessus). Au cours des 30 dernières années, il a participé à certaines affaires pénales parmi les plus importantes portées devant la CPI, le TPIY, le TPIR, les ECCC, le TSL, et aujourd'hui les KSC. Il a également conseillé plusieurs États et organes étatiques en matière de droit pénal international et dispensé des formations à des juges, à des procureurs, à des avocats et à des membres des forces armées de certains pays.

Le juge Guénaël Mettraux siège actuellement au sein d'un collège chargé de juger une affaire hautement complexe et politique impliquant dix chefs d'accusation de crimes contre l'humanité et de crimes de guerre à l'encontre de quatre accusés, plus de 150 victimes participant à la procédure. Depuis le début du procès en 2023, le collège a entendu ou admis les déclarations préalables de 298 témoins, a admis plus de 11000 pièces à conviction et rendu des centaines de décisions procédurales et en matière d'admission des preuves. Le collège de juges s'étant beaucoup investi dans l'efficacité de la procédure, le jugement sera rendu moins de trois ans et demi après le début du procès.

Outre son activité judiciaire, le juge Guénaël Mettraux a publié de nombreux ouvrages sur le droit en matière de génocide, de crimes contre l'humanité et de crimes de guerre (voir ci-après). Il a reçu le prix Francis Lieber de la Société américaine de droit international pour sa thèse de doctorat sur le droit en matière de responsabilité des chaînes de commandement.

*Témoins vulnérables et victimes*

Le juge Guénaël Mettraux possède une grande expérience concernant le travail avec des témoins vulnérables, ainsi qu'avec les victimes participant aux procédures. En tant que juge, il a entendu des témoignages très sensibles de victimes vulnérables et de nombreux témoignages de témoins sous haute protection. Ayant traité de nombreux cas d'intimidation de témoins, il a acquis une vaste expérience des mesures de protection et des garanties procédurales adaptées aux besoins spécifiques des témoins vulnérables et des victimes dans les procédures pénales internationales.

*Violence fondée sur le genre*

Le juge Guénaël Mettraux a travaillé sur des affaires impliquant des violences fondées sur le genre de grande envergure portées devant des tribunaux pénaux internationaux tels que le TPIY. Dans l'affaire *Kunarac et al.*, jugée dans ce tribunal et dans le cadre de laquelle trois accusés ont été reconnus coupables de viol, torture, réduction en esclavage et atteintes à la dignité de la personne et condamnés à de lourdes peines d'emprisonnement, il a conseillé les juges. Il a également collaboré avec des ministères publics, notamment en tant que conseiller auprès de procureurs ougandais sur des infractions fondées sur le genre et infractions sexuelles. Outre son expérience de terrain, il est l'auteur d'ouvrages et de commentaires de référence sur les lois applicables en matière de violences sexuelles et basées sur le genre et d'autres catégories de crimes internationaux.

*Efficience et efficacité de la justice*

Le juge Guénaël Mettraux est un éminent expert en matière d'efficacité des systèmes judiciaires. Il est l'auteur d'importants rapports d'expertise sur l'efficacité et le fonctionnement des systèmes judiciaires, notamment d'une étude sur la promotion de l'efficacité à la CPI. Il possède ainsi une connaissance directe du fonctionnement, des mécanismes internes et des défis institutionnels de la CPI. Au sein des KSC, il a contribué avec succès à la mise en œuvre de plusieurs pratiques et mécanismes procéduraux visant à garantir des procédures plus efficaces et plus ciblées, notamment un recours accru à l'oralité et un traitement plus rapide des décisions judiciaires.

*Coopération pénale internationale*

Dans le cadre de son activité d'avocat spécialisé dans les affaires pénales internationales, le juge Guénaël Mettraux a régulièrement été amené à solliciter la coopération internationale d'États et d'organisations internationales, surtout dans le cadre d'enquêtes pénales. Il a également acquis une expérience judiciaire en matière de coopération avec des États et d'autres parties prenantes en sa qualité de juge auprès des KSC.

*Publications et conférences*

Le juge Guénaël Mettraux est un expert reconnu dans le domaine de la justice pénale internationale. Il fait autorité auprès de divers tribunaux et cours de justice. Il est l'auteur de nombreux écrits sur le droit international et le droit international pénal ainsi que sur les droits de l'homme. Parmi ses publications marquantes figure un recueil de textes unique sur le droit et la pratique en matière de crimes internationaux, publié par Oxford University Press. Il est également membre du comité de rédaction de deux revues juridiques influentes.

Le juge Guénaël Mettraux a en outre donné des conférences sur le droit international et le droit international pénal dans de prestigieuses universités et dispensé des formations à des juges, à des procureurs, à des agents chargés de l'application de la législation ainsi qu'à des militaires dans le monde entier.

**(e) Nationalité suisse (art. 36, par. 7, du Statut de Rome)**

Le juge Guénaël Mettraux est de nationalité suisse ; il a été désigné par la Suisse et représente la Suisse en tant que candidat. Il a également la nationalité française.

**(f) Procédure de présentation de la candidature de Guénaël Mettraux en vertu de l'art. 36, par. 4 (a) (ii), du Statut de Rome**

Le juge Guénaël Mettraux a été désigné candidat en novembre 2025 par le Conseil fédéral, gouvernement de la Suisse constitué de sept chefs et cheffes de département (ministères), dont l'un assume la présidence du pays. Il a été nommé à l'issue d'une procédure de sélection par mise au concours et après une évaluation approfondie par un groupe d'experts, conformément à « la procédure de présentation de candidatures à la Cour internationale de Justice prévue dans le Statut de de celle-ci », très exactement en vertu de l'art. 36, par. 4 (a) (ii), du Statut de Rome.

Plus précisément, la Direction du droit international public du Département fédéral des affaires étrangères de la Suisse, qui a lancé et supervisé le processus de sélection, a publié un appel à candidatures public en juillet 2025.

Les candidatures reçues ont été examinées par un groupe d'experts composé de six membres, dont les quatre membres du groupe national suisse de la Cour permanente d'arbitrage et deux experts juridiques de l'administration et des forces de l'ordre connaissant bien la CPI, sur la base des critères énoncés à l'art. 36, par. 3, du Statut de Rome. Compte tenu de la grande expertise du juge Guénaël Mettraux, de sa connaissance approfondie de la justice pénale internationale et de la CPI (notamment des défis institutionnels auxquels celle-ci est confrontée), ainsi que de ses solides compétences interpersonnelles et managériales, le groupe d'experts a proposé à l'unanimité au Conseil fédéral qu'il soit le candidat de la Suisse.

**(g) Reconnaissance des informations fournies en vertu du sous-paragraphe (a) par le président du comité d'experts**

Je, Franz Perrez, donne acte des informations fournies en vertu du sous-paragraphe (a) de la présente déclaration en ma qualité de directeur de la Direction du droit international public du Département fédéral des affaires étrangères de la Suisse et de président du comité d'experts chargé de sélectionner un candidat au poste de juge de la CPI.

**(h) Engagement du juge Guénaël Mettraux**

Le juge Guénaël Mettraux s'engage à être disponible pour assumer ses fonctions à temps plein lorsque la charge de travail de la Cour l'exigera. Il se montrera également disponible pour des entretiens avant la réunion de la commission consultative pour l'examen des candidatures au poste de juge, ainsi que pour des tables rondes publiques organisées par le Bureau.

**Curriculum vitae**

|                                          |                                                                                                                                               |                          |
|------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------|
| Nom de famille :                         | Mettraux                                                                                                                                      |                          |
| PRÉNOM :                                 | Guénaël                                                                                                                                       |                          |
| DEUXIÈME PRÉNOM :                        | Yves, Jean-Marie                                                                                                                              |                          |
| SEXE :                                   | Homme                                                                                                                                         |                          |
| DATE DE NAISSANCE :                      | 12 janvier 1974                                                                                                                               |                          |
| NATIONALITÉ :                            | Suisse                                                                                                                                        |                          |
| CRITÈRES RÉGIONAUX :                     | Europe occidentale et autres États                                                                                                            |                          |
| SECONDE NATIONALITÉ:<br>(LE CAS ÉCHÉANT) | Français                                                                                                                                      |                          |
| ÉTAT CIVIL :                             | Marié                                                                                                                                         |                          |
| LISTE A/LISTE B                          | Liste A                                                                                                                                       |                          |
| LANGUES                                  | Langue maternelle : français                                                                                                                  |                          |
| - ANGLAIS                                | (à l’écrit) Confirmé                                                                                                                          | (à l’oral) Confirmé      |
| - FRANÇAIS                               | (à l’écrit) Confirmé                                                                                                                          | (à l’oral) Confirmé      |
| - ALLEMAND                               | (à l’écrit) Intermédiaire                                                                                                                     | (à l’oral) Intermédiaire |
| QUALIFICATIONS ACADEMIQUES:              |                                                                                                                                               |                          |
| 03/2008                                  |                                                                                                                                               |                          |
| - Établissement                          | London School of Economics (LSE), département de droit                                                                                        |                          |
| - Diplôme(s) obtenu(s) :                 | Doctorat, sujet : Le droit de la responsabilité de commandement                                                                               |                          |
|                                          | Titre de la thèse : “Command Responsibility in International Law – the Boundaries of Criminal Liability for Military Commanders and Civilian” |                          |
| 1997                                     |                                                                                                                                               |                          |

- *Établissement* : University College London
- *Diplôme(s) obtenu(s)* : LLM en droit international

**1996**

- *Établissement* : Université de Lausanne
- *Diplôme(s) obtenu(s)* : Diplôme en droit

**EXPÉRIENCE PROFESSIONNELLE :****02/2017 - présent**

- *Employeur* : Chambres spécialisées du Kosovo (KSC)
- *Intitulé du poste* : Juge
- *Autres informations* : Dans les affaires *Le Procureur c. Hashim Thaçi et autres* et *Le Procureur c. Gucati et Haradinaj* :
  - Administration judiciaire de procédures complexes impliquant des centaines de témoins, des milliers de pièces à conviction et des dizaines de milliers de pages de transcriptions de preuves ;
  - traitement de questions juridiques, procédurales et probatoires complexes, notamment en ce qui concerne la protection des victimes et des témoins, l'admission des preuves et l'équité du procès, ainsi que les questions de fond relevant du droit international pénal et du droit international humanitaire ;
  - préparation des affaires et des témoins ;
  - recherche sur les questions juridiques pertinentes ;
  - participation aux délibérations ;
  - organisation et évaluation de volumineux dossiers de preuves ;
  - rédaction des jugements et des décisions ;
  - gestion d'équipes de juristes et coordination des flux de travail.

**05/2018 - présent**

- *Employeur* : Cour permanente d'arbitrage (CPA)
- *Intitulé du poste* : Président du Conseil d'appel de la CPA
- *Autres informations* : Compétence administrative/personnel :
  - Appels du personnel concernant les conditions d'emploi ;
  - examen de dossiers, recherche juridique et rédaction d'avis juridiques.

**09/2014 – 05/2021**

- *Employeur* : Cour pénale internationale (CPI)
- *Intitulé du poste* : Avocat-conseil pour des États parties
- *Autres informations* : Cas multiples :
  - Examens préliminaires et enquêtes ;
  - conseils sur les enquêtes relatives aux crimes internationaux, les procédures et les litiges devant la CPI ;
  - devoirs et responsabilités découlant des obligations de coopération ;
  - collecte d'informations et protection des sources sensibles ;
  - formation et conseil sur les normes juridiques pertinentes (y compris la responsabilité du commandement) ;
  - recherche et rédaction de mémoires juridiques sur des questions juridiques et procédurales pertinentes pour les procédures devant la CPI.

**09/2012 – 05/2021**

- *Employeur* : Comité d'examen des droits de l'homme (HRRP)

|                                |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |
|--------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| - <i>Intitulé du poste :</i>   | Membre et président                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |
| - <i>Autres informations :</i> | <p>Affaires relatives aux droits de l'homme (y compris les litiges quasi-judiciaires) liées à des violations présumées des droits de l'homme dans le cadre du mandat exécutif de la mission EULEX au Kosovo :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Rédaction des décisions ;</li> <li>- évaluation des dossiers de preuve ;</li> <li>- élaboration de recommandations en matière de réparation ;</li> <li>- coordination du personnel ;</li> <li>- organisation des réunions et délibérations ;</li> <li>- acquittement de responsabilités officielles en tant que président du comité.</li> </ul> |
| <b>03/2019 – 05/2021</b>       |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |
| - <i>Employeur :</i>           | Lundin Petroleum AB                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |
| - <i>Intitulé du poste :</i>   | Consultant senior                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
| - <i>Autres informations :</i> | <p>Affaire pénale impliquant des allégations de crimes de guerre, tribunal de district de Stockholm :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Conseils et rédaction de mémorandums concernant diverses questions relatives à la preuve, à la compétence et au fond en matière de droit international pénal ;</li> <li>- coordination des réunions avec le client et l'avocat.</li> </ul>                                                                                                                                                                                                              |
| <b>02/2020 – 05/2021</b>       |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |
| - <i>Employeur :</i>           | Cour pénale internationale (CPI)                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
| - <i>Intitulé du poste :</i>   | Avocat                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
| - <i>Autres informations :</i> | <p>Représentation d'un témoin protégé impliquant un risque d'auto-incrimination dans le cadre d'une enquête menée par le Bureau du Procureur de la CPI:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Représentation d'un témoin dans le cadre de l'enquête conduite par le Bureau du Procureur;</li> <li>- conseil à un témoin protégé;</li> <li>- coordination avec le personnel compétent de la Cour ;</li> <li>- gestion du contentieux lié à l'affaire.</li> </ul>                                                                                                                                     |
| <b>04/2017 – 03/2021</b>       |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |
| - <i>Employeur :</i>           | Nations Unies, Département des affaires politiques des Nations Unies, Division du Moyen-Orient et de l'Asie occidentale, et ONUDC (Irak)                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |
| - <i>Intitulé du poste :</i>   | Consultant senior                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
| - <i>Autres informations :</i> | <p>Questions relatives à la lutte contre le terrorisme et à la responsabilité de l'EIIL:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Formation des magistrats, procureurs et avocats de la défense nationaux aux défis liés aux enquêtes et à la présentation des affaires de terrorisme international ;</li> <li>- traitement des défis spécifiques en matière de preuve et de procédure (y compris enregistrements téléphoniques, preuves électroniques et protection des témoins) ;</li> <li>- rédaction d'un rapport officiel et publié sur les alternatives à la détention.</li> </ul>               |
| <b>10/2018 – 03/2019</b>       |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |
| - <i>Employeur :</i>           | Directeur du service des poursuites, Royaume-Uni                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
| - <i>Intitulé du poste :</i>   | Conseiller expert                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
| - <i>Autres informations :</i> | Enquête sur les crimes de guerre :                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |

|                                |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |
|--------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
|                                | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Examen des pièces à conviction pertinentes ;</li> <li>- préparation d'avis écrits sur la nature juridique et les conséquences des actes faisant l'objet de l'enquête.</li> </ul>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |
| <b>01/2017 – 08/2017</b>       |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |
| - <i>Employeur :</i>           | <i>Pro bono</i> avec le directeur des poursuites publiques d'Ouganda et Human Rights Center de l'University de Californie à Berkeley                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
| - <i>Intitulé du poste :</i>   | Consultant senior                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |
| - <i>Autres informations :</i> | <p>Dans l'affaire <i>Le Procureur c. Thomas Kwoyelo</i> :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Conseils et soutien au directeur du ministère public dans la préparation de l'acte d'accusation et de la stratégie juridique pour une poursuite efficace et fructueuse ;</li> <li>- identification des éléments de preuve pertinents ;</li> <li>- conseils aux procureurs sur les questions juridiques, probatoires et stratégiques liées à l'affaire.</li> </ul>                                                                                                                                                                                          |
| <b>10/2011 – 06/2017</b>       |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |
| - <i>Employeur :</i>           | Tribunal spécial pour le Liban (TSL)                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
| - <i>Intitulé du poste :</i>   | Avocat et consultant juridique pour Assad Hassan Sabra                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |
| - <i>Autres informations :</i> | <p>Premier procès international pour terrorisme dans l'affaire <i>Le Procureur c. Ayyash et autres</i> (« procès Rafik Hariri ») :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- gestion de l'équipe de défense ;</li> <li>- conduite des enquêtes et préparation du procès ;</li> <li>- rédaction des conclusions juridiques ;</li> <li>- plaidoirie, y compris le contre-interrogatoire des témoins ;</li> <li>- rédaction des conclusions des parties ;</li> <li>- coordination avec les acteurs nationaux concernés ;</li> <li>- instruction des experts ;</li> <li>- exercice de fonctions sans instructions du client (procédures par contumace).</li> </ul> |
| <b>12/2016</b>                 |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |
| - <i>Employeur :</i>           | Amnesty International                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
| - <i>Intitulé du poste :</i>   | Consultant senior                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |
| - <i>Autres informations :</i> | Assistance technique et conseils concernant les efforts en matière de responsabilité en Syrie et la mise en place d'un mécanisme d'enquête pertinent.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
| <b>05/2013 – 05/2015</b>       |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |
| - <i>Employeur</i>             | Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie (TPIY)                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |
| - <i>Intitulé du poste :</i>   | Avocat                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |
| - <i>Autres informations :</i> | <p>Dans l'affaire <i>Le Procureur c. Général Milivoj Petković</i> (procédure d'appel) :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Représentation du client ;</li> <li>- examen du dossier du procès et du jugement ;</li> <li>- préparation et rédaction de l'avis d'appel et du mémoire d'appel ;</li> <li>- plaidoirie ;</li> <li>- coordination de la défense avec l'avocat principal et gestion de l'équipe et des recherches.</li> </ul>                                                                                                                                                                                                                  |
| <b>02/2013 – 12/2014</b>       |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |
| - <i>Employeur</i>             | Tribunal pénal international pour le Rwanda (TPIR)                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |

|                                |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
|--------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| - <i>Intitulé du poste :</i>   | Avocat                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
| - <i>Autres informations :</i> | Dans l'affaire <i>Augustin Ngirabatware c. Le Procureur</i> (procédure d'appel) : <ul style="list-style-type: none"> <li>- Représentation du client ;</li> <li>- examen du dossier du procès et du jugement ;</li> <li>- rédaction de l'avis d'appel, du mémoire d'appel et d'autres documents juridiques ;</li> <li>- plaidoirie.</li> </ul>                                                                                                    |
| <b>09/2014 – 12/2014</b>       |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
| - <i>Employeur :</i>           | Chambres extraordinaires au sein des tribunaux cambodgiens (ECCC)                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |
| - <i>Intitulé du poste :</i>   | Consultant pour l'équipe de la défense de Khieu Samphan                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
| - <i>Autres informations :</i> | Dans l'affaire <i>Le Procureur c. Khieu Samphan</i> (procédure d'appel) <ul style="list-style-type: none"> <li>- Conseil auprès de l'avocat de la défense sur des questions de droit pénal international et des questions connexes relatives à la preuve.</li> </ul>                                                                                                                                                                             |
| <b>04/2011 – 11/2012</b>       |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
| - <i>Employeur :</i>           | République de Croatie                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |
| - <i>Intitulé du poste :</i>   | Avocat devant le Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie (TPIY)                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |
| - <i>Autres informations :</i> | Dans l'affaire <i>Le Procureur c. Ante Gotovina</i> (procédure d'appel) : <ul style="list-style-type: none"> <li>- Représentation du client dans la procédure d'appel ;</li> <li>- examen du dossier et du jugement du procès ;</li> <li>- rédaction de l'acte d'appel, du mémoire d'appel et d'autres documents juridiques ;</li> <li>- recherche sur les questions juridiques pertinentes ;</li> <li>- préparation des plaidoiries.</li> </ul> |
| <b>12/2012</b>                 |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
| - <i>Employeur :</i>           | Employé du Tribunal Spécial pour la Sierra Leone (TSSL)                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
| - <i>Intitulé du poste :</i>   | Avocat pour un membre du personnel du Tribunal spécial pour la Sierra Leone (TSSL)                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |
| - <i>Autres informations :</i> | Enquête sur un membre du personnel : <ul style="list-style-type: none"> <li>- Conseils au personnel en lien avec une enquête potentielle.</li> </ul>                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
| <b>02/2011 – 12/2011</b>       |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
| - <i>Employeur :</i>           | Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie (TPIY)                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |
| - <i>Intitulé du poste :</i>   | Avocat                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
| - <i>Autres informations :</i> | Enquête contre un membre du personnel (procédure d'outrage) : <ul style="list-style-type: none"> <li>- Représentation et conseil du membre du personnel ;</li> <li>- préparation des conclusions juridiques ;</li> <li>- coopération, interaction et négociation avec les autorités chargées de l'enquête.</li> </ul>                                                                                                                            |
| <b>02/2011</b>                 |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
| - <i>Employeur :</i>           | Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie (TPIY)                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |
| - <i>Intitulé du poste :</i>   | Avocat                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
| - <i>Autres informations :</i> | Dans l'affaire <i>Le Procureur c. Berko Zečević</i> (procédure d'outrage) : <ul style="list-style-type: none"> <li>- Prestation de conseils juridiques ;</li> <li>- Représentation devant le tribunal.</li> </ul>                                                                                                                                                                                                                                |
| <b>09/2008 – 11/2010</b>       |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
| - <i>Employeur :</i>           | Tribunal spécial pour le Liban (TSL)                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
| - <i>Intitulé du poste :</i>   | Consultant juridique et Conseil commis d'office                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |

|                                |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
|--------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| - <i>Autres informations :</i> | <p>Assistance à la mise en place du Bureau de la défense et Conseil du Bureau de la défense dans le cadre de procédures juridictionnelles :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Préparation des arguments pour les audiences (décision interlocutoire sur le droit applicable : terrorisme, complot, homicide, perpétration, cumul des chefs d'accusation, affaire n° STL-11-01, 16 février 2011) ;</li> <li>- représentation du Bureau de la défense lors de l'audience juridictionnelle ;</li> <li>- préparation de notes et de mémorandums sur des questions de fond et de procédure pertinentes en matière de droit international et de procédure internationale.</li> </ul>                                                                                                                                                    |
| <b>11/2010 – 03/2011</b>       |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
| - <i>Employeur :</i>           | Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie (TPIY)                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
| - <i>Intitulé du poste :</i>   | Consultant juridique                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |
| - <i>Autres informations :</i> | <p>Dans l'affaire <i>Le Procureur c. Prlić et autres</i>, équipe de défense du général Milivoj Petković :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Examen des pièces à conviction ;</li> <li>- rédaction de conclusions écrites ;</li> <li>- conseil sur des questions juridiques et procédurales.</li> </ul>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |
| <b>12/2009 – 09/2014</b>       |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
| - <i>Employeur :</i>           | Cour pénale internationale (CPI)                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
| - <i>Intitulé du poste :</i>   | Consultant juridique pour Jean-Pierre Bemba                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
| - <i>Autres informations :</i> | <p>Dans l'affaire <i>Le Procureur c. Bemba</i> :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Recherche juridique ;</li> <li>- conseils au client et à l'avocat sur des questions juridiques, procédurales et stratégiques.</li> </ul>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |
| <b>03/2011 – 08/2011</b>       |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
| - <i>Employeur :</i>           | Juridictions autrichiennes                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |
| - <i>Intitulé du poste :</i>   | Conseil                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
| - <i>Autres informations :</i> | <p>Dans l'affaire <i>République de Serbie c. Jovan Divjak</i> (procédure d'extradition pour crimes de guerre entre l'Autriche et la Serbie) ; conseil pour Jovan Divjak (ancien membre de l'état-major général de l'armée de la République de Bosnie-Herzégovine) :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Préparation d'avis juridiques dans le cadre d'une affaire d'extradition pour crimes de guerre ;</li> <li>- coordination de la représentation du client.</li> </ul>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
| <b>01/2010 – 09/2011</b>       |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
| - <i>Employeur :</i>           | Centre international pour la justice transitionnelle (ICTJ)                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
| - <i>Intitulé du poste :</i>   | Consultant juridique                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |
| - <i>Autres informations :</i> | <p>Consultances sur la justice transitionnelle, la justice pénale internationale et la procédure pénale internationale dans divers pays : Ouganda (Division des crimes de guerre de la Haute Cour) ; Bangladesh (loi sur le Tribunal pénal international) ; Guatemala (rapport de la CICIG et justice transitionnelle) ; République démocratique du Congo (réformes législatives et judiciaires concernant les crimes internationaux) ; Commission indépendante des droits de l'homme en Afghanistan (plan d'action pour la paix, la justice et la réconciliation) :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Recherches juridiques ;</li> <li>- enquêtes sur les droits de l'homme ;</li> <li>- conseils sur des questions juridiques pertinentes, notamment la justice transitionnelle et les mécanismes de responsabilité.</li> </ul> |

**11/2009 – 02/2011**

- *Employeur :* Cour d'État de Bosnie-Herzégovine Chambre des crimes de guerre
- *Intitulé du poste :* Avocat
- *Autres informations :* Représentation d'un haut responsable militaire suspect dans le cadre d'une enquête pour crimes de guerre devant la Cour d'État de Bosnie-Herzégovine :
  - Conduite de l'enquête ;
  - représentation du client pendant l'enquête ;
  - interaction avec le procureur ;
  - litige relatif à la légalité de la saisie de biens.

**02/2009 – 07/2011**

- *Employeur :* Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie (TPIY)
- *Intitulé du poste :* Avocat
- *Autres informations :* Dans l'affaire contre Florence Hartmann (procédure d'outrage) :
  - Conduite de l'enquête ;
  - représentation du client pendant le procès et la procédure d'appel ;
  - préparation de toutes les requêtes et de tous les documents déposés.

**06/2008 – 07/2009**

- *Employeur :* Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie (TPIY)
- *Intitulé du poste :* Consultant juridique
- *Autres informations :* Dans l'affaire *Le Procureur c. Stanišić et Župljanin* :
  - Examen des dossiers de preuve ;
  - préparation du contre-interrogatoire des témoins ;
  - rédaction de mémoires juridiques ;
  - conseils juridiques aux clients et à l'équipe de défense sur des questions de procédure, de preuve et de fond ;

**06/2008 – 03/2009**

- *Employeur :* Chambres extraordinaires au sein des tribunaux cambodgiens (ECCC)
- *Intitulé du poste :* Consultant juridique, Bureau de la Défense et équipe de la défense de M. Khieu Samphan
- *Autres informations :* Dans l'affaire *Le Procureur c. Khieu Samphan* :
  - Recherche pour la section d'appui à la défense sur des questions pertinentes pour l'affaire ;
  - conseils juridiques au client et à l'équipe de défense.

**06/2006 – 05/2010**

- *Employeur :* Gouvernement de la République de Macédoine du Nord (anc. ARYM)
- *Intitulé du poste :* Avocat devant le Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie (TPIY)
- *Autres informations :* Dans l'affaire *Le Procureur c. Boškoski et Tarčulovski* (procès et procédure d'appel); conseil pour M. Ljube Boškoski :
  - Représentation du client pendant la phase préliminaire, le procès et la procédure d'appel ;
  - conduite de l'enquête ;
  - rédaction des conclusions et mémoires juridiques ;
  - présentation de l'affaire devant le tribunal, contre-interrogatoire des témoins.

**02/2009**

- *Employeur* : Cour pénale internationale (CPI)
- *Intitulé du poste* : Consultant
- *Autres informations* : Préparation d'un mémorandum à l'intention du Greffier sur la question des « Intermédiaires et la CPI ».

**09/2003 – 10/2007**

- *Employeur* : Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie (TPIY)
- *Intitulé du poste* : Conseiller juridique
- *Autres informations* : Dans l'affaire *Le Procureur c. Halilović* (procès et procédure d'appel); conseil pour M. Safer Halilović :
  - Représentation du client pendant la phase préliminaire, le procès et la procédure d'appel ;
  - conduite de l'enquête sur l'affaire ;
  - rédaction de mémoires et de conclusions juridiques ;
  - présentation de l'affaire devant le tribunal, contre-interrogatoire des témoins.

**01/2006 – 03/2006**

- *Employeur* : Cour d'État de Bosnie-Herzégovine, Chambre des crimes de guerre
- *Intitulé du poste* : Consultant
- *Autres informations* : Conseils juridiques aux équipes de défense dans les affaires portées devant la Cour d'État de Bosnie-Herzégovine sur des questions de droit pénal international, de droit international humanitaire et de droit des droits de l'homme

**09/2003 – 12/2003**

- *Employeur* : Cour pénale internationale (CPI)
- *Intitulé du poste* : Consultant, greffe
- *Autres informations* : Conseils au Greffier de la CPI sur la mise en place des structures et politiques du Bureau

**10/1999 – 09/2003**

- *Employeur* : Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie (TPIY), Chambres de première instance et d'appel
- *Intitulé du poste* : Conseiller juridique adjoint
- *Autres informations* : Dans les affaires *Le Procureur c. Kunarac et autres* ; *Le Procureur c. Krnojelac* ; *Le Procureur c. Vasiljević* ; *Le Procureur c. Krstić* :
  - Examen et analyse de volumineux dossiers de preuves ;
  - recherches juridiques ;
  - Rédaction de jugements et de décisions ;
  - nombreuses décisions d'appel interlocutoires.

**AUTRES ACTIVITÉS PROFESSIONNELLES PERTINENTES :****2003-2025**

- *Activité* : formation de praticiens du droit, notamment : (1) juges et procureurs chargés des crimes de guerre (Cour d'État de Bosnie-Herzégovine) ; (2) procureurs et membres de la police (Canada) ; (3) juges, procureurs et avocats de la défense (Irak) ; (4) magistrats (France, École nationale de la magistrature). La formation portait à la fois sur des questions juridiques et sur la pratique du droit pénal international.

**2001-2025**

- *Activité* : Enseignement, notamment : (1) Université de Fribourg (Suisse) ; (2) Université de Galway, Centre irlandais des droits de l'homme (Irlande) ; (3) SciencesPo, Paris (France)

**2017 - 2020**

- *Activité* : Conseil auprès des autorités judiciaires, notamment : (1) Ouganda (affaire Kwoyelo) ; (2) Royaume-Uni (directeur des poursuites judiciaires)

**2014-2021**

- *Activité* : Conseil aux États (y compris aux membres des forces armées) dans le cadre de procédures nationales et internationales

**PUBLICATIONS LES PLUS PERTINENTES**

- *International Crimes – The Law and the Practice: Volume 3: War Crimes* (Oxford University Press, scheduled for 2027).
- *A (very) short history of Crimes Against Humanity*, EJIL: Talk!, [Online](#), 16 January 2026.
- *International Crimes – The Law and the Practice: Volume 2: Crimes Against Humanity* (Oxford University Press, 2020).
- *International Crimes – The Law and the Practice: Volume 1: Genocide* (Oxford University Press, 2019) *Translated in Spanish as: Crímenes Internacionales: La Ley y la Práctica – Volumen I: Genocidio (tirant, lo blanch, Mexico).*
- *Expert Initiative on Promoting Effectiveness at the International Criminal Court* (with the support of the Swiss Federal Ministry of Foreign Affairs and the University of Amsterdam) (2014) (with S. Fisher, D. Groome, A. Whiting, G. McIntyre, J. de Hemptinne and G. Sluiter).
- *The Law of Command Responsibility* (Oxford University Press, 2009)
- *Perspectives on the Nuremberg Trial* (Oxford University Press, 2008).
- *International crimes and the Ad Hoc Tribunals* (Oxford University Press, 2006).

**SÉMINAIRES ET CONFÉRENCES LES PLUS PERTINENTES**

Participation et intervention à des dizaines de conférences et séminaires universitaires et professionnels, notamment sur le droit, la pratique et la jurisprudence des crimes internationaux et les modes de responsabilité ; les spécificités procédurales, probatoires et pratiques de la justice pénale internationale ; l'histoire du droit pénal international ; les questions de procès équitable liées aux poursuites pour crimes de guerre ; l'état de droit ; la nature hybride de la procédure pénale internationale ; et les enquêtes sur les crimes internationaux. Parmi ceux-ci, on peut citer :

- Ecole Nationale la Magistrature (Paris, France) : Formation sur la nature hybride des procédures pénales, avec un accent particulier sur la pratique et la jurisprudence des juridictions pénales internationales.
- Section des crimes contre l'humanité et crimes de guerre du Ministère de la Justice (Ottawa, Canada): Formation sur le droit et la pratique des crimes internationaux, avec un accent particulier sur les enquêtes et poursuites relatives à ces crimes.
- Comité des conseillers juridiques en droit international public du Conseil de l'Europe CADHI (Strasbourg, France): Participation à un [événement](#) sur le projet de convention sur les crimes contre l'humanité.
- National University of Ireland (en collaboration avec le Irish Center of Human Rights): Enseignement sur les défis procéduraux et juridiques liés aux affaires de crimes internationaux à l'université d'été de la Cour pénale internationale à Galway.
- Asser Institute (La Haye, Pays-Bas): Enseignement sur divers sujets, notamment le droit relatif au génocide.

A également donné des cours sur le droit international, y compris le droit international pénal, ainsi que sur le droit international humanitaire dans diverses universités ces 20 dernières années, notamment à Sciences Po Paris, l'Université PennState, l'Université d'Amsterdam, l'Université de Leiden, l'Université de Genève/Académie de droit international humanitaire de Genève, l'Université de Fribourg et l'Université de Sarajevo.

Entre 2024 et 2007, il a été coordinateur scientifique du projet ETHICS (European Training in Higher International Criminal Sciences) à l'Institut universitaire européen de Florence, en Italie.

#### APPARTENANCE A DES ASSOCIATIONS PROFESSIONNELLES

- Comité de rédaction, International Criminal Law Review, La Haye, Pays-Bas
- Associate Tenant, Doughty Street Chambers, Londres, Royaume-Uni
- Liste des avocats de la défense, Cour pénale internationale (CPI), La Haye, Pays-Bas

#### DISTINCTIONS REÇUES

- Lauréat du prix Francis Lieber 2009 (Lieber Society of the American Society of International Law) pour sa publication *The Law of Command Responsibility* (Oxford University Press, 2009)

#### INTÉRÊTS PERSONNELS

Histoire du droit pénal international.

#### DIVERS

- A exercé le droit : dans différentes fonctions et à différents titres, dans des systèmes juridiques de diverses traditions (notamment droit civil, common law et systèmes hybrides), et dans différentes régions du monde (Amérique latine et Amérique du Nord, Europe, Asie et Afrique).
- A travaillé pour et conseillé : des États et des organes étatiques (autorités judiciaires, police, membres des forces armées) ; des accusés dans des affaires pénales ; des organisations internationales (y compris des organes des Nations Unies) ; des ONG ; et des universités.
- Jouit d'une expertise reconnue en matière d'efficacité des procédures pénales internationales.
  - ➔ Cf. initiative d'experts pour la promotion de l'efficacité à la Cour pénale internationale (avec S. Fisher, D. Groome, A. Whiting, G. McIntyre, J. de Hemptinne et G. Sluiter), soutenue par le Département fédéral des affaires étrangères de la Confédération suisse et de l'Université d'Amsterdam (2014).
  - ➔ Cf. dossier du procès du *Procureur c. Hashim Thaçi et al* (KSC-BC-2020-06).

## 7. MUZIGO-MORRISON, Rosette (Ouganda)

[Original: anglais]

### Note verbale

L'ambassade de la République d'Ouganda auprès du Royaume de Belgique, du Royaume des Pays-Bas et du Grand-Duché de Luxembourg, ainsi que la Mission permanente auprès de l'Union européenne, présente ses compliments au Secrétariat de l'Assemblée des États parties, en référence à la note ICC-ASP/25/SP/01/Corr.2 de ce dernier, datée du 16 décembre 2025.

L'ambassade a l'honneur d'informer le Secrétariat que le Gouvernement de la République d'Ouganda désigne par la présente Mme Rosette Muzigo-Morrison comme candidate à l'élection au poste de juge de la Cour pénale internationale lors des élections qui se tiendront pendant la vingt-cinquième session de l'Assemblée à New York, du 7 au 17 décembre 2026.

L'ambassade a l'honneur de joindre à la présente note une déclaration établie conformément à l'article 36, paragraphe 4 a), du Statut de Rome de la Cour pénale internationale et au paragraphe 6 de la résolution de l'Assemblée des États Parties relative à la procédure de présentation des candidatures et d'élection des juges de la Cour (ICC-ASP/3/Res.6, telle que modifiée), ainsi que le curriculum vitae de Mme Muzigo-Morrison.

### Exposé des compétences

*Le Gouvernement de la République de l'Ouganda présente cet « exposé des compétences pour la candidate proposée, conformément à l'alinéa a) du paragraphe 4 de l'article 36 du Statut de Rome de la Cour pénale internationale et au paragraphe 6 de la résolution de l'Assemblée des États Parties relative aux modalités de présentation des candidatures et d'élection des juges de la Cour (ICC-ASP/3/Res.6, telle que modifiée) ».*

#### (a) Procédure de présentation de la candidature

L'Ouganda a suivi la procédure de présentation d'une candidature aux plus hautes fonctions judiciaires du pays, tel qu'il est exposé ci-dessous, pour proposer M<sup>me</sup> Rosette Muzigo-Morrison, et ce, conformément aux exigences précisées au sous-alinéa i) de l'alinéa a) du paragraphe 4 de l'article 36 du Statut de Rome de la Cour pénale internationale. Cette procédure consiste à constituer un comité de sélection composé de membres de la Commission des services judiciaires, puis à adresser une recommandation à l'autorité de nomination, à savoir le chef de l'État, qui procède à la nomination pour l'exercice des plus hautes fonctions judiciaires.

À cet égard, un comité de sélection a été créé, composé du Ministre de la justice et des affaires constitutionnelles, d'un représentant du Bureau du Procureur général (le Procureur général adjoint), qui siège à la Commission des services judiciaires, organe chargé de procéder aux nominations judiciaires, ainsi que d'un représentant du Ministère des affaires étrangères (pour une nomination internationale). Ce comité a reçu des manifestations d'intérêt de cinq candidats entre novembre 2024 et mai 2025.

Après avoir examiné le dossier des cinq candidats à la lumière des critères énoncés à l'article 36 du Statut de Rome, le comité a estimé que M<sup>me</sup> Muzigo-Morrison justifiait de l'expérience requise en droit pénal international, acquise au cours de plus de trente ans d'exercice au niveau international. En particulier, elle possède une expérience complète au niveau international, ayant exercé des fonctions aussi bien dans le domaine des poursuites qu'au sein des chambres et du greffe, ce qui fait d'elle la candidate la plus apte en Ouganda.

Le Ministère de la justice a adressé une recommandation à l'autorité de nomination pour l'exercice des plus hautes fonctions judiciaires du pays, à savoir le chef de l'État.

En octobre 2025, le Président a fait sienne la recommandation du comité.

#### (b) Critères de haute considération morale, d'impartialité et d'intégrité

M<sup>me</sup> Muzigo-Morrison est une personne jouissant d'une haute considération morale, connue pour son impartialité et son intégrité. En 2023, elle a passé avec succès la procédure de vérification des antécédents menée par la Cour

en vue de son élection au poste de Greffière, et rien n'a changé à son sujet depuis cette vérification. Elle a donc déjà fait l'objet d'une procédure de vérification des antécédents en vue d'une nomination à un poste de haut niveau au sein de la Cour.

**(c) Compétences requises pour une nomination aux plus hautes fonctions judiciaires au niveau national**

M<sup>me</sup> Muzigo-Morrison possède la formation universitaire et l'expérience pratique requises pour être nommée aux plus hautes fonctions judiciaires au niveau national. Elle est titulaire d'un baccalauréat en droit, de deux maîtrises et est actuellement doctorante en droit international des droits humains. De plus, elle pratique le droit pénal depuis plus de trente ans.

**(d) Compétence reconnue dans les domaines du droit pénal et de la procédure pénale et expérience nécessaire du procès pénal, que ce soit en qualité de juge, de procureur ou d'avocat, ou en toute autre qualité similaire, précisée ci-dessous**

M<sup>me</sup> Muzigo-Morrison a une compétence reconnue dans les domaines du droit pénal et de la procédure pénale, ainsi que l'expérience nécessaire en qualité de greffière, dans le cadre de la pratique judiciaire, en qualité de procureure, et en toute autre qualité similaire dans le cadre du procès pénal, comme présenté en détail ci-dessous.

**i. Expérience en matière de poursuites**

**2016-2021 – Cour pénale internationale, Bureau du Procureur, Section des avis juridiques, fonctionnaire chargée des opérations**

Entre autres fonctions, M<sup>me</sup> Muzigo-Morrison a mis à profit son expertise juridique pour analyser des projets de mémoires et de mémorandums, a fourni des conseils juridiques concernant des écritures, a mené des recherches et des enquêtes juridiques, a rédigé des exposés de position sur de nouvelles questions complexes, a préparé des documents de conférence et représenté le Procureur, a rédigé des exposés et des mémoires qui ont été présentés oralement ou par écrit par le personnel de la CPI devant l'ONU, et a donné des conférences dans des universités, devant divers groupes et à des experts invités, notamment en représentant le Bureau en tant qu'experte lors de la table ronde juridique sur l'état de droit organisée par l'OTAN en 2019.

De plus, entre 2019 et 2021, M<sup>me</sup> Muzigo-Morrison a coordonné la mise en œuvre de politiques relatives aux crimes sexuels et à caractère sexiste ainsi que de la politique relative aux crimes commis contre des enfants et ayant un impact sur eux. Il lui incombait de veiller à ce que toutes les équipes de l'Accusation accordent une attention particulière à ces crimes à toutes les étapes des travaux du Bureau.

**1995-1997 – Tribunal pénal international pour le Rwanda, enquêtrice et juriste**

M<sup>me</sup> Muzigo-Morrison a fait partie de la première équipe affectée au procès à se rendre au Rwanda pour enquêter sur le génocide et d'autres violations graves du droit international humanitaire commis au Rwanda en 1994. Le rôle qu'elle a joué dans l'enquête, l'établissement de l'acte d'accusation et la défense de celui-ci devant le juge de confirmation dans l'affaire *Le Procureur c. Jean-Paul Akayesu*, première affaire où le viol a été reconnu en tant qu'élément constitutif du génocide, mérite tout particulièrement d'être souligné. M<sup>me</sup> Muzigo-Morrison a également dirigé les enquêtes, l'établissement de l'acte d'accusation et la confirmation de celui-ci à l'audience consacrée à la confirmation dans l'affaire *Le Procureur c. Georges Anderson Rutaganda*. Elle a dirigé la sélection des témoins de l'Accusation et a représenté le Procureur. Elle a participé à la préparation des dossiers dans l'affaire *Butare*, en particulier à l'établissement de l'acte d'accusation dans l'affaire *Le Procureur c. Higaniro*.

**1995 (février-juillet) – Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie, boursière (Fellow)/stagiaire**

M<sup>me</sup> Muzigo-Morrison a travaillé au sein de la Section des avis juridiques. Outre ses travaux de recherche novateurs sur la classification des conflits et l'incidence du caractère international de ceux-ci, elle a fait partie de l'équipe chargée de l'affaire concernant Duško Tadić et de celle chargée de l'affaire *Le Procureur c/ Dragan Nikolić*.

**ii. Expérience judiciaire**

**2012-2015 – Juriste, Chambre d'appel, Tribunal pénal international pour le Rwanda** M<sup>me</sup> Muzigo-Morrison a apporté son appui aux travaux des juges et a participé aux délibérations ainsi qu'à la rédaction de décisions, d'ordonnances et d'arrêts. Elle a fait partie de l'équipe de rédaction dans l'affaire *Augustin Ndindiliyimana, François-Xavier Nzuwonemeye et Innocent Sagahutu c. Le Procureur*. De plus, M<sup>me</sup> Muzigo-Morrison a souvent remplacé des juristes auprès des juges du Tribunal lorsque cela s'avérait nécessaire.

### **2005-2015 – Officière instrumentaire, article 33 B) du Règlement (dépositions) ; officière instrumentaire, article 33 B) bis du Règlement, Tribunal pénal international pour le Rwanda**

En 2005, M<sup>me</sup> Muzigo-Morrison a été désignée officière instrumentaire pour toutes les audiences relatives à la certification des témoignages faits en Europe, aux États-Unis et au Canada. À ce titre, elle devait se rendre partout où se trouvaient les témoins et présider à la certification de leurs dépositions en présence de l'Accusation et de la Défense. Cette fonction lui a permis d'acquérir les compétences et l'expérience nécessaires pour présider et gérer des audiences, lesquelles sont essentielles pour une juge.

#### **iii. Expérience au greffe**

### **2000-2015 – Représentante du Greffier, Tribunal pénal international pour le Rwanda**

Puisqu'elle avait déjà exercé les fonctions d'assistante au Greffier lors de l'établissement des lieux d'affectation au Rwanda (à la fin du mandat de la MINUAR, sous l'égide de laquelle le Tribunal fonctionnait initialement) et à Arusha (Tanzanie), M<sup>me</sup> Muzigo-Morrison a été désignée représentante du Greffier pour mettre en place un bureau du Tribunal à La Haye.

Fort de son expérience en tant que pionnière dans la création de la première section de soutien et de protection des témoins et des victimes dans le système de justice pénale internationale, M<sup>me</sup> Muzigo-Morrison a joué un rôle essentiel dans l'ensemble des fonctions du Greffe, tout particulièrement dans la gestion, le soutien et la protection des personnes d'intérêt pour le Tribunal. Elle a notamment fourni des conseils stratégiques et des orientations au Greffier sur tous les services liés aux témoins et aux victimes, et a représenté ce dernier. Elle a établi des politiques et élaboré des procédures opérationnelles standard relativement à des protocoles liés à la gestion, au soutien et à la protection des témoins. Elle a défini les droits des témoins et des victimes, notamment en précisant les avantages dont ils bénéficiaient ainsi que les responsabilités qui leur incombait avant, pendant et après leur témoignage. Les protocoles qu'elle a créés ont abouti à l'établissement de politiques qui ont permis de mettre en application, dans la pratique, des dispositions internationales figurant dans des instruments relatifs aux droits humains, et ce, au profit des témoins et des victimes. Ces protocoles et politiques ont depuis été adoptés par tous les tribunaux internationaux ainsi que par la Cour.

### **2006-2008 – Tribunal spécial pour la Sierra Leone**

La tenue du procès très médiatisé et délicat de l'ancien président libérien Charles Taylor à La Haye nécessitait la présence d'un représentant expérimenté du Greffier. M<sup>me</sup> Muzigo-Morrison a été détachée du Tribunal pour le Rwanda auprès du Tribunal spécial pour la Sierra Leone afin d'assumer cette fonction, ce qui témoigne de la reconnaissance par le Bureau des affaires juridiques des Nations Unies de son expérience concernant les questions relevant du Greffe. Elle a assuré la liaison avec les autorités de l'État hôte et a dirigé les négociations visant à établir des protocoles et des accords de coopération pour la gestion et le déplacement des témoins et des victimes d'un continent à l'autre. Pour ce faire, elle a dû surmonter divers obstacles, à savoir obtenir des dérogations en matière d'immigration et la garantie que des mesures de protection seraient prises pour les lieux d'hébergement sécurisés ainsi que pour les déplacements vers et depuis le tribunal. Cette approche, qui consiste à prendre en compte la diversité culturelle et la dimension de genre ainsi qu'à intégrer des mécanismes d'aide aux victimes ayant des besoins particuliers, aux victimes de crimes sexuels et à caractère sexiste et aux témoins qui étaient mineurs au moment des faits, a une incidence directe sur les procès. Une juge qui a eu l'occasion de participer à la création de mécanismes de protection et de soutien des victimes constituera un atout au sein des chambres.

### **2000-2015**

Expérience auprès des accusés et de leur famille ainsi qu'auprès de la Défense. En tant que représentante du Greffier pendant dix-sept ans, M<sup>me</sup> Muzigo-Morrison a eu le rare privilège de travailler directement avec les accusés et les équipes de la Défense ; elle a établi des mécanismes pour la mise en œuvre des droits de la défense et la communication des accusés avec leur famille, en particulier lorsque des membres de la famille devaient témoigner. Par exemple, le temps passé avec les familles de trois anciens chefs d'État lui a permis d'acquérir une compréhension unique et approfondie des dossiers de la défense, ce qui est important selon nous, et l'a aidée à prendre conscience des défis auxquels sont confrontées toutes les parties dans le système de justice pénale internationale.

#### **(e) Connaissance et maîtrise de l'anglais et du français**

M<sup>me</sup> Muzigo-Morrison est de langue maternelle anglaise et a suivi toute sa scolarité en anglais. Elle a un niveau B1 en français.

**(f) Candidate présentée pour la liste A ou la liste B**

Compte tenu de sa formation universitaire et de son expérience acquise au sein de tribunaux pénaux internationaux, du Tribunal spécial pour la Sierra Leone, de la Commission d'enquête indépendante sur la Libye et de la Cour pénale internationale, M<sup>me</sup> Muzigo-Morrison est présentée comme candidate pour la liste B.

**(g) Informations visées aux sous-alinéas i) à iii) de l'alinéa a) du paragraphe 8 de l'article 36 du Statut de Rome**

Aux fins des sous-alinéas i) à iii) de l'alinéa a) du paragraphe 8 de l'article 36 du Statut de Rome, M<sup>me</sup> Muzigo-Morrison a fait ses études en Ouganda, aux États-Unis et en République d'Irlande. Cela la rendrait plus encline à représenter le **système de common law**. Toutefois, ayant pratiqué le droit pénal international au sein du Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie, du Tribunal pénal international pour le Rwanda, du Tribunal spécial pour la Sierra Leone et de la CPI, elle maîtrise parfaitement aussi bien le système de droit romano-germanique que le système de *common law*.

**(h) Sexe et groupe régional**

M<sup>me</sup> Rosette Muzigo-Morrison s'identifie en tant que femme et est membre du Groupe régional des États d'Afrique.

**(i) Expertise juridique spécialisée dans certaines matières, y compris, mais sans s'y limiter, les questions liées à la violence contre les femmes ou les enfants**

Outre le fait qu'elle a été membre de l'équipe de l'Accusation dans la première affaire où le viol a été reconnu en tant qu'élément constitutif du génocide, M<sup>me</sup> Muzigo-Morrison exerce, depuis 2009, les fonctions d'experte au sein de Justice Rapid Response/ONU Femmes. À ce titre, elle est inscrite sur la liste des experts appelés à mener des enquêtes et à engager des poursuites à l'égard de violences sexuelles et à caractère sexiste liées au conflit. Elle a été en mission en tant qu'enquêtrice en Libye et en tant qu'experte chargée du soutien des témoins et des victimes au Rwanda.

M<sup>me</sup> Muzigo est également spécialisée dans les enquêtes sur les allégations d'abus et d'exploitation sexuels, d'intimidation et de harcèlement, y compris le harcèlement sexuel et les fautes. Elle a été en mission au Rwanda et en République démocratique du Congo pour le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés. Elle a également été affectée au poste d'experte en protection et a créé un programme de soutien, de protection et de défense des témoins, des victimes et des lanceurs d'alerte.

Depuis 2019, elle intervient pour l'OTAN en tant qu'experte et formatrice de formateurs dans le domaine de la reconnaissance des crimes sexuels et à caractère sexiste et des crimes commis contre des enfants ou ayant un impact sur eux, ainsi que des enquêtes et des poursuites judiciaires relatives à ces crimes. À cet égard, elle a contribué à la rédaction d'un manuel de formation du personnel de l'OTAN déployé dans des situations de crise. Ce manuel a été publié en 2021. Elle a donné des formations à des enquêteurs et à des procureurs ukrainiens, polonais et d'autres pays.

Grâce à cette expérience pratique et à sa formation universitaire, M<sup>me</sup> Muzigo possède des compétences uniques pour exercer les fonctions de juge à la CPI, ayant travaillé au sein de tous les organes des tribunaux et cours : le Bureau du Procureur, le Greffe et les chambres. Elle apporte une vision perspicace et une expérience des tribunaux, nourries à la fois par ses connaissances théoriques et son expérience sur le terrain. C'est ce qui fait de M<sup>me</sup> Muzigo-Morrison une candidate aux compétences hors pair pour le poste de juge à la CPI.

**(j) Nationalité de la personne dont la candidature est proposée**

M<sup>me</sup> Muzigo est de nationalité ougandaise et exerce ses droits civiques en Ouganda.

**(k) Engagement à exercer les fonctions à temps plein**

M<sup>me</sup> Muzigo s'engage à être disponible pour exercer les fonctions de juge à la Cour à temps plein lorsque la charge de travail de la Cour l'exige.

## Curriculum vitae

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |                                        |                                     |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------|-------------------------------------|
| <b>Nom de famille :</b>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          | MUZIGO-MORRISON                        |                                     |
| <b>PRÉNOM :</b>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  | Rosette                                |                                     |
| <b>DEUXIÈME PRÉNOM :</b>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         | Kawaaluko                              |                                     |
| <b>SEXE :</b>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    | Femme                                  |                                     |
| <b>DATE DE NAISSANCE :</b>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       | 5 février 1964                         |                                     |
| <b>NATIONALITÉ :</b>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             | Ougandaise                             |                                     |
| <b>CRITÈRES RÉGIONAUX :</b>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      | Afrique                                |                                     |
| <b>SECONDE NATIONALITE : (LE CAS ECHEANT)</b>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |                                        |                                     |
| <b>ÉTAT CIVIL :</b>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              | Mariée                                 |                                     |
| <b>LISTE A/LISTE B</b>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           | Liste B                                |                                     |
| <b>LANGUES</b>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   | <b>Langue maternelle :</b> Lusoga      |                                     |
| - ANGLAIS                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        | (à l'écrit) Avancé                     | (à l'oral) Avancé                   |
| - FRANÇAIS                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       | (à l'écrit) Débutant                   | (à l'oral) Débutant                 |
| - AUTRES                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         | Swahili : (à l'écrit) Avancé           | (à l'oral) Avancé                   |
|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  | : (à l'écrit) Veuillez sélectionner >> | (à l'oral) Veuillez sélectionner >> |
|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  | : (à l'écrit) Veuillez sélectionner >> | (à l'oral) Veuillez sélectionner >> |
|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  | : (à l'écrit) Veuillez sélectionner >> | (à l'oral) Veuillez sélectionner >> |
| <b>FORMATION SCOLAIRE :</b> <i>Date, établissement, diplôme(s) obtenu(s) (en commençant par le plus récent)</i><br><i>- Veuillez cliquer sur le signe « + » en bas à droite pour ajouter d'autres entrées</i>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |                                        |                                     |
| <b>08/1993 - 05/1994</b><br>- <i>Établissement :</i> University of Notre Dame<br>- <i>Diplôme(s) obtenu(s) :</i> Maîtrise en droit<br><b>08/1992 - 08/1993</b><br>- <i>Établissement :</i> University of Notre Dame<br>- <i>Diplôme(s) obtenu(s) :</i> Maîtrise ès arts<br><b>10/1984 - 06/1988</b><br>- <i>Établissement :</i> Université Makerere, Kampala<br>- <i>Diplôme(s) obtenu(s) :</i> Baccalauréat en droit<br><b>03/1982 - 03/1984</b><br>- <i>Établissement :</i> Collège Namasagali<br>- <i>Diplôme(s) obtenu(s) :</i> Diplôme d'études secondaires |                                        |                                     |

**EXPERIENCE PROFESSIONNELLE :** *Date, employeur, intitulé du poste, autres informations (en commençant par la plus récente)*

- Veuillez cliquer sur le signe « + » en bas à droite pour ajouter d'autres entrées

- Veuillez indiquer la pertinence de l'expérience par rapport à la candidature présentée sous la liste A ou B, selon le cas

**10/2024 - Présent**

- *Employeur :* Université internationale de Kampala
- *Intitulé du poste :* Coordinatrice de l'équipe internationale
- *Autres informations :* Je coordonne l'élaboration et la mise en œuvre de programmes de collaboration avec des universités européennes situées aux Pays-Bas, en Belgique et en Allemagne. L'objectif consiste à développer des partenariats en vue de mener des recherches et d'enrichir le contenu des cours. Je m'attache notamment à intégrer dans le cursus général de l'Université les droits humains internationaux, le droit international humanitaire, la prévention de la violence sexuelle et à caractère sexiste liée au conflit, l'immigration, l'éducation pour les réfugiés et d'autres domaines. L'accent est mis sur l'autonomisation des femmes et des filles grâce à l'acquisition de compétences afin qu'elles puissent participer plus activement aux prises de décision concernant la prévention des conflits, les innovations et les objectifs de développement. À terme, l'objectif est d'accroître la sensibilisation aux droits humains et d'empêcher la violation de ces droits.

**09/2021 - Présent**

- *Employeur :* Gouvernement de la République de l'Ouganda
- *Intitulé du poste :* Conseillère juridique principale *ad hoc*, Gouvernement de la République de l'Ouganda
- *Autres informations :* Je conseille (en cas de besoin) le Ministère des affaires étrangères, par l'intermédiaire de la Mission de l'Ouganda auprès de la Belgique, des Pays-Bas et du Luxembourg et la représentation permanente auprès de l'Union européenne, ainsi que le Ministère de la justice et des affaires constitutionnelles (service de droit international du Bureau du Procureur général) sur les implications de nouvelles questions ou situations relevant du droit international qui se présentent au sein des institutions juridiques de Bruxelles et de La Haye, et sur la portée de ces questions sur notre droit interne.

Je fournis des conseils sur la formulation et la mise en œuvre des politiques étrangères en conformité avec le droit international, et donne des avis sur l'incidence de ces politiques sur le droit ougandais, les politiques du pays ainsi que la paix et la sécurité régionales.

Je mène des négociations, rédige et interprète des accords internationaux portant sur un large éventail de questions juridiques complexes, telles que des initiatives de paix et des débats sur le contrôle des armements. J'apporte un appui à la contribution technique de la Mission auprès de l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques. Je participe à l'interprétation d'accords commerciaux, d'accords internationaux sur les produits de base, de conventions consulaires et de conventions de droit privé sur des sujets tels que la coopération judiciaire et les obligations découlant du Statut de Rome (CPI).

Je mène des recherches et conseille le Gouvernement sur des questions complexes de droit international portées devant la Cour internationale de Justice.

Je conseille la Mission sur la manière de garantir la conformité des nouveaux traités avec les règles générales du droit international (en particulier le *jus*

*cogens*) et les obligations juridiques précédemment contractées par l'Ouganda.

Je représente ou assiste des délégations auprès d'organisations internationales et lors de conférences, et je rédige des observations, notamment destinées à la Cour pénale internationale (*amicus curiae*), à la Cour internationale de Justice et à l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques.

Je représente l'Ouganda à l'occasion de diverses réunions bilatérales ou multilatérales et de conférences diplomatiques.

Je fournis des conseils juridiques aux délégations de l'Assemblée des États Parties et je prépare des exposés et des déclarations nationales.

J'apporte un soutien approfondi, critique et analytique concernant les droits et obligations de l'Ouganda au regard du droit international.

Je donne des formations à des fonctionnaires nationaux sur l'évolution constante des normes relatives aux droits humains et aux libertés fondamentales, des droits des minorités et du droit de l'environnement, ainsi que sur la responsabilité qui leur incombe de fournir des conseils juridiques solides, impartiaux et objectifs ainsi que des critiques ciblées et bien intentionnées à certaines occasions.

#### 09/2021 - Présent

- *Employeur :* Mazima Community Development Initiative
  - *Intitulé du poste :* Administratrice
  - *Autres informations :* J'ai dirigé la mise en place d'un programme complet axé sur les survivants et survivantes afin de répondre à l'augmentation avérée des cas de violence familiale, de violences sexuelles et à caractère sexiste ainsi que d'exploitation et d'abus sexuels, qui ont considérablement augmenté durant les deux années ou presque de confinement lié à la pandémie de COVID-19, période pendant laquelle toutes les écoles étaient fermées en Ouganda. La région du Busoga, où nous intervenons, a été particulièrement touchée : des cas de grossesse chez les adolescentes et de mariages précoces ont été signalés.
- En tant qu'administratrice, j'ai dirigé une équipe chargée de gérer un programme visant à fournir des soins cliniques et psychosociaux confidentiels, un accompagnement tenant compte des traumatismes, des orientations vers des services de protection communautaire ainsi que des campagnes de sensibilisation et de prévention. Les bénéficiaires sont hébergés au centre pendant douze mois.
- Le programme vise également à accroître la participation active des filles, des mères adolescentes, des femmes et d'autres groupes marginalisés à des activités formelles et informelles. Notre objectif est d'améliorer le bien-être des participants grâce à la formation professionnelle, et nous offrons une éducation préscolaire aux enfants de mères adolescentes ainsi qu'aux enfants de la communauté environnante. La formation favorise la participation des femmes à des rôles de décision, à des activités génératrices de revenus et à la planification, ainsi que leur autonomisation économique et la création d'institutions tenant compte des questions de genre chargées de lutter contre la violence sexuelle et à caractère sexiste. Nous avons des cas particuliers de « mères adolescentes qui travaillent » hébergées avec leur famille, que nous avons sorties de « la rue » et qui bénéficient d'un soutien pour redéfinir leurs objectifs de vie et acquérir les moyens de subvenir financièrement aux besoins de leur famille.

Ce programme repose sur des mécanismes durables visant à mettre fin à l'impunité s'agissant des violences sexuelles et à caractère sexiste au sein du foyer, tout en promouvant une approche qui tient compte des questions de genre afin de prévenir et combattre la criminalité et l'extrémisme violent.

En 2025, nous avons intégré des garçons en situation de vulnérabilité au programme en accueillant une première cohorte de cent bénéficiaires. Ils acquièrent des compétences professionnelles qui les aideront à gagner leur vie à la fin du programme. Outre mes fonctions d'administratrice, j'exerce également les fonctions de secrétaire générale de l'organisation. À ce titre, j'ai représenté l'organisation dans des affaires pénales. J'ai également représenté l'organisation dans des affaires civiles et réussi à récupérer les terrains de l'organisation qui avaient été vendus de manière frauduleuse.

Je collabore également avec les services gouvernementaux compétents à divers égards, comme la prestation de services de soutien médical, psychologique et communautaire. Je collabore aussi avec d'autres organisations non gouvernementales œuvrant dans des domaines similaires.

#### 09/2009 - 2026

- *Employeur :* ONU Femmes/Justice Rapid Response
  - *Intitulé du poste :* Experte
  - *Autres informations :* Je suis inscrite sur la liste des experts appelés à mener des enquêtes et à engager des poursuites à l'égard de violences sexuelles et à caractère sexiste liées au conflit, et j'agis en qualité d'experte sur des questions relatives aux témoins, aux victimes et aux survivants. À ce titre, j'ai effectué une mission en Libye, où j'ai dirigé l'enquête sur les crimes sexuels et à caractère sexiste pour la Commission indépendante d'enquête sur la Libye, sous l'égide du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme. Contre toute attente, notamment en raison du conflit en cours et des difficultés sur les plans culturels et religieux, j'ai dirigé une équipe qui a réussi à recueillir des preuves d'abus sexuels commis contre des personnes tant de sexe féminin et que de sexe masculin.
- Le Bureau de l'Inspecteur général du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés m'a envoyée au Rwanda et en République démocratique du Congo en tant qu'experte chargée d'enquêter sur des allégations d'abus et d'exploitation sexuels, d'intimidation et de harcèlement, y compris de harcèlement sexuel et de fautes. En tant qu'experte en protection et soutien des témoins, des victimes, des survivants et des lanceurs d'alerte, j'ai mis sur pied, à partir de zéro, le tout premier programme de protection et de soutien des témoins, des victimes et des lanceurs d'alerte de l'organisation. Le fait d'assurer un soutien et une protection adéquats aux victimes et témoins permet de remédier aux problèmes que sont le faible taux de signalement, la crainte de représailles et d'autres facteurs qui entravent le signalement de ces délits.
- En tant que formatrice de formateurs spécialisés dans la reconnaissance des crimes sexuels et à caractère sexiste et des crimes commis contre des enfants ou ayant un impact sur eux et dans les enquêtes et les poursuites à l'égard de ces crimes, j'ai donné des formations à des enquêteurs polonais et ukrainiens en 2023, 2024 et 2025. J'ai également dispensé des formations sur la pratique du droit pénal international.

#### 01/2016 - 08/2021

- *Employeur :* Cour pénale internationale (CPI)
- *Intitulé du poste :* Conseillère juridique/Fonctionnaire chargée des opérations

- *Autres informations :* En tant que conseillère juridique au sein de la Section des avis juridiques du Bureau du Procureur, j'ai mis à profit mes compétences juridiques pour analyser et rédiger des mémoires, des mémorandums et des actes de procédures.  
  
J'ai fourni des conseils juridiques concernant des écritures déposées par le Bureau du Procureur.  
  
J'ai mené des recherches juridiques et des enquêtes, rédigé des exposés de position sur de nouvelles questions complexes et dirigé l'élaboration de la politique relative au patrimoine culturel (2019-2021).  
  
J'ai coordonné la mise en œuvre de la politique relative aux crimes sexuels et à caractère sexiste et de la politique relative aux crimes commis contre des enfants ou ayant un impact sur eux.  
  
De plus, j'ai élaboré des documents de conférence et représenté le Procureur lors de réunions externes ; j'ai rédigé des exposés et des mémoires qui ont été présentés oralement ou par écrit par le personnel de la CPI devant l'ONU. J'ai également fait des conférences au nom du Bureau dans des universités, devant divers groupes et à des experts invités.  
  
J'ai représenté le Procureur au forum d'experts de l'OTAN sur la mise en œuvre de l'état de droit dans des situations de conflit et j'ai rédigé un chapitre du manuel de formation publié en 2021.  
  
En tant que fonctionnaire chargée des opérations au Bureau du Procureur, j'ai géré des opérations sur le terrain dans sept situations. Dans le cadre de ce rôle, je devais apporter un appui aux équipes d'enquête et veiller à ce que les opérations disposent du budget et des ressources logistiques nécessaires. J'ai élaboré des concepts d'opérations et réalisé des analyses, notamment des évaluations des vulnérabilités, des menaces et des risques pour les témoins et les victimes afin d'établir des mesures de soutien et de protection appropriées. J'ai examiné des déclarations de témoins et donné des conseils sur des éléments qui nécessitaient une enquête plus approfondie afin de renforcer le dossier du Procureur. J'ai enquêté sur des cas de fautes alléguées par des membres du personnel et effectué le contrôle de dépenses opérationnelles. J'ai rédigé des manuels, des procédures opérationnelles standard et d'autres documents opérationnels essentiels. J'ai formé d'autres membres du personnel du Bureau du Procureur à la protection et au soutien des personnes vulnérables qui collaborent avec le Bureau.

#### 03/2000 - 12/2015

- *Employeur :* Tribunal pénal international pour le Rwanda (TPIR)
- *Intitulé du poste :* Juriste
- *Autres informations :* J'ai mis en place de a à z le bureau du TPIR à La Haye et j'étais chargée de tous les aspects non judiciaires liés à l'administration et au fonctionnement de ce bureau. À cet égard, j'ai assumé l'ensemble des fonctions du Greffe, dont la gestion du tribunal, ce qui comprenait la gestion des dossiers judiciaires, la garantie du déroulement efficace des procédures d'appel, en coordination avec le siège, ainsi que la prestation des services linguistiques. J'étais chargée d'assurer la coopération judiciaire s'agissant de l'exécution des décisions judiciaires relatives au soutien et à la protection des témoins et des victimes. Dans le cadre de ces fonctions, j'ai également eu le privilège de travailler en étroite collaboration avec les équipes des conseils de la Défense afin de coordonner et de soutenir leur travail. Les personnes condamnées par le TPIR détenues au centre de détention des Nations Unies relevaient de ma responsabilité. J'ai géré, en coordination avec le siège, les services

linguistiques et de conférence. Dans le cadre des activités de sensibilisation et de relations publiques, en tant que porte-parole du TPIR à La Haye, j'ai coordonné la diffusion d'informations et représenté le Tribunal lors de réunions du corps diplomatique.

J'ai rédigé des écritures et représenté le Greffier pour toutes les questions relevant du Greffe, conformément à l'article 33 B) du Règlement du TPIR, qui exigeait que le Greffier dépose des observations en réponse à des questions de procédure et de gestion, notamment en ce qui concerne le soutien et la protection des témoins, les centres de détention, les droits des accusés ainsi que leur bien-être et leur défense, et la coopération avec les États membres. J'ai élaboré des directives pratiques et apporté un appui non judiciaire aux juges de la Chambre d'appel.

J'ai assuré la supervision de l'ensemble des dépositions de témoins et des procédures de certification des déclarations de témoins en Europe occidentale et dans d'autres régions, et j'ai organisé toutes les audiences tenues par visioconférence et représenté le Greffier à ces occasions.

De 2012 à la fermeture du Tribunal, j'ai mené des recherches et rédigé des mémorandums juridiques, et j'ai apporté un appui juridique aux juges de la Chambre d'appel, notamment en effectuant des recherches et en rédigeant des projets de décisions, d'ordonnances et d'arrêts.

#### 07/1997 - 03/2000

- *Employeur :*
- *Intitulé du poste :*
- *Autres informations :*

Tribunal pénal international pour le Rwanda (TPIR)

Juriste/Assistante au Greffier

J'ai aidé le Greffier à établir les lieux d'affectation à Arusha et en Tanzanie ainsi que toutes les nouvelles structures nécessaires à la tenue des procès pénaux internationaux. Cela comprenait la mise en place des structures de gestion du tribunal, des structures de la Défense, des services de détention, des services chargés des documents et des archives et du service administratif. J'ai assisté le Greffier dans la préparation, la révision et le contrôle d'une grande diversité de documents, notamment des projets de correspondance destinée aux hauts responsables des États membres, des discours, des rapports, des politiques, des déclarations à la presse et des communiqués de presse ; j'ai rédigé des projets de documents et représenté le Greffier dans le cadre de négociations sur l'élaboration d'accords avec les trois États hôtes (Rwanda, Tanzanie et Pays-Bas), d'accords de coopération concernant le déplacement et la réinstallation des témoins ainsi que l'exécution des peines prononcées contre les personnes condamnées par le TPIR ; j'ai effectué des recherches juridiques et rédigé des mémoires et des écritures concernant des questions relevant du Greffe pour le compte du Greffier. J'ai représenté le Greffier et assumé les fonctions de rapporteuse officielle pour toutes les séances plénières des juges.

#### 12/1996 - 07/1997

- *Employeur :*
- *Intitulé du poste :*
- *Autres informations :*

Tribunal pénal international pour le Rwanda (TPIR)

Juriste/Aide aux victimes et aux témoins

J'ai créé entièrement la toute première unité de soutien et de protection des témoins et des victimes dans le système de justice pénale internationale au sein du Tribunal pénal international pour le Rwanda. J'ai fourni des conseils stratégiques et des avis au Greffier concernant tous les services liés aux témoins et aux victimes qui devaient comparaître devant le Tribunal, dont l'élaboration de politiques et la création de procédures opérationnelles standard, la définition des droits des témoins et des victimes, à savoir préciser les avantages auxquels ces derniers avaient droit et les responsabilités qui leur incombaient en lien avec leur témoignage devant les tribunaux pénaux

internationaux. J'ai assuré la coordination des activités liées à la sécurité et au bien-être de tous les témoins et de toutes les personnes ayant affaire avec le tribunal.

J'ai été pionnière dans l'établissement de protocoles découlant de politiques et de dispositions internationales figurant dans des instruments relatifs aux droits humains, afin que celles-ci puissent être mises en application dans la pratique, et ce, dans le but de faciliter le soutien et la protection des témoins et des victimes. J'ai rédigé, examiné et révisé, au besoin, des procédures opérationnelles standard visant à soutenir les mesures de protection en place, ce qui constituait une initiative novatrice et sans précédent. Je suis intervenue lors d'une réunion parallèle à la Conférence de Rome sur les incidences pratiques des définitions et des garanties devant être incluses dans le Statut de Rome et dans le Règlement de procédure et de preuve de la Cour.

J'ai représenté le Greffe devant le tribunal au sujet de questions liées à la Section d'aide aux témoins et aux victimes ; j'ai préparé et rédigé des écritures, des requêtes, des mémoires et des mémorandums juridiques liés à des observations concernant des questions relevant de cette section ; j'ai également coordonné et assuré la mise en œuvre des mesures de protection ordonnées par le Tribunal.

#### 07/1995 - 12/1996

- *Employeur :*
- *Intitulé du poste :*
- *Autres informations :*

Tribunal pénal international pour le Rwanda (TPIR)

Juriste adjointe/Enquêtrice

J'ai fait partie de la première équipe de l'Accusation à se rendre à Kigali, laquelle a engagé des poursuites sans précédent, établi des actes d'accusation et défendu ceux-ci devant la commission d'examen avant leur dépôt. J'ai représenté le Procureur dans la première affaire où le viol a été reconnu comme élément constitutif du génocide, à savoir l'affaire *Le Procureur c. Jean-Paul Akayesu*. Je figure dans la bande-annonce du documentaire « *The UnCondemned* », qui s'inspire de ce procès.

J'ai également dirigé l'équipe chargée de mener la totalité de l'enquête dans le cadre de l'affaire *Le Procureur c. Georges Anderson*, et j'ai représenté le Procureur lors de la confirmation de l'acte d'accusation et tout au long de la phase de première instance. J'ai effectué des recherches juridiques et rédigé des requêtes, des réponses à des requêtes de la Défense, des mémorandums juridiques ainsi que des exposés sur de nouvelles questions juridiques inédites et complexes.

Pendant les enquêtes, j'ai interrogé des témoins et recueilli des éléments de preuve. C'était la première fois qu'un tribunal pénal international combinait le droit pénal et le droit international humanitaire pour traduire des auteurs de crimes en justice.

J'ai siégé au premier comité chargé des poursuites pour les crimes sexuels et à caractère sexiste, dont la mission consistait notamment à assurer la coordination avec les bureaux compétents, à créer des outils pratiques pour les enquêtes et les poursuites relatives aux crimes à caractère sexiste et aux crimes commis contre des enfants et ayant un impact sur eux. Ce comité a établi des protocoles, élaboré des modèles et rédigé des manuels opérationnels en vue de veiller à ce que ces crimes ne soient pas omis.

Étant donné que le Greffe ne disposait pas de service de soutien et de protection des témoins et des victimes, j'ai mis en place, de manière novatrice, des mécanismes visant à soutenir et à protéger ces personnes.

**02/1995 - 07/1995**

- *Employeur :* Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie (TPIY)
- *Intitulé du poste :* Administratrice auxiliaire/Boursière (*Fellow*)
- *Autres informations :* J'ai occupé le poste d'adjointe auprès du témoin expert du Procureur et assisté Theodore Meron dans le cadre d'un projet de recherche sur la caractérisation des conflits et la question de savoir si le caractère international ou non du conflit a une incidence sur l'application du droit international humanitaire.

Au sein de la toute première Section des avis juridiques du Bureau du Procureur, j'ai participé à la réalisation de recherches sur de nouvelles questions juridiques complexes, notamment dans l'affaire *Le Procureur c/ Dragan Nikolić* (IT-94-2), concernant la présentation d'éléments de preuve en l'absence de l'accusé en vertu de l'article 61 du Règlement du Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie.

**06/1988 - 01/1995**

- *Employeur :* Planning, Development and Rehabilitation Office
- *Intitulé du poste :* Directrice adjointe/Agente de programme des droits humains
- *Autres informations :* J'ai créé un programme visant à faciliter l'intégration de la résolution des conflits dans les programmes des écoles primaires et secondaires en Ouganda. J'ai dirigé la formation de dirigeants culturels, religieux et communautaires afin de les sensibiliser aux droits humains et à l'émancipation des femmes.

J'ai mené des recherches et des enquêtes sur les violations des droits humains et établi des rapports qui remettaient en question des institutions gouvernementales. En outre, j'ai organisé des programmes de formation destinés aux responsables de camps de réfugiés, en partenariat avec le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés. J'ai mis en place un programme visant à offrir une aide juridique bénévole aux personnes défavorisées (principalement des femmes et des enfants très pauvres).

**AUTRES ACTIVITES PROFESSIONNELLES :**

- *Veuillez cliquer sur le signe « + » en bas à droite pour ajouter d'autres entrées*

**09/2019-10/2021**

- **Activité :   EXPERTE EN ÉTAT DE DROIT, ORGANISATION DU TRAITÉ DE L'ATLANTIQUE NORD/FORCE D'ASSISTANCE À LA SÉCURITÉ**

J'ai représenté le Bureau du Procureur de la Cour pénale internationale à l'occasion d'une table ronde juridique d'experts entre 2019 et 2021. Cette table ronde avait pour thème la promotion de l'état de droit et de la bonne gouvernance, le rôle du Centre d'excellence pour l'assistance aux forces de sécurité et les implications dans les initiatives internationales, et a abouti à l'élaboration d'un manuel de formation sur l'état de droit.

J'ai rédigé un chapitre du manuel contenant des supports de formation sur la manière de préparer les forces de l'OTAN à reconnaître les violences sexuelles et à caractère sexiste dans des situations de conflit, à enquêter sur ces crimes et à engager des poursuites.

Grâce aux relations nouées lors de la table ronde de l'OTAN, j'ai été invitée à animer une formation à l'intention des procureurs ukrainiens sur les enquêtes et les poursuites judiciaires relatives aux violences sexuelles et à caractère sexiste liées au conflit dans des situations de crises.

**10/2011-03/2012**

- *Activité :* **ENQUÊTRICE SUR LES VIOLENCES SEXUELLES ET À CARACTÈRE SEXISTE, BUREAU DU HAUT-COMMISSAIRE DES NATIONS UNIES AUX DROITS DE L'HOMME, 2011 À 2012**

J'ai effectué une mission en Libye où j'ai dirigé des enquêtes sur les violences à caractère sexiste pour la Commission d'enquête indépendante sur la Libye. J'ai élaboré des plans d'enquête, assuré la liaison avec d'autres organisations non gouvernementales, des organismes humanitaires et d'autres institutions spécialisées des Nations Unies afin d'identifier des témoins et des victimes potentiels. J'ai mené des enquêtes, recueilli des déclarations de témoins et rédigé des rapports sur la situation des réfugiés et d'autres personnes vulnérables. J'ai défini les besoins des témoins et des victimes et recensé des mécanismes d'aide aux victimes à l'échelle locale et internationale. J'ai donné une formation sur le soutien et la protection des témoins au personnel de la Commission.

De plus, j'ai apporté une contribution essentielle au rapport définitif de la Commission d'enquête sur les résultats des enquêtes. J'ai formé d'autres enquêteurs aux techniques d'entretien fondées sur l'approche centrée sur la victime et le principe de « ne pas causer davantage de préjudice » du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme. J'ai réalisé des analyses des risques de sécurité, des menaces, des vulnérabilités et de situation en vue d'élaborer des mécanismes de protection et de soutien adaptés pour les témoins et les victimes d'actes criminels.

J'ai élaboré un modèle pour la conduite des entretiens avec les victimes, en particulier les victimes de violences sexuelles. J'ai facilité la conclusion d'un accord entre le Bureau du Procureur de la CPI et le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, qui permet aux enquêteurs de ce dernier de solliciter le consentement des témoins et des victimes pour la communication du contenu de leur déclaration au Procureur de la CPI. J'ai également élaboré un programme de soutien et de protection des témoins et des victimes.

J'ai reçu une lettre de félicitations officielle pour ma contribution aux travaux de la Commission d'enquête, lorsque celle-ci a présenté ses résultats à l'Assemblée générale des Nations Unies.

**06-08/2010**

- *Activité :* **HAUT-COMMISSARIAT DES NATIONS UNIES POUR LES RÉFUGIÉS (HCR), VIOLENCES SEXUELLES ET À CARACTÈRE SEXISTE EN SITUATION DE CONFLIT, EXPLOITATION ET ABUS SEXUELS**

J'ai effectué une mission en République démocratique du Congo pour le Bureau de l'Inspecteur général du HCR au sein d'une équipe chargée d'enquêter sur des allégations d'abus et d'exploitation sexuels. J'ai enquêté sur des allégations d'intimidation et de harcèlement, y compris de harcèlement sexuel et de faute, par des membres du personnel de l'ONU et d'autres employés d'organismes d'aide humanitaire internationale. Lorsque les protecteurs deviennent des prédateurs, l'ONU doit agir avec détermination. Au cours des vingt dernières années, l'ONU a appliqué une politique de tolérance zéro à l'égard des violences sexuelles et à caractère sexiste liées au conflit. Cette politique s'inscrivait dans le programme visant à lutter contre la violence liée au conflit et à traduire les auteurs de ces infractions en justice.

Sachant que la crainte de représailles dissuade les personnes concernées de signaler des faits ou de témoigner, le HCR m'a attribué les fonctions d'experte en soutien et protection des témoins, des victimes et des lanceurs d'alerte afin de créer le tout premier programme de protection et de soutien au sein de l'organisation. Ce programme comprenait une formation spécialisée pour les enquêteurs sur la conduite d'entretiens avec des victimes de crimes sexuels, ainsi que l'établissement de mesures de protection qui, au fil du temps, ont été intégrées dans des protocoles et des politiques.

**10/2006-05/2008**

- *Activité :* **COORDINATRICE JURIDIQUE, TRIBUNAL SPÉCIAL POUR LA SIERRA LEONE**

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p>En ma qualité de représentante du Greffier, j'ai établi un lieu d'affectation à La Haye pour le procès de l'affaire très sensible et largement médiatisée concernant l'ancien président libérien, Charles Taylor. J'ai mis en place l'ensemble des fonctions du Greffe, négocié et conclu des accords avec l'État hôte, à savoir le Gouvernement néerlandais, et rédigé des dispositions internes relatives à l'appui administratif non judiciaire à apporter aux juges, au personnel, aux témoins, aux équipes de la Défense et à l'accusé.</p> <p>J'ai organisé les déplacements, le soutien et la protection des témoins pendant le procès. C'était la première fois que tous les témoins étaient transportés par avion d'un continent à un autre. Les leçons apprises ont été essentielles pour la Cour.</p>                                                                                                                                                                                               |
| <b>PUBLICATIONS LES PLUS PERTINENTES</b>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
| <ol style="list-style-type: none"> <li>1. Training on the Investigation &amp; Prosecution of Sexual and Gender-Based Crimes in Crisis Situations in the International Criminal Court (ICC) Office of the Prosecutor (OTP) Policy Paper, OTAN, octobre 2021</li> <li>2. Victims and Witnesses in Fact-Finding Commissions: Pawns or Principal Pieces? dans « The Transformation of Human Rights Fact-Finding », Philip Alston (éd.), Sarah Knuckey (éd.), <a href="https://doi.org/10.1093/acprof:oso/9780190239480.001.0001">https://doi.org/10.1093/acprof:oso/9780190239480.001.0001</a></li> <li>3. The Rights of the Victims, THE ELGAR COMPANION TO THE INTERNATIONAL CRIMINAL TRIBUNAL FOR RWANDA, publié par Anne-Marie de Brouwer, Tilburg University, et Alette Smeulers, University of Groningen, Pays-Bas, 978 1 78471 169 6.</li> <li>4. Invoking International Human Rights Law for the Emancipation of Women in Uganda, mémoire de la maîtrise en droit, University of Notre Dame, 1994.</li> </ol> |
| <b>SEMINAIRES ET CONFERENCES LES PLUS PERTINENTS</b>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
| <ol style="list-style-type: none"> <li>1. Towards Universal Human Dignity: Challenging the Undeclared War, Hesburgh Centre for International Studies, University of Notre Dame, États-Unis, novembre 2024.</li> <li>2. Cours d'été « Sexual Orientation &amp; Gender Identity in International Law: Human Rights and Beyond », La Haye et Amsterdam, du mercredi 24 juillet au vendredi 2 août 2019.</li> <li>3. Human Rights and Justice, The Hague Institute for Global Justice, La Haye (Pays-Bas), du 8 au 10 juin 2015.</li> <li>4. Victims and International Justice, à l'Institute of Technology, Dublin (République d'Irlande), avril 2008.</li> <li>5. Human Rights Weekend: Behind the Headlines, De Balie, Amsterdam, du 27 au 29 janvier 2017, à l'occasion de la première du documentaire « <i>The Uncondemned</i> » sur l'affaire concernant Jean-Paul Akayesu, à savoir la première affaire où le viol a été reconnu comme élément constitutif du génocide.</li> </ol>                             |
| <b>APPARTENANCE A DES ASSOCIATIONS PROFESSIONNELLES</b>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
| <p>Fédération internationale des femmes juristes (FIDA – Ouganda)</p> <p>American Association of International Law</p> <p>Justice Rapid Response</p> <p>International Association of Court Administrators</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
| <b>DISTINCTIONS REÇUES</b>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |
| <ul style="list-style-type: none"> <li>• Distinguished Alumni Award (2011), University of Notre Dame, pour sa contribution à la consolidation de la paix et aux droits humains</li> <li>• Bénéficiaire d'une bourse d'études de la Fondation Ford (1993)</li> <li>• International Peace Scholar, Joan Kroc Institute of International Studies, États-Unis (1992)</li> <li>• Bénéficiaire de la bourse d'étude d'excellence de l'administration locale de Busoga (1975)</li> </ul>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |
| <b>CHAMPS D'INTÉRÊT PERSONNELS</b>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |
| <p>Les voyages, le chant, l'accueil, cuisiner pour de grands groupes.</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |
| <b>DIVERS</b>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
| <p>Doctorante, droit des droits humains, National University of Ireland, Irish Centre for Human Rights, Galway.</p> <p>« Beyond [the Limits of] Current Jurisprudence/Law [and Practices]: A Case for Enforceable Rights and Remedies for Victims of Genocide and Other Violations of International Humanitarian Law ».</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |

## 8. NANGELA, Deo John (République-Unie de Tanzanie)

[Original : anglais]

### Note verbale

L'ambassade de la République-Unie de Tanzanie présente ses compliments au Secrétariat de l'Assemblée des États Parties et a l'honneur de l'informer que le Gouvernement de la République-Unie de Tanzanie a décidé de présenter la candidature de M. le juge Deo John Nangela au poste de juge à la Cour pénale internationale pour le mandat 2027-2036, pour l'élection qui se tiendra à la vingt-cinquième session de l'Assemblée des États Parties à New York en décembre 2026.

M. Nangela est un juriste éminent, dont la carrière illustre l'indépendance, l'intégrité et l'excellence de la justice pénale. Fort de plus de vingt-cinq années d'expérience comme procureur, juge, chercheur et administrateur judiciaire, il remplit pleinement les conditions énoncées à l'article 36-3-a du Statut de Rome et dans la résolution ICC-ASP/3/Res.6.

Il est actuellement juge à la Cour d'appel de Tanzanie, la plus haute instance judiciaire du pays. Sa nomination à ce poste témoigne de la confiance placée par la communauté juridique dans son éthique, son indépendance et son sens aigu de la justice.

Auparavant, en tant que juge de la Haute Cour de Tanzanie (bureau décentralisé de Sumbawanga), M. Nangela représentait l'autorité judiciaire et administrative dans le cadre d'affaires pénales, civiles et commerciales dans un grand nombre de régions. Il a fait preuve d'un leadership exceptionnel en garantissant l'efficacité des opérations judiciaires et le respect de l'obligation de rendre des comptes tout en veillant à ce que le grand public ait confiance en l'administration de la justice. Tout au long de sa vie professionnelle, en tant que chercheur, procureur, régulateur et juge, M. Nangela n'a cessé de défendre le respect de l'état de droit et des normes les plus strictes en matière de déontologie.

Exerçant de hautes fonctions judiciaires, M. Nangela est habitué à gérer des affaires pénales complexes du point de vue des faits et du droit et à rendre des jugements motivés conformes aux garanties d'une procédure régulière et d'un procès équitable.

M. Nangela possède une vaste expérience en lien avec l'article 36-3-b-ii du Statut de Rome. Il a démontré ses compétences solides en droit international, droit international pénal et droit des droits humains, que ce soit dans la pratique ou en matière de recherche. Il a enseigné le droit pénal, le droit international pénal et le droit des droits humains à l'Université de Dar es Salam, contribuant ainsi au renforcement de l'expertise juridique en Tanzanie et dans le monde entier.

Outre son parcours professionnel remarquable, il possède les qualités et valeurs personnelles requises pour s'acquitter des responsabilités liées aux fonctions de juge de la Cour pénale internationale.

### Exposé des qualifications

*Le présent exposé des qualifications est soumis en appui à la candidature de M. Deo John Nangela conformément à l'article 36 du Statut de Rome de la Cour pénale internationale et à la résolution de l'Assemblée des États Parties sur les modalités de présentation des candidatures et d'élection des juges de la Cour pénale internationale (ICC-ASP/3/Res.6, telle qu'amendée).*

La République-Unie de Tanzanie désigne M. Deo John Nangela en tant que candidat à l'élection au sein de la Cour pénale internationale pour le mandat 2027-2036 qui se tiendra à la vingt-cinquième session de l'Assemblée des États Parties au siège des Nations Unies à New York du 7 au 17 décembre 2026.

La nomination de M. Nangela a été faite par la République-Unie de Tanzanie dans le respect de la procédure de présentation de candidatures aux plus hautes fonctions judiciaires en République-Unie de Tanzanie, conformément aux dispositions de l'article 36-4-a-i du Statut de Rome de la Cour pénale internationale.

M. Nangela est un juriste éminent, dont la carrière illustre l'indépendance, l'intégrité et l'excellence de la justice pénale. Fort de plus de **vingt-cinq années d'expérience** comme procureur, juge, chercheur et administrateur judiciaire, il remplit pleinement les conditions énoncées à l'article 36-3-a du Statut de Rome et dans la résolution ICCASP/3/Res.6.

Des informations supplémentaires sont présentées ci-dessous en application de l'article 36 du Statut de Rome :

**a) Haute considération morale, impartialité et intégrité (article 36-3-a)**

Impartial et intègre, M. Deo John Nangela jouit d'une haute considération morale et réunit les conditions requises en République-Unie de Tanzanie pour l'exercice des plus hautes fonctions judiciaires, au sens de l'article 36-3-a du Statut de Rome.

Il est actuellement juge à la Cour d'appel de Tanzanie, la plus haute instance judiciaire du pays. Sa nomination à ce poste témoigne de la confiance placée par la communauté juridique dans son éthique, son indépendance et son sens aigu de la justice.

Auparavant, en tant que juge de la Haute Cour de Tanzanie (bureau décentralisé de Sumbawanga), M. Nangela représentait l'autorité judiciaire et administrative dans le cadre d'affaires pénales, civiles et commerciales dans un grand nombre de régions. Il a fait preuve d'un leadership exceptionnel en garantissant l'efficacité des opérations judiciaires et le respect de l'obligation de rendre des comptes tout en veillant à ce que le grand public ait confiance en l'administration de la justice.

Tout au long de sa vie professionnelle, en tant que chercheur, procureur, régulateur et juge, M. Nangela n'a cessé de défendre le respect de l'état de droit et des normes les plus strictes en matière de déontologie.

**b) Compétence dans les domaines du droit pénal et de la procédure pénale, et expérience professionnelle pertinente (article 36-3-b)**

De par ses grandes compétences en matière de droit pénal et de procédure pénale, M. Nangela remplit les critères exposés à l'article 36-3-b-i du Statut de Rome.

Il a débuté sa carrière à la Direction du parquet en engageant des poursuites pour de graves infractions pénales, ce qui lui a permis d'acquérir une solide expérience des enquêtes pénales, de l'examen des éléments de preuve et de l'instruction d'une affaire. En tant que juge de la Haute Cour et, plus tard, de la Cour d'appel, il s'est prononcé sur une grande diversité d'affaires pénales et d'appels qui l'ont amené à aborder les questions des victimes vulnérables, des droits humains et des violences fondées sur le genre, en particulier contre les femmes et les enfants. Cette expérience approfondie des phases de première instance et d'appel est particulièrement pertinente au vu de la mission et du travail de la Cour pénale internationale.

Exerçant de hautes fonctions judiciaires, M. Nangela est habitué à gérer des affaires pénales complexes du point de vue des faits et du droit et à rendre des jugements motivés conformes aux garanties d'une procédure régulière et d'un procès équitable.

En outre, M. Nangela possède une vaste expérience en lien avec l'article 36-3-b-ii du Statut de Rome. Il a démontré ses compétences solides en droit international, droit international pénal et droit des droits humains, que ce soit dans la pratique ou en matière de recherche. Il a enseigné le droit pénal, le droit international pénal et le droit des droits humains à l'Université de Dar es Salam, contribuant ainsi au renforcement de l'expertise juridique en Tanzanie et dans le monde entier.

**c) Maîtrise des langues (article 36-3-c)**

M. Nangela a pour langue maternelle le swahili, et maîtrise la langue anglaise, à l'oral et à l'écrit. Il est donc tout à fait capable de travailler dans l'une des langues de travail de la Cour.

**d) Choix de la liste et informations au titre de l'article 36-8-a**

M. Nangela est désigné pour figurer sur la Liste A aux fins de l'article 36-5 du Statut de Rome. Les informations correspondant aux sous-alinéas i) à iii) de l'article 36-8-a sont les suivantes :

- (i) M. Nangela a reçu une formation académique et acquis des qualifications en République-Unie de Tanzanie où il continue d'exercer des fonctions juridiques et dont le système juridique est fondé sur la common law ;
- (ii) Il est ressortissant de la République-Unie de Tanzanie, un État Membre du Groupe Afrique ;
- (iii) Il est un juge de sexe masculin.

**e) Spécialisation (article 36-8-b)**

M. Nangela s'est spécialisé au sens de l'article 36-8-b du Statut de Rome grâce à son expérience approfondie des activités judiciaires et de poursuite dans le cadre d'affaires en lien avec des groupes vulnérables et marginalisés comme les victimes de viol et d'autres formes de violence sexuelle et fondée sur le genre contre les femmes et les enfants ou les atrocités commises contre des personnes atteintes d'albinisme. Dans ce contexte, il a veillé à protéger les témoins tout en assurant le respect des garanties d'une procédure régulière, conformément aux principes du droit international pénal. Son expérience reflète sa profonde compréhension de la complexité inhérente aux affaires impliquant des groupes marginalisés pour ce qui est des éléments de preuve, de la procédure et de l'aspect psychosocial.

En outre, M. Nangela a également géré des affaires traitant d'atteintes aux droits humains fondamentaux, d'entente commerciale et d'infractions économiques transnationales, notamment l'abus de marché et la fraude financière, devant la Commission de la concurrence loyale, le Tribunal de la concurrence loyale et la Cour d'appel de Tanzanie.

**f) Nationalité**

Deo John Nangela est un ressortissant tanzanien et ne possède aucune autre nationalité.

**g) Disponibilité et engagement**

M. Nangela est pleinement conscient des exigences en termes de responsabilité, d'indépendance et de charge de travail liées à la fonction de juge de la Cour pénale internationale. Si sa candidature venait à être retenue, il prendrait toutes les mesures nécessaires pour se consacrer exclusivement à la mission de la Cour, dans le plein respect du Statut de Rome.

**Curriculum vitae**

|                                               |                                      |                     |
|-----------------------------------------------|--------------------------------------|---------------------|
| <b>Nom de famille :</b>                       | NANGELA                              |                     |
| <b>PRÉNOM :</b>                               | Deo                                  |                     |
| <b>DEUXIÈME PRÉNOM :</b>                      | John                                 |                     |
| <b>SEXE :</b>                                 | Homme                                |                     |
| <b>DATE DE NAISSANCE :</b>                    | 6 novembre 1971                      |                     |
| <b>NATIONALITÉ :</b>                          | Tanzanien                            |                     |
| <b>CRITÈRES RÉGIONAUX :</b>                   | Afrique                              |                     |
| <b>SECONDE NATIONALITÉ : (LE CAS ÉCHEANT)</b> |                                      |                     |
| <b>ÉTAT CIVIL :</b>                           | Marié                                |                     |
| <b>LISTE A/LISTE B :</b>                      | Liste A                              |                     |
| <b>LANGUES</b>                                | <b>Langue maternelle :</b> kiswahili |                     |
| <b>- ANGLAIS</b>                              | (à l'écrit) Confirmé                 | (à l'oral) Confirmé |

|             |                                       |                                    |
|-------------|---------------------------------------|------------------------------------|
| - FRANÇAIS  | (à l'écrit) Veuillez sélectionner>>   | (à l'oral) Veuillez sélectionner>> |
| - KISWAHILI | : (à l'écrit) Confirmé                | (à l'oral) Confirmé                |
|             | : (à l'écrit) Veuillez sélectionner>> | (à l'oral) Veuillez sélectionner>> |
|             | : (à l'écrit) Veuillez sélectionner>> | (à l'oral) Veuillez sélectionner>> |
|             | : (à l'écrit) Veuillez sélectionner>> | (à l'oral) Veuillez sélectionner>> |

  

**QUALIFICATIONS ACADEMIQUES :** *Date, établissement, diplôme(s) obtenu(s) (en commençant par le plus récent)*  
*- Veuillez cliquer sur le signe « + » en bas à droite pour ajouter d'autres entrées*

**11/2011**

- *Institution:* Université du Cap, Afrique du Sud, Faculté de droit
- *Diplôme(s) obtenu(s):* Doctorat

**09/2000 - 09/2001**

- *Institution:* Université de Londres, School of Oriental and African Studies (SOAS), Royaume-Uni
- *Diplôme(s) obtenu(s):* Master of Laws (LLM) en droit public international

**06/1994 - 07/1997**

- *Institution:* Université de Dar es Salam, Faculté de droit
- *Diplôme(s) obtenu(s):* Licence en droit avec mention (LLB (Hons))

**08/1997- 07/1998**

- *Institution:* Cabinet du Procureur général, Bureau du Procureur général, République-Unie de Tanzanie
- *Diplôme(s) obtenu(s):* Certificat de mise en pratique de la formation juridique (stage)

**EXPERIENCE PROFESSIONNELLE :** *Date, employeur, intitulé du poste, autres informations (en commençant par le plus récent)*  
*- Veuillez cliquer sur le signe « + » en bas à droite pour ajouter d'autres entrées*  
*- Veuillez indiquer la pertinence de l'expérience par rapport à la candidature présentée sous la liste A ou B, le cas échéant*

**01/2025 – Aujourd'hui**

- *Employeur :* Système judiciaire de la Tanzanie
- *Intitulé du poste :* Juge à la Cour d'appel de Tanzanie
- *Autres informations :* Statué sur les appels de jugements d'infractions, notamment le meurtre, l'homicide, la violence sexuelle et fondée sur le genre, en particulier contre les femmes et les enfants, le vol à main armée, la fraude d'entreprise et autres infractions financières, la criminalité organisée transnationale, notamment le terrorisme, les substances narcotiques, le trafic d'espèces sauvages, la traite d'êtres humains, et l'évasion fiscale et autres infractions connexes. Statué également sur des appels en matière civile, en lien notamment avec le respect de la constitution et des droits humains. En tant que membre du Comité du Président de la Cour suprême pour les réformes judiciaires, proposé des analyses et des conseils au Président de la Cour suprême

**11/2023 - 01/2025**

- *Employeur :* Système judiciaire de la Tanzanie
- *Intitulé du poste :* Juge résident, Haute Cour de Tanzanie, bureau décentralisé de Sumbawanga
- *Autres informations :* Pris la direction stratégique des opérations judiciaires, notamment gestion des dossiers, jugement des affaires et administration de la Cour, et contrôlé l'intégration effective des TIC en vue d'améliorer la performance des fonctions judiciaires dans l'ensemble des tribunaux subordonnés de la juridiction. Garanti la prestation efficace et dans les délais de services judiciaires de haute qualité par les fonctionnaires judiciaires et non judiciaires. Supervisé l'administration de la

|                                |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
|--------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
|                                | justice conformément aux plans stratégiques nationaux en la matière (2020-2021 et 2025- 2026). Contribué aux initiatives de réforme judiciaire et dirigé la mise en œuvre de programmes liés à des mécanismes alternatifs de règlement des litiges. Présidé des affaires pénales complexes et statué sur des appels émanant des tribunaux de district et de première instance en lien avec des victimes vulnérables, les droits humains et la violence fondée sur le genre, en particulier contre des femmes et des enfants. Participé à des programmes de mentorat et d'orientation professionnelle destinés à des juges et magistrats débutants, en matière pénale et civile et dans le domaine de l'environnement et du droit des droits humains.                                                                        |
| <b>11/2019 – 11/2023</b>       |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
| - <i>Employeur :</i>           | Système judiciaire de la Tanzanie                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
| - <i>Intitulé du poste :</i>   | Juge, Division du Tribunal du commerce de la Haute Cour de Tanzanie, et Président du Tribunal des marchés financiers                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |
| - <i>Autres informations :</i> | Exercé en tant que juge de la Haute Cour de Tanzanie (Division du Tribunal du commerce) et Président du Tribunal des marchés financiers, chargé de statuer sur des affaires commerciales et financières complexes, concernant notamment la fraude d'entreprise, les infractions financières et le respect de la réglementation. Rendu des jugements et décisions ayant d'importantes implications pour la gouvernance économique et la justice.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
| <b>03/2012 - 02/2019</b>       |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
| - <i>Employeur :</i>           | Commission de la concurrence loyale                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |
| - <i>Intitulé du poste :</i>   | Directeur du contrôle de la conformité à la réglementation et Conseiller juridique en chef/Secrétaire de la Commission                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
| - <i>Autres informations :</i> | Conduit des enquêtes sur des pratiques répréhensibles, des ententes et des infractions économiques transnationales. Exercé en tant que procureur principal et engagé des poursuites dans quelque 48 affaires impliquant des faits d'abus de marché, de fraude financière et de violation des droits des consommateurs présentées devant la Commission, le Tribunal de la concurrence loyale et la Cour d'appel de Tanzanie.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |
| <b>2008</b>                    |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
| - <i>Employeur :</i>           | Bureau de la Direction du parquet                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
| - <i>Intitulé du poste :</i>   | Procureur spécial                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
| - <i>Autres informations :</i> | Dirigé des enquêtes et des procès en lien avec des infractions transnationales, notamment la pêche illégale dans la zone économique exclusive de la Tanzanie. Facilité la coopération juridique transfrontière contre la délinquance économique. Engagé des poursuites dans des affaires en appel devant la Haute Cour et la Cour d'appel de Tanzanie pour des affaires de meurtre, de blanchiment d'argent, de violences sexuelles et fondées sur le genre contre des femmes et des enfants, et d'atrocités commises contre des personnes atteintes d'albinisme. Fourni des conseils juridiques concernant diverses questions liées à la lutte contre le crime, engagé des poursuites pour violation du code pénal national et réalisé d'autres missions en lien avec des poursuites confiées par le Directeur du parquet. |
| <b>11/2002- 02/2012</b>        |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
| - <i>Employeur :</i>           | Université de Dar es Salam                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
| - <i>Intitulé du poste :</i>   | Maître de conférences (département du droit public)                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |
| - <i>Autres informations :</i> | Enseigné le droit international pénal, le droit des droits humains, la procédure pénale, le droit international environnemental et les politiques en la matière, le droit applicable aux mécanismes alternatifs de règlement des litiges et le droit de la preuve. Encadré des travaux de recherche sur le droit international, la justice transitionnelle, les atteintes à la Constitution et les violations de droits humains.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |
| <b>08/1998 - 11/2002</b>       |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
| - <i>Employeur :</i>           | Bureau du Procureur général, Ministère de la justice et des affaires constitutionnelles                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |

|                                                                                            |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |
|--------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| - <i>Intitulé du poste :</i>                                                               | Procureur d'État principal                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
| - <i>Autres informations :</i>                                                             | Fourni des avis juridiques spécialisés dans des affaires d'arbitrage international. Rédigé des actes d'accusation et autres actes de procédure déposés devant la Haute Cour et la Cour d'appel de Tanzanie. Instruit des affaires pénales complexes devant la Haute Cour et représenté la République lors de procédures en appel devant la Haute Cour et devant la Cour d'appel. Supervisé et mentoré des procureurs débutants s'agissant de la conduite de poursuites pénales et civiles devant des tribunaux subordonnés et devant la Haute Cour de Tanzanie. |
| <b>08/1997 - 07/1998</b>                                                                   |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |
| - <i>Employeur :</i>                                                                       | Bureau du Procureur général, Ministre de la justice et des affaires constitutionnelles                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
| - <i>Intitulé du poste :</i>                                                               | Procureur d'État stagiaire et assistant de recherche                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |
| - <i>Autres informations :</i>                                                             | Donné des avis juridiques dans des affaires pénales et civiles. Rédigé des actes d'accusation et des actes de procédures connexes dans le cadre d'affaires portées devant la Haute Cour et la Cour d'appel de Tanzanie. Fourni une assistance aux recherches juridiques des procureurs principaux et des conseillers principaux dans le cadre de poursuites devant la Haute Cour et la Cour d'appel.                                                                                                                                                            |
| <b>AUTRES ACTIVITES PROFESSIONNELLES PERTINENTES :</b>                                     |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |
| - <i>Veuillez cliquer sur le signe « + » en bas à droite pour ajouter d'autres entrées</i> |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |
| <b>MM/AAAA</b>                                                                             |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |
| <ul style="list-style-type: none"> <li>• <i>Activité :</i></li> </ul>                      |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>PUBLICATIONS LES PLUS PERTINENTES</b>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |
| <p><u>Ouvrages et parties d'ouvrages :</u></p> <p><i>Urban Planning and Development Law in Tanzania</i>, Juris Publishers Ltd (2020).</p> <p><i>The Law on E-Commerce &amp; E-Contracting in Tanzania</i>, Reach Publishers, Afrique du Sud (2018).</p> <p>« <i>Harmonization of Competition Laws in the EAC: Some Reflections</i> » dans Döveling, J., Majamba, H.I., Oppong, R.F. et Wanitzek, U. (dir.), <i>Harmonization of Laws in the East African Community: The State of Affairs with Comparative Insights from the European Union and Other Regional Economic Communities</i>, Law Africa Publishing (2018).</p> <p>« <i>Role of Government in Promoting Sustainable Economic Growth through Competition Reforms: Exploring the Challenges in the Competition Regime Tanzanian Case</i> » dans <i>Pursuing Competition and Regulatory Reforms for Achieving Sustainable Development Goals</i>, CUTS International, Jaipur, 2016.</p> <p><u>Articles et rapports :</u></p> <p>« Institutional Democratic Practice, Openness, Accountability, and Human Rights in Tanzania », <i>LST Law Review Journal</i> (2017)</p> <p>« Averting Water Conflicts in the Nile Basin: Towards Equitable Utilization », <i>Orient Journal of Law and Social Sciences</i> (2008)</p> <p><i>Terrorism and the Law in Tanzania</i>, Communication présentée lors d'un atelier (2003)</p> <p><i>Tanzanian Courts and Enforcement of Fishery Laws: A Need for Reforms?</i> Document de conférence (2006)</p> <p><i>The "Death" to Death Penalty Project</i>, Rapport de consultants, Tanzania Law and Human Rights Centre (2007)</p> |

| SEMINAIRES ET CONFERENCES LES PLUS PERTINENTES                                                                                                                              |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| -                                                                                                                                                                           | <p><b>2023</b> : Réformes judiciaires en Afrique subsaharienne (conférence régionale)</p> <p><b>2021</b> : Cour africaine des droits de l'homme et des peuples : renforcer la confiance dans les systèmes judiciaires africains, Dar es Salam, Tanzanie</p> <p><b>2018-2019</b> : Formation aux enquêtes sur les ententes commerciales, Forum africain de la concurrence, Dar es Salam</p> <p><b>2016</b> : Séminaire de l'OMC sur les politiques en matière de commerce et de concurrence, Genève</p> <p><b>2015</b> : Négociations Communauté d'Afrique de l'Est-SADC-COMESA sur le droit régional de la concurrence, Nairobi</p> <p><b>1999</b> : Formation aux droits humains pour les professionnels du droit, Ministère de la justice, Tanzanie</p> |
| APPARTENANCE A DES ASSOCIATIONS PROFESSIONNELLES                                                                                                                            |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
| -                                                                                                                                                                           | <p>East African Magistrates and Judges Association (EAMJA)</p> <p>Tanzania Magistrates and Judges Association (TMJA)</p> <p>Tanganyika Law Society (TLS), en qualité de membre n'exerçant pas à temps plein</p> <p>Institute of Directors in Tanzania, en tant qu'administrateur certifié (M-IoDT278)</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |
| DISTINCTIONS REÇUES                                                                                                                                                         |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
| Reconnaissance pour l'excellence des services judiciaires rendus en lien avec les mécanismes alternatifs de règlement des litiges, Autorités judiciaires de Tanzanie (2023) |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
| INTÉRÊTS PERSONNELS                                                                                                                                                         |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
|                                                                                                                                                                             |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
| DIVERS                                                                                                                                                                      |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
|                                                                                                                                                                             |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |

## 9. NDUNGU, Njoki (Kenya)

[Original: anglais]

### Note verbale

L'ambassade de la République du Kenya auprès du Royaume des Pays-Bas présente ses compliments à la Cour pénale internationale et a l'honneur de se référer à la prochaine élection des juges de la Cour pour le mandat 2027-2036, prévue en décembre 2026 à New York.

L'ambassade a l'honneur d'informer officiellement la Cour pénale internationale que S.E. William Ruto, président de la République du Kenya, a désigné l'honorable Lady Justice Njoki Ndungu, CBS, comme candidate du Kenya à l'élection au poste de juge de la Cour au titre de la liste A.

Vous trouverez ci-joint, pour information, des copies du curriculum vitae et de l'exposé des qualifications de Lady Justice Ndungu.

Les documents justificatifs ont également été traduits en français, en espagnol et en arabe.

### Déclaration de qualifications

*La présente déclaration est soumise conformément à l'article 36, paragraphe 4 a), du Statut de Rome de la Cour pénale internationale, au paragraphe 6 de la résolution ICC-ASP/3/Res.6 et à ses amendements, relatifs à la procédure de nomination des candidats à la fonction de juge.*

La Juge Njoki Susanna Ndungu est la candidate de la République du Kenya à l'élection d'un juge à la Cour pénale internationale. Elle est proposée pour figurer sur la Liste A, qui concerne les candidats ayant les qualifications requises en matière de droit pénal et de procédure pénale, ainsi que l'expérience nécessaire, acquise en tant que juge, procureur, avocat ou à un autre titre similaire, dans le cadre de procédures pénales.

(a) Spécification dans les détails nécessaires de la manière dont le candidat remplit chacune des conditions énoncées à l'article 36, paragraphe 3, alinéas a), b) et c), du statut, conformément à l'article 36, paragraphe 4, alinéa a), du Statut

i) *Haute moralité, impartialité et intégrité (article 36, paragraphe 3, alinéa a))*

La juge Njoki S. Ndungu est une personne de haute moralité, impartiale et intègre. Elle l'a démontré au cours de plus de trois décennies de carrière professionnelle. En reconnaissance de cela, elle a reçu des distinctions internationales décernées par les Nations Unies et la Commission internationale de juristes. Elle a également reçu des distinctions nationales décernées par le gouvernement du Kenya.

ii) *Qualifications requises dans leurs États respectifs pour être nommés aux plus hautes fonctions judiciaires (article 36, paragraphe 3 (a))*

La Juge Njoki S. Ndungu est Juge à la Cour Suprême du Kenya, la plus haute autorité judiciaire de la République du Kenya. Elle possède donc les qualifications requises pour être nommée aux plus hautes fonctions judiciaires au Kenya.

iii) *Compétence reconnue en matière de droit pénal (article 36, paragraphe 3 b))*

En tant que Juge à la Cour suprême du Kenya, la plus haute juridiction du pays ayant compétence en dernier ressort en matière pénale, la Juge Njoki S. Ndungu a, pendant plus de quinze ans, participé à la rédaction d'avis judiciaires historiques qui ont considérablement influencé la jurisprudence pénale du Kenya. Ses décisions ont porté sur des questions complexes telles que le droit à un procès équitable, la recevabilité et l'évaluation des preuves, la légalité et la proportionnalité des peines, la protection des droits constitutionnels des personnes accusées et la participation significative des victimes aux procédures pénales. Par sa jurisprudence, la Juge Njoki

S. Ndungu a contribué à l'élaboration d'un cadre de justice pénale centré sur les victimes et fondé sur la Constitution du Kenya.

Elle a également occupé le poste du procureur général au sein du Bureau du Garde des Sceaux (qui comprenait alors le bureau du Directeur des poursuites publiques), où elle a donné des conseils et engagé des poursuites pour des infractions pénales graves, y compris des crimes passibles de la peine capitale. À ce titre, elle a comparu devant des tribunaux de première instance, la Haute Cour du Kenya et la Cour d'appel (alors la plus haute juridiction), acquérant ainsi une vaste expérience pratique en matière de contentieux pénal et de poursuites judiciaires.

Son expertise en droit pénal se distingue par son leadership international reconnu dans l'élaboration et la promotion des lois visant à lutter contre les violences sexuelles et sexistes. En tant que députée parlementaire, la Juge Njoki S. Ndungu a parrainé et mené à bien la promulgation de la loi sur les infractions sexuelles, une législation historique qui a profondément transformé le cadre juridique du pays en matière de lutte contre les violences sexuelles, en renforçant les normes en matière de preuve, la protection des victimes et la responsabilité des auteurs. Après la promulgation de la loi, elle a joué un rôle de premier plan dans la promotion de sa mise en œuvre grâce à de vastes initiatives de renforcement des capacités et de formation judiciaire aux niveaux national, régional et international. La Juge Njoki S. Ndungu a formé des juges, des procureurs, des enquêteurs et des acteurs du secteur judiciaire à l'interprétation et à l'application de la loi sur les infractions sexuelles, y compris sur des questions complexes liées aux normes en matière de preuve, à l'admissibilité des preuves, au consentement, à la protection des victimes et aux poursuites pour violences sexuelles dans la situation de conflit et d'après-conflit. Grâce à ces engagements, elle a contribué à renforcer la capacité des systèmes judiciaires à répondre efficacement aux crimes sexuels et sexistes.

Dans l'ensemble, les fonctions judiciaires exercées par la Juge Njoki S. Ndungu à la plus haute juridiction, son expérience en tant que procureure, son leadership législatif dans la réforme du droit pénal, son travail international sur les violences sexuelles et la responsabilité démontrent sa compétence approfondie et établie en matière de droit pénal, conformément aux exigences de l'article 36(3)(b) du Statut de Rome.

iv) *Exigences linguistiques (Article 36, paragraphe 3(c))*

La Juge Njoki S. Ndungu maîtrise l'anglais et possède des connaissances de base en français écrit et parlé.

(b) Indication de la procédure de nomination en vertu de l'article 36 (4)(a)(i) ou (ii)

La Juge Njoki Ndungu a été désignée conformément à la procédure de désignation des candidats à la nomination aux plus hautes fonctions judiciaires au Kenya. Cette procédure est définie à l'article 166, paragraphe 1, alinéa b), de la Constitution du Kenya. Conformément à cette disposition, le président de la république nomme les juges « conformément à la recommandation de la commission des services judiciaires ».

Après avoir été informé par le Garde des Sceaux, le président de la Cour suprême de la République du Kenya a informé tous les juges de la prochaine élection des juges à la Cour pénale internationale et a lancé un appel à candidatures. Au total, trois candidats, dont la Juge Njoki S. Ndungu, ont manifesté leur intérêt et le président de la Cour suprême a transmis leurs noms à la Commission des services judiciaires afin qu'elle se prononce sur leur aptitude. Après avoir examiné les trois candidats qui avaient manifesté leur intérêt et les avoir tous jugés aptes, la Commission des services judiciaires a recommandé les trois candidats au président de la République du Kenya. Le président de la république, dans l'exercice des pouvoirs que lui confère la Constitution, a ensuite désigné la Juge Njoki S. Ndungu comme candidate du Kenya à l'élection des juges de la Cour pénale internationale.

(c) Indication de la nationalité sous laquelle le candidat est désigné (*article 36 paragraphe 7*)

La Juge Njoki Ndungu est de nationalité kenyane et ne possède la nationalité d'aucun autre État. Elle a été désignée par la République du Kenya.

(d) Représentation des sexes et représentation géographique (*article 36, paragraphe 8 (a))*

La Juge Njoki S. Ndungu est une femme originaire de la Région Afrique.

(e) Expertise juridique sur des questions spécifiques, notamment la violence à l'égard des femmes et des enfants (*article 36, paragraphe 8 (b)*)

La Juge Njoki S. Ndungu est largement reconnue pour son expertise approfondie en matière de réponses juridiques et institutionnelles à la violence à l'égard des femmes et des enfants et des autres crimes fondés sur le genre, acquise au cours de plus de trois décennies de travail au sein de l'appareil judiciaire, institutions législatives, d'organisations internationales et d'organismes humanitaires. Sa carrière a été marquée par un leadership constant dans la promotion du cadres juridiques, des réformes institutionnelles et d'approches judiciaires qui renforcent la responsabilité en matière de violences sexuelles et sexistes, améliorent la protection des victimes et des populations vulnérables et favorisent une justice centrée sur les survivants. Grâce à ses contributions aux niveaux national, régional et international, elle a développé une compétence spécialisée dans les questions qui sont au cœur du mandat de la Cour pénale internationale, notamment les crimes impliquant des violences sexuelles reconnus par les articles 7 et 8 du statut de Rome, ainsi que la protection des victimes, des témoins et des populations déplacées.

Au cours de plus de trois décennies, la Juge Njoki S. Ndungu a acquise une expertise approfondie et internationalement reconnue dans la lutte contre la violence à l'égard des femmes et des enfants, les crimes sexistes et la protection des populations vulnérables grâce à son travail au sein de la société civile, des assemblées législatives nationales et régionales, des organisations internationales, des institutions humanitaires et du pouvoir judiciaire du Kenya. Dans le cadre de ces fonctions, elle a constamment mené des réformes juridiques et institutionnelles visant à lutter contre la violence à l'égard des femmes et des enfants, tout en faisant progresser la protection des réfugiés, des personnes déplacées et d'autres groupes vulnérables.

Son travail s'est concentré sur le renforcement des réponses juridiques et institutionnelles à la violence sexuelle et sexiste, y compris les crimes tels que le viol, esclavage sexuel, la grossesse forcée, la prostitution forcée et d'autres formes de violence sexuelle, qui sont reconnues par les articles 7 et 8 du Statut de Rome de la Cour pénale internationale comme des crimes contre l'humanité et des crimes de guerre. La Juge Njoki S. Ndungu a développé une expertise en matière de normes procédurales et probatoires dans les affaires d'infractions sexuelles, d'approches de la justice centrées sur les survivants, de participation des victimes aux procédures pénales et de mécanismes de protection des victimes et de réparation pour les survivants de crimes sexistes.

Son leadership dans la réforme législative visant à lutter contre la violence sexuelle est largement reconnu. En tant que députée parlementaire kenyane, elle a défendu des initiatives législatives clés visant à renforcer la protection juridique des femmes et des enfants contre la violence sexuelle. En 2004, elle a présenté la motion adoptée par le Parlement soutenant la ratification du Protocole de la Conférence internationale sur la région des Grands Lacs relatif à la prévention et la répression de la violence sexuelle contre les femmes et les enfants, renforçant ainsi l'engagement du Kenya envers les cadres régionaux de responsabilité en matière de lutte contre la violence sexuelle.

En 2006, la Juge Njoki S. Ndungu a parrainé et fait adopter par le Parlement kenyan la loi de 2006 sur les infractions sexuelles, l'une des réformes législatives les plus importantes du système pénal kenyan. Cette loi a établi un cadre juridique complet pour lutter contre les violences sexuelles, renforcé les normes en matière de preuve, élargi les définitions des infractions sexuelles, amélioré la protection des victimes et des témoins vulnérables et introduit des peines plus sévères pour les auteurs de ces infractions. Cette législation a considérablement amélioré l'accès à la justice pour les victimes de violences sexuelles et a inspiré des initiatives de réforme juridique et de formation judiciaire dans toute l'Afrique.

En outre, elle a introduit des modifications à la législation du travail visant à renforcer la protection des familles actives, notamment des dispositions instaurant des prestations de congé de maternité et de paternité, favorisant ainsi davantage l'égalité des sexes et la protection sociale des groupes vulnérables.

L'expertise de la Juge Njoki S. Ndungu en matière de justice de genre a également une forte dimension régionale. Lorsqu'elle travaillait au Centre de gestion des conflits de l'Union africaine, elle a joué un rôle de premier plan dans les processus liés à l'élaboration du Protocole à la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples relatif aux droits des femmes en Afrique (Protocole de Maputo). Cet instrument régional historique a établi des protections juridiques solides contre la violence sexiste, la discrimination et les pratiques néfastes affectant les femmes sur tout le continent africain.

Son mandat au sein de l'Union africaine consistait également à analyser les mécanismes préventifs permettant de lutter contre les violences des droits humains dans les situations de conflit et d'après-conflit, et à intégrer des approches fondées sur les droits dans les processus de paix à travers le continent. Ce travail a renforcé son expertise dans la lutte contre les violences sexuelles liées aux conflits et la promotion de la responsabilité pour les violations graves des droits humains commises dans des situations de conflit.

L'expertise de la Juge Njoki S. Ndungu en matière de protection des populations vulnérables s'appuie également sur son travail humanitaire. En tant que responsable nationale de la protection auprès du Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR), elle a travaillé sur le droit de protection des réfugiés et la détermination du statut de réfugiés, tout en menant des initiatives visant à lutter contre la violence sexiste dans les camps de réfugiés. Son travail consistait notamment à former les magistrats, le personnel humanitaire et les communautés de réfugiés aux mesures préventives et aux réponses protectrices contre la violence sexuelle dans les camps de réfugiés.

Son travail avec des organisations de la société civile a également porté sur des questions liées aux enlèvements, la traite, à l'esclavage et à la protection des enfants-soldats, y compris l'élaboration de programmes fondés sur les droits humains pour les populations déplacées et les réfugiés. Ces engagements lui ont permis d'acquérir une expérience pratique de l'intersection entre la protection humanitaire, les conflits armés et la violence sexiste, des domaines qui sont directement liés au travail de la Cour pénale internationale.

La Juge Njoki S. Ndungu a également joué un rôle important dans le débat plus large sur la responsabilité à la suite des violences post-électorales qui ont secoué le Kenya en 2007-2008, au cours desquelles des atrocités généralisées, notamment des violences sexuelles contre des femmes et des enfants, ont été documentées. Dans ce contexte, elle s'est fortement engagée en faveur de la mise en place des mécanismes institutionnels capables de traiter les crimes internationaux. Elle a notamment soutenu la création de la « Division des crimes internationaux » de la Haute Cour du Kenya, conçue comme un mécanisme judiciaire spécialisé dans la poursuite des crimes internationaux, notamment les crimes contre l'humanité et les violences sexuelles liées aux conflits.

Au cours de cette période, elle s'est également engagée dans un plaidoyer international visant à sensibiliser l'opinion publique aux atrocités commises pendant les violences post-électorales, notamment en prononçant un discours devant le Congrès américain dans lequel elle a souligné l'impact dévastateur de la violence sur les femmes et les enfants et insisté sur l'importance de la justice, de la responsabilité et de la réforme institutionnelle.

Son expérience judiciaire a encore renforcé cette expertise. En tant que juge à la Cour suprême du Kenya, la plus haute juridiction du pays ayant compétence en dernier ressort en matière pénale, elle a contribué au développement d'une jurisprudence locale relative à la participation des victimes aux procédures pénales, à l'interprétation des droits à un procès équitable, aux normes en matière de preuve dans les procès pénaux et la légalité des condamnations et des peines pénales.

Dans le cadre de cette fonction, elle examine régulièrement des dossiers factuels complexes, applique un raisonnement juridique avancé et garantit le respect des procédures régulières tout en maintenant un équilibre délicat entre les droits des personnes accusées et les impératifs d'une justice centrée sur les survivants et les victimes, des responsabilités qui reflètent étroitement les fonctions juridictionnelles de la Cour pénale internationale.

L'expertise de la Juge Njoki S. Ndungu en matière de violence sexuelle et sexiste a également été reconnue au niveau international grâce à son travail approfondi dans le domaine du renforcement des capacités et à ses fonctions constructives auprès des agences des Nations unies, notamment ONU Femmes, la FNUAP, le PNUD, l'UNICEF et l'IPPF, où elle a formé des acteurs du secteur judiciaire et conseillé les gouvernements de plusieurs pays africains sur le renforcement des réponses juridiques à la violence sexiste et l'amélioration des cadres institutionnels pour la protection des survivants et la responsabilisation.

Grâce à son leadership législatif, son engagement humanitaire, à son travail juridique régional, ses services judiciaires et à son action de sensibilisation internationale, la Juge Njoki S. Ndungu a acquis une reconnaissance mondiale en tant qu'experte de premier plan en matière de violence à l'égard des femmes et des enfants et de protection des populations vulnérables. Son expérience démontre une grande compétence sur les questions qui sont au cœur du mandat de la Cour pénale internationale en vertu de l'article 36(8)(b) du Statut de Rome, en particulier en ce qui concerne les crimes sexuels et sexistes, la protection des victimes, les réparations et la responsabilité pour les violations graves du droit international.

La Juge Njoki S. Ndungu a également joué un rôle important de leadership institutionnel au sein du pouvoir judiciaire du Kenya dans des domaines étroitement liés à la gouvernance constitutionnelle et à la confiance du public dans le système judiciaire. En tant que présidente du Comité judiciaire sur les élections (JCE), elle a supervisé l'élaboration des programmes de formations spécialisées et de renforcement des capacités afin de préparer les juges à entendre et à statuer sur les cours électoraux. Grâce à ce travail, elle a contribué à renforcer la capacité institutionnelle du pouvoir judiciaire à statuer sur les litiges électoraux d'une manière qui préserve l'ordre constitutionnel, renforce la confiance du public dans la justice électorale et favorise la paix et la stabilité pendant les cycles électoraux.

Elle est également présidente du Comité de protection et d'inclusion des employés du pouvoir judiciaire (EPIC), le premier comité de ce genre au sein du pouvoir judiciaire chargé de superviser la mise en œuvre des politiques de protection des magistrats et du personnel judiciaire contre le harcèlement sexuel, tout en promouvant la dignité, l'égalité et l'inclusion au sein de l'institution. À ce titre, elle a contribué à renforcer les cadres de responsabilité interne et à favoriser un environnement sûr et respectueux au sein du secteur judiciaire.

Dans l'ensemble, la vaste expérience de la Juge Njoki S. Ndungu en matière de droit pénal, de réforme législative, de justice de genre, de protection humanitaire et de leadership judiciaire témoigne d'un engagement profond en faveur de la responsabilité, de la protection des populations vulnérables et de la promotion d'une justice centrée sur les victimes. Son travail au sein des institutions nationales, régionales et internationales reflète son engagement profond dans les défis juridiques et institutionnels liés à la poursuite des crimes graves, notamment les violences sexuelles et sexistes et autres violations reconnues par le droit pénal international. Ces expériences démontrent collectivement une forte compétence dans des domaines qui sont au cœur du mandat de la Cour pénale internationale, en particulier en ce qui concerne la poursuite et le jugement des crimes touchant les femmes, les enfants et d'autres groupes vulnérables.

(f) L'engagement de la candidate à être disponible pour prendre ses fonctions à temps plein lorsque la charge de travail de la Cour l'exige.

La Juge Njoki S. Ndungu s'engage à prendre ses fonctions à temps plein lorsque la charge de travail de la Cour l'exige.

## Curriculum vitae

|                                               |                                            |                                    |
|-----------------------------------------------|--------------------------------------------|------------------------------------|
| <b>Nom de famille :</b>                       | NDUNGU                                     |                                    |
| <b>PRÉNOM :</b>                               | Njoki                                      |                                    |
| <b>DEUXIÈME PRÉNOM :</b>                      | Susanna                                    |                                    |
| <b>SEXE :</b>                                 | Femme                                      |                                    |
| <b>DATE DE NAISSANCE :</b>                    | 20 September 1965                          |                                    |
| <b>NATIONALITÉ :</b>                          | Kenyan                                     |                                    |
| <b>CRITÈRES RÉGIONAUX :</b>                   | Afrique                                    |                                    |
| <b>SECONDE NATIONALITÉ : (LE CAS ÉCHEANT)</b> |                                            |                                    |
| <b>ÉTAT CIVIL :</b>                           | Célibataire                                |                                    |
| <b>LISTE A/LISTE B :</b>                      | Liste A                                    |                                    |
| <b>LANGUES</b>                                | <b>Langue maternelle :</b> Swahili, Kikuyu |                                    |
| - ANGLAIS                                     | (à l'écrit) Confirmé                       | (à l'oral) Confirmé                |
| - FRANÇAIS                                    | (à l'écrit) Débutant                       | (à l'oral) Débutant                |
| - AUTRES                                      | : (à l'écrit) Veuillez sélectionner>>      | (à l'oral) Veuillez sélectionner>> |

|  |                                       |                                    |
|--|---------------------------------------|------------------------------------|
|  | : (à l'écrit) Veuillez sélectionner>> | (à l'oral) Veuillez sélectionner>> |
|  | : (à l'écrit) Veuillez sélectionner>> | (à l'oral) Veuillez sélectionner>> |
|  | : (à l'écrit) Veuillez sélectionner>> | (à l'oral) Veuillez sélectionner>> |

  

**QUALIFICATIONS ACADEMIQUES : Date, établissement, diplôme(s) obtenu(s) (en commençant par le plus récent)**  
- Veuillez cliquer sur le signe « + » en bas à droite pour ajouter d'autres entrées

**2024**

- Institution: Chartered Institute of Arbitrators United Kingdom
- Diplôme(s) obtenu(s): Membre du CI Arb

**1994**

- Institution: World University Services, Austria
- Diplôme(s) obtenu(s): Diplôme en Droits Humains des Femmes

**1993**

- Institution: University of Leicester, United Kingdom
- Diplôme(s) obtenu(s): Maîtrise en Droit dans le domaine des Droits Humains et Libertés Civiles  
*Mémoire de Maîtrise sur les Droits Humains au Kenya à l'époque coloniale : Spécificité culturelle et relativité des Normes Internationales relatives aux Droits Humains*

**1989**

- Institution: Kenya School of Law, Nairobi Kenya
- Diplôme(s) obtenu(s): Diplôme d'études supérieures en Formation Juridique

**1988**

- Institution: University of Nairobi, Nairobi, Kenya
- Diplôme(s) obtenu(s): Licence en droit  
*Mémoire portant sur l'Abus des pouvoirs policiers : Arrestation, Interrogatoire et détention des suspects.*

**EXPERIENCE PROFESSIONNELLE : : Date, employeur, intitulé du poste, autres informations (en commençant par le plus récent)**  
- Veuillez cliquer sur le signe « + » en bas à droite pour ajouter d'autres entrées  
- Veuillez indiquer la pertinence de l'expérience par rapport à la candidature présentée sous la liste A ou B, le cas échéant

**2011 - À ce jour**

- Employeur : Pouvoir Judiciaire Kenyan
- Intitulé du poste : Juge auprès de la Cour suprême du Kenya
- Autres informations : Membre du Comité de direction du pouvoir judiciaire ;  
Présidente, Comité de protection et d'intégrité des employés du pouvoir judiciaire (EPIC)- supervision relative à la mise en œuvre de la politique sur le harcèlement sexuel, mixité et politiques d'inclusion ;  
Présidente, Comité judiciaire sur les élections–supervision relative à l'état de préparation aux litiges liés aux élections ;  
Présidente, Comité du Règlement de la Cour Suprême ;  
Point Focal de la Cour Suprême en matière du Système de Justice Alternatif (AJS) et de Médiation Judiciaire

La Cour Suprême du Kenya (SCoK) n'est pas seulement la plus haute instance judiciaire du pays, mais aussi l'un des premiers tribunaux africains dans le développement de sa jurisprudence autochtone. En ma qualité de Juge auprès de cette Cour qui dispose de la compétence juridictionnelle finale sur tous les

procès, dont des matières pénales, j'ai eu l'occasion de participer à l'interprétation créant un précédent des droits à un procès équitable, normes et exigences en matière de preuve, et dans la détermination de la légalité des condamnations pénales. À l'instar de la CPI, la fonction exige une maîtrise des dossiers factuels complexes, un raisonnement juridique avancé, la protection de la procédure régulièrement le maintien d'un équilibre délicat des droits des accusés et de la justice axée sur les survivants/victimes.

Les postes de direction de haut niveau tant au sein de la Cour Suprême qu'au pouvoir judiciaire m'ont, de façon générale, offert une opportunité à apporter ma contribution à l'éthique judiciaire, responsabilité institutionnelle, protection du pouvoir judiciaire, gestion de questions procédurales complexes et cadres juridictionnels, justice axée sur la victime, et accès aux principes de justice. Ces expériences sont directement pertinentes aux procédures pénales et d'appel de la Cour Pénale Internationale.

#### 2009 - 2010

- *Employeur :* Gouvernement du Kenya
- *Intitulé du poste :* Experte, Comité National d'experts sur la Révision de la Constitution au Kenya
- *Autres informations :* Le Comité d'Experts était l'un des dispositifs mis en place relevant de l'Agenda 4, processus de paix qui a mis en place un gouvernement d'unité nationale au Kenya au travers de la médiation et l'accord de coalition supervisé sous l'égide de Koffi Annan, suite aux violences post-électorales au Kenya en 2008. Il avait pour mandat la refonte du cadre constitutionnel du pays, garantissant des réformes institutionnelles démocratiques qui préviennent des conflits futurs. Cette mission était cruciale pour garantir que le Kenya évite la commission des crimes internationaux énoncés dans le Statut de Rome. Ce travail a débouché sur la promulgation de la Constitution de 2010 qui, en vertu de l'article 2(6), intègre les traités ratifiés par le Kenya, dont le Statut de Rome, dans le droit kenyan. En ma qualité d'experte, j'ai contribué à garantir que la législation kenyane prévoit la responsabilité pénale pour des crimes internationaux, notamment les crimes contre l'humanité, le génocide et les crimes de guerre. À terme, en vertu de l'article 2(6), la loi sur les crimes internationaux a été promulguée par le Parlement kenyan.

#### 2004 - 2007

- *Employeur :* Union africaine (UA)
- *Intitulé du poste :* Membre du Parlement panafricain
- *Autres informations :* En tant que députée du Parlement panafricain, organe législatif de l'UA disposant des pouvoirs de supervision et consultatifs, j'ai siégé au Comité relatif aux Droits Humains, ainsi qu'au comité relatif au Genre, la famille, les Jeunes et les personnes vivant avec un handicap. À ce titre, j'ai joué un rôle de premier plan dans délibérations portant sur les réparations et gestion des conflits, et leur impact sur les populations des personnes déplacées sur le continent Africain, dont la protection des victimes des violences liées au conflits, domaines au cœur du mandat de la CPI aux termes du Statut de Rome.

#### 2003 - 2007

- *Employeur :* Parlement du Kenya
- *Intitulé du poste :* Députée parlementaire
- *Autres informations :* En tant que députée parlementaire, j'ai été l'initiatrice de la motion adoptée pour ratifier le Protocole de la Conférence internationale sur la région des Grands Lacs relatif à la prévention et à la répression des violences sexuelles contre les femmes et les enfants de 2004. J'ai été l'un des auteurs des amendements clés relatifs aux droits de l'homme apportés à la loi de 2004 sur

les réfugiés, et j'ai été l'artisan et l'auteur de la loi de 2006 sur les infractions sexuelles. Cela a permis de renforcer la protection des victimes de violences sexistes et des personnes déplacées au Kenya. Il est important de noter que le processus d'élaboration de ces textes législatifs a renforcé mon appréciation des approches fondées sur les preuves, les procédures et les victimes, qui sont essentielles pour trancher les questions liées à la violence à l'égard des femmes, à la protection des victimes et à la responsabilité pénale pour les crimes sexistes. Cela est directement lié au mandat de la CPI et à l'expertise soulignée à l'article 36(8)(b) du Statut de Rome.

## 2000 - 2002

- *Employeur :* Union Africaine (Organisation de l'Unité Africaine)
- *Intitulé du poste :* Analyste Politique (Droits Humains & Gouvernance), Centre de Gestion des Conflits
- *Autres informations :* J'ai été la responsable et le point focal pour la rédaction du Protocole à la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples relatif aux droits des femmes en Afrique (Protocole de Maputo) ainsi que pour la rédaction de la Convention de l'OUA/UA contre la corruption. Ce mandat comprenait également l'évaluation des mesures préventives applicables à la protection des droits de l'homme dans les conflits sur le continent africain et l'intégration d'une approche fondée sur les droits dans les processus de paix. Cela m'a permis de renforcer et d'améliorer mon expertise dans la lutte contre la violence sexiste, la protection des victimes et la responsabilisation en cas de violations graves des droits de l'homme dans les situations de conflit. Ce poste impliquait l'élaboration de priorités et de stratégies de projet pour l'engagement de l'Union africaine avec des organisations de la société civile sur une approche fondée sur les droits dans la programmation.

## 1997 - 2000

- *Employeur :* Women in Law and Development in Africa (WiLDAF)
- *Intitulé du poste :* Consultante sous-régionale pour l'Afrique de l'Est
- *Autres informations :* Ce rôle comporte les activités de recherche, rédaction et formation aux droits des femmes en Afrique. Il se focalise également sur le plaidoyer et des réformes juridiques à travers le lobbying auprès des gouvernements pour qu'ils puissent garantir la protection des droits des femmes. À ce titre, j'ai accompagné l'élaboration d'une approche axée sur droits humains au travers d'un manuel et d'un programme pour Operation Lifeline Sudan sous l'égide de l'UNICEF-ESARO, en matière d'enlèvements, esclavage et enfants-soldats. J'ai également formé aux droits humains, des réfugiés dans leurs camps au nom du Bureau du HCR au Kenya, et au plaidoyer relatif aux droits sexuels et reproductifs des femmes pour la Fédération des Avocat(e)s (FIDA). Cette expérience de travail dans le domaine des violences sexistes, enfants-soldats, enlèvements et esclavage s'aligne sur les engagements de la CPI.

## 1995

- *Employeur :* Bureau du HCR au Kenya
- *Intitulé du poste :* Responsable nationale de protection
- *Autres informations :* À ce titre, j'ai pris des engagements relatifs à la loi sur la protection et la détermination du statut des réfugiés. J'ai aussi cumulé la fonction de la responsable chargée des préoccupations de protection liées au genre, et ai supervisé le résultat du projet « Femmes victimes de violences ». À cette fin, j'ai sensibilisé aux nouvelles approches visant à réduire les incidents de violence sexuelle, le personnel judiciaire, personnel des camps de réfugiés et résidents. Cela a constitué un apport significatif aux capacités du Kenya dans le domaine de protection et comme principal pays d'accueil des réfugiés [estimés à 500.000 à l'époque], et des personnes déplacées du Burundi, Ethiopie, RDC, Rwanda, Somalie et Soudan du Sud. Les campagnes de

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             | <p>sensibilisation étaient essentielles pour le renforcement des mécanismes de protection dans les camps des réfugiés, mais aussi celui du soutien relatif aux victimes de violence sexiste et de leur accompagnement. Les engagements dans le droit relatif à la protection des réfugiés, détermination du statut, et du personnel judiciaire et du staff des camps sur la prévention des violences sexuelles, font preuve de mon expertise en matière de protection des victimes et justice de genre, domaines particulièrement pertinents aux termes de l'Article 36(8)(b) du Statut de Rome.</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |
| <p><b>1989 - 1993</b></p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
| <p>- <i>Employeur :</i></p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 | <p>Gouvernement du Kenya</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |
| <p>- <i>Intitulé du poste :</i></p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         | <p>Procureure générale auprès du Bureau du Garde des Sceaux</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             | <p>(Bureau du Directeur des Poursuites Pénales)</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |
| <p>- <i>Autres informations :</i></p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       | <p>En ma qualité de Procureure générale et de Procureure pénale, j'ai mené des procédures pénales, notamment en rédigeant des actes d'accusation, en présentant des preuves devant les tribunaux et en interrogeant des témoins. Ce travail consistait également à analyser les dossiers de police afin de déterminer la suffisance des preuves et à conseiller la police et d'autres organismes concernés sur la manière de mener des enquêtes criminelles. J'ai traité des affaires pénales graves, notamment des affaires passibles de la peine capitale, telles que des meurtres et des vols avec violence, et j'ai représenté l'État dans des litiges pénaux et civils, depuis leur introduction jusqu'à leur appel. À ce poste, j'ai comparu devant les tribunaux de première instance, la Haute Cour du Kenya et la Cour d'appel du Kenya, qui était à l'époque la plus haute juridiction du pays. Ce poste m'a permis d'acquérir une expertise en droit pénal et en procédure pénale. En outre, je possède une expérience pratique considérable en matière de procédures pénales, de droits des personnes accusées, d'analyse des preuves, d'interrogatoire des témoins, de respect des procédures régulières et de plaidoirie en appel, qui est pertinente au titre de l'article 36(3)(b)(i) du Statut de Rome</p> |
| <p><b>AUTRES ACTIVITES PROFESSIONNELLES PERTINENTES :</b><br/> - <i>Veuillez cliquer sur le signe « + » en bas à droite pour ajouter d'autres entrées</i></p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
| <p><b>2009 - à ce jour</b></p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
| <p><i>Activité :</i> Consultante principale, Leadership Development Consortium. Il s'agit d'un cabinet de conseil international et régional qui fournit des services de plaidoyer, de formation et de renforcement des capacités dans les domaines du droit constitutionnel, de la gouvernance et des droits humains, ainsi que dans le cadre de programmes liés au genre. Cela impliquait de travailler en étroite collaboration avec divers parlements africains [jusqu'en 2011] afin de renforcer leurs capacités en matière d'initiatives législatives et politiques menées par les membres des parlements sur des questions liées aux droits des femmes. Plus récemment, ce travail de leadership a supervisé la mise en œuvre du programme « Big Sister », qui s'adresse à plus de 400 000 adolescentes et vise à les sensibiliser et à prévenir la violence sexuelle et sexiste.</p> |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
| <p><b>2008 - à ce jour</b></p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
| <p><i>Activité :</i> Experte en matière de violences sexuelles et sexistes pour les Nations unies (ONU Femmes, FNUAP, PNUD, IPPF, UNICEF). À ce titre, j'ai fourni des conseils et un soutien pour lutter contre les violences sexuelles et sexistes dans différents pays africains, notamment au Liberia, au Soudan du Sud, en Ouganda, au Rwanda, en République démocratique du Congo (région de Goma) et au Burundi. Cela a été pertinent et important pour trouver des moyens efficaces de lutter contre la violence sexiste dans ces pays.</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
| <p><b>2007 – à ce jour</b></p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
| <p><i>Activité :</i> Présidente du conseil d'administration du Centre de rétablissement pour les victimes de violence sexiste (GVRC) de l'hôpital pour femmes de Nairobi. Le GVRC est une fondation caritative du Nairobi Women Hospital [qui compte huit succursales hospitalières] qui fournit des soins médicaux gratuits aux victimes de violences sexistes, notamment les abus émotionnels, physiques, sexuels et psychologiques. Il dispense également des formations aux infirmières qui traitent les cas de violences sexuelles et propose des formations</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |

sur les mesures préventives aux communautés et aux entreprises. Il travaille en étroite collaboration avec les communautés pour prévenir et gérer les violences sexuelles pendant les périodes électorales turbulentes et violentes.

#### **PUBLICATIONS LES PLUS PERTINENTES**

- Njoki Ndungu, L'évolution de la jurisprudence de la Cour suprême du Kenya en matière de droit pénal, Conférence des juges de la Cour suprême, Université Moi, juillet 2025.
- Njoki Ndungu, Critique de l'approche judiciaire des infractions sexuelles et de l'âge du consentement, p. 118, Cour suprême du Kenya, Judges Paper Series, volume 1, 2025
- Njoki Ndungu, Protection judiciaire de la dignité humaine, perspectives issues de la jurisprudence kenyane, p. 130, Judges Paper Series, volume 1, 2025
- Njoki Ndungu, La dignité humaine : une perspective jurisprudentielle des tribunaux kenyans, Conférence des juridictions constitutionnelles africaines (CJCA)
- Nduku Kilonzo, Njoki Ndungu, Nerida Nthamburi, Caroline Ajema, Miriam Taegtmeier, Sally Theobald et Rachel Tolhurst, Législation sur les violences sexuelles en Afrique subsaharienne : la nécessité de renforcer les liens avec le secteur médical (2009) 17 Journal of Reproductive Health Matters.
- Onyango-Ouma, Washington, Njoki Ndungu, Nancy Baraza et Harriet Birungi, « L'élaboration de la loi kenyane de 2006 sur les infractions sexuelles : dans les coulisses » (2009) Nairobi : Kwani Trust.
- Njoki S Ndungu, Kenya : Les crises électorales de décembre 2007 (2008) 19(4) Mediterranean Quarterly p111-121.
- Njoki Ndungu, Le rôle des forces de sécurité dans la prévention et la lutte contre les violences sexuelles en Afrique (2008) Fonds de développement des Nations Unies pour les femmes (UNIFEM), Goma, RDC
- Njoki Ndungu, Critique des lois relatives à la traite des femmes et des filles au Kenya (1997) Alliance mondiale contre la traite des femmes (GAATW).
- Njoki Ndungu, Le Caucus politique des femmes du Kenya : évaluation de la politique de genre dans la réforme juridique et constitutionnelle (2000) Executive Magazine
- Njoki Ndungu, Le sida, les traditions de purification et les abus sexuels sur les mineures au Kenya (1999) UNICEF Innocenti Digest
- Njoki Ndungu, Violence sexiste et droits des femmes en Afrique (1999) Women in Law and Development in Africa (WiLDAF) Newsletter
- Njoki Ndungu, Promotion et protection des droits sexuels et reproductifs dans le contexte africain : commentaire (1998) Fédération internationale pour la planification familiale (IPPF)
- Njoki Ndungu, Résolution des conflits et développement au Kenya (1995) Oxfam, Kenya
- Njoki Ndungu, Le système pénal, les droits de l'homme et les délinquants atteints d'incapacité mentale (1995) Commission internationale de juristes (CIJ) Nairobi, Kenya
- Njoki Ndungu, Le Parlement et la Commission électorale : une critique (1995) Agence des États-Unis pour le développement international (USAID)
- Njoki Ndungu, L'accès à la justice pour les minorités kenyanes (1994) Association internationale du barreau (IBA), Nairobi, Kenya

#### **AUTRES CONTRIBUTIONS/PUBLICATIONS PERTINENTES**

- Loi sur les infractions sexuelles : manuel de formation à l'intention des juges
- Loi sur les infractions sexuelles : programme de formation à l'intention des policiers
- Loi sur les infractions sexuelles : manuel de formation à l'intention des procureurs
- Manuel de l'ONU-Habitat à l'intention des parlementaires sur les établissements humains et le droit

#### **SEMINAIRES ET CONFERENCES LES PLUS PERTINENTES**

2025 - Séminaire constitutionnel mondial pour les juges, Yale Law School.

2025 - Table ronde d'experts sur les réponses spécialisées à la violence sexuelle et sexiste. Equality Now.

2018 – Présentation sur les préjugés implicites et leurs effets sur les systèmes judiciaires - Conférence sur le genre et le pouvoir judiciaire en Afrique. Arusha, Tanzanie.

2009 – Dialogue conjoint de la Commission de la condition de la femme et de la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale sur la lutte contre la violence à l'égard des femmes par le biais d'une réforme juridique.

2008 – Présentation sur les approches en matière de droits humains, les instruments internationaux et la législation sur la violence sexuelle, conférence LVCT, Nairobi, Kenya.

2007 - Commission des Nations unies sur les femmes (CSW), Vienne, Autriche, présentation sur « Légiférer contre la violence sexuelle et domestique : les défis de la culture et des croyances ».

2001 – Conférence CACS – Présentation sur « Universalité ou africanité : quelle voie suivre pour le projet de protocole de l'OUA sur les droits des femmes à la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples ».

#### **APPARTENANCE A DES ASSOCIATIONS PROFESSIONNELLES**

- Association internationale du barreau
- Association des magistrats et juges du Kenya (KMJA)
- Association des femmes juristes d'Afrique
- Communication internationale des juristes (CIJ)
- Ordre des avocats du Kenya
- Fédération des avocates (FIDA)
- Consortium kenyan pour les réfugiés
- Amnesty International

#### **DISTINCTIONS REÇUES**

2016 - LAUREATE DU PRIX DE LA HARVARD WOMEN LAW ASSOCIATION DANS LA CATEGORIE « WOMEN INSPIRING CHANGE » (FEMMES INSPIRANT LE CHANGEMENT) POUR MA CONTRIBUTION IMPORTANTE À LA REFORME DU DROIT ET AUX DROITS HUMAINS, EN PARTICULIER EN CE QUI CONCERNE LES FEMMES ET LES ENFANTS.

2011 - DISTINCTION PRESIDENTIELLE DU RANG DE CHEF DE LA LANCE ENFLAMMEE (CBS), LA PLUS HAUTE DISTINCTION NATIONALE DECERNEE LORS DE LA NOMINATION EN TANT QUE JUGE A LA COUR SUPREME

2007 - PRESELECTIONNEE POUR LE PRIX DU SECRETAIRE D'ÉTAT AMERICAIN RECOMPENSANT LES FEMMES COURAGEUSES A L'ECHELLE INTERNATIONALE.

2006 - PRIX DE LA PERSONNALITE DE L'ANNEE DES NATIONS UNIES AU KENYA, EN RECONNAISSANCE DE MON ROLE D'ARCHITECTE DE LA LOI DE 2006 SUR LES DELITS SEXUELS.

2006 - COMMISSION INTERNATIONALE DES JURISTES - PRIX DU JURISTE DE L'ANNEE, EN RECONNAISSANCE DE MES CONTRIBUTIONS EXCEPTIONNELLES A L'ETAT DE DROIT, AUX DROITS DE L'HOMME ET A LA DEMOCRATIE AU KENYA, EN PARTICULIER EN CE QUI CONCERNE LES REFORMES JURIDIQUES.

2006 - DISTINCTION PRESIDENTIELLE DU RANG D'ANCIEN DE LA LANCE ENFLAMMEE (EBS) POUR AVOIR DEFENDU LES DROITS DE L'HOMME AU KENYA, EN PARTICULIER LES DROITS DES FEMMES, ET AVOIR LEGIFERE CONTRE LA VIOLENCE A L'EGARD DES FEMMES

#### **INTÉRÊTS PERSONNELS**

#### **DIVERS**

## 10. OLARTE BÁCARES, Diana Carolina (République de Colombie)

[Original : espagnol]

### Note verbale

Le Ministère des affaires étrangères de la République de Colombie présente ses compliments au Secrétariat de l'Assemblée des États Parties au Statut de Rome de la Cour pénale internationale et a, conformément aux dispositions de l'article 36 du Statut de Rome, à la résolution ICC-ASP/3/Res.6 et à la note ICC-ASP/25/SP/01/Corr.2 du Secrétariat, l'honneur de l'informer que le Gouvernement de la République de Colombie a décidé de soumettre la candidature de la juriste Diana Carolina Olarte BÁCARES au poste de juge de la Cour pénale internationale, lors des élections qui auront lieu à la vingt-cinquième session de l'Assemblée des États Parties, prévue du 7 au 17 décembre 2026.

Le Ministère des affaires étrangères de la République de Colombie souhaite attirer l'attention du Secrétariat de l'Assemblée des États Parties au Statut de Rome de la Cour pénale internationale sur le fait que Mme Diana Carolina Olarte BÁCARES jouit d'une haute considération morale, est connue pour son impartialité et son intégrité, et réunit les qualifications requises pour l'exercice des plus hautes fonctions judiciaires en Colombie, conformément aux dispositions des paragraphes 3-a) et 4-a)-ii) de l'article 36 du Statut de Rome.

La candidate a également une compétence reconnue dans des domaines pertinents du droit international étroitement liés aux travaux judiciaires de la Cour, tels que le droit international relatif aux droits de l'homme, le droit international humanitaire, le droit pénal international et la justice transitionnelle, ainsi qu'une grande expérience universitaire et professionnelle de la pratique du droit dans des fonctions liées aux travaux judiciaires de la Cour, conformément au paragraphe 3-b)-ii) de l'article 36 du Statut de Rome.

L'État colombien souligne en particulier la qualité du travail qu'elle a accompli dans ses fonctions de co-agent et représentante devant la Cour internationale de justice, d'experte auprès de cours des droits de l'homme et de professeur-chercheur en droit international. La candidate est actuellement Ambassadeur de Colombie au Royaume des Pays-Bas et Représentante permanente de la Colombie auprès des organisations internationales et des tribunaux basés La Haye.

Mme Olarte BÁCARES est de langue maternelle espagnole. Elle maîtrise parfaitement le français et l'anglais parlés et écrits, les langues de travail de la Cour. Elle maîtrise également l'italien de façon professionnelle.

La candidate colombienne est désignée pour figurer à la liste B, conformément aux dispositions du paragraphe 5 de l'article 36 du Statut de Rome. Sa candidature contribue également à maintenir l'équilibre dans la représentation des principaux systèmes juridiques du monde, étant entendu qu'elle est originaire du système issu du droit romain, et à assurer une représentation géographique équitable, en sa qualité de ressortissante d'un État du Groupe des États d'Amérique latine et des Caraïbes, conformément au paragraphe 8-a-i) et -ii) de l'article 36 du Statut de Rome. De même, la candidature de Mme Olarte BÁCARES contribue à la représentation équitable des hommes et des femmes parmi les juges, conformément au paragraphe 8-a-iii) de l'article 36 du Statut de Rome.

Le Ministère des affaires étrangères de la République de Colombie tient à mettre en avant l'aptitude de Mme Olarte BÁCARES à être élue au poste de juge de la Cour, en raison des travaux dans lesquels elle s'est distinguée tout au long de sa carrière professionnelle, lesquels ont notamment porté sur les problématiques de l'égalité entre les sexes et la violence contre les femmes. Ces travaux rendent sa candidature particulièrement appropriée pour assurer la présence de juges spécialisés et la conduite de travaux judiciaires spécialisés de la Cour pénale internationale, conformément aux dispositions du paragraphe 8-b) de l'article 36 du Statut de Rome.

La candidate est colombienne de naissance et italienne par adoption. Pour la présente candidature, et conformément aux dispositions du paragraphe 7 de l'article 36 du Statut de Rome, la candidate est présentée en sa qualité de ressortissante de la République de Colombie.

La candidature de Mme Olarte BÁCARES est soumise conformément à la procédure nationale en vigueur en République de Colombie pour la présentation des candidatures au poste de juge de la Cour pénale internationale, laquelle prévoit l'organisation d'un processus de sélection approfondi, par le Groupe national colombien de la Cour permanente d'arbitrage, conformément au paragraphe 4-a-ii) de l'article 36 du Statut de Rome.

Le Ministère des affaires étrangères de la République de Colombie a le plaisir de joindre une déclaration détaillée des qualifications de la candidate, ainsi que son curriculum vitae, conformément au modèle recommandé par l'Assemblée.

Il est également indiqué que la candidate s'est expressément engagée à s'acquitter de ses fonctions à plein temps lorsque la charge de travail de la Cour l'exigera.

## Exposé des qualifications

*Le Gouvernement de la République de Colombie a l'honneur de soumettre l'Exposé des qualifications de Mme Diana Carolina Olarte Bácares, dans le cadre de la présentation de sa candidature au poste de juge de la Cour pénale internationale, pour les élections prévues à la vingt-cinquième session de l'Assemblée des États Parties, tenue du 7 au 17 décembre 2026.*

Cet exposé est adressé conformément à l'alinéa a) du paragraphe 4 de l'article 36 du Statut de Rome de la Cour pénale internationale ; au paragraphe 6 de la résolution ICC-ASP/3/Res.6 sur les modalités de présentation des candidatures des juges, telle qu'amendée ; et à la note ICC-ASP/25/SP/01/Corr.2, en date du 11 décembre 2025, notamment son annexe I.

***a) Description détaillée de la façon dont la candidate présente les qualités requises aux alinéas a), b) et c) du paragraphe 3 de l'article 36 du Statut, conformément à l'alinéa a) du paragraphe 4 de l'article 36 du Statut***

### **1. Haute considération morale, impartialité et intégrité (alinéa a) du paragraphe 3 de l'article 36)**

Tout au long de sa carrière professionnelle de 25 ans, Mme Olarte Bácares a occupé des postes exigeant une haute considération morale, impartialité et intégrité, notamment les postes d'Ambassadeur de Colombie au Royaume des Pays-Bas ; de Membre du Groupe national à la Cour permanente d'arbitrage (CPA) ; de Doyenne de la Faculté de droit de la *Pontificia Universidad Javeriana* (Université pontificale Javeriana) ; et de Membre de la Cour d'arbitrage du *Centro de Arbitraje y Conciliación de la Cámara de Comercio de Bogotá* (Centre d'arbitrage et de conciliation de la Chambre de commerce de Bogotá).

En vertu de son engagement reconnu pour l'éthique et la transparence, Mme Olarte Bácares a participé à l'élaboration et à la mise en application des normes et des directives sur le traitement des conflits d'intérêt. Elle a également établi, en y siégeant, des organismes disciplinaires chargés de la conformité aux normes et aux codes d'éthique. En sa qualité de Doyenne de la Faculté de droit, elle a par exemple siégé au Comité chargé de rédiger et d'adopter le Manuel sur le traitement des conflits d'intérêt de l'*Universidad Javeriana*. À ce poste, elle a créé la Commission disciplinaire de la Faculté, et dirigé ses procédures applicables aux manquements présumés à la discipline, commis par le corps professoral, des étudiants et des personnels administratifs. Enfin, lorsqu'elle siégeait à la Cour d'arbitrage, elle était en charge des procédures disciplinaires pour les arbitres, les médiateurs, les conciliateurs et les amiables compositeurs.

En plus de ses fonctions énumérées ci-dessus, Mme Olarte a occupé, en toute impartialité, le poste d'évaluatrice experte pour le *Consejo Nacional de Acreditación* (Conseil national d'accréditation), au Ministère colombien de l'éducation nationale. Dans l'exercice de ses fonctions, elle a dû agir en toute indépendance à l'égard des institutions universitaires, prendre des décisions objectives sur la base de faits, et agir avec honnêteté, prudence et responsabilité. Ces aspects de l'exercice de ses fonctions ont été explicitement soulignés par les institutions qu'elle a évaluées. Elle siège également au Comité permanent de l'*Escuela Javeriana de Gobierno y Ética Pública* (École d'administration et d'éthique publique Javeriana), en centrant ses interventions sur le développement et la promotion de l'éthique publique, ainsi que sur les débats qu'ils suscitent continuellement aux niveaux national et international.

Enfin, dans le cadre de l'expérience qu'elle a acquise, Mme Olarte a toujours été perçue par ses pairs comme une personne de haute considération morale, faisant preuve d'impartialité et d'intégrité, comme l'ont conclu les membres colombiens de la Cour permanente d'arbitrage lors du processus de sélection et de nomination.

## **2. Conditions requises dans leurs États respectifs pour l'exercice des plus hautes fonctions judiciaires (alinéa a) du paragraphe 3 de l'article 36)**

La candidate réunit toutes les conditions requises pour l'exercice des plus hautes fonctions judiciaires en Colombie, conformément aux dispositions de l'article 232 de la Constitution politique colombienne. Cet article stipule que tout candidat doit être Colombien de naissance, membre d'une profession juridique, n'avoir fait l'objet d'aucune peine d'emprisonnement et posséder une expérience reconnue de 15 ans en tant que professionnel juridique.

Mme Olarte Bácares est Colombienne de naissance et juriste de profession ; elle n'a jamais fait l'objet d'aucune peine d'emprisonnement ; elle s'est acquittée de ses fonctions de juriste en donnant satisfaction pendant une durée de 25 ans, comme l'atteste son *curriculum vitae* détaillé ; et elle réunit ainsi les conditions requises pour assurer l'exercice des plus hautes fonctions judiciaires en Colombie.

## **3. Avoir une compétence reconnue dans les domaines du droit international (alinéa b)-ii) du paragraphe 3 de l'article 36)**

Mme Olarte Bácares est, en raison de l'expérience universitaire et professionnelle qu'elle a acquise en droit international en 25 ans, une experte reconnue des questions des droits de l'homme, du droit international humanitaire et de la consolidation de la paix, ainsi qu'une juriste internationale et une diplomate qui s'est distinguée dans des procédures judiciaires internationales et la négociation d'instruments internationaux.

S'agissant de son expérience universitaire, Mme Olarte Bácares possède un diplôme en droit de l'Université pontificale Javieriana, un doctorat en droit de l'Université de Paris 1 Panthéon-Sorbonne, et une maîtrise de droit international de l'Université Robert Schuman de Strasbourg. Elle a également entrepris des études spécialisées et obtenu des diplômes dans les domaines des droits de l'homme et du droit international humanitaire, auprès d'institutions universitaires internationales prestigieuses, telles que l'Académie de droit international de La Haye, l'American University Washington College of Law, l'Institut universitaire européen de Florence, le Centre interuniversitaire européen de Venise pour les droits de l'homme et la démocratisation et l'*Instituto Interamericano de Derechos Humanos* (Institut interaméricain des droits de l'homme), au Costa Rica.

Dans le domaine universitaire, Mme Olarte Bácares a exercé les fonctions de professeur titulaire et de directrice du Département de philosophie et d'histoire du droit, à la Faculté de droit de l'Université pontificale Javieriana, et enseigné, à ce titre, le droit international, le système interaméricain des droits de l'homme, le système européen des droits de l'homme, le droit international humanitaire, le droit international économique et le règlement des différends relatifs aux investissements internationaux. Elle a également occupé le poste de directrice du Centre d'études sur le droit international de l'Université.

Mme Olarte a assuré de nombreux cours, en tant que chercheur invité, dans les domaines du droit international, des droits de l'homme, du droit international humanitaire et de la paix, dans plusieurs universités colombiennes, incluant l'*Universidad del Rosario* (Université du Rosaire), l'*Universidad de La Sabana* (Université de La Sabana) et l'*Universidad Sergio Arboleda*, (Université Sergio Arboleda), et plusieurs institutions internationales, notamment *Sciences Po Paris* (Institut d'études politiques de Paris), l'Université de Bayreuth (Allemagne), le *Centro Universitario de Brasília* (Centre universitaire de Brasília (Brésil)) et l'Université de British Columbia (Canada).

À sa brillante carrière universitaire, la candidate ajoute une expérience dans le domaine de la formation, en ayant assuré différents cours spécialisés sur les droits de l'homme, le droit international humanitaire et le droit pénal international, auprès d'officiers et de sous-officiers, de conseillers juridiques opérationnels et de soldats engagés dans la Marine, l'Armée de l'air, l'Armée de terre et la Police nationale. Mme Olarte Bácares a également conduit des formations pour les juges colombiens, en assurant le cours initial de formation sur les droits de l'homme et le droit international humanitaire, destiné aux magistrats et aux juges de l'*Escuela Judicial Rodrigo Lara Bonilla* (Faculté de droit Rodrigo Lara Bonilla).

Elle a prodigué des services de conseil dans les domaines de la justice réparatrice et de la mémoire, ainsi que sur les droits de l'homme et le droit international humanitaire. Dans le cadre de ses conseils, elle a dirigé une étude sur la reconstruction de la mémoire historique dans la zone d'exploitation pétrolière de Campo Rubiales (Meta, Colombie), afin de concevoir des cadres pour la résolution pacifique des différends recensés dans le contexte des processus de justice transitionnelle et de restauration, pour les communautés ethniques qui habitaient précédemment ce territoire. Elle a enfin été entendue, en qualité d'expert, dans l'affaire *Peuple autochtone U'WA*

c. *Colombie*, engagée devant la Cour interaméricaine des droits de l'homme, en analysant le droit au développement et à la protection des droits économiques, sociaux et culturels dans le cadre de l'exploration et de l'exploitation de projets du secteur minier.

Il convient de souligner que Mme Olarte Bácares est un membre fondateur de l'*Academia Colombiana de Derecho Internacional* (ACCOLDI, Académie colombienne du droit international) et la rédactrice de plusieurs publications juridiques dans les domaines du droit international, des droits de l'homme et du droit international humanitaire, notamment l'*Anuario Iberoamericano de Derecho Internacional Humanitario* et la Revue brésilienne de droit international. Elle a également publié des articles relatifs aux droits de l'homme et au droit international humanitaire ; par exemple, « *Accès à la réparation et construction de la mémoire collective. Nouvelles perspectives offertes par le projet colombien de justice transitionnelle* » et « *El derecho a la propiedad* » (Le droit de propriété), dans les *Réflexions sur la Déclaration universelle des droits de l'homme*.

La candidate a participé, en tant que membre invité, à de nombreuses tables rondes et conférences débattant, notamment, de la lutte contre l'impunité pour les crimes les plus graves, des contributions de la justice transitionnelle au droit pénal international, et de la complémentarité à la Cour pénale internationale.

Mme Olarte Bácares est actuellement Ambassadeur de Colombie au Royaume des Pays-Bas. Avant d'assumer ses devoirs d'Ambassadeur, elle avait acquis une vaste expérience dans les procédures judiciaires internationales, laquelle a été approfondie dans l'exercice de ses fonctions diplomatiques et représentatives devant les institutions juridiques internationales siégeant à La Haye. La candidate a acquis une grande expérience, en tant qu'experte indépendante, de conseillère juridique et de comandataire de processus conduits dans plusieurs cours internationales, telles que la Cour internationale de Justice, la Cour interaméricaine des droits de l'homme et la Cour pénale internationale.

De même, en sa qualité d'Ambassadeur, elle a représenté la Colombie devant la Cour pénale internationale, et activement participé, à compter de 2022, aux quatre sessions de l'Assemblée des États Parties tenues à cette période, en organisant plusieurs manifestations parallèles, et en y participant. Sa contribution à différents groupes et facilitations du Groupe de travail de La Haye, ainsi qu'à de nombreux événements universitaires et relationnels de la Cour, renforcent son engagement en faveur des travaux de la Cour, ainsi que son expérience les concernant.

Enfin, Mme Olarte Bácares a participé aux négociations et à l'adoption de plusieurs instruments internationaux, dont l'Accord avec le pays hôte, signé en 2025 entre la Cour permanente d'arbitrage et la Colombie, le Traité d'extradition conclu entre la Colombie et les Pays-Bas, l'Accord convenu entre la Colombie et le Bureau du Procureur de la Cour pénale internationale dans le cadre de la Politique du Bureau du Procureur sur la complémentarité et la coopération pour 2024, et le Plan de travail conjoint signé, en 2023, entre le Ministère colombien des affaires étrangères et le Bureau du Procureur.

Eu égard aux éléments fournis ci-dessus, le profil de Mme Olarte Bácares met en évidence une compétence reconnue dans les domaines pertinents du droit international, ainsi que des compétences avérées pour l'encadrement, l'exercice de responsabilités et la négociation, lesquelles ont été appliquées dans les différents postes et fonctions qu'elle a occupés dans divers environnements multiculturels.

#### **4. Excellente connaissance des langues de travail de la Cour (alinéa c) du paragraphe 3 de l'article 36)**

En vertu de l'article 50-2 du Statut de Rome, les langues de travail de la Cour sont l'anglais et le français. Mme Olarte Bácares possède une connaissance approfondie et spécialisée du français et une excellente maîtrise de l'anglais. Elle a rédigé des textes dans les deux langues, notamment son mémoire de maîtrise et sa thèse de doctorat, en français. Dans ses fonctions d'Ambassadeur, Mme Olarte Bácares s'acquitte également de ses responsabilités quotidiennes dans les deux langues.

#### **b) Il sera précisé si le candidat est présenté au titre de la liste A ou de la liste B aux fins du paragraphe 5 de l'article 36 du Statut**

Le Gouvernement colombien présente la candidature de Mme Olarte Bácares au titre de la liste B, conformément aux dispositions du paragraphe 5 de l'article 36 du Statut.

**c) Informations visées aux sous-alinéas i) à iii) de l'alinéa a) du paragraphe 8 de l'article 36 du Statut**

La présente candidature contribuerait à maintenir l'équilibre entre les principaux systèmes juridiques du monde, dans la mesure où elle représente le système de droit civil, et assurerait une représentation géographique équitable, étant entendu qu'elle concerne l'un des États d'Amérique latine et des Caraïbes. La candidature de Mme Olarte Bácares contribue enfin à assurer une représentation équitable des hommes et des femmes parmi les juges, conformément à l'alinéa a) du paragraphe 8 de l'article 36 du Statut.

**d) Il sera indiqué si le candidat est spécialisé dans certaines matières, conformément à l'alinéa b) du paragraphe 8 de l'article 36 du Statut**

1. Expérience des questions relatives aux violences à caractère sexiste.

Mme Olarte Bácares possède, en tant que juriste, de solides connaissances reconnues, ainsi qu'une vaste expérience avérée dans le domaine des violences à caractère sexiste. Au cours de sa carrière, elle a participé à différents groupes interdisciplinaires de prévention, d'appui et de suivi, pour des affaires impliquant des violences et des discriminations à caractère sexiste. La candidate a par exemple participé à la commission de rédaction du Protocole de l'Université pontificale Javeriana pour la prévention, l'appui et le suivi des affaires impliquant des violences et des discriminations. Ces expériences lui ont permis d'acquérir une compréhension plus technique et une plus grande attention en ce qui concerne les violences à caractère sexiste, dans leurs différents contextes et manifestations, et d'identifier également leurs caractères structurels communs. Ces expériences ont enfin renforcé sa capacité à analyser chaque situation en particulier, sous l'angle des normes de diligence due, et d'adopter des approches adaptées aux particularités de chaque affaire.

Dans ses activités diplomatiques, Mme Olarte Bácares a consolidé cette expérience en participant activement à des scénarios multilatéraux et bilatéraux de justice pénale internationale, sur la prévention des violences sexuelles dans les conflits armés et la protection des populations dans les situations de grande vulnérabilité. Après la mise en œuvre de la politique étrangère féministe colombienne, elle a dirigé des conférences et des tables rondes, en y participant, ainsi que des campagnes internationales visant à accroître la visibilité des violences contre les femmes et les filles, ainsi que la sensibilisation à leur égard, et à les combattre. Elle a plus précisément parlé de féminicide, en tant qu'expression de la violence structurelle commise contre les femmes, et du rôle assuré par les États pour remédier à ce phénomène, conformément aux normes internationales applicables. Tout au long de sa vie professionnelle, Mme Olarte Bácares a intégré à ses travaux des approches transversales qui tiennent compte des préoccupations de certaines populations considérées comme vulnérables, telles que les femmes autochtones, les communautés d'ascendance africaine et les personnes LGBTIQ+.

La candidate a également intégré à ses travaux une approche qui tient compte des effets différenciés des changements climatiques sur les femmes et les filles. À cet égard, dans son exposé sur les obligations faites aux États dans le domaine des changements climatiques, prononcé devant la Cour internationale de Justice, Mme Olarte Bácares a fait valoir que les effets néfastes des changements climatiques ne suivent pas un schéma neutre. À l'inverse, ils interagissent avec des modèles de discrimination structurelle qui aggravent la vulnérabilité disproportionnée des femmes et des filles face aux changements climatiques. Dans ce contexte, et en se fondant sur les éléments de preuve existant au niveau international et sur la situation colombienne, Mme Olarte Bácares a démontré sa capacité à appréhender des phénomènes complexes selon une perspective appliquant les droits de l'homme, en intégrant des critères tels que la diligence due, la justice climatique et l'égalité hommes-femmes.

La candidate a en particulier analysé en profondeur le rôle fondamental des femmes dans l'encadrement des processus de paix, en reconnaissant leur contribution en tant que dirigeantes, créatrices de liens sociaux et agents de la transformation institutionnelle. Elle a exposé au niveau international, et dans ce contexte, l'expérience colombienne dans le domaine de la justice réparatrice, en particulier les processus de paix qui intègrent les considérations sur l'égalité des sexes, reconnues à travers le monde.

Dans la continuité de cette spécialisation, elle a participé, en tant qu'oratrice et conférencière, à plusieurs rencontres universitaires, incluant les thèmes suivants : « *Bâtir une politique étrangère féministe en Colombie : Difficultés et opportunités* », au symposium-atelier *Expérience et expression : Bibliothèque des écrivains féminins colombiens*, organisé par l'Université de Leiden (mai 2024) ; « *La prochaine étape : Façonner l'avenir de l'inclusion : Promouvoir l'égalité hommes-femmes et l'inclusion dans un climat politique instable* », en tant que principale oratrice au Rise & Lead Summit & Awards 2025 (La Haye, septembre 2025) ; « *Enseignements retirés des actions des femmes activistes dans le processus colombien de consolidation de la paix* », à la conférence *Femmes et paix : Dans les pas de Bertha von Suttner*, organisée par l'Alliance française (La Haye, décembre

2025) ; et « *Repenser l'action de l'État : La politique étrangère féministe colombienne, la violence structurelle et les nouvelles masculinités* », dans le cadre du lancement du livre *Prendre des vies : Récits des auteurs de féminicides en Amérique latine*, à l'Université de Leiden (octobre 2025).

## 2. Droits de l'homme et entreprises

Outre son expérience des questions relatives aux violences à caractère sexiste, la candidate possède une expertise reconnue dans le domaine des entreprises et des droits de l'homme. Suite aux nombreux travaux universitaires qu'elle a présentés à ce sujet, elle a assuré des cours et prodigué des services de conseil qui font état d'une expertise particulière dans la responsabilité individuelle des entrepreneurs. Cette dimension complèterait, de façon appropriée, les activités et perspectives de la Cour pénale internationale en ce qui concerne, par exemple, l'examen des crimes qui auraient été commis en causant des dommages environnementaux ou celui de la cybercriminalité des entrepreneurs, visée au Statut de Rome. Les connaissances d'expert que Mme Olarte Bácares peut apporter dans le cadre de ces thématiques sont essentielles et précieuses pour les travaux de la Cour.

### ***e) Si le candidat a deux ou plusieurs nationalités, indiquer la nationalité de la personne dont la candidature est proposée, aux fins du paragraphe 7 de l'article 36 du Statut***

La candidate est ressortissante de deux États, la Colombie et l'Italie. Aux fins de la proposition de sa candidature et du paragraphe 7 de l'article 36 du Statut, elle est présentée sous sa nationalité colombienne.

### ***f) Indiquer si la candidature est présentée aux fins du sous-alinéa i) ou du sous-alinéa ii) de l'alinéa a) du paragraphe 4 de l'article 36, et préciser de manière détaillée les étapes de la procédure conduisant à sa présentation***

La République de Colombie soumet la candidature de Mme Olarte Bácares en se conformant strictement à la procédure nationale établie pour la présentation des candidatures au poste de juge de la Cour pénale internationale. Cette procédure est appliquée conformément au sous-alinéa ii) de l'alinéa a) du paragraphe 4 de l'article 36 du Statut de Rome, dans le cadre d'un processus minutieux de sélection conduit par le Groupe national de la Colombie à la Cour permanente d'arbitrage.

Le Groupe national, présidé par Guillermo Fernández de Soto (ancien Ministre colombien des affaires étrangères, Représentant permanent de la Colombie aux Nations Unies, Ambassadeur au Royaume des Pays-Bas, Secrétaire général de la Communauté andine et Directeur pour l'Europe de la Banque de développement de l'Amérique latine - ADF), a été saisi de plusieurs candidatures tout au long de 2025. Il les a analysées dans le détail, en concluant que, sur la base de sa formation, de son expérience et de son parcours professionnel exceptionnel, Mme Olarte Bácares réunissait toutes les conditions requises pour le poste. À des fins de transparence et d'impartialité, la candidate n'a participé à aucune des phases du processus d'évaluation et de présentation de sa candidature.

Le Ministère des Affaires étrangères a été conseillé sur la procédure à suivre, ainsi que sur la présentation de la candidature, au moyen d'une communication écrite argumentée, qu'il a suivie, en certifiant que la candidate réunissait chacune des conditions requises aux alinéas a), b)-ii) et c) du paragraphe 3 de l'article 36 du Statut. Sa candidature a ainsi été officiellement approuvée et soumise par le Gouvernement colombien, conformément aux dispositions de la résolution ASP/3/Res.6 de la Cour pénale internationale.

### ***g) Attestation des informations fournies aux fins de l'alinéa a) par une haute autorité judiciaire de l'État ou l'instance de l'État chargée de superviser le processus de présentation de la candidature***

Le Ministère des Affaires étrangères, en sa qualité d'instance de l'État colombien chargé de superviser le processus de présentation de la candidature à l'élection de juge à la Cour pénale internationale, confirme que Mme Olarte Bácares réunit toutes les conditions requises aux alinéas a), b) et c) du paragraphe 3 de l'article 36 du Statut de Rome.

### ***h) Indiquer si le candidat s'est expressément engagé à s'acquitter de ses fonctions à la Cour à plein temps lorsque cela est nécessaire***

Le Ministère des affaires étrangères indique que la candidate s'est expressément engagée à s'acquitter de ses fonctions à la Cour à plein temps lorsque cela est nécessaire.

## Curriculum vitae

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |                                        |                           |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------|---------------------------|
| <b>Nom de famille :</b>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               | Olarte Bácares                         |                           |
| <b>Prénom :</b>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       | Diana                                  |                           |
| <b>Deuxième prénom :</b>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              | Carolina                               |                           |
| <b>Sexe :</b>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         | Féminin                                |                           |
| <b>Date de naissance :</b>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            | 28/09/1977                             |                           |
| <b>Nationalité :</b>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  | Colombienne                            |                           |
| <b>Groupe régional :</b>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              | Amérique latine et Caraïbes            |                           |
| <b>Autre nationalité :<br/>(le cas échéant)</b>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       | Italienne                              |                           |
| <b>État civil :</b>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   | Mariée                                 |                           |
| <b>Liste A/Liste B</b>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                | Liste B                                |                           |
| <b>Langues</b>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        | <b>Langue maternelle :</b> Espagnol    |                           |
| - <b>Anglais</b>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      | (écrit) niveau avancé                  | (oral) niveau avancé      |
| - <b>Français</b>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     | (écrit) niveau avancé                  | (oral) niveau avancé      |
| - <b>Autres</b>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       | Italien : (écrit) niveau avancé        | (oral) niveau avancé      |
| -                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     | Portugais : (écrit) niveau élémentaire | (oral) niveau élémentaire |
| <b>Éducation : Date, institution, qualification(s) obtenue(s) (en commençant par les plus récentes)</b><br>- Veuillez copier/coller pour ajouter des données                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |                                        |                           |
| <b>Études universitaires</b><br><b>09/2008 – 07/2015</b><br>- <i>Institution :</i> Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, Paris (France).<br>- <i>Qualification(s) obtenue(s) :</i> Doctorat en droit international, la thèse ayant obtenu la qualification la plus élevée, Summa cum laude.<br><br><b>09/2002 - 06/2003</b><br>- <i>Institution :</i> Université de Strasbourg III Robert Schuman, Strasbourg (France).<br>- <i>Qualification(s) obtenue(s) :</i> Master de recherche en droit international.<br><br><b>07/1996 - 08/2002</b><br>- <i>Institution :</i> Université pontificale Javeriana, Faculté de droit, Bogotá (Colombie).<br>- <i>Qualification(s) obtenue(s) :</i> Juriste admise à exercer par le Conseil supérieur de la magistrature.<br><br><b>Diplômes de formations spécialisées</b><br><b>09/2023</b><br>- <i>Institution :</i> Institut néerlandais des relations internationales Clingendael, La Haye (Pays-Bas).<br>- <i>Qualification(s) obtenue(s) :</i> Séminaire des compétences pour les négociations internationales.<br><br><b>04/2019 - 10/2019</b><br>- <i>Institution :</i> Institut interaméricain des droits de l'homme et GIZ ( <i>Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit</i> ) Coopération allemande, San Jose (Costa Rica).<br><br>- <i>Qualification(s) obtenue(s) :</i> Formatrice, méthodologie Themis, argumentation juridique et contrôle de la conformité aux normes.<br><br><b>07/2012</b><br>- <i>Institution :</i> Centre interuniversitaire européen pour les droits de l'homme et la démocratisation, Venise (Italie).<br><br>- <i>Qualification(s) obtenue(s) :</i> Diplôme du cours d'été de l'Académie des droits de l'homme de Venise.<br><br><b>06/2011 - 07/2011</b> |                                        |                           |

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <ul style="list-style-type: none"> <li>- <i>Institution</i> : Institut universitaire européen, Académie de droit européen, Florence (Italie).</li> <li>- <i>Qualification(s) obtenue(s)</i> : Diplôme des cours généraux et spécialisés sur le droit relatif aux droits de l'homme.</li> </ul> <p><b>05/2010 - 06/2010</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- <i>Institution</i> : American University, Washington College of Law, Washington (U.S.A.)</li> <li>- <i>Qualification(s) obtenue(s)</i> : Études avancées, cours sur le droit relatif aux droits de l'homme et le droit international humanitaire.</li> </ul> <p><b>07/2009 - 08/2009</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- <i>Institution</i> : Académie de droit international de La Haye, La Haye (Pays-Bas).</li> <li>- <i>Qualification(s) obtenue(s)</i> : Cours d'été sur le droit international public.</li> </ul> <p><b>10/2006 - 12/2006</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- <i>Institution</i> : Organisation internationale de droit du développement (IDLO), Rome (Italie).</li> <li>- <i>Qualification(s) obtenue(s)</i> : Cours des professionnels du droit pour le développement.</li> </ul>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |
| <p><b>Expérience professionnelle</b> : <i>Date, employeur, intitulé du poste, autres informations (en commençant par les plus récentes)</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- <i>Veillez copier/coller pour ajouter des données</i></li> <li>- <i>Veillez indiquer la pertinence de l'expérience pour la candidature au titre de la liste A ou B, le cas échéant</i></li> </ul>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |
| <p><b>01/2023 – Aujourd'hui</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- <i>Employeur</i> : Ministère colombien des affaires étrangères.</li> <li>- <i>Intitulé du poste</i> : Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de Colombie au Royaume des Pays-Bas.</li> <li>- <i>Autres informations</i> : En sa qualité d'Ambassadeur, elle exerce des fonctions représentatives dans les instances bilatérales et multilatérales.</li> <li>- Dans le contexte bilatéral, elle représente les intérêts politiques de la Colombie, en développant et en renforçant notamment les relations et la coopération dans les domaines de la sécurité et de la défense, aux fins de la lutte contre la criminalité transnationale organisée, en mettant l'accent sur la résolution de la problématique mondiale des drogues et de la traite d'êtres humains. Elle a également participé, en tant que négociatrice, aux discussions sur le <i>Traité d'extradition</i> et aux négociations sur l'<i>Accord de coopération judiciaire</i> entre les deux pays, en promouvant l'assistance juridique mutuelle et en facilitant l'échange d'informations et d'éléments de preuve, nécessaire au bon déroulement des procédures judiciaires. Cette expérience est pertinente pour la candidature présentée au titre de la liste B, étant donné ses liens avec les domaines de connaissances correspondants de la Cour pénale internationale, tels que l'approche pour la criminalité transnationale organisée, susceptible de menacer la stabilité mondiale, qui exige une riposte coordonnée des États dans la lutte contre l'impunité, et la prévention des possibles crimes contre l'humanité, incluant la traite d'êtres humains sous la forme de l'esclavage.</li> <li>- Dans le domaine multilatéral, elle est chargée de la représentation permanente de son pays auprès des différents organes directeurs des institutions internationales siégeant à La Haye qui exercent leur compétence sur les questions relatives au droit international. Elle a représenté son pays au Conseil administratif de la Cour permanente d'arbitrage, à la Conférence de La Haye sur le droit international privé, à la Cour internationale de Justice et à la Cour pénale internationale. Elle a participé, en les dirigeant, à plusieurs délégations chargées de négocier des instruments internationaux relatifs à la promotion des activités judiciaires internationales et à la lutte contre l'impunité. C'est sous sa direction que l'<i>Accord avec le pays hôte</i>, signé en 2025 entre la Cour permanente d'arbitrage et la Colombie, a été négocié et adopté. En 2023, elle a été nommée vice-présidente du Groupe de travail spécial pour le 125<sup>ème</sup> anniversaire de la Cour permanente d'arbitrage ; à ce titre, elle a activement défendu l'importance de mécanismes de résolution pacifique des différends, la valeur des contributions de l'Amérique latine au droit international et l'existence de la diversité et de l'inclusion dans les mécanismes internationaux de résolution des différends. Dans le contexte de la Cour pénale internationale, elle a participé aux quatre sessions les plus</li> </ul> |

récentes de l'Assemblée des États Parties, en marge desquelles elle a également organisé plusieurs manifestations parallèles, en y prenant part. Sa participation aux différents groupes et facilitations des Groupes de travail de La Haye, ainsi qu'aux nombreux événements universitaires et relationnels de la Cour pénale internationale, ont accru ses connaissances, son engagement et son expérience concernant les travaux de la Cour. Elle a également organisé des visites de fonctionnaires élus de la Cour en Colombie (Procureur, Greffier et directeur du Fonds d'affectation spéciale au profit des victimes), visant à renforcer les relations entre son pays et la Cour, et activement contribué à la négociation et à l'adoption d'accords et de plans de travail qui promeuvent la coopération, le dialogue, l'échange de données d'expérience et le renforcement des capacités, entre, d'une part, le système judiciaire colombien, la Juridiction spéciale pour la paix et les organismes de suivi colombiens et, d'autre part, les différents organes de la Cour. Ces accords incluent l'*Accord entre la Colombie et le Bureau du Procureur dans le cadre de la « Politique sur la complémentarité et la coopération du Bureau du Procureur de la Cour pénale internationale »*, signé en 2024, et le *Plan de travail conjoint*, convenu en 2023 entre le Ministère colombien des affaires étrangères et le Bureau du Procureur. Elle a également élaboré et structuré les analyses requises par la Colombie sur l'état et l'avancement des examens préliminaires, des situations et des procès engagés devant la Cour. Elle a codirigé, en y participant, l'équipe juridique chargée de mettre au point la déposition de la Colombie prononcée le 6 août 2024 devant la Chambre préliminaire I, sur la base de la règle 103 du Règlement de procédure et de preuve de la Cour, dans le contexte de la situation en Palestine. De même, elle a facilité l'organisation de nombreuses rencontres universitaires et actions de sensibilisation de la Cour. Ces événements lui ont permis de développer d'importantes capacités dans les domaines de la gouvernance des institutions judiciaires internationales, en particulier de la Cour pénale internationale, d'approfondir sa solide expérience des fonctions et des missions de la Cour pénale internationale, en particulier celles relatives aux principes de complémentarité et de coopération, et de promouvoir les occasions d'entretenir des relations extérieures ; ces aspects complètent tous l'expérience requise pour les candidats à l'élection au poste de juge de la liste B.

#### **02/2023 – Aujourd'hui**

- *Employeur* : Ministère colombien des affaires étrangères.
- *Intitulé du poste* : Représentante permanente à l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (OIAC).
- *Autres informations* : En tant que Représentante permanente de la Colombie à l'OIAC, elle s'est acquittée de fonctions représentatives et a suivi les activités des organes de l'organisation chargés de l'élaboration des politiques, ainsi que la conformité aux obligations imposées par la Convention, incluant, en particulier, l'examen des rapports et des documents élaborés par les différentes entités établies dans le cadre de l'organisation, ainsi que leur transmission au Gouvernement colombien, afin de déterminer les possibles cas d'utilisation d'armes chimiques en Syrie, ainsi que leurs auteurs (et, plus particulièrement, leurs effets sur certaines populations vulnérables, en cohérence avec la participation de la Colombie à des entités qui promeuvent les considérations sur l'égalité hommes-femmes dans les activités de l'organisation). Elle a également élaboré l'analyse ayant abouti à la décision, prise par le Gouvernement colombien, en faveur d'initiatives visant à proposer l'établissement de mécanismes de responsabilisation pour les responsables ayant utilisé des armes chimiques. Cette expérience est liée aux travaux de la Cour pénale internationale, en raison des connaissances acquises sur les situations d'utilisation possible d'armes chimiques contre des populations civiles, et la caractérisation d'éventuels crimes internationaux ou violations d'instruments internationaux applicables, fournissant l'expertise requise pour satisfaire aux exigences imposées aux juges de la liste B.

#### **10/2022 – Aujourd'hui**

- *Employeur* : Ministère colombien des affaires étrangères
- *Intitulé du poste* : Juriste et comandataire de la Colombie à la Cour internationale de Justice.
- *Autres informations* : À compter de 2022, elle a été nommée, par la République de Colombie, comandataire dans l'affaire sur la *Question de la délimitation du plateau continental situé entre le Nicaragua et la Colombie à 200 milles nautiques de la côte nicaraguayenne (Nicaragua c. Colombie)* et, en 2024, dans l'affaire sur l'*Application de la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide dans la bande de Gaza (Afrique du Sud c. Israël)*. Dans la première

affaire, en sa qualité de comandataire, elle a dirigé la stratégie de l'équipe colombienne de la Défense ayant abouti à l'arrêt d'une contestation, exprimée de longue date au sujet de droits au plateau continental dont les conséquences s'étendaient à plusieurs régions au-delà des parties en litige, et dont les effets étaient également jugés dans le cadre des allégations portées devant la Cour, en raison de leurs implications sur la paix et la sécurité dans la région, ainsi que sur les droits de l'homme des communautés frontalières. Dans la seconde affaire, en sa qualité de comandataire, elle a dirigé l'élaboration et la présentation de la Déclaration d'intervention colombienne, conformément à l'article 63 du Statut de la Cour, portant sur l'application de la *Convention sur la prévention et la répression du crime de génocide* et de plusieurs éléments pertinents du droit international humanitaire et des droits de l'homme, en particulier en ce qui concerne certaines populations vulnérables, telles que les femmes et les enfants, dans le contexte des actions conduites par Israël dans la bande de Gaza depuis 2023. Enfin, entre 2023 et 2025, elle a représenté la Colombie à l'équipe juridique constituée devant la Cour internationale de Justice, dans les procédures consultatives sur les *Obligations d'Israël relatives à la présence et aux activités des Nations Unies, d'autres organisations internationales et d'États tiers dans les territoires palestiniens occupés, et en lien avec ces territoires*, ainsi que dans les procédures relatives aux *Conséquences juridiques des politiques et des pratiques d'Israël dans les territoires palestiniens occupés, incluant Jérusalem-Est*. Cette expérience a approfondi sa connaissance des aspects concrets des questions complexes du droit international public, de ceux du droit pénal international et de plusieurs aspects de procédure concernant la pratique judiciaire dans les cours internationales, laquelle est exigée des candidats présentés au titre de la liste B.

#### 01/2004 - 01/2023

- *Employeur* : Université pontificale Javieriana
- *Intitulé du poste* : Doyenne de la Faculté de droit, directrice de Département et professeur titulaire.
- *Autres informations* : Elle a exercé les fonctions de doyenne de la Faculté de droit (mars 2020-janvier 2021), en s'acquittant de la responsabilité de l'orientation universitaire et administrative de la Faculté de droit ; elle était chargée d'encadrer son développement, en représentant la communauté universitaire, en garantissant la qualité des enseignements et des recherches entreprises sur le droit, et en assurant la conformité à la vision et aux objectifs stratégiques de l'Université. Elle a dirigé une équipe de 85 professeurs titulaires et personnels administratifs, 230 professeurs assistants, 1 200 étudiants de premier cycle en droit, 550 étudiants de troisième cycle en droit et environ 6 000 diplômés. Durant son mandat, le Programme de droit a fait l'objet d'agréments prestigieux pendant 10 ans ; la reconnaissance qu'il a obtenue est inédite dans l'histoire de la Faculté de droit. Elle a approuvé et encadré la réforme des programmes d'études, qui a notamment instauré des cours sur la justice sociale basée sur les droits de l'homme, le renforcement des institutions judiciaires et l'État de droit. Elle a également entretenu les relations nouées entre la Faculté de droit et les autorités gouvernementales représentant les trois pouvoirs. Elle a été chargée d'établir et de diriger le Comité disciplinaire de la Faculté de droit. Elle a siégé au Conseil d'administration de l'Université de 2020 à 2022, en sa qualité de membre du Comité chargé de rédiger et d'adopter le *Manuel pour la résolution des conflits d'intérêt* à l'Université pontificale Javieriana, de membre du groupe de travail technique pour la mise à jour et la révision du *Protocole sur la prévention, la résolution et le suivi des cas de violence et de discrimination, incluant les violences à caractère sexiste*, et de membre de la Commission des experts chargés d'examiner les possibilités d'améliorer les mesures adoptées pour mettre en œuvre des technologies de l'information dans les procédures judiciaires et d'assouplir les services fournis aux utilisateurs du système juridique du Ministère de la justice, et de la loi. En sa qualité de directrice du Département de philosophie et d'histoire du droit (12/2016 à 02/2020), elle a contribué à l'établissement et à la mise en œuvre d'une considération sur les droits de l'homme et la justice sociale, dans le cadre du cursus de droit, en incluant des cours sur les thèmes suivants : la paix, le développement et les droits de l'homme ; le droit transnational ; le droit comparé ; et le droit international humanitaire. Sa carrière universitaire a commencé en 2004, lorsqu'elle a pris ses fonctions de professeur assistant ; elle a ensuite progressé, en gravissant tous les échelons de l'enseignement universitaire (chargée de cours en 2004, professeur assistant de 2005 à 2016, professeur associé de 2016 à 2023 et, enfin, professeur titulaire en 2023). Elle a enseigné le droit international, les systèmes interaméricain et européen des droits de l'homme, le droit international humanitaire, le droit

international économique, le droit transnational et le développement, les entreprises et les droits de l'homme, le règlement des différends relatifs aux investissements internationaux, les recherches sur le droit, auprès d'étudiants de premier et de troisième cycles. Elle a également dirigé plusieurs projets de recherche, centrés sur les thématiques des droits de l'homme, et assuré de nombreux cours de formation continue et de spécialisation sur les droits de l'homme, le droit international humanitaire et le droit pénal international, notamment auprès de fonctionnaires, de membres des forces militaires et armées colombiennes, d'avocats des barreaux et de fonctionnaires de la Justice. Elle a dirigé le *Centro de Estudios de Derecho Internacional "Francisco Suárez"* (Centre des études de droit international « Francisco Suárez ») de 2004 à 2007 et de 2015 à 2023.

Cette expérience, acquise dans plusieurs postes, la place au rang des membres éminents du secteur universitaire et des juristes réputés. Sont reconnus ses compétences pour l'exercice de responsabilités et l'encadrement, ses travaux réalisés en équipe, sa capacité à établir des relations et sa rigueur intellectuelle pour les questions pertinentes du droit international, des droits de l'homme et du droit international humanitaire, lesquels sont étroitement liés aux connaissances et compétences exigées pour la mission de la Cour pénale internationale, en particulier pour les juges inclus à la liste B.

#### 01/2022 - 10/2022

- *Employeur* : *Agencia Nacional de Defensa Jurídica del Estado* (ANDJE, Agence nationale pour la défense juridique)
- *Intitulé du poste* : Témoin expert
- *Autres informations* : Elle a assuré les fonctions de témoin expert dans l'affaire CDH17-2020 *Peuple autochtone U'WA et ses membres c. Colombie*, engagée devant la Cour interaméricaine des droits de l'homme. Elle a rédigé un rapport d'expert sur l'harmonisation du droit au développement, considéré comme un droit de l'homme, et ses liens avec les autres droits de l'homme, sous l'angle du droit international et du droit comparé, en accordant une attention particulière au rôle des projets économiques dans la réalisation des droits économiques, sociaux et culturels (DESC). Elle a également fait référence aux effets des projets d'exploration et d'exploitation du secteur minier et énergétique sur le droit au développement et la protection des DESC, en particulier en ce qui concerne la prestation de services publics essentiels. Enfin, elle a inclus une analyse sur la protection des communautés autochtones, la souveraineté sur les ressources naturelles et l'auto-détermination des peuples dans le contexte de la protection et de la défense des droits collectifs à la terre et aux ressources naturelles. L'expérience acquise dans le cadre de ces fonctions d'expert, exercées lors de procédures judiciaires internationales relatives aux droits de l'homme, et dans l'étude d'affaires complexes, complète les conditions qu'elle réunit au titre de la liste B.

#### 07/2020 - 09/2020

- *Employeur* : Ecopetrol / Université pontificale Javeriana.
- *Intitulé du poste* : Consultante sur la mémoire réparatrice et la justice, les droits de l'homme et le droit international humanitaire, le règlement des différends relatifs aux investissements, les entreprises et les droits de l'homme.
- *Autres informations* : Consultante principale pour la rédaction de *l'Étude de la mémoire historique de Campo Rubiales*. Campo Rubiales abrite le gisement de pétrole le plus productif de Colombie ; il est situé à Puerto Gaitán et sa communauté est affectée par des problèmes sociaux, des dommages environnementaux et des déplacements forcés. L'étude avait pour principal objet de reconstruire la mémoire historique dans la zone d'exploitation de Campo Rubiales, afin de concevoir des plans pour la résolution pacifique des conflits recensés dans le contexte des dynamiques créées par la justice transitionnelle et les processus de restauration des communautés autochtones établies dans la zone. Cette expérience reconnue offre des aspects concrets pertinents pour les travaux judiciaires de la Cour pénale internationale, requis au titre de la liste B.

#### 03/2021 - 03/2023

- *Employeur* : Chambre de commerce de Bogotá
- *Intitulé du poste* : Membre de la Cour d'arbitrage et du Conseil consultatif pour les différends stratégiques de la Chambre de commerce de Bogotá
- *Autres informations* : Elle a participé à la gestion stratégique du Centre d'arbitrage et de conciliation, chargé d'administrer les processus de médiation, de règlement amiable, de conciliation

et d'arbitrage, proposés et encadrés par la Chambre de commerce de Bogotá. Elle a également défini les réglementations et critères applicables, et le mode de sélection des listes des arbitres, des secrétaires des cours d'arbitrage, des conciliateurs, des amiables compositeurs, et d'autres listes du Centre. Elle a participé à l'examen des manquements reprochés à ces groupes et imposé les sanctions correspondantes lorsqu'elle l'a jugé nécessaire, proposé l'adoption de nouvelles politiques autorisant le Centre à mieux atteindre ses objectifs, et formulé des recommandations pour améliorer l'efficacité de la fonction du Centre consistant à contribuer à l'administration de la justice et à promouvoir l'accès à la justice. Ses responsabilités lui ont permis de consolider son expérience auprès des différents mécanismes de résolution des différends, son engagement en leur faveur, ainsi que ses exigences fondamentales de probité, d'intégrité et de transparence ; ces aspects renforcent les conditions qu'elle réunit au titre des exigences définies pour les juges de la liste B.

#### **Autres activités professionnelles :**

- *Veuillez copier/coller pour ajouter des données*

#### **05/2022 – 01/2026**

- *Activité* : Membre du Groupe national à la Cour permanente d'arbitrage.

#### **03/2018 – 11/2020**

- *Activité* : Pair universitaire auprès du *Consejo Nacional de Acreditación* (Conseil national d'accréditation) du Ministère colombien de l'éducation nationale.
- Elle a évalué la qualité académique des institutions et des programmes de l'Enseignement supérieur, sur la base de leur validité, de leurs recherches et de leurs enseignements, en vue de garantir l'objectivité et la rigueur des processus d'agrément. Elle a dirigé le processus d'évaluation des agréments prestigieux accordés aux programmes de droit de l'*Universidad Cooperativa de Pasto* (Université coopérative Pasto) en 2018, de l'*Institución Universitaria de Envigado* (Institution universitaire Envigado) en 2018 et de l'Université privée ICESI en 2020.

#### **03/2015 - 03/2020**

- *Activité* : Professeur invité et membre du Comité académique de l'Université de La Sabana.
- Elle a enseigné l'histoire du droit international, la méthodologie des recherches sur le droit, le droit applicable aux investissements internationaux, et les droits de l'homme et les entreprises. Membre du Comité académique du programme de Master en droit international.

#### **06/2019 – 10/2019**

- *Activité* : Consultante externe pour l'Association internationale du barreau (IBA)
- Elle a été chargée de concevoir un programme de formation internationale pour les juristes spécialisés dans les droits de l'homme et les entreprises, et de présenter des exposés lors des séances de formation, en collaboration avec la Chambre des services juridiques de l'*Asociación Nacional de Industriales* (ANDI, Association nationale des industriels) et la Chambre de commerce de Bogotá.

#### **12/2016 - 10/2017**

- *Employeur* : Faculté de droit *Rodrigo Lara Bonilla /Universidad Nacional* (UNAD, Université nationale).
- *Activité* : Formatrice en droits de l'homme et droit international humanitaire.
- *Autres informations* : Elle a présenté un exposé à la séance de formation initiale pour les magistrats et les juges.

#### **09/2087 – 06/2009**

- *Employeur* : Sciences Po Paris, Paris, et Campus euro-latino-américain de Poitiers.
- *Activité* : Professeur.
- *Autres informations* : Elle a conçu et enseigné, durant deux semestres, le cours intitulé : Investissements étrangers et droits de l'homme en Amérique latine.

#### **10/2005 – 10/2019**

- *Activité* : Professeur invité.
- **(10/2019)** *Faculté de droit Allard, Université de British Columbia, Vancouver (Canada)* : Cours sur la résilience et l'avenir du droit : Comment la pratique du droit évolue en Colombie.

- **(07/2019)** *Cours d'été international de Bayreuth, Université de Bayreuth, Bayreuth (Allemagne)* : Cours sur les droits de l'homme en Amérique du Sud.
- **(04/2019)** *Centro Universitario de Brasilia UNICEUB, Brasilia (Brésil)* : Cours sur les droits de l'homme et les entreprises pour des étudiants de troisième cycle (doctorat en droit).
- **(04/2019)** *Universidad Jorge Tadeo Lozano, Bogotá (Colombie)*. *Master en droits de l'homme, citoyenneté et paix/Master en droit environnemental et durabilité* : Cours du Master en droit environnemental et responsabilité sociale des entreprises.
- **(12/2016, 12/2017, 04/2018)** *Universidad Sergio Arboleda, Bogotá y Santa Marta (Colombie)* : Cours sur les droits de l'homme et les entreprises pour les étudiants du programme de Master en droit administratif et droit public.
- **(10/2017-09/2019)** *Universidad Libre de Colombia, Bogotá (Colombie)* : Cour de doctorat sur le droit transnational.
- **(07/2015-05/2019)** *Universidad del Rosario, Bogotá (Colombie)* : Cours sur le système universel des droits de l'homme pour les étudiants de troisième cycle en droit international relatif aux droits de l'homme et droit international humanitaire.
- **(04/2015)** *Université pontificale Javeriana, Cali (Colombie)* : Cours sur les systèmes de protection des droits de l'homme pour les étudiants du Master en droits de l'homme et culture de la paix.
- **(06/2009 et 09/2009)** *Universidad Católica Andrés Bello/Université pontificale Javeriana, Caracas (Venezuela)* : Cours virtuels pour les juges sur le système interaméricain des droits de l'homme.
- **(03/2006)** *Université pontificale bolivarienne, Medellín (Colombie)* : Cours sur la résolution des conflits dans le droit international économique pour les étudiants du Master en droit privé.
- **(10-11/2005)** *Universidad Privada de La Paz, La Paz (Bolivie)* : Cours sur le droit international économique pour les étudiants du Master en droit et économie.

#### 06/2006 – 06/2007

- *Employeur* : Centre de pastorale sociale, Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), Bogotá (Colombie).
- *Activité* : Conseillère juridique.
- *Autres informations* : Elle a conseillé des demandeurs d'asile et élaboré des demandes de reconnaissance du statut de réfugié, soumises au Ministère des affaires étrangères, principalement pour des personnes originaires de Cuba, du Venezuela et de pays africains francophones.

#### Principales publications

##### Livres

- *Entreprises et droits de l'homme vus par des femmes : Voix du Sud global*, Olarte-Bácares, Carolina, Pamplona Danielle, Uvarova Olena (eds.), Springer, 245 pages (en anglais).
- *Droit applicable aux investissements internationaux et arbitrage dans la perspective latino-américaine*, Olarte-Bácares Carolina, Monebhurrin Nitish, Velásquez-Ruiz Marco (eds.), Springer, 2024 (en anglais).

##### Chapitres dans des livres

- « Production intellectuelle des femmes de pays périphériques dans le domaine des entreprises et des droits de l'homme : Conditions et obstacles », Pamplona Danielle Anne, Olarte-Bácares Carolina, Uvarova Olena, Schembri Peña Angela, dans Uvarova O., Pamplona D.A., Olarte-Bácares C., *Entreprises et droits de l'homme vus par des femmes : Voix du Sud global*, Springer, 2025, pages 1-9 (en anglais).
- « Le droit de propriété », dans Cantú Rivera Humberto (ed.), *Réflexions sur la Déclaration universelle des droits de l'homme*, Brill-Nijhoff, Pays-Bas, 2024 (en anglais).
- « Principe directeur n° 9 : la politique intérieure », Carolina Olarte-Bácares, dans *Commentaire sur les principes directeurs de l'ONU applicables aux entreprises et aux droits de l'homme*, Choudhoury Barnali, Edward Elgar, 2023, pages 70-76 (en anglais).
- « Protection interaméricaine des droits de l'homme applicables aux acteurs économiques », dans Bernd Kannowski, Kerstin Steiner (Eds.), *Droits de l'homme régionaux : Droits de l'homme internationaux et régionaux : Amis ou ennemis ?*, Nomos, 2021, pages 67-96 (en anglais).
- “Empresas y derechos humanos: Un reto para la educación legal en Colombia”, dans Olarte-Bácares Carolina, Irisarri Catalina, Arenas Laura (Eds.), *Retos y Desafíos de las Empresas y los Derechos Humanos*, Editorial Ibáñez, 2019, pages 132-136 (en espagnol).

- « Vie privée et liberté d'expression : approche comparée de la protection des investisseurs en droit des investissements et en droits de l'homme », dans Walid Ben Hamida et Frédérique Coulée, *Convergences et contradictions du droit des investissements et des droits de l'homme*, Paris, PEDONE, 2017, pages 227-242 (en français).
- « L'impact de l'intersection des régimes juridiques internationaux, de l'investissement étranger et des droits de l'homme en Amérique latine sur le droit transnational », dans Lu Yi et Snyder Francis, *L'avenir du droit transnational : UE, USA, Chine et les BRICS*, Bruylant Bruxelles, 2015, pages 181-209 (en français).
- “Problemas y retos en la enseñanza del Derecho Internacional en América Latina”, dans *Derecho Global, liber amicorum a Luis Fernando Álvarez Londoño*, Jorge González-Jácome (dir.), Javegraf, Bogotá, 2007, pages 21-39 (en espagnol).
- “Las resoluciones de la ONU: Flexibilización de la teoría de las fuentes del derecho internacional”, dans *Derecho Internacional contemporáneo, liber amicorum en homenaje a Germán Cavelier*, Ricardo Abello Galvis (dir.), Université du Rosaire, Bogotá, 2006, pages 160-173 (en espagnol).
- “Enfoque jurídico de los Derechos Humanos”, manuel d'enseignement sur les droits de l'homme pour le cours spécialisé, intitulé *Droits de l'homme et droit international humanitaire*, CRC/Javeriana/CINEP, Bogotá, 2004, livre numérique (en espagnol).

#### Articles dans des publications indexées

- « Accès à la réparation et construction de la mémoire collective. Nouvelles perspectives offertes par le projet colombien de justice transitionnelle », Olarte-Bácares Carolina, Velásquez-Ruiz Marco, *Revue des entreprises et des droits de l'homme*, vol. 6.3, 2022 (en anglais).
- « Des épées aux mots : L'intersection de la géopolitique et du droit et la discrète expansion du droit international dans la consolidation de l'indépendance des républiques latino-américaines », *Revue d'histoire du droit international (JHIL)*, vol. 21:1, pages 1-32. 2019 (en anglais).
- “La influencia de los pronunciamientos de organismos internacionales en la jurisprudencia de la Corte Constitucional Colombiana en materia de DESC”, *International Law Revista Colombiana de Derecho Internacional*, N. 12, 2008, pages 253-300 (en espagnol).
- “La efectividad del Derecho Internacional del Medio Ambiente”, *International Law Revista Colombiana de Derecho Internacional*, N.5, 2006, pages 429-464 (en espagnol).
- « Les juges du tiers-monde à la Cour internationale de Justice », *International Law Revista Colombiana de Derecho Internacional*, N. 3, 2004, pages 179-250 (en français).
- « L'efficacité des sanctions de l'ONU », *International Law Revista Colombiana de Derecho Internacional*, N. 3, 2004, pages 11-72 (en français).

#### Principaux séminaires

- « Enseignements retirés des actions des femmes activistes dans le processus colombien de consolidation de la paix », à la conférence Femmes et paix : Dans les pas de Bertha von Suttner, Alliance française, La Haye, décembre 2025 (en anglais).
- « Repenser l'action de l'État : La politique étrangère féministe colombienne, la violence structurelle et les nouvelles masculinités », présentation du livre *Prendre des vies : Récits des auteurs de féminicides en Amérique latine*, Université de Leiden, La Haye, octobre 2025 (en anglais).
- « La prochaine étape : Façonner l'avenir de l'inclusion : Promouvoir l'égalité hommes-femmes et l'inclusion dans un climat politique instable », principale oratrice à la présentation des prix du Sommet Rise & Lead 2025, La Haye, septembre 2025 (en anglais).
- « Bâtir des ponts, des barrages et des écluses dans l'exercice du droit international », Académie de droit international de La Haye, cours d'hiver, janvier 2025/Université de Maastricht, septembre 2025 (en français et en anglais).
- “El papel de la CPI y la CIJ en el fortalecimiento del Estado de Derecho: Un ecosistema judicial internacional en evolución y con retos permanentes”, au *Congrès mondial du droit*, organisé par l'Association mondiale des juristes, à la table ronde : Renforcer l'État de droit mondial et les droits de l'homme : Le rôle de la Cour pénale internationale et de la Cour internationale de Justice dans le traitement des affaires complexes, République dominicaine, 4-6 mai 2025.
- « Inclusion et diversité à la Cour permanente d'arbitrage : réflexions autour de l'égalité hommes-femmes », remarques liminaires et finales, dans *Inclusion et diversité à la Cour permanente d'arbitrage*, La Haye, 26 mars 2025 (en anglais).

- « Accords de paix d'après-conflit et mécanismes de résolution des différends », à la Conférence Grotius, Université de Leiden /Cour permanente d'arbitrage, La Haye, 7 novembre 2024 (en anglais).
- « Intégration d'approches sensibilisées aux traumatismes dans les mécanismes de responsabilisation pour les atrocités criminelles : Observations de la Colombie », dans *Comment améliorer la qualité des éléments de preuve et promouvoir la guérison des victimes ? Appel à la définition de normes pour intégrer les approches sensibilisées aux traumatismes dans les mécanismes de responsabilisation*, manifestation tenue en marge de la vingt-troisième session de l'Assemblée des États Parties, La Haye, 3 décembre 2024 (en anglais).
- « Comment la Colombie utilise la justice réparatrice transitionnelle pour juger les crimes internationaux », Observations, Cour pénale internationale, La Haye, 23 octobre 2024 (en anglais).
- Séminaire sur le renforcement des capacités d'enquêtes, de poursuites et de traitement judiciaire des graves violations des droits de l'homme et des infractions au droit international humanitaire en Colombie, commentaires introductifs à la séance d'ouverture, Asser Institute et Université d'Amsterdam, La Haye, 24 juin 2024 (en anglais).
- Complémentarité dynamique – Une approche à deux volets, Événement spécial de présentation de la Politique du Bureau du Procureur sur la complémentarité et la coopération : Le cas de la Colombie, membre invité, Cour pénale internationale, La Haye, 2024 (en anglais).
- « Enseignements retirés : médiation dans l'affaire *Páramo de Santurbán* en Colombie », Atelier sur la résolution des différends entre les investisseurs et l'État à la Cour permanente d'arbitrage, La Haye, 14 juin 2024 (en anglais).
- « Bâtir une politique étrangère féministe en Colombie : Difficultés et opportunités », membre invité au *Symposium-atelier Expérience et expression : Bibliothèque des écrivains féminins colombiens – Université de Leiden*, 23 mai 2024 (en anglais).
- Comblant l'écart entre les organisations de la société civile et les autorités judiciaires dans la lutte contre l'impunité à l'égard des principaux crimes internationaux, membre invité à la présentation du Projet des autorités nationales contre l'impunité, La Haye, EUROJUST, 12 février 2025 (en anglais).
- “Empresas y construcción de paz, Presentación nota de enseñanza”, Forum éducatif sur les entreprises et les droits de l'homme/Université pontificale Javeriana, 25 mai 2021 (<https://teachbhr.org/resources/teaching-bhr-handbook/teaching-notes/business-and-peacebuilding/>).
- « Le Tribunal colombien pour la paix (JEP) en tant que mécanisme de gouvernance mondiale : une transition au-delà des frontières et une invitation ouverte à transformer la pratique juridique », conférence, Université de British Columbia, Faculté de droit Allard, Vancouver (Canada), 14 novembre 2019 (en anglais).
- Exposé inaugural, Doctorat de droit, Université pontificale Javeriana : Investissements étrangers, entreprises et droits de l'homme : L'épistémologie du droit transnational, Bogotá, 15 août 2017.
- “El derecho internacional humanitario y la protección del medio ambiente en las operaciones militares”, *Jornadas de derecho internacional humanitario*, organisé par le Ministère colombien de la justice à Bogotá, Carthagène et Buenaventura (Colombie), juin, juillet et août 2007.
- “Las medidas provisionales en el sistema interamericano de derechos humanos”, dans *Congreso Interamericano de derechos humanos dirigido a las Fuerzas Armadas de Colombia*, Bogotá, novembre 2006.

#### Affiliation à des organismes professionnels et des sociétés

- Membre fondateur de l'*Academia Colombiana de Derecho Internacional* (ACCOLDI, Académie colombienne de droit international)
- Membre de l'Association de droit international et coprésidente du Comité sur les entreprises et les droits de l'homme.
- Membre du Comité permanent de l'*Escuela Javeriana de Gobierno y Ética Pública* (École nationale d'administration et d'éthique publique Javeriana).

#### Récompenses et distinctions

- **09/2025** : Médaille de Francisco de Paula Pérez, en reconnaissances de contributions importantes pour le droit, en particulier le droit international et les droits de l'homme, Université pontificale Javeriana.

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <ul style="list-style-type: none"> <li>- <b>2015</b> : Mention (Summa cum laude) décernée à la thèse de doctorat, Université de Paris 1 Panthéon-Sorbonne.</li> <li>- <b>2008-2012</b> : Bourse d'excellence COLCIENCIAS pour les études de doctorat.</li> <li>- <b>2012</b> : Centre interuniversitaire européen pour les droits de l'homme – Académie de Venise des droits de l'homme, bourse pour les cours d'été de l'Académie.</li> <li>- <b>2011</b> : Institut universitaire européen, Florence (Italie), bourse pour le cours d'été.</li> <li>- <b>2009</b> : Bourse pour le cours d'été en droit international public à l'Académie de droit international de La Haye.</li> </ul>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
| <b>Intérêts personnels</b>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
| <ul style="list-style-type: none"> <li>- Athlétisme, marathon, photographie, littérature.</li> </ul>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |
| <b>Autres faits pertinents</b>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
| <p>Dans ses fonctions d'Ambassadeur aux Pays-Bas, ses travaux se caractérisent par la promotion active de l'égalité hommes-femmes et de la lutte contre les violences à caractère sexiste. Elle est membre du réseau des <i>Champions internationaux de l'égalité des sexes (IGC)</i> et de son comité directeur. En 2024, elle a présidé le groupe des femmes ambassadeurs aux Pays-Bas. Elle a participé à de nombreuses réunions de sensibilisation et d'analyse sur les violences à caractère sexiste ; la mise en œuvre de la Résolution 1325 sur les femmes, la paix et la sécurité ; la politique étrangère féministe colombienne ; et le rôle crucial des femmes dans la consolidation de la paix. Il convient donc de noter que l'expérience acquise par l'Ambassadeur Olarte lui offre d'amples connaissances sur les violences contre les femmes, abordées dans différents contextes sociaux, culturels, institutionnels et politiques. Cette expérience lui a permis de mieux comprendre la façon dont les violences contre les femmes ont lieu en tant qu'expressions d'inégalités structurelles.</p> <p>Elle a publié des livres et participé, en tant que rédactrice et membre de comités éditoriaux, à des publications scientifiques sur le droit international et le droit international humanitaire, telles que l'<i>Anuario Iberoamericano sobre Derecho Internacional Humanitario</i> (Manuel ibéro-américain sur le droit international humanitaire) de l'Université de La Sabana, en sa qualité de membre du comité éditorial depuis sa création en 2020 ; le <i>Journal de droit international d'Amérique latine et des Caraïbes (LACJIL)</i> Brill, en tant que rédactrice pour le droit international public depuis 2024 ; et la <i>Revue brésilienne de droit international</i> du Centre universitaire de Brasília (UNICEUB), en tant que membre du comité éditorial depuis 2018.</p> <p>Elle dirige actuellement deux thèses de doctorat :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- <i>L'une est intitulée : "La incorporación progresiva de una dimensión ambiental en el estándar internacional de responsabilidad empresarial en materia de derechos humanos: perspectivas cruzadas entre el nivel global y regional latinoamericano"</i> (L'intégration progressive d'une dimension environnementale dans la norme internationale de la responsabilité de l'entreprise à l'égard des droits de l'homme : regards croisés des instances mondiales et régionales latino-américaines). Doctorante : Angela Schembri, doctorat en droit, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne/Université pontificale Javériana, doctorat en droit.</li> <li>- <i>L'autre est intitulée : "La responsabilidad empresarial por el desplazamiento de personas"</i> (La responsabilité de l'entreprise dans le déplacement des personnes). Doctorante : Laura Arenas, doctorat en droits de l'homme, Université Carlos III.</li> </ul> |

## 11. PEYRÓ LLOPIS, Ana (Espagne)

[Original: anglais]

### Note verbale

L'ambassade d'Espagne à La Haye présente ses compliments à l'Assemblée des États parties à la Cour pénale internationale et a l'honneur de l'informer que le gouvernement espagnol a décidé de présenter la candidature de Mme Ana Peyró Llopis au poste de juge de la Cour pénale internationale pour le mandat 2027-2036, dans le cadre des élections qui se tiendront en décembre 2026 à New York.

En référence à la note verbale ICC-ASP/25/SP/01/Corr.2 du 16 décembre 2025, par laquelle sont communiquées les procédures de présentation des candidatures et d'élection des juges, du Procureur et des procureurs adjoints de la Cour pénale internationale, l'ambassade a l'honneur de joindre à la présente note verbale la candidature de Mme Ana Peyró Llopis, signée par le coordinateur du groupe national espagnol, ainsi que son curriculum vitae et son exposé des qualifications en espagnol, en anglais et en français, qui attestent de la conformité de la candidature avec l'annexe I de la note verbale susmentionnée du 16 décembre 2025.

### Curriculum vitae

|                                                                                                                                                                                                         |                                              |                                    |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------|------------------------------------|
| <b>Nom de famille :</b>                                                                                                                                                                                 | PEYRÓ LLOPIS                                 |                                    |
| <b>PRÉNOM :</b>                                                                                                                                                                                         | ANA                                          |                                    |
| <b>DEUXIÈME PRÉNOM:</b>                                                                                                                                                                                 |                                              |                                    |
| <b>SEXE :</b>                                                                                                                                                                                           | Femme                                        |                                    |
| <b>DATE DE NAISSANCE:</b>                                                                                                                                                                               | 4/4/1975                                     |                                    |
| <b>NATIONALITÉ :</b>                                                                                                                                                                                    | ESPAGNOLE                                    |                                    |
| <b>CRITÈRES RÉGIONAUX :</b>                                                                                                                                                                             | Europe occidentale et autres États           |                                    |
| <b>SECONDE NATIONALITE : (LE CAS ECHEANT)</b>                                                                                                                                                           |                                              |                                    |
| <b>ÉTAT CIVIL :</b>                                                                                                                                                                                     | Mariée                                       |                                    |
| <b>LISTE A/LISTE B :</b>                                                                                                                                                                                | Liste B                                      |                                    |
| <b>LANGUES</b>                                                                                                                                                                                          | <b>Langue maternelle :</b> ESPAGNOL/FRANÇAIS |                                    |
| - ANGLAIS                                                                                                                                                                                               | (à l'écrit) Confirmé                         | (à l'oral) Confirmé                |
| - FRANÇAIS                                                                                                                                                                                              | (à l'écrit) Confirmé                         | (à l'oral) Confirmé                |
| - AUTRES                                                                                                                                                                                                | ITALIEN : (à l'écrit) Confirmé               | (à l'oral) Confirmé                |
|                                                                                                                                                                                                         | : (à l'écrit) Veuillez sélectionner>>        | (à l'oral) Veuillez sélectionner>> |
|                                                                                                                                                                                                         | : (à l'écrit) Veuillez sélectionner>>        | (à l'oral) Veuillez sélectionner>> |
|                                                                                                                                                                                                         | : (à l'écrit) Veuillez sélectionner>>        | (à l'oral) Veuillez sélectionner>> |
| <b>QUALIFICATIONS ACADEMIQUES :</b> Date, établissement, diplôme(s) obtenu(s) (en commençant par le plus récent)<br>- Veuillez cliquer sur le signe « + » en bas à droite pour ajouter d'autres entrées |                                              |                                    |
| 09/2004 - 06/2005                                                                                                                                                                                       |                                              |                                    |

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| - <i>Institution:</i>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  | Université de New York, Etats Unis                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
| - <i>Diplôme(s) obtenu(s):</i>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         | Recherche postdoctorale                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
| <b>10/1999 - 07/2004</b>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
| - <i>Institution:</i>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  | Université Paris 1 (Panthéon-Sorbonne), France, et Université Jaume I, Espagne                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |
| - <i>Diplôme(s) obtenu(s):</i>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         | Doctorat en droit international public                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |
| <b>09/2001 - 07/2003</b>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
| - <i>Institution:</i>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  | Université Jaume I, Espagne                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
| - <i>Diplôme(s) obtenu(s):</i>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         | Master en droits et devoirs constitutionnels (LL.M.)                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |
| <b>10/1998 - 09/1999</b>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
| - <i>Institution:</i>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  | Université Paris 1 (Panthéon-Sorbonne)                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |
| - <i>Diplôme(s) obtenu(s):</i>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         | Diplôme d'études avancées en droit international public et organisations internationales                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
| <b>10/1993 - 09/1998</b>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
| - <i>Institution:</i>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  | Université de Valence, Espagne                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |
| - <i>Diplôme(s) obtenu(s):</i>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         | Licence en droit et admission au barreau de Valence (Espagne)                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |
| <b>EXPERIENCE PROFESSIONNELLE : : Date, employeur, intitulé du poste, autres informations (en commençant par le plus récent)</b><br><i>- Veuillez cliquer sur le signe « + » en bas à droite pour ajouter d'autres entrées</i><br><i>- Veuillez indiquer la pertinence de l'expérience par rapport à la candidature présentée sous la liste A ou B, le cas échéant</i> |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
| <b>04/2018 - présent</b>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
| - <i>Employeur :</i>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   | BUREAU DE LA CONSEILLÈRE JURIDIQUE, BUREAU DES AFFAIRES JURIDIQUES, NATIONS UNIES, NEW YORK                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
| - <i>Intitulé du poste :</i>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           | Administratrice général                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
| - <i>Autres informations :</i>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Direction du service du conseil juridique en matière de droit international public dans des situations de conflit et d'après-conflit</li> <li>- Supervision du conseil juridique en matière de responsabilité pénale, y compris par rapport aux tribunaux pénaux internationaux et hybrides (Cour pénale internationale, Mécanisme international appelé à exercer les fonctions résiduelles des Tribunaux pénaux, Chambres extraordinaires au sein des tribunaux cambodgiens, Tribunal spécial résiduel pour la Sierra Leone)</li> <li>- Négociation d'accords et d'instruments internationaux, notamment pour l'établissement, le renouvellement et la fermeture de mécanismes internationaux de responsabilité pénale et de lutte contre la corruption.</li> <li>- Supervision de la préparation des dossiers, des mémoires et des plaidoiries des Nations Unies dans les procédures consultatives auprès de la Cour internationale de justice</li> <li>- Supervision juridique des messages du Secrétaire général et d'autres hauts fonctionnaires de l'ONU</li> <li>- Gestion du Bureau de la Conseillère juridique (y compris le budget et les ressources humaines)</li> </ul> |
| <b>04/2024 - 09/2024</b>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
| - <i>Employeur :</i>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   | ÉQUIPE D'ENQUÊTEURS À L'APPUI DE LA REDDITION DES COMPTES POUR LES CRIMES COMMIS PAR DA'ESH/ÉTAT ISLAMIQUE D'IRAQ ET DU LEVANT (UNITAD), NATIONS UNIES, BAGDAD                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |
| - <i>Intitulé du poste :</i>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           | Conseillère spéciale par intérim et Cheffe                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |
| - <i>Autres informations :</i>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |

- Responsable d'une équipe de 240 personnes et d'un budget d'environ 30 millions de dollars à un moment critique (fermeture de l'Équipe d'enquêteurs)
- Conclusion des enquêtes pénales relatives aux actes commis par l'EIL (Da'esh) en Iraq susceptibles de constituer des crimes de guerre, des crimes contre l'humanité et des crimes de génocide
- Evaluation des éléments de preuve de ces actes, tels que recueillis, préservés et conservés par UNITAD
- Supervision, révision et détermination de conclusions juridiques dans des rapports analytiques et dans les situations analysées, en vue de leur possible utilisation dans le cadre de procédures pénales équitables et indépendantes
- Dialogue avec les autorités irakiennes au niveau ministériel, la communauté diplomatique et d'autres parties prenantes
- Présentation de rapports écrits et oraux au Conseil de sécurité
- Élaboration et supervision de la mise en œuvre d'une nouvelle stratégie et d'une nouvelle feuille de route pour mettre en œuvre le mandat de l'équipe parallèlement à sa fermeture et à sa liquidation

**05/2021 - 11/2021**

- *Employeur :* DEPARTEMENT DES AFFAIRES JURIDIQUES, UNRWA, JERUSALEM
- *Intitulé du poste :* Directrice par intérim
- *Autres informations :*
  - Direction d'une équipe de 12 personnes chargée de fournir des conseils sur les questions relatives au droit international humanitaire, au droit international des droits de l'homme, au droit international des réfugiés, au droit international pénal et responsabilité pénale, aux privilèges et immunités, aux contrats, aux achats et à l'administration de la justice
  - Gestion de la situation d'urgence pendant et après le conflit armé de mai 2021
  - Gestion du département (y compris les ressources humaines et le budget)

**10/2015 - 03/2018**

- *Employeur :* BUREAU DE LA CONSEILLÈRE JURIDIQUE, BUREAU DES AFFAIRES JURIDIQUES, NATIONS UNIES, NEW YORK
- *Intitulé du poste :* Juriste hors-classe
- *Autres informations :*
  - Cheffe de l'équipe chargée des questions de justice et responsabilité pénale internationale (tribunaux pénaux internationaux, mécanismes non judiciaires de responsabilité pénale et autres mécanismes d'enquête), y compris la fermeture du TPIY et du TPIR, les fonctions résiduelles des tribunaux internationaux et la mise en place de l'IIM-Syrie, de l'UNITAD et de l'IIM-Myanmar
  - Négociation et mise en œuvre d'un code de déontologie pour les juges du Tribunal spécial pour le Liban
  - Cheffe de l'équipe chargée de la mise en œuvre de l'Accord régissant les relations entre la Cour pénale internationale et l'Organisation des Nations Unies, en particulier en ce qui concerne la coopération judiciaire

**03/2007 - 12/2011**

- *Employeur :* MINISTÈRE DE LA JUSTICE, MADRID
- *Intitulé du poste :* Conseillère du secrétaire d'État
- *Autres informations :*
  - Responsable des questions de droit international et de droit de l'Union européenne, notamment coopération judiciaire en matière pénale, crimes internationaux et transnationaux et droits humains
  - Experte du ministère pour les conférences et réunions internationales, notamment dans le domaine des droits humains (réunions des organes de traités des Nations Unies relatifs aux droits

humains) et du droit international pénal (conférences des Nations Unies en matière de justice pénale, traite des êtres humains, corruption)

- Point focal du ministère pour la coopération avec la société civile

#### 10/1999 - 02/2007

- *Employeur* : INSTITUTIONS UNIVERSITAIRES, FRANCE, ESPAGNE, ÉTATS-UNIS
- *Intitulé du poste* : Professeure et chercheuse
- *Autres informations* :
  - Enseignement et recherche en droit international public, y compris le droit international pénal (Licence, Master, formation de professionnels), dans des universités de différents pays, depuis 1999 (voir la liste ci-dessous)
  - Directrice et gestionnaire de projets de recherche internationaux sur le droit international public avec des chercheurs issus d'universités de différents pays, y compris dans le domaine du droit international pénal
  - Consultante internationale pour des organisations internationales, notamment le Conseil de l'Europe, la Commission européenne et le PNUD, sur des questions de droit international (par exemple, dispositions internationales relatives à la violence domestique et de genre, protection internationale des droits humains, état de droit)
  - Auteure d'ouvrages et d'articles sur un large éventail de questions de droit international public, publiés en anglais, en français et en espagnol (voir liste des publications)

#### 01/2012 - 09/2015

- *Employeur* : Université Complutense de Madrid, Espagne
- *Intitulé du poste* : Chercheuse Ramón y Cajal spécialisée en Droit International Public, Madrid

#### 09/2006 - 06/2015

- *Employeur* : Institut d'études politiques de Paris (Sciences-Po), France  
Institut d'entreprise, Espagne  
Centre supérieur d'études de la défense nationale, ministère de la Défense, Espagne  
Université autonome de Madrid, Espagne
- *Intitulé du poste* : Professeure adjointe, Madrid et Paris

#### 09/2005 - 03/2007

- *Employeur* : Université de Cergy-Pontoise, France
- *Intitulé du poste* : Maître de conférences en droit international public, Paris

#### 09/2004 - 06/2005

- *Employeur* : Faculté de droit de l'Université de New York (NYU), États-Unis
- *Intitulé du poste* : Chercheuse internationale, New York

#### 10/1999 - 08/2004

- *Employeur* : Université Paris 1 (Panthéon-Sorbonne), France
- *Intitulé du poste* : Allocataire de recherche et attachée temporaire d'enseignement et de recherche, Paris

**AUTRES ACTIVITES PROFESSIONNELLES PERTINENTES :**

- *Veillez cliquer sur le signe « + » en bas à droite pour ajouter d'autres entrées*

**01/2014 - 09/2015**

- *Activité :* Directrice d'un programme de recherche de la Commission européenne sur les droits des détenus (Commission européenne, Direction générale de la justice)

**01/2012 - 09/2015**

- *Activité :* Consultante internationale pour des projets du Conseil de l'Europe : consultante pour la formation de magistrats roumains en matière de violence à l'égard des femmes (2025) ; consultante pour l'examen de la législation tunisienne en matière de prévention et de lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique (2014) ; consultante pour l'examen du degré de conformité de la législation marocaine avec la Convention sur la prévention et la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique (2013)

**04/2015**

- *Activité :* Consultante dans le cadre du projet de l'Union européenne sur la protection internationale des droits de l'homme (application au Maroc)

**04/2009**

- *Activité :* Consultante internationale du PNUD en matière d'état de droit dans le secteur de la sécurité

**01/2005 - 01/2008**

- *Activité :* Directrice et gestionnaire d'un projet de recherche sur le terrorisme international et les nouvelles menaces contre la paix et la sécurité internationale financé par l'Agence nationale de recherche française ; formation de hauts fonctionnaires de pays en développement en matière de droits humains, dans le cadre de la lutte contre le terrorisme

**01/2000 - 09/2015**

- *Activité :*
  - Coordinatrice de la chronique de jurisprudence espagnole en matière de droit international public, Revista Española de Derecho Internacional, 2011-2013
  - Commentaires dans la chronique de jurisprudence espagnole en matière de droit international public, Revista Española de Derecho Internacional (REDI 2012/1, 2012/2, 2013/1 et 2013/2)
  - Commentaires sur les arrêts de la Cour de justice de l'Union européenne, Revue Trimestrielle de Droit Européen (RTDE, janvier-mars 2013, janvier-mars 2014, janvier-mars 2015)
  - Commentaires sur les arrêts de la Cour européenne des droits de l'homme, Journal du Droit International
  - Recensions, Annuaire français de droit international, Revista Española de Derecho Internacional et Revista Electrónica de Estudios Internacionales

**PUBLICATIONS LES PLUS PERTINENTES****OUVRAGES**

1. Force, ONU et organisations régionales : Répartition des responsabilités en matière coercitive, Bruylant, coll. Droit international, Bruxelles, 2012, 518 pages.
2. La compétence universelle en matière de crimes contre l'humanité, Bruylant, Bruxelles, 2003, VII + 178 pages.

**ARTICLES, CHAPITRES DE LIVRES**

1. « La rénovation et la revitalisation de l'Assemblée générale des Nations Unies : interactions avec le Secrétariat des Nations Unies », dans L'Assemblée générale des Nations Unies : entre continuité et rénovation (L'Assemblée générale des Nations Unies ; entre continuité et rénovation) : Colloque de Toulouse de la

- Société Française pour le Droit International et de l'Association Espagnole des Professeurs de Droit International et de Relations Internationales, Pedone, Paris, 2025 (en cours d'impression)
2. Commentaire sur l'« Article 9 », dans Vienna Conventions on the Law of Treaties: A Commentary, Oxford University Press, 2025 (sous presse) [en collaboration avec le professeur Maurice Kamto]
  3. « The UN75 Declaration, Our Common Agenda and the Development of International Law », International Review of the Red Cross, 2022, vol. 104, n° 920/921, pp. 2170-2181
  4. « Preventing and Combating Domestic Violence against Women. A learning resource for training law enforcement and justice officers », Conseil de l'Europe, janvier 2016, <https://rm.coe.int/16806ee727>
  5. « À propos de « La décision de l'OUA de ne plus respecter les sanctions décrétées par l'ONU contre la Libye : désobéissance civile des États africains à l'égard de l'ONU » de Kalala Tshibangu (1999-II) : Universalisme et régionalisme : le retour des révoltes régionales », Revue belge de droit international, 2015/1-2, pp. 325-334
  6. « Delito de piratería », dans Memento Práctico Francis Lefebvre, Éditions Francis Lefebvre, Madrid, 2015, pp. 1887-1890
  7. « Transnational Corruption », Oxford Bibliographies in International Law, Oxford University Press, New York, 2014 [<http://oxfordbibliographies.com>]
  8. « Les Nations Unies et la lutte contre la corruption », dans Regards croisés sur les Nations Unies, Pedone, Paris, 2014, pp. 149-162
  9. « La lutte contre le terrorisme en Espagne : des instruments internationaux au service des intérêts nationaux », dans La lutte contre le terrorisme dans le droit et la jurisprudence de l'Union européenne, Lextenso éditions, Paris, 2014, pp. 429-445
  10. « L'identification de l'organisation internationale et la protection de ses signes distinctifs », dans Droit des organisations internationales (Lagrange, Evelyne, éd.), Lextenso éditions, Paris, 2013, pp. 657-665
  11. « La protection des victimes dans l'Union européenne : l'ordonnance européenne de protection », Revista Española de Derecho Europeo, n° 46/2013, pp. 9-28
  12. « Le Sahara occidental face à la compétence universelle en Espagne », dans Sahara occidental. Quels recours juridictionnels ont les peuples sous domination étrangère ? (Chapaux, Vincent, éd.), Bruylant, Bruxelles, 2010, pp. 61-74
  13. « Delitos contra la comunidad internacional » (Crimes contre la communauté internationale), dans Memento Experto Reforma Penal 2010, Éditions Francis Lefebvre, Madrid, 2010, pp. 619-630
  14. « Le rôle des organisations européennes dans la lutte contre le financement du terrorisme », dans La lutte contre le financement du terrorisme : perspective transatlantique (Sorel, Jean-Marc, éd.), Bruylant, Bruxelles, 2010, pp. 79-92
  15. « La lutte contre le terrorisme : instruments et institutions », dans Juger dans l'État de droit (Hennebel, Ludovic et Vandermeersch, Damien, éd.), Bruylant, Bruxelles, 2009, pp. 263-350
  16. « L'extradition et l'entraide judiciaire », dans Juger dans l'État de droit (Hennebel, Ludovic et Vandermeersch, Damien, éd.), Bruylant, Bruxelles, 2009, pp. 405-476
  17. « Les mécanismes de contrôle du respect des obligations prévues par le protocole de Kyoto », dans Le régime international sur le changement climatique dans le droit international et communautaire : difficultés d'application et synergies normatives (Remiro Brotons, Antonio et Fernández Egea, Rosa, éd.), Fondation BBVA, Madrid, 2009, pp. 61-85
  18. Petit Manuel de la jurisprudence de la Cour internationale de justice, (Pierre-Michel Eisemann, Vincent Coussirat-Coustère et Photini Pazartzis, éd.) Pedone, Paris, 2008, 5e édition, XVI + 1008 p., [co-auteure]
  19. « Réforme des Nations Unies et rôle des organisations régionales dans le maintien de la paix », dans La ONU y el Mantenimiento de la Paz en el siglo XXI. Entre la adaptación y la reforma de la Carta, Tirant lo Blanch, Valence, 2008, pp. 433-464
  20. « Le rôle du secteur privé dans le mécanisme de contrôle du protocole de Kyoto », dans L'observance : quel contrôle de l'application du Protocole de Kyoto sur les gaz à effet de serre ? (Sandrine Maljean-Dubois, éd.), Bruylant, Bruxelles, 2007, pp. 90-107

21. « Le mécanisme d'observance du Protocole de Kyoto au regard des mécanismes de contrôle du Comité des droits de l'homme », dans L'observance : quel contrôle de l'application du Protocole de Kyoto sur les gaz à effet de serre ? (Sandrine Maljean-Dubois, éd.), Bruylant, Bruxelles, 2007, pp. 294-311
22. « Le régime applicable à l'emblème des organisations internationales », Annuaire Français de Droit International, 2007, pp. 515-534
23. « Le domaine de la sécurité collective : entre anarchie et fiction », dans Mélanges en l'honneur de Jean Salmon, Bruylant, Bruxelles, 2007, pp. 553-575
24. « Collective Security and the International Enforcement of International Law: French and American Perspectives », French and American Perspectives Symposium, Maine Law Review, vol. 58, n° 2, 2006, p. 543-564
25. « Le mécanisme d'observance du protocole de Kyoto : un mécanisme de contrôle dur au sein d'un instrument flexible », <http://www.esil-sedi.org/english/pdf/PeyroLlopis.PDF>
26. « La place du droit international dans la jurisprudence récente de la Cour suprême des États-Unis », Revue générale de droit international public, 2005, n° 3, pp. 609-642
27. « Après Avena : l'exécution par les États-Unis de l'arrêt de la Cour internationale de Justice », Annuaire Français de Droit International, 2005, pp. 140-161
28. « The Place of International Law in Recent Supreme Court Decisions », Global Law Working Paper, Faculté de droit de l'Université de New York, 2004, 53 p., [http://www.nyulawglobal.org/workingpapers/GLWP\\_0405.htm](http://www.nyulawglobal.org/workingpapers/GLWP_0405.htm)

#### SEMINAIRES ET CONFERENCES LES PLUS PERTINENTES

##### **Droit International Public Général :**

- Droit International Public, Université Paris 1 (Panthéon-Sorbonne), France (2002-2004)
- Droit International Public, Sciences-Po, Paris, France (2005-2007)
- Relations Internationales, Sciences-Po, Paris, France (2007-2008)
- Droit International Public, Université de Cergy-Pontoise, France (2005-2007)
- Droit International Public, Université autonome de Madrid, Espagne (2009-2011)
- Droit International Public, Université Complutense de Madrid, Espagne (2013-2015)
- Colloque d'ouverture des Journées du Droit International (International Law Weekend), Discours inaugural, Branche américaine de l'Association de droit international, États-Unis (2025)

##### **Droit International Humanitaire, droit international des droits de l'homme, violence à l'égard des femmes, responsabilité pour les crimes internationaux :**

- Droit International Humanitaire, Centre supérieur d'études de la défense nationale, ministère espagnol de la Défense, Espagne (2012-2015)
- Droit International Humanitaire, Université Complutense de Madrid, Espagne (2013-2015)
- Violence à l'égard des femmes, Conseil de l'Europe et magistrature roumaine, Roumanie (2015)
- Violence à l'égard des femmes, Coopération espagnole, Maroc (2009-2011)
- Protection internationale des droits de l'homme, Coopération espagnole, Maroc (2015)
- Mécanismes non judiciaires de responsabilité pénale, Université Columbia, New York, États-Unis (2018-2025)
- Lutte contre le terrorisme : instruments et institutions, Réseau international des droits de l'homme, Maroc (2007)
- Extradition et coopération judiciaire, Réseau international des droits de l'homme, Maroc (2007)

| <b>APPARTENANCE A DES ASSOCIATIONS PROFESSIONNELLES</b>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p><b>Association espagnole des professeurs de droit international et de relations internationales.</b></p> <p>Membre de sociétés professionnelles scientifiques (avant son incorporation à l'ONU) : American Society of International Law, Société européenne de droit international et Société française pour le droit international ; membre du comité de rédaction de la Revista General de Derecho Europeo et du comité scientifique de la Revue belge de droit international ; collaboratrice de la Revue québécoise de droit international et de la Revista para el análisis del derecho.</p>                                                                                                                                                                                                                                      |
| <b>DISTINCTIONS REÇUES</b>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |
| <p>Bourse de la Commission européenne, Direction générale de la justice ; directrice de recherche sur les droits des détenus, 2014-2016</p> <p>Prix Suzanne Bastid à la meilleure thèse de doctorat en droit international public en langue française, Société française pour le droit international, 2005</p> <p>Prix extraordinaire de doctorat, Université Jaume I, 2005</p> <p>Bourse Fulbright, Commission franco-américaine, États-Unis, 2004</p> <p>Bourse de recherche Global Crystal Eastman, Faculté de droit Hauser, Université de New York (NYU), États-Unis, 2004</p> <p>Bourse du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, France, 2002</p> <p>Bourse de l'Académie des sciences morales et politiques, France, 2001</p> <p>Bourses du gouvernement français et de la Fondation La Caixa, France, 1998</p> |
| <b>INTÉRÊTS PERSONNELS</b>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |
| <p>Littérature, musique, sports</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |
| <b>DIVERS</b>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |

## 12. SEYE, Abdoulaye (République du Sénégal)

[Original: français]

### Note verbale

L'ambassade du Sénégal présente ses compliments au Secrétariat de l'Assemblée des États Parties au Statut de Rome et a l'honneur de l'informer que le Gouvernement du Sénégal a pris la décision de porter la candidature de Monsieur Abdoulaye SEYE, actuellement Substitut du Procureur de la Cour pénale internationale, au poste de juge de ladite Cour, dont les élections sont prévues en décembre 2026 à New York.

L'ambassade prie le Secrétariat de bien vouloir trouver, en annexe, le formulaire dûment rempli ainsi que le curriculum vitae Monsieur SEYE.

En outre, l'ambassade souligne que ladite candidature a été retenue au terme d'un processus de sélection nationale, au regard des hautes qualités morales, intellectuelles et de probité, ainsi que de l'expérience professionnelle de Monsieur Seye au sein des juridictions pénales internationales.

### Exposé des qualifications

*La République du Sénégal présente la candidature de Monsieur Abdoulaye Seye (M. Seye) au poste de juge à la Cour pénale internationale (CPI) et lui apportera tout son appui dans le cadre des élections prévues au cours de la 25<sup>ème</sup> session de l'Assemblée des États parties au Statut de Rome, qui se tiendra du 7 au 17 décembre 2026 à New York.*

La présente déclaration est soumise à cet effet, conformément à l'article 36, paragraphe 4, alinéa a) du Statut de Rome de la Cour pénale internationale (CPI) et au paragraphe 6 de la résolution de l'Assemblée des États parties sur les modalités de présentation des candidatures et d'élection des juges, de procureur et de procureurs adjoints de la Cour pénale internationale (ICC-ASP/3/Res.6, telle que modifiée).

#### 1. Qualités requises à l'article 36, paragraphe 3, alinéa a) du Statut de Rome

M. Seye présente les qualités requises à l'article 36, paragraphe 3, alinéa a) du Statut de Rome.

- Il jouit d'une haute considération morale, est connu pour son impartialité et son intégrité, et est en outre plébiscité pour sa probité, ses compétences et son excellence professionnelles. Il a démontré ces qualités requises pour exercer les plus hautes fonctions judiciaires au Sénégal et les fonctions de juge à la CPI, y compris pendant plus de 25 ans de carrière dans la protection et la promotion des droits de l'homme et en tant que praticien devant les juridictions internationales.
- Il jouit d'une grande estime de la part de ses collègues et pairs au niveau des tribunaux internationaux et au-delà, ainsi que de nombre de magistrats sénégalais et d'autres pays. Il est sollicité par d'importantes personnalités pour ses conseils et ses contributions, et il jouit d'une excellente réputation acquise grâce à ses qualités personnelles, son leadership et son éthique de travail, son dévouement sans faille à la cause de toutes les victimes de violations des droits de l'homme et de crimes internationaux, ainsi que sa connaissance pratique et approfondie de la jurisprudence et du fonctionnement des tribunaux internationaux, y compris la CPI.

#### 2. Compétence reconnue et expérience pratique du droit pénal et de la procédure pénale, article 36, paragraphe 3, alinéas a) et b) du Statut de Rome

M. Seye a une compétence reconnue et une expérience avérée dans les domaines du droit pénal et de la procédure pénale devant les juridictions internationales, des enquêtes complexes et des poursuites des crimes internationaux, ainsi qu'en matière de protection et de promotion des droits de l'homme.

- Il a exercé devant le Tribunal pénal international pour le Rwanda (TPIR, 2001-2013), la CPI (depuis 2013), et le Mécanisme international appelé à exercer les fonctions résiduelles des tribunaux pénaux (MICT, August 2020-March 2021), développant au cours des 25 dernières années une expertise reconnue

des stratégies et techniques d'enquête, des procédures, des procès et des appels devant les juridictions internationales.

- Il est actuellement substitut du procureur à la CPI, où il a développé et démontré ces 13 dernières années une connaissance approfondie du Statut de Rome et des règles de procédure, des enquêtes, ainsi que des défis de fonctionnement de la Cour.
- Il est le chef des équipes unifiées sur la situation dans l'Etat de Palestine, et il a mené avec détermination et succès les enquêtes complexes et sensibles qui ont abouti à l'émission de mandats d'arrêt dans cette situation. Il a eu des responsabilités dans d'autres situations, y compris des enquêtes ayant abouti à des procès devant la CPI, notamment dans la situation au Mali.
- Il a dirigé, en 2020-2021, l'équipe multidisciplinaire spéciale mise en place par le procureur du MICT, en charge de l'enquête et du contentieux préalable au procès concernant Félicien Kabuga, le financier et cerveau du génocide rwandais de 1994.
- Il a exercé 12 ans au TPIR, où il a eu à travailler sur des procès pour crime de génocide, crimes de guerre et crimes contre l'humanité (ex. *Bagosora et al.*, *Semanza*) et des procès pour corruption de témoin et outrage (ex. *GAA*, *Nshogoza*). Il y a également coordonné et/ou dirigé en tant qu'avocat général principal près la Chambre d'appel plusieurs affaires contre de hauts responsables politiques et militaires, comme par exemple les deux généraux et chefs d'état-major de l'armée et de la gendarmerie rwandaises (*Ndindiliyimana et al.*), le maire de la capitale rwandaise (*Col. Renzaho*), ou encore l'officier supérieur responsable du meurtre de la reine des tutsies (*Capt. Nizeyimana*), pour leurs crimes commis pendant le génocide de 1994.
- Il est régulièrement sollicité pour participer à des conférences et il a dispensé plusieurs formations sur les enquêtes et les poursuites des crimes internationaux à des juges, procureurs, et officiers de police judiciaire dans plusieurs pays, africains en particulier. Ses modules sont utilisés par des praticiens de ces pays, et dans le cadre de formations similaires.
- Il a une vaste expérience des rencontres de haut-niveau dans le cadre des Nations-Unies et de la coopération pénale, ainsi que des engagements avec les organisations non-gouvernementales/société civile essentielles dans les enquêtes et les poursuites des crimes internationaux.
- Il a également une expérience de la protection et la promotion des droits de l'homme, notamment dans le cadre des opérations de maintien de la paix des Nations Unies et des forums diplomatiques internationaux de haut niveau, notamment au Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme.

**3. Un choix tenant compte des considérations prévues à l'article 36, paragraphes 3 alinéa c), 5, 7, et 8 alinéa a) du Statut de Rome**

M. Seye est désigné dans la liste B et au sein du Groupe des États d'Afrique (articles 36, paragraphes 5, alinéa ii), 8).

- Il est un candidat masculin, de nationalité sénégalaise et ne possède aucune autre nationalité (article 36, paragraphes 7, 8 alinéa a) (ii)(iii)).
- Il exerce depuis plus de 25 ans dans le cadre du système hybride des tribunaux pénaux internationaux et maîtrise parfaitement l'équilibre entre les différents systèmes juridiques, nécessaire pour assurer l'efficacité et l'équité des procédures devant la CPI (article 36, paragraphe 8, alinéa a) (i)).

M. Seye travaille parfaitement en français et en anglais – les deux langues de travail de la CPI – et fait des soumissions orales et écrites dans les deux langues (article 36, paragraphe 3, alinéa c)).

**4. Domaines d'expertise spécifique testés dans le cadre d'enquêtes et de procès devant les juridictions internationales, article 36, paragraphe 8 alinéa b)**

M. Seye a une compétence et une expérience avérées dans des domaines variés du droit pénal et de la procédure pénale, y compris sur des questions spécialisées (article 36, paragraphe 8, alinéa b)).

- Il a une longue expérience pratique du droit pénal international et de la procédure pénale internationale, ainsi que du fonctionnement des juridictions internationales, ayant exercé sans interruption devant ceux-ci pendant plus de 25 ans, dont 13 ans à la CPI.
- Il a mené des enquêtes dans des situations très complexes et politiquement sensibles, et participé à des procès et appels contre plusieurs leaders politiques, militaires et civils pour crime de génocide, crimes de guerre, et crimes contre l'humanité.

- Il a personnellement auditionné des dizaines de témoins vulnérables, y compris des enfants et des victimes de crimes sexuels, crimes liés au genre et autres crimes et violations traumatisantes dans plusieurs situations. Il a acquis une expérience, développé et appliqué dans ce contexte des stratégies et des mesures de protection des témoins et des victimes, essentielles dans les enquêtes dans des situations à haut risque et dans la lutte contre l'impunité des auteurs des crimes internationaux.
- Il a mené des enquêtes et/ou plaider des affaires impliquant des crimes sexuels, des crimes basés sur le genre, et des crimes contre ou affectant les enfants commis notamment au Rwanda, au Mali, ou en Israël et en Palestine. Il a dispensé plusieurs formations sur ces questions spécialisées dans plusieurs pays, y compris sur « Le traitement spécifique des crimes sexuels et basées sur le genre en droit international pénal » et « Le traitement spécifique des crimes portant sur les mineurs en droit international pénal ».
- Il a dispensé plusieurs autres formations sur des thèmes comme : « Les crimes de guerre : sources et définition » ; « Défis dans la phase d'enquête/d'instruction des crimes de guerre » ; « Les Modes de participation en droit international pénal » ; « La responsabilité du supérieur hiérarchique (civil et militaire) » ; ou encore « La documentation, les enquêtes et l'administration de la preuve en matière de crimes internationaux ».
- Il a enquêté sur des cas d'intimidation et de corruption de témoins, rédigé les actes d'accusation y afférant, et présenté et défendu les charges retenues au procès et en appel.

#### 5. Procédure de sélection et de présentation de la candidature, article 36(4)(a)(ii)

Conformément aux dispositions de l'article 36 du Statut de Rome, les candidats à un siège de juge de la Cour Pénale Internationale (CPI) peuvent être présentés par tout Etat partie « (i) selon la procédure de présentation de candidatures aux plus hautes fonctions judiciaires dans l'Etat en question ou ; (ii) selon la procédure de présentation de candidatures à la Cour internationale de justice prévue dans le statut de celle-ci ».

Le Sénégal a retenu la première option, en vertu de laquelle les candidats Sénégalais sont désignés selon la procédure de présentation de candidatures aux plus hautes fonctions judiciaires au Sénégal.

Pour la désignation du candidat Sénégalais, en vue des élections devant se tenir lors de la prochaine session de l'Assemblée des Etats Parties (AEP) en décembre 2026, le Ministère de la justice a diffusé un appel public à candidatures et mis en place un comité national de candidature composé des Représentants des Ministères en charge des Affaires étrangères, de la Justice, de l'Intérieur et d'Universitaires. Ledit comité a reçu 08 dossiers de candidature.

Au terme d'un processus de sélection, celle de Monsieur Abdoulaye Seye, Substitut du Procureur à la CPI, a été retenue au regard de ses hautes qualités morales et intellectuelles, de sa probité, et de son expérience professionnelle au sein des juridictions pénales internationales.

Ladite candidature a ensuite été transmise au Secrétariat de l'Assemblée des Etats parties par le Gouvernement du Sénégal par l'entremise de notre Représentation diplomatique à La Haye

#### 6. Engagement et disponibilité pour des entretiens

M. Seye s'engage à se mettre à la disposition de la commission consultative pour l'examen des candidatures au poste de juge, pour des entretiens en présentielle, par vidéoconférence ou par des moyens similaires, ainsi qu'au cours d'éventuelles tables rondes publiques.

#### Curriculum vitae

|                          |           |
|--------------------------|-----------|
| <b>Nom de famille :</b>  | SEYE      |
| <b>PRÉNOM :</b>          | Abdoulaye |
| <b>DEUXIÈME PRÉNOM :</b> |           |
| <b>SEXE :</b>            | Homme     |

|                                                                                                                                                                                                                                                     |                                       |                                    |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------|------------------------------------|
| <b>DATE DE NAISSANCE :</b>                                                                                                                                                                                                                          | 9 mai 1967                            |                                    |
| <b>NATIONALITÉ :</b>                                                                                                                                                                                                                                | Sénégalaise                           |                                    |
| <b>CRITÈRES RÉGIONAUX :</b>                                                                                                                                                                                                                         | Afrique                               |                                    |
| <b>SECONDE NATIONALITE : (LE CAS ECHEANT)</b>                                                                                                                                                                                                       |                                       |                                    |
| <b>ÉTAT CIVIL :</b>                                                                                                                                                                                                                                 | Marié                                 |                                    |
| <b>LISTE A/LISTE B :</b>                                                                                                                                                                                                                            | Liste B                               |                                    |
| <b>LANGUES</b>                                                                                                                                                                                                                                      | <b>Langue maternelle : Wolof</b>      |                                    |
| - ANGLAIS                                                                                                                                                                                                                                           | (à l'écrit) Confirmé                  | (à l'oral) Confirmé                |
| - FRANÇAIS                                                                                                                                                                                                                                          | (à l'écrit) Confirmé                  | (à l'oral) Confirmé                |
| - AUTRES                                                                                                                                                                                                                                            | Portugais : (à l'écrit) Débutant      | (à l'oral) Débutant                |
|                                                                                                                                                                                                                                                     | : (à l'écrit) Veuillez sélectionner>> | (à l'oral) Veuillez sélectionner>> |
|                                                                                                                                                                                                                                                     | : (à l'écrit) Veuillez sélectionner>> | (à l'oral) Veuillez sélectionner>> |
|                                                                                                                                                                                                                                                     | : (à l'écrit) Veuillez sélectionner>> | (à l'oral) Veuillez sélectionner>> |
| <b>QUALIFICATIONS ACADEMIQUES : Date, établissement, diplôme(s) obtenu(s) (en commençant par le plus récent)</b><br><i>- Veuillez cliquer sur le signe « + » en bas à droite pour ajouter d'autres entrées</i>                                      |                                       |                                    |
| <b>10/1992 - 12/1992</b><br><ul style="list-style-type: none"> <li>- Institution: University of Paris 1 Panthéon-Sorbonne</li> <li>- Diplôme(s) obtenu(s): Diplôme d'Etudes Approfondies (DEA)</li> </ul>                                           |                                       |                                    |
| <b>10/1991 - 06/1991</b><br><ul style="list-style-type: none"> <li>- Institution: University of Paris 1 Panthéon-Sorbonne</li> <li>- Diplôme(s) obtenu(s): Maîtrise</li> </ul>                                                                      |                                       |                                    |
| <b>10/1990 - 06/1991</b><br><ul style="list-style-type: none"> <li>- Institution: University of Paris 1 Panthéon-Sorbonne</li> <li>- Diplôme(s) obtenu(s): License en droit</li> </ul>                                                              |                                       |                                    |
| <b>10/1988 - 06/1990</b><br><ul style="list-style-type: none"> <li>- Institution: University of Paris 1 Panthéon-Sorbonne</li> <li>- Diplôme(s) obtenu(s): Diplôme d'Etudes Universitaires Générales (DEUG)</li> </ul>                              |                                       |                                    |
| <b>10/2012 - 10/2012</b><br><ul style="list-style-type: none"> <li>- Institution: Justice Rapid Response &amp; Institute for International Criminal Investigations</li> <li>- Diplôme(s) obtenu(s): Certification - International Expert</li> </ul> |                                       |                                    |
| <b>10/2012 - 10/2012</b><br><ul style="list-style-type: none"> <li>- Institution: United Nations Training Programme</li> <li>- Diplôme(s) obtenu(s): Certificate on Performance Management and Communication in Difficult Situations</li> </ul>     |                                       |                                    |
| <b>05/2011 - 05/2011</b><br><ul style="list-style-type: none"> <li>- Institution: United Nations Training Programme</li> <li>- Diplôme(s) obtenu(s): Certificate on Management and Supervisory Skills</li> </ul>                                    |                                       |                                    |

**10/2008 - 11/2008**

- *Institution:* United Nations Training Programme
- *Diplôme(s) obtenu(s):* Certificate in Team Building, Trust & Communication Skills

**01/2006 - 01/2006**

- *Institution:* ICTR/ICTY/ICC Training Programme
- *Diplôme(s) obtenu(s):* Certificate Appellate Advocacy

**07/2005 - 07/2005**

- *Institution:* United Nations Training-ICTR
- *Diplôme(s) obtenu(s):* Certificate Trial Advocacy

**01/2005 - 01/2005**

- *Institution:* ICTR/ICTY- Sherman & Sterling Training Programme
- *Diplôme(s) obtenu(s):* Certificate Appellate Advocacy

**09/1987 - 06/1988**

- *Institution:* Lycée Albert Schweitzer, Le Raincy
- *Diplôme(s) obtenu(s):* Baccalauréat

**EXPERIENCE PROFESSIONNELLE :** : *Date, employeur, intitulé du poste, autres informations (en commençant par le plus récent)*

- *Veillez cliquer sur le signe « + » en bas à droite pour ajouter d'autres entrées*

- *Veillez indiquer la pertinence de l'expérience par rapport à la candidature présentée sous la liste A ou B, le cas échéant*

**02/2022 - Présent**

- *Employeur :* Cour Pénale Internationale
- *Intitulé du poste :* Chef des Equipes Unifiées/Substitut Senior
- *Autres informations :* Rapportant au Procureur, au Procureur adjoint et/ou Substitut Principal

Leadership et responsabilité dans le management et la coordination d'une équipe unifiée chargée de l'enquête et des poursuites dans un pays de situation, y compris la direction et la gestion des stratégies et activités d'enquête.

Travailler en étroite collaboration avec le procureur/procureurs adjoints et la direction générale du Bureau du Procureur, et fournir des conseils stratégiques et des positions sur les questions juridiques, de preuve, de gestion et opérationnelles relatives aux enquêtes, à la sélection des affaires et aux litiges connexes.

Élaborer une stratégie et exécuter un plan d'enquête, de poursuites et de coopération, garantissant des enquêtes efficaces, y compris sur les crimes sexuels, les crimes liés au genre, et les crimes contre les enfants, et donnant les orientations et les conseils nécessaires pour une haute qualité des preuves et des soumissions.

Diriger la collecte de preuves sensibles et complexes sur le terrain, y compris les auditions de témoins et victimes de haut niveau et vulnérables, ainsi que des complices ou suspects dans un environnement à haut risque.

Gérer et superviser le travail des membres de l'équipe unifiée, définir les rôles et les responsabilités au sein de l'équipe, en assurant une répartition efficace, cohérente et équitable des tâches pour atteindre les objectifs.

|                                |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |
|--------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
|                                | <p>Assurer le respect du cadre légal de la CPI, de l'orientation stratégique du Bureau du Procureur, des politiques et des procédures opérationnelles standard, et de tous les codes de conduite pertinents.</p> <p>Travailler en étroite coordination avec les chefs d'autres équipes unifiées et les collègues des autres sections du Bureau du Procureur et de la Cour.</p> <p>Montrer l'exemple en favorisant une gouvernance et une culture de travail positives dans le fonctionnement de l'équipe et dans l'administration globale du Bureau du Procureur.</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
| <b>08/2020 - 03/2021</b>       |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |
| - <i>Employeur :</i>           | Mécanisme international appelé à exercer les fonctions résiduelles des tribunaux pénaux (MICT)                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |
| - <i>Intitulé du poste :</i>   | Chef d'équipe et substitut du procureur - contentieux préalable au procès                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
| - <i>Autres informations :</i> | Prêté par la CPI                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |
|                                | <p>Avocat principal de la mise en état et chef d'une équipe intégrée d'avocats, d'enquêteurs, d'analystes, d'interprètes et d'autres membres du personnel de soutien en charge du dossier de Félicien Kabuga.</p> <p>Assuré l'examen efficace et coordonné des volumineux dossiers Kabuga et des affaires pertinentes du TPIR par rapport à l'acte d'accusation opérationnel, et identifié les points forts et les lacunes factuelles et légales.</p> <p>Préparé et supervisé la mise en œuvre de plans d'enquête, d'analyse, de collecte et de coopération, en vue de rationaliser l'affaire Kabuga et d'assurer la modification opportune de l'acte d'accusation de Kabuga, y compris en ajoutant des crimes sexuels.</p> <p>Préparé des points de discussion, conçu des modèles et fourni des conseils stratégiques et juridiques pour les entretiens, afin d'harmoniser les méthodes de travail, y compris pour les auditions de suspects et des nouvelles victimes SGBC, l'enregistrement des nouvelles preuves et d'autres activités d'enquête.</p> <p>Dirigé les engagements et échanges de l'équipe avec les autorités locales (ministères, procureur général) et d'autres parties prenantes externes.</p> <p>Priorisé la répartition de la charge de travail en fonction de l'urgence des pistes d'enquête identifiées, des délais de soumission d'un nouvel acte d'accusation modifié et des diverses restrictions associées à la pandémie de COVID.</p> <p>Supervisé la délivrance rapide et efficace de toutes les tâches.</p> <p>Informé régulièrement le Procureur des progrès et des perspectives pour atteindre les objectifs convenus.</p> <p>Assuré la liaison avec le Procureur et les collègues sénior basés à La Haye dans le traitement de questions spécifiques, de projets communs et de politiques à l'échelle du Bureau.</p> |
| <b>11/2013 - 02/2022</b>       |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |
| - <i>Employeur :</i>           | Cour pénale internationale                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
| - <i>Intitulé du poste :</i>   | Enquêteur sénior/Chef d'équipe                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |
| - <i>Autres informations :</i> |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |

Participé à la direction et la gestion d'équipes intégrées d'avocats, d'enquêteurs et d'analystes, impliqués dans la conception et la mise en œuvre de la stratégie du Procureur en matière d'examen préliminaires, d'enquêtes et de poursuites dans des pays spécifiques de situation.

Leader dans l'élaboration et l'exécution des plans d'enquête, des plans de collecte et des plans d'analyse, ainsi que dans les soumissions devant le tribunal.

Dirigé la collection de preuves sensibles et complexes, y compris des entretiens avec des témoins et des victimes vulnérables, ainsi que des suspects dans des environnements à haut risque.

Développé et contribué au développement de théories et d'hypothèses basées sur une évaluation professionnelle des preuves disponibles et des standards juridiques.

Rédigé, participé à la rédaction et/ou révisé des projets relatifs à plusieurs demandes de mandat d'arrêt, des actes d'accusations, et d'autres mémoires et soumissions de l'accusation.

Participé à la gestion et le fonctionnement des divisions d'enquête et de poursuites, y compris l'élaboration et la mise en œuvre de procédures opérationnelles standard (SOP), de priorités et d'objectifs stratégiques.

Mettre en place des réseaux solides et des relations de travail efficaces avec les parties prenantes des pays en situation et d'autres pays concernés.

#### 04/2012 – 08/2013

- *Employeur :*
- *Intitulé du poste :*
- *Autres informations :*

Tribunal pénal international pour le Rwanda (TPIR)

Avocat général principal des appels

Dirigé les équipes et défendu les positions du procureur dans des affaires sensibles et de haut niveau devant la Chambre d'appel (ex. Général Ndindiliyimana et al.).

Informé le Procureur et le directeur de la Division des appels et des conseils juridiques (ALAD) des progrès et des perspectives de succès dans les affaires qui m'ont été confiées (et de l'équipe formée pour chacune de ces affaires).

Donné au Procureur et aux équipes des conseils et des avis juridiques et stratégiques faisant autorité sur des questions de droit comparé et de jurisprudence.

Fourni en temps opportun des conseils juridiques et stratégiques (i) au Procureur sur l'opportunité d'interjeter appel contre des jugements définitifs de première instance et (ii) aux équipes de procès sur des décisions interlocutoires.

Dirigé des équipes d'avocats en charge de plusieurs contentieux en appel sur des dossiers placés sous ma responsabilité directe, respectant les plus hauts standards de plaidoirie écrite et orale.

Supervisé la préparation et la soumission de rapports de préparation à la phase d'appel, l'examen des décisions et l'identification de motifs d'appel potentiels.

|                                                                                                                                                                                      |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
|                                                                                                                                                                                      | <p>Supervisé les membres du personnel et dirigé la rédaction et le dépôt en temps opportun des avis juridiques, des actes d'appel, des demandes de certification d'appel, des requêtes préalables à l'appel et des mémoires en appel.</p> <p>Organisé et/ou participé en tant que membre du corps professoral à des formations de l'ALAD et à des séminaires externes de renforcement des capacités.</p> <p>Dirigé l'équipe chargée des demandes révision.</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |
| <p><b>02/2007 - 02/2012</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- <i>Employeur :</i></li> <li>- <i>Intitulé du poste :</i></li> <li>- <i>Autres informations :</i></li> </ul> | <p>Tribunal pénal international pour le Rwanda (TPIR)</p> <p>Avocat général des appels</p> <p>Participé au, ou dirigé et/ou coordonné le contentieux dans plusieurs affaires en appel (ex. Nahimana et al., Renzaho, Kanyarukiga, Karera, etc.).</p> <p>Supervisé, rédigé et/ou participé à la rédaction et au dépôt en temps opportun d'avis juridiques, d'actes d'appel, de demandes de certification en appel, de requêtes préalables à l'appel et de mémoires en appel.</p> <p>Comparu devant la Chambre d'appel et plaidé dans plusieurs affaires en appel.</p> <p>Fourni des avis juridiques, préparé la documentation et rédigé des notes d'information et des points de discussion pour la participation du Procureur à des réunions et conférences externes.</p> <p>Membre du Groupe de travail traitant le du nombre croissant d'affaires de subordination de témoins et d'outrage au Tribunal, menant les enquêtes nécessaires et rédigeant des actes d'accusation contre les personnes suspectées.</p> <p>Fourni des avis compétents au Procureur sur l'opportunité d'enquêter et d'inculper des individus pour outrage et faux témoignage.</p> <p>Rédigé des actes d'accusation et des soumissions, et participé à des procès réussis dans des affaires d'outrage et faux témoignage (par exemple GAA, Nshogoza).</p> <p>Dirigé l'équipe chargée de demandes de révision spécifiques.</p> |
| <p><b>01/2004 - 02/2007</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- <i>Employeur :</i></li> <li>- <i>Intitulé du poste :</i></li> <li>- <i>Autres informations :</i></li> </ul> | <p>Tribunal pénal international pour le Rwanda (TPIR)</p> <p>Conseiller Juridique (substitut)</p> <p>Fourni des avis compétents et opportuns au Procureur sur l'opportunité de faire appel des jugements définitifs et des décisions interlocutoires.</p> <p>Conseillé les équipes de procès, le chef ALAD et le procureur, sur des questions juridiques, factuelles et stratégiques.</p> <p>Présenté les positions du procureur devant les chambres de première instance et la Chambre d'appel, d'une manière répondant aux normes les plus élevées en matière de plaidoirie en procès et en appel, contre des jugements définitifs (ex. Muhimana, Ndindabahizi), l'admission de preuves</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |

additionnelles au titre de l'article 115, les demandes de révision au titre de l'article 121, ainsi que lors de conférences de mise en état des appels.

Membre du Groupe de travail chargé de traiter le nombre croissant de cas d'outrage et de subordination de témoins.

Travaillé avec l'avocate spéciale Loretta Lynch dans le cadre d'enquêtes et de poursuites pour tentatives d'entrave à la justice, d'outrage et de faux témoignages, y compris en examinant les preuves disponibles, en donnant des instructions aux enquêteurs sur le terrain, en fournissant des avis sur des questions juridiques, procédurales et tactiques.

Rédigé tout ou partie de plusieurs requêtes, actes d'accusation et mémoires.

#### 09/2001 - 12/2003

- *Employeur :*
- *Intitulé du poste :*
- *Autres informations :*

Trbunal pénal international pour le Rwanda (TPIR)

Management de dossiers/substitut associé

Mené l'interrogatoire direct et le contre-interrogatoire de témoins assignés.

Assuré une préparation opportune et efficace des témoins.

Fourni tout le soutien et les conseils nécessaires aux équipes d'essai.

Examiné tous les arguments et décisions en français et en anglais ainsi que de toutes les preuves pertinentes.

Mené des recherches juridiques et fourni aux équipes de procès des notes d'information, des analyses juridiques et des conseils stratégiques, ainsi que des listes de pièces à conviction potentielles et des pistes d'enquête.

Rédigé et assuré le dépôt en temps opportun des requêtes, réponses et autres documents nécessaires au succès des affaires.

Examiné et expurgé les preuves si nécessaire, pour assurer la protection des témoins et des victimes si nécessaire.

Assuré la divulgation en temps opportun des preuves conformément aux obligations légales de la poursuite.

#### 12/2000 - 07/2001

- *Employeur :*
- *Intitulé du poste :*
- *Autres informations :*

Bureau des Nations-Unies en Angola (UNOA)

Officier des droits de l'homme-Rapporteur

Conception et gestion du système de reporting DRH.

Rédiger des rapports hebdomadaires et trimestriels sur les activités de la Division des Droits de l'Homme (DDH).

Préparation de rapports thématiques et ad hoc pour le Chef HRD, le Département des affaires politiques (DPA, New York), le Haut-Commissariat aux droits de l'homme (HCDH, Genève), pour les fonds fiduciaires et les auditeurs, etc.

Rédaction de la section sur les droits de l'homme du rapport du Coordonnateur résident des Nations Unies.

Assister le Chef DRH dans la préparation du budget de la division.

Représenté l'UNOA/DDH lors de réunions, par ex. du Groupe de travail sur le bilan commun de pays des Nations Unies (coordonné par le PNUD) et du Groupe de travail sur l'information interinstitutions (coordonné par OCHA), ainsi qu'à l'Appel global interinstitutions (CAP).

**07/1998 - 08/1999**

- *Employeur :* Mission d'observation des Nations unies en Angola (MONUA)
- *Intitulé du poste :* Officier des droits de l'homme
- *Autres informations :*

Suivi la situation des droits de l'homme, conduit des missions d'enquête et d'enregistrement, et produit des rapport sur les violations des droits de l'homme dans la province d'Uige (juillet à décembre 1998) et dans tout le pays depuis Luanda (janvier à août 1999).

Suivi des activités avec les autorités locales, les agences des Nations Unies et les ONGs, afin de mettre en œuvre et de promouvoir les lois et normes standard relatives aux droits de l'homme.

Responsable du programme de renforcement des institutions nationales des droits de l'homme à Uige.

Organisation et/ou participation à des ateliers sur les droits de l'homme et l'éducation civique destinés notamment aux gardiens de prison, aux officiers de police, aux militaires et à des fonctionnaires.

Surveillance des cas arrestations et de détention, de rusga (recrutement forcé) et efforts pour obtenir négociation pour la libération de victimes civiles sur la base de plaintes et d'informations provenant de membres de leurs familles et d'ONG dans la province d'Uige.

Soumis un rapport hebdomadaire et une note d'information sur la situation des droits de l'homme, la situation humanitaire et politique dans la ou les régions qui m'ont été assignées.

**07/1998 - 08/1999**

- *Employeur :* Agence de Coopération culturelle et technique/Organisation Internationale de la Francophonie (ACCT-OIF)
- *Intitulé du poste :* Expert/Consultant
- *Autres informations :* Contrats temporaires

Expert/Consultant de la Délégation Générale à la Coopération Juridique et Judiciaire, particulièrement sur les droits de l'homme et les questions juridiques ou judiciaires.

Représentation de l'organisation à des sessions de l'ancienne Commission des droits de l'homme des Nations Unies, de l'ancienne Sous-Commission sur la prévention de la discrimination et la protection des minorités, et des réunions de comités et groupes de travail tenues à Genève, en Suisse.

Organisation et animation de réunions et discussions entre délégués et représentants d'États membres lors de ces conférences internationales.

Rédaction de rapports et de plans d'action sur des questions juridiques, thématiques et programmatiques dans le domaine des droits de l'homme (basés par exemple sur les résultats de la Conférence mondiale contre le racisme et la discrimination raciale).

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  | <p>Soumis des documents de travail et préparé le matériel pour la formation de magistrats et des avocats venant des États membres, sur le processus de démocratisation et l'organisation des élections.</p> <p>Coordonnateur et rapporteur pour l'assistance électorale et l'observation des élections de l'OIF (ex. élection présidentielle en Guinée-Bissau 1999).</p> <p>Proposition de lignes directrices et de termes de références pour les missions de l'OIF/ACCT en matière d'assistance à l'organisation et au suivi des élections dans les États membres.</p>                                                                        |
| <p><b>07/1990 - 11/1997</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- <i>Employeur :</i></li> <li>- <i>Intitulé du poste :</i></li> <li>- <i>Autres informations :</i></li> </ul>                                                                                                                                                                                                                                                                                             | <p>Agence Régionale pour la Valorisation de la Formation et de la Presse/OFUP</p> <p>Editeur et auteur indépendant</p> <p>Contrats temporaires/temps partiels</p> <p>Conception et gestion d'une base de données et d'un observatoire des médias et de la presse en Afrique, tenant compte des questions liées au droit à la liberté d'expression dans les pays d'Afrique francophone.</p> <p>Sélection de journaux et magazines importants et rédaction de plusieurs articles et critiques publiés dans le Guide (International) de la Presse.</p> <p>Révision des projets d'articles à publier dans le Guide International de la Presse.</p> |
| <p><b>07/1990 - 11/1997</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- <i>Employeur :</i></li> <li>- <i>Intitulé du poste :</i></li> <li>- <i>Autres informations :</i></li> </ul>                                                                                                                                                                                                                                                                                             | <p>Hachette Filipacchi Presse (HFP)</p> <p>Documentaliste</p> <p>Contrats temporaires/temps partiels</p> <p>Chargé de la presse et de l'information sur des thèmes et régions.</p> <p>Spécialiste des questions liées à la politique et au développement, particulièrement en Afrique.</p> <p>Suivi de l'Information concernant une liste sélectionnée de pays africains et européens.</p> <p>Création et gestion de fichiers informatiques et de bases de données pour les régions couvertes et pour des personnalités politiques internationales sélectionnées.</p>                                                                          |
| <p><b>AUTRES ACTIVITES PROFESSIONNELLES PERTINENTES :</b></p> <p>- <i>Veillez cliquer sur le signe « + » en bas à droite pour ajouter d'autres entrées</i></p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |
| <p><b>MM/AAAA</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• <i>Activité :</i></li> </ul>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |
| <p><b>PUBLICATIONS LES PLUS PERTINENTES</b></p> <p>* Modules pour la formation des Officiers de Police Judiciaire (OPJ) de la Police et de la Gendarmerie Nationale sur les crimes internationaux, ODH, Académie internationale des principes de Nuremberg, Open Society Initiative (OSF), 2023.</p> <p>* Modules pour la formation de magistrats sur les enquêtes et la poursuite des crimes internationaux, ODH, Académie internationale des principes de Nuremberg, 2022.</p> |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |

\* Course material - Institute for International Criminal Investigations' Training Programme on "International Humanitarian Law", 2007.

\* Guide International de la Presse, ALPHOM, Paris, 1990-1997 (articles/reviews).

#### **SEMINAIRES ET CONFERENCES LES PLUS PERTINENTES**

\* Séminaire de formation de magistrats et des Officiers de Police Judiciaire (OPJ) de la Police et de la Gendarmerie Nationale sur les crimes internationaux, ODH, Académie internationale des principes de Nuremberg, Open Society Initiative (OSF), 17 au 21 juillet 2023.

\* Séminaire sous-régional francophone à l'intention de magistrats sur le droit international humanitaire, la répression des crimes de guerre et des actes terroristes, CICR, Abidjan, Côte d'Ivoire, 24-27 October 2022.

\* Séminaire de formation de magistrats aux crimes internationaux, 24-28 mai 2022, Yamoussoukro, ODH Nuremberg Academy.

\* Atelier de formation des magistrats aux crimes internationaux, 18-22 mai 2021, Grand Bassam, Côte d'Ivoire.

\* Atelier de Formation de magistrats de pays africains, Arusha, Tanzania, 24-28 février 2020.

\* Conference on Africa and the ICC - 10 Years On, March 2013.

\* AIDS 98, GENEVA 06-07/98 : Rapporteur of the Working Group on the Rights of Migrants Facing HIV/AIDS.

#### **APPARTENANCE A DES ASSOCIATIONS PROFESSIONNELLES**

Ancien membre ou collaborator et/ou conseiller juridique de plusieurs associations comme:

\* Association internationale contre la torture (IAAT, New York)

\* Migrants contre le HIV/SIDA (MAHA, Paris)

\* Commission africaine des promoteurs de la santé et des droits de l'homme (CAPSDH, Geneva)

\* Lift Every Voice, INC. (LEV. I, Los Angeles, 1997).

#### **DISTINCTIONS REÇUES**

#### **INTÉRÊTS PERSONNELS**

\* Histoire comparée des religions

\* Les Voyages et la découverte des diversités et richesses culturelles

\* L'art

#### **DIVERS**

## 13. WRIGHT, Veronic (Gambie)

[Original : anglais]

### Note verbale

Le Ministère gambien des affaires étrangères, de la coopération internationale et des Gambiens à l'étranger présente ses compliments au Secrétariat de l'Assemblée des États Parties au Statut de Rome de la Cour pénale internationale et a l'honneur de se référer à la Note verbale du Secrétariat qui invite à présenter des candidats à l'élection aux postes de juges de la Cour.

Le Ministère a également l'honneur d'informer le Secrétariat que le Gouvernement gambien soumet, par la présente, la candidature de la juge Veronic Wright, qui siège à la Cour d'appel gambienne, aux fins de son élection au poste de juge de la Cour pénale internationale.

La candidature de la juge Wright est présentée conformément au paragraphe 4-a)-i) de l'article 36 du Statut de Rome de la Cour pénale internationale, en suivant la procédure gambienne de présentation des candidats aux plus hautes fonctions judiciaires. Le Gouvernement gambien confirme que la juge Wright jouit d'une haute considération morale, est connue pour son impartialité et son intégrité, et réunit les conditions requises à l'article 36 du Statut de Rome.

La candidature de la juge Wright est présentée au titre de la liste A. Elle a une compétence reconnue dans les domaines du droit pénal et de la procédure pénale, comme l'exige le paragraphe 3-b)-i) de l'article 36. Elle possède également une expérience approfondie de la justice pénale nationale et internationale, en ayant notamment servi à des postes juridiques de haut rang au sein du système des Nations Unies.

Le Ministère a enfin l'honneur de confirmer que la juge Wright est de nationalité gambienne, a une pratique courante de l'anglais et possède une connaissance pratique du français, et s'est expressément engagée à s'acquitter de ses fonctions à la Cour à plein temps si elle est élue.

### Exposé des qualifications

*Le présent exposé des qualifications est soumis conformément au paragraphe 6 de l'article 36 du Statut de la Cour pénale internationale, et au paragraphe 6 de la résolution ICC-ASP/3/Res.6 (telle qu'amendée) sur les modalités de présentation des candidatures et d'élection des juges de la Cour.*

La République de Gambie présente ses compliments au Secrétariat de l'Assemblée des États Parties de la Cour pénale internationale et a l'honneur d'adresser, ci-après, l'exposé des qualifications de S.E. la juge Veronic Wright, juge à la Cour d'appel gambienne, qu'elle a sélectionnée pour être candidate à l'élection au poste de juge de la Cour pénale internationale.

### Conformité au paragraphe 4-a)-i) de l'article 36

En présentant la candidature de la juge Wright au poste de juge de la Cour, la Gambie a suivi la procédure de nomination aux plus hautes fonctions judiciaires. Lorsqu'il a été notifié de la demande de candidatures d'États Parties adressée par le Secrétariat de l'Assemblée des États Parties de la Cour, le Président de la Cour suprême gambienne a publié, par l'intermédiaire du Secrétaire du Conseil supérieur de la magistrature, un appel de déclarations d'intérêt à l'attention des juges et des praticiens de la justice. Six candidats ont exprimé leur intérêt et soumis leur curriculum vitae au Secrétaire du Président de la Cour suprême et au Secrétaire du Conseil supérieur de la magistrature. Les six candidats ont tous fait l'objet d'un entretien conduit par le Conseil supérieur de la magistrature. La juge Wright est apparue comme la candidate la plus apte. Elle a ainsi été recommandée pour être présentée comme la candidate de la Gambie au poste de juge de la Cour pénale internationale. Elle a été informée de cette recommandation et l'a dûment acceptée.

La recommandation a été transmise au Ministère des affaires étrangères et des Gambiens à l'étranger, afin qu'elle soit acheminée par la voie diplomatique.

### **Conformité au paragraphe 3-a) de l'article 36**

La juge Wright est une éminente juriste qui possède une expérience juridique de plus de 35 ans dans les juridictions nationales et internationales. Elle jouit d'une haute considération morale et est connue pour son impartialité et son intégrité. Elle possède également les qualifications, l'expérience et les qualités requises pour occuper les plus hautes fonctions judiciaires en Gambie. Elle exerce actuellement les fonctions de juge à la Cour d'appel et siège occasionnellement à la Cour suprême, en qualité de juge suppléante.

### **Compétences requises au paragraphe 3-b)-i) de l'article 36**

La juge Wright a une compétence reconnue dans les domaines du droit pénal et de la procédure pénale.

Son expérience professionnelle s'étend des enquêtes et des poursuites, conduites pour des crimes nationaux et internationaux, le crime organisé et le trafic de drogues, à la prévention du crime, à l'administration de la justice pénale et aux jugements d'affaires pénales en appel.

Elle a commencé sa carrière en assumant les fonctions de procureur au Bureau du Procureur général, au Ministère public gambien, et gravi les échelons jusqu'au poste de procureur général, en assurant progressivement le suivi d'affaires pénales graves. Elle a ensuite servi au poste de conseillère juridique à la Direction des affaires juridiques et constitutionnelles du Secrétariat du Commonwealth, lequel nécessitait de conduire des travaux approfondis sur la coopération internationale dans les affaires pénales et de fournir une assistance technique aux institutions nationales de la justice pénale dans tout le Commonwealth.

Aux Nations Unies, elle a occupé plusieurs postes juridiques de haut rang, en assurant notamment les fonctions de :

1. Substitut du Procureur au Tribunal pénal international pour le Rwanda,
2. Analyste hors classe à la Commission d'enquête internationale sur l'assassinat de Benazir Bhutto,
3. Conseillère juridique principale à l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDC),
4. Chef du Bureau du Procureur au Mécanisme international appelé à exercer les fonctions résiduelles des tribunaux pénaux (MIFRTP – Arusha),
5. Conseillère juridique principale pour les crimes sexuels et à caractère sexiste et les crimes commis contre des enfants, dans l'Équipe d'enquêteurs des Nations Unies chargée de concourir à amener Daesh/l'État islamique à répondre de ses crimes (UNITAD) et
6. Spécialiste hors classe des programmes et chef de la Section des droits de l'homme et de l'égalité des sexes au Bureau de lutte contre le terrorisme (BLT) des Nations Unies.

Au Tribunal pénal international pour le Rwanda, elle a participé aux poursuites engagées contre quatre personnes accusées (*Le Procureur c. Simon Bikindi*, *Le Procureur c. Calixte Kalimazira*, *Le Procureur c. Emmanuel Rukundo* et *Le Procureur c. Augustin Ngirabatware*). Dans ses fonctions de chef du Bureau du Procureur à la section d'Arusha du MIFRTP, la juge Wright a supervisé les premiers examens conduits dans l'affaire *Augustin Ngirabatware*, ainsi que les premières poursuites pour outrage au Tribunal, engagées dans l'affaire *Le Procureur c. Maximilien Turinabo et coll.*

### **Conformité au paragraphe 3-c) de l'article 36**

La juge Wright a une pratique courante de l'anglais et une connaissance pratique approfondie du français.

### **Conformité au paragraphe 5 de l'article 36**

La Gambie présente la candidature du juge Wright à l'élection au poste de juge au titre de la liste A visée au paragraphe 5 de l'article 36 du Statut de Rome.

### **Informations requises au paragraphe 7 de l'article 36**

La juge Wright est de nationalité gambienne. Elle ne possède aucune autre nationalité.

### **Informations requises au paragraphe 8-a)-i)-iii) de l'article 36**

La juge Wright vient du système juridique de Common Law. Elle est une candidate féminine et Africaine.

### Conformité au paragraphe 8-b) de l'article 36

La juge Wright possède des compétences techniques dans les crimes sexuels et à caractère sexiste et les crimes commis contre des enfants. Elle a conduit des enquêtes et des poursuites contre ces crimes aux niveaux national et international, instruit des affaires sur ces crimes en tant que juge d'appel, et formé des responsables nationaux et internationaux à ces thématiques. Elle a également administré des programmes et fourni des conseils politiques sur ces sujets.

La juge Wright possède enfin une expertise juridique dans d'autres domaines spécialisés, incluant les droits de l'homme, la coopération internationale dans les affaires pénales, la criminalité transnationale organisée et le terrorisme.

### Engagement à servir la Cour à plein temps

La juge Wright s'est expressément engagée à s'acquitter de ses fonctions à la Cour à plein temps.

### Attestation par une haute autorité judiciaire

S.E. Hassan Bubacar Jallow, Chef de la Cour suprême de la République de Gambie et Président du Conseil supérieur de la magistrature, qui est l'autorité chargée de superviser le processus de présentation des candidatures, donne acte aux informations présentées ci-dessus.

### Curriculum vitae

|                                                                                                                                                                                                       |                                      |                              |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------|------------------------------|
| <b>Nom de famille :</b>                                                                                                                                                                               | WRIGHT                               |                              |
| <b>PRENOM :</b>                                                                                                                                                                                       | Veronic                              |                              |
| <b>DEUXIEME PRENOM :</b>                                                                                                                                                                              |                                      |                              |
| <b>SEXE :</b>                                                                                                                                                                                         | Féminin                              |                              |
| <b>DATE DE NAISSANCE :</b>                                                                                                                                                                            | 8 octobre 1966                       |                              |
| <b>NATIONALITE :</b>                                                                                                                                                                                  | Gambienne                            |                              |
| <b>GROUPE REGIONAL :</b>                                                                                                                                                                              | Afrique                              |                              |
| <b>AUTRE NATIONALITE : (LE CAS ECHEANT)</b>                                                                                                                                                           |                                      |                              |
| <b>ÉTAT CIVIL :</b>                                                                                                                                                                                   | Célibataire                          |                              |
| <b>LISTE A/LISTE B</b>                                                                                                                                                                                | Liste A                              |                              |
| <b>LANGUES</b>                                                                                                                                                                                        | <b>Langue maternelle :</b> krio      |                              |
| - ANGLAIS                                                                                                                                                                                             | (écrit) niveau avancé                | (oral) niveau avancé         |
| - FRANÇAIS                                                                                                                                                                                            | (écrit) niveau intermédiaire         | (oral) niveau intermédiaire  |
| - AUTRES                                                                                                                                                                                              | wolof : (écrit) niveau intermédiaire | (oral) niveau avancé         |
|                                                                                                                                                                                                       | : (écrit) Veuillez sélectionner      | (oral) Veuillez sélectionner |
|                                                                                                                                                                                                       | : (écrit) Veuillez sélectionner      | (oral) Veuillez sélectionner |
|                                                                                                                                                                                                       | : (écrit) Veuillez sélectionner      | (oral) Veuillez sélectionner |
| <b>ÉDUCATION :</b> Date, institution, qualification(s) obtenue(s) (en commençant par les plus récentes)<br>- Veuillez cliquer sur le signe « + » en bas à droite de l'espace pour ajouter des données |                                      |                              |

**09/1997 - 09/10/1998**

- *Institution :* London School of Economics and Political Science (LSE), Londres (Royaume-Uni)
- *Qualification obtenue :* Maîtrise de droit - (LL.M.)

**03/1993 - 06/1993**

- *Institution :* Centre universitaire européen pour les études sur la paix, Stadtschlaining (Autriche)
- *Qualification obtenue :* Certificat d'études sur la paix et la résolution des conflits

**09/1989 - 10/1990**

- *Institution :* Nigerian Law School, Lagos (Nigéria)
- *Qualification obtenue :* Avocate (B.L.)

**10/1985 - 07/1989**

- *Institution :* Fourah Bay College, Université de Sierra Leone, Freetown (Sierra Leone)
- *Qualification obtenue :* Licence de droit (LL.B.)

**08/1983 - 06/1985**

- *Institution :* Lycée Saint-Augustin, Banjul (Gambie)
- *Qualification obtenue :* Certificat général de fin d'études secondaires (niveau avancé)

**EXPERIENCE PROFESSIONNELLE :** *Date, employeur, intitulé du poste, autres informations (en commençant par les plus récentes)*

- *Veuillez cliquer sur le signe « + » en bas à droite de l'espace pour ajouter des données*

- *Veuillez indiquer la pertinence de l'expérience pour la candidature au titre de la liste A ou B, le cas échéant*

**03/2023 - Aujourd'hui**

- *Employeur :* Parquet de la République de Gambie
- *Intitulé du poste :* Juge d'appel, Cour d'appel gambienne
- *Autres informations :*

Ma principale responsabilité est d'instruire et de juger les affaires pénales et civiles formées en appel par la Haute Cour, en tant que membre d'un collège de trois juges. À ce titre, j'examine les dossiers de l'affaire constitués par la juridiction inférieure, ainsi que les mémoires des avocats, je conduis les recherches juridiques requises et je rédige les décisions et les jugements qui régleront les affaires portées en appel. Je siège parfois en tant que juge unique pour statuer sur des recours interlocutoires urgents. Je siège occasionnellement à la Cour suprême en tant que juge suppléante.

J'ai été désignée pour représenter la Justice dans les affaires relatives à la justice transitionnelle et la justice pénale internationale et je siège au Comité technique conjoint Gambie-CEDEAO sur l'établissement d'un tribunal mixte pour la Gambie. À ce titre, j'ai présidé le sous-comité chargé de la rédaction du Statut du Tribunal spécial pour la Gambie, et coopéré étroitement avec les experts de la Commission de la CEDEAO et de la Gambie à la formulation de la Décision de la CEDEAO portant création du Tribunal spécial. Ce dernier jugera les violations flagrantes des droits humains constituant des crimes contre l'humanité, commises en Gambie entre 1994 et janvier-juillet 2017.

J'assume également les fonctions ponctuelles que me confie le Président de la Cour suprême pour appuyer l'administration du Parquet, notamment l'élaboration des documents sur la gestion des ressources humaines et la révision du Plan stratégique du Parquet. Je préside le comité établi à cette fin. Je siège au Comité de supervision et de suivi de la Haute Cour. Je préside le comité pour l'établissement d'un tribunal spécial pour les crimes sexuels et

|                                |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
|--------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
|                                | <p>à caractère sexiste en Gambie. Je contribue à la formation continue des juges et des magistrats dans mes domaines d'expertise.</p> <p>Cette expérience montre que je possède des compétences reconnues, en tant que juge qui applique le droit pénal et la procédure pénale. Elle atteste également mon expertise dans les domaines du droit pénal international et de la procédure pénale, laquelle est prouvée par le rôle central que j'ai joué dans la création d'instruments juridiques pour le Tribunal spécial pour la Gambie, chargé d'instruire les graves violations des droits humains constituant des crimes contre l'humanité.</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
| <b>10/2020 - 02/2023</b>       |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
| - <i>Employeur :</i>           | Bureau de lutte contre le terrorisme (BLT) des Nations Unies, New York (USA)                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |
| - <i>Intitulé du poste :</i>   | Spécialiste hors classe de la gestion de programmes et chef de la Section des droits de l'homme et de l'égalité des sexes                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
| - <i>Autres informations :</i> | <p>Le BLT coordonne tous les efforts déployés par les Nations Unies contre le terrorisme et contribue à la mise en œuvre de la Stratégie antiterroriste mondiale, adoptée à l'ONU par les États membres et les organisations. J'ai été initialement chargée du Pilier sur les droits de l'homme, la prévention et la lutte contre l'extrémisme violent, et, à ce titre, j'ai encadré le Programme du BLT sur les droits de l'homme, son Programme sur l'égalité des sexes, son Programme sur les victimes du terrorisme, son Programme sur les poursuites, la réadaptation et la réintégration et son Programme sur la prévention et la lutte contre l'extrémisme violent. Lorsque les États membres ont demandé qu'une plus grande attention soit portée aux droits de l'homme et à l'égalité hommes-femmes dans la lutte contre le terrorisme, une Section spéciale a été créée, afin de gérer les programmes élargis à ces deux considérations et j'ai été choisie pour la diriger. À ce titre, j'ai supervisé l'intégration des aspects des droits de l'homme et de l'égalité des sexes dans tous les travaux confiés au BLT. J'ai assuré la liaison avec les autres organismes de l'ONU chargés de la lutte contre le terrorisme, notamment le Haut-Commissariat aux droits de l'homme, le Rapporteur spécial sur les droits de l'homme dans la lutte contre le terrorisme, les gouvernements et d'autres partenaires. En tant que membre de l'équipe dirigeante de l'Organisation, j'ai aidé le Secrétaire général adjoint dans la gestion du BLT.</p> <p>Cette expérience est pertinente pour la liste B, dans la mesure où mes travaux ont notamment porté sur l'application du droit relatif aux droits de l'homme et du droit humanitaire dans le contexte de la lutte contre le terrorisme, l'intégration des considérations sur l'égalité hommes-femmes dans les lois, les politiques et les actions de contreterrorisme, ainsi que l'assistance aux victimes du terrorisme.</p> |
| <b>10/2019 - 10/2020</b>       |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
| - <i>Employeur :</i>           | Équipe d'enquêteurs des Nations Unies chargée de concourir à amener Daech/l'État islamique à répondre de ses crimes commis à Bagdad et en Irak                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |
| - <i>Intitulé du poste :</i>   | Juriste principale et chef de l'Unité des crimes sexuels et à caractère sexiste et des crimes commis contre des enfants                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
| - <i>Autres informations :</i> | L'Équipe d'enquêteurs avait pour mandat d'enquêter sur les crimes commis par Daech/l'État islamique sur le territoire irakien durant la période de son « califat », et de les documenter. J'avais pour responsabilités de conduire les enquêtes sur les crimes sexuels et à caractère sexiste, et les crimes commis contre des enfants, par l'État islamique/Daech, afin de constituer des dossiers contre leurs auteurs, notamment les dirigeants de l'État islamique/Daech, et de collaborer avec les pays ayant engagé des poursuites pénales contre leurs membres. J'ai interrogé des témoins et des survivants, examiné et analysé les études, les rapports et les autres informations concernant l'idéologie et les                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |

activités de l'État islamique/Daech. J'ai également fourni des conseils juridiques et politiques, ainsi que des appuis, aux différentes équipes chargées des enquêtes au sein de l'Équipe d'enquêteurs, aux fins de l'intégration, dans leurs travaux, des enquêtes et des documents sur les violences sexuelles et à caractère sexiste et les crimes commis contre des enfants. J'ai ainsi formulé des avis sur les normes internationales et les meilleures pratiques applicables aux enquêtes sur ces deux types de crimes, et contribué à leur évolution progressive. Avec l'aide d'une équipe de collègues, j'ai rédigé la Politique sur la parité hommes-femmes pour l'Équipe d'enquêteurs, dans le cadre de la mise en œuvre de la Politique de l'ONU sur la parité hommes-femmes, et encouragé l'égalité hommes-femmes dans le recrutement et la promotion du personnel. J'ai enfin facilité l'organisation de formations et d'autres initiatives de renforcement des capacités pour des fonctionnaires nationaux. Au niveau de la direction de l'Équipe d'enquêteurs, j'ai contribué à l'encadrement de l'Équipe, notamment au recrutement de personnels, à la gestion de la charge de travail et au mentorat. Cette expérience atteste des compétences pour les enquêtes sur les crimes internationaux graves, en particulier les crimes sexuels et à caractère sexiste et les crimes commis contre des enfants, dans le contexte de déchaînements de violences, et pour la constitution de dossiers d'affaires susceptibles d'aboutir à un procès pour leurs auteurs. Ces compétences sont pertinentes pour la liste A.

#### 01/2019 - 10/2019

- *Employeur :* Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDC)
  - *Intitulé du poste :* Conseillère juridique principale régionale, Bureau régional de l'ONUDC pour l'Afrique occidentale et centrale
  - *Autres informations :* J'ai encadré le Programme de l'ONUDC pour la justice en Afrique occidentale et centrale, en appuyant la prestation d'aides techniques tout au long de la chaîne de justice pénale, notamment les formations pour les enquêteurs, les procureurs, les magistrats, les juges et les agents pénitentiaires. Mes travaux ont privilégié le renforcement de la coopération internationale dans les affaires pénales, afin d'accroître l'efficacité des enquêtes, des poursuites et des jugements relatifs aux crimes graves, dans les pays de l'Afrique occidentale et centrale. J'ai également été la coordonnatrice du Réseau des autorités centrales et des procureurs de l'Afrique de l'Ouest (WACAP), qui avait pour principal objectif d'améliorer la coopération entre les procureurs et les magistrats dans les enquêtes, les poursuites et les jugements relatifs aux crimes graves commis en Afrique de l'Ouest et dans d'autres régions. À ce titre, j'ai collaboré étroitement avec d'autres réseaux judiciaires, tels qu'EUROJUST. J'ai enfin participé à l'élaboration de politiques et de lois nationales dans le domaine du droit pénal pour les pays de la sous-région.
- Cette expérience témoigne de compétences reconnues en droit pénal et en procédure pénale, en tant que conseillère juridique et formatrice pour les procureurs et les magistrats dans ces domaines, et pertinentes pour la liste A.

#### 09/2017 - 12/2018

- *Employeur :* Mécanisme international appelé à exercer les fonctions résiduelles des tribunaux pénaux (MIFRTP), Arusha (Tanzanie)
- *Intitulé du poste :* Juriste principale et administratrice, Bureau du Procureur
- *Autres informations :* En plus d'instruire les affaires devant le Mécanisme, j'avais pour fonctions de renvoyer les affaires devant les juridictions nationales, d'initier des poursuites pour outrage, de répondre aux demandes adressées par des personnes condamnées à des fins de révision de leurs jugements et de libération anticipée. Durant mon mandat, nous avons examiné l'affaire Le Procureur c. Augustin Ngirabatware et initié plusieurs poursuites pour outrage à l'encontre de Maximilian Turnabo et coll., qui avaient incité

plusieurs témoins de la Défense à tenter de modifier leurs dépositions au procès d'Augustin Ndirabatsire, tenu devant le Tribunal pénal international pour le Rwanda. J'ai fourni une assistance à plusieurs juridictions nationales ayant demandé des informations et des éléments de preuve pour poursuivre des personnes accusées de crimes liés au génocide des Tutsis, perpétré au Rwanda. J'ai enfin été la principale responsable du bon fonctionnement de la section d'Arusha du Bureau du Procureur, en supervisant notamment les personnels et en assurant la qualité des dossiers juridiques émanant du Bureau du Procureur.

Cette expérience atteste des compétences reconnues en droit pénal international et en procédure pénale, en tant que procureur, et pertinentes pour la liste A.

#### 08/2013 - 08/2017

- *Employeur :* Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDC), Bureau régional pour l'Afrique occidentale et centrale, Dakar (Sénégal)
  - *Intitulé du poste :* Conseillère juridique principale régionale et chef de la Section de la justice
  - *Autres informations :* En tant que conseillère juridique principale régionale et chef de la Section de la justice et de l'intégrité, j'ai fourni des services de conseil juridique et une assistance technique à 23 pays de l'Afrique occidentale et centrale, dans tous les domaines liés au mandat de l'ONUDC, y compris la réforme juridique, la consolidation de l'État de droit et le respect des droits de l'homme, l'accès à la justice, la réforme pénitentiaire et les questions associées de la prévention du crime et de la justice pénale. J'ai été chargée d'assurer l'efficacité des programmes mis en œuvre à la Section et de préparer les rapports programmatiques et financiers relatifs aux activités de la Section. En ma qualité de coordonnatrice du Réseau des autorités centrales et des procureurs de l'Afrique de l'Ouest (WACAP), j'ai défini les orientations techniques nécessaires pour appuyer l'efficacité et l'efficacité de la coopération judiciaire dans les affaires pénales parmi les pays de l'Afrique de l'Ouest. Il s'agissait notamment de former les procureurs, les magistrats et les juges à la coopération internationale dans les affaires pénales. J'ai collaboré avec les Commissions de la CEDEAO et de la CEEAC, l'Union africaine et d'autres entités régionales compétentes, noué des partenariats et assuré la liaison avec mes homologues, à l'intérieur et à l'extérieur de l'ONU, afin d'accroître la coopération dans la lutte contre la criminalité organisée et le terrorisme en Afrique occidentale et centrale.
- Cette expérience montre des compétences reconnues en droit pénal et en procédure pénale, en incluant la formation de procureurs, de juges, de magistrats, d'enquêteurs et d'autorités compétentes sur la coopération internationale dans les affaires pénales. Ces compétences sont pertinentes pour la liste A.

#### 08/2011 - 07/2013

- *Employeur :* Office des Nations Unies contre la drogue et le crime, Vienne (Autriche)
- *Intitulé du poste :* Spécialiste de la prévention du crime et de la justice pénale, Département de la criminalité organisée, Division des traités
- *Autres informations :* J'ai appuyé les travaux de la Conférence des Parties à la Convention contre la criminalité organisée (UNTOC-COP), de ses groupes de travail et de la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale (CCPCJ), ainsi que ses travaux préparatoires et ses sessions, notamment ceux du Groupe de travail d'experts sur la coopération internationale dans les affaires pénales. J'ai rédigé des documents de séance, des ordres du jour, des notes d'information, des rapports et des projets de résolution. J'ai également coopéré avec les États Parties à la mise en œuvre de l'UNTOC, en assurant une assistance technique, notamment des formations, la préparation de rapports analytiques et de directives, la production de guides, de manuels et d'autres outils pratiques, tels que des bibliothèques en ligne, incluant le

|                                |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
|--------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
|                                | <p>portail SHERLOC de l'ONUDC. J'ai collaboré avec des experts à la production des Directives de l'ONU sur le trafic de biens culturels.</p> <p>Cette expérience met en évidence des compétences reconnues dans les domaines du droit pénal international et de la procédure pénale, en particulier pour la criminalité organisée, la prévention du crime et la justice pénale, dans le cadre de services fournis aux États et d'aides apportées au renforcement des capacités des procureurs, des juges et des avocats dans ce domaine. Elles sont pertinentes pour la liste A.</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
| <b>07/2010 - 07/2011</b>       |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
| - <i>Employeur :</i>           | Tribunal pénal international pour le Rwanda (TPIR) relevant des Nations Unies, Arusha (Tanzanie)                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |
| - <i>Intitulé du poste :</i>   | Substitut du Procureur en appel, Bureau du Procureur                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
| - <i>Autres informations :</i> | J'ai travaillé dans une équipe du substitut du Procureur en appel, afin de préparer et de rédiger les mémoires d'appel pour le Procureur et en son nom. Il s'agissait notamment d'examiner les jugements du TPIR et d'autres jugements. Dans le cadre de mes fonctions, j'ai également poursuivi (en tant que membre d'une équipe d'appui aux procès) Agustin Ngirabatware, l'une des personnes accusées de génocide et de crimes contre l'humanité. J'ai supervisé et guidé des juristes adjoints et des stagiaires et contribué à l'encadrement de l'équipe d'appui aux procès.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |
| <b>08/2008 - 06/2009</b>       |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
| - <i>Employeur :</i>           | Département des affaires politiques de l'ONU, Secrétariat de l'ONU, New York (USA)                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |
| - <i>Intitulé du poste :</i>   | Analyste hors classe, Commission d'enquête internationale sur la mort de Benazir Bhutto, ancienne Premier ministre pakistanaise (Commission Bhutto)                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
| - <i>Autres informations :</i> | <p>Détachée du TPIR au Département des affaires politiques, j'ai rejoint le personnel technique de la Commission, afin d'appuyer la mission d'enquête conduite sur l'assassinat de Mme Bhutto. À ce titre, j'ai mené des enquêtes au Pakistan et dans d'autres pays. J'ai interrogé des témoins, visité des lieux présentant un intérêt pour les enquêtes, rencontré plusieurs enquêteurs précédemment chargés de l'incident et examiné les rapports établis sur l'assassinat. J'ai aidé les commissaires sur plusieurs aspects importants de l'enquête et formulé des recommandations sur les mesures à prendre. J'ai notablement contribué à la rédaction du Rapport final de la Commission d'enquête internationale, soumis au Secrétaire général de l'ONU.</p> <p>Cette expérience atteste de mes compétences dans les enquêtes sur les crimes graves, les analyses d'informations complexes, la rédaction de rapports détaillés, notamment l'établissement de conclusions et la formulation de recommandations. Elles sont pertinentes pour la liste A.</p> |
| <b>05/2005 - 07/2009</b>       |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
| - <i>Employeur :</i>           | Tribunal pénal international pour le Rwanda (TPIR) relevant des Nations Unies, Arusha (Tanzanie)                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |
| - <i>Intitulé du poste :</i>   | Substitut du Procureur, Bureau du Procureur                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
| - <i>Autres informations :</i> | En ma qualité de substitut du Procureur, j'ai poursuivi des personnes accusées de génocide et de crimes contre l'humanité devant le Tribunal. J'ai rédigé des mémoires et des opinions juridiques sur des questions juridiques présentant un intérêt pour les travaux du Tribunal, conduit, encadré et supervisé d'autres enquêtes lorsque cela était nécessaire, et dirigé l'équipe d'appui aux procès en l'absence du Premier Substitut du Procureur. J'ai également guidé des fonctionnaires moins expérimentés et des stagiaires. En tant que membre de l'équipe d'appui aux procès, j'ai été associée aux poursuites ayant conduit à l'arrestation de trois personnes accusées de crimes de génocide et de crimes contre l'humanité - à savoir Simon Bikindi, Calixte Kalimanzira et Emmanuel Rukundo. J'ai dirigé l'équipe chargée de l'affaire                                                                                                                                                                                                            |

|                          |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |
|--------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
|                          | <p>Emmanuel Rukundo. L'un des chefs d'accusation pour lesquels il a été inculpé concernait l'agression sexuelle considérée comme un crime de génocide.</p> <p>Cette expérience met en lumière des compétences reconnues dans les poursuites conduites pour les crimes internationaux graves de génocide et de crimes contre l'humanité. Elles sont pertinentes pour la liste A.</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
| <b>02/1999 - 05/2005</b> | <p><i>- Employeur :</i> Secrétariat du Commonwealth, Londres (Royaume-Uni)</p> <p><i>- Intitulé du poste :</i> Administratrice en chef des programmes et conseillère juridique, Direction des affaires juridiques et constitutionnelles</p> <p><i>- Autres informations :</i> J'ai fourni aux pays du Commonwealth des conseils sur les politiques juridiques, ainsi qu'une assistance technique sur de nombreux aspects juridiques, facilité les contacts et le réseautage parmi les spécialistes des questions de droit dans tout le Commonwealth, en partageant des informations, et organisé des réunions et des conférences. Dans le cadre des services que j'ai fournis aux réunions des Ministres de la justice du Commonwealth et aux réunions des juristes hors classe, j'ai rédigé des documents, présenté des exposés et soumis des rapports sur les activités relevant du mandat du Secrétariat. J'ai été responsable de la publication de deux bulletins d'information trimestriels sur plusieurs aspects du droit pénal actuel, à savoir CRIMENEWS et Commonwealth Legal Assistance News (CLAN). J'ai également été chargée de veiller à la mise à jour de plusieurs bases de données sur les instruments juridiques internationaux et les législations des pays du Commonwealth dans le cadre d'une bibliothèque juridique de référence pour les pays membres. J'ai organisé et dirigé (à titre individuel et collectivement) de grandes conférences et programmes de formation, notamment le Colloque judiciaire du Commonwealth sur l'intégrité et l'éthique (Chypre, juin 2002). J'ai enfin fourni des conseils juridiques professionnels au Secrétaire général et aux dirigeants, sur les questions de personnels et de ressources humaines, aux comités d'évaluation et de traitement des plaintes du Comité d'examen des contrats, et représenté le Secrétariat devant le Tribunal arbitral du Commonwealth.</p> <p>Cette expérience montre des compétences dans la prestation de conseils juridiques sur le droit pénal international et la procédure pénale. Elles sont pertinentes pour la liste A.</p> |
| <b>10/1996 - 02/1999</b> | <p><i>- Employeur :</i> Chambres du Procureur général et Ministère de la justice, Banjul (Gambie)</p> <p><i>- Intitulé du poste :</i> Procureur général</p> <p><i>- Autres informations :</i> En ma qualité de procureur général au Ministère public, j'ai conduit des poursuites contre des crimes graves à la Haute Cour, plaidé en appel devant la Cour d'appel et fourni des conseils sur tous les types d'affaires pénales au Directeur du Ministère public et au Procureur général. J'ai périodiquement prodigué des avis juridiques à l'Agence nationale pour l'environnement. J'ai supervisé les conseils moins expérimentés et le personnel administratif, et représenté le Gouvernement à des réunions et des conférences internationales.</p> <p>J'ai eu pour premières fonctions d'être juriste adjointe fraîchement diplômée de la Faculté de droit, avant de monter progressivement dans la hiérarchie, en assurant le suivi d'affaires complexes principalement liées à des poursuites pénales. Cette expérience met en évidence mes compétences pour la liste A.</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |
| <b>10/1993 - 10/1996</b> | <p><i>- Employeur :</i> Chambres du Procureur général et Ministère de la justice, Banjul (Gambie)</p> <p><i>- Intitulé du poste :</i> Procureur au Bureau du Procureur général, au Ministère public</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p>- <i>Autres informations :</i></p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              | <p>En ma qualité de procureur, j'ai rédigé des opinions juridiques, conduit des poursuites pénales et plaidé des appels. J'ai également fourni des conseils juridiques au Gouvernement sur de nombreuses questions, incluant les affaires pénales et les plaintes civiles. J'ai assumé les fonctions de responsable du droit environnemental au Ministère de la justice et d'autres fonctions à l'Office of the Curator of Intestates Estates pendant un an. Durant cette période allant de 1993 à 1995, j'ai, en plus de mes fonctions habituelles, occupé le poste de conseillère juridique devant une commission d'enquête sur les allégations de corruption prononcées contre la coopérative agricole nationale.</p> <p>Cette expérience, principalement liée aux fonctions de procureur, est pertinente pour la liste A.</p>                    |
| <p><b>02/1991 - 09/1993</b></p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
| <p>- <i>Employeur :</i></p> <p>- <i>Intitulé du poste:</i></p> <p>- <i>Autres informations:</i></p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                | <p>Chambres du Procureur général et Ministère de la justice, Banjul (Gambie)</p> <p>Bureau du Procureur général au Ministère public</p> <p>J'ai conduit des poursuites pénales et plaidé des appels dans de nombreuses affaires. J'ai aidé le Ministère public à préparer d'importantes affaires pénales, en menant des recherches juridiques, en guidant les témoins prévus pour les procès, en prenant des notes aux procès et en rédigeant les résumés des éléments de preuve. J'ai également aidé d'autres juristes confirmés à mener des poursuites dans le cadre d'affaires criminelles complexes et fourni des avis juridiques sur de nombreuses autres questions incluant la propriété intellectuelle et les droits de l'homme.</p> <p>Cette expérience, principalement liée aux fonctions de procureur, est pertinente pour la liste A.</p> |
| <p><b>AUTRES ACTIVITES PROFESSIONNELLES :</b></p> <p>- <i>Veuillez cliquer sur le signe « + » en bas à droite de l'espace pour ajouter des données</i></p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
| <p><b>11/2025</b></p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
| <ul style="list-style-type: none"> <li>• <i>Activité :</i> Visite d'étude à la Cour pénale internationale, au Bureau du Procureur néerlandais, à la réunion du Réseau des procureurs chargés d'instruire des génocides et à la Cour d'appel de Paris (France), dans le cadre de l'équipe d'experts de l'Afrique de l'Ouest (Sénégal, Guinée et Gambie), organisée par le « Réseau génocide » d'EUROJUST.</li> </ul>                                                                                                |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
| <p><b>10/2025 - Aujourd'hui</b></p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
| <ul style="list-style-type: none"> <li>• <i>Activité :</i> Présidente du Comité pour l'établissement d'une Cour gambienne pour les crimes sexuels et à caractère sexiste, d'octobre 2025 à aujourd'hui.</li> </ul>                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
| <p><b>02/2024</b></p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
| <ul style="list-style-type: none"> <li>• <i>Activité :</i> Membre du Comité technique conjoint Gambie-CEDEAO sur l'établissement d'un tribunal international chargé de poursuivre les auteurs des violations flagrantes des droits humains commises en Gambie entre juillet 1994 et janvier 2017.</li> </ul>                                                                                                                                                                                                       |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
| <p><b>02/2024</b></p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
| <ul style="list-style-type: none"> <li>• <i>Activité :</i> Présidente du sous-comité Gambie-CEDEAO sur la rédaction du Statut du Tribunal spécial pour la Gambie, chargé de juger les auteurs des violations flagrantes des droits humains commises en Gambie entre juillet 1994 et janvier 2017.</li> </ul>                                                                                                                                                                                                       |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
| <p><b>09/2022</b></p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
| <ul style="list-style-type: none"> <li>• <i>Activité :</i> Participante et contributrice au Colloque de haut niveau des experts juridiques et d'autres parties prenantes sur l'examen critique des modalités requises pour établir un tribunal mixte en Gambie, chargé de poursuivre les personnes inculpées par la Commission vérité, réconciliation et réparation, ainsi que du Livre blanc du Gouvernement pour les crimes internationaux – organisé par le Barreau gambien et le Barreau américain.</li> </ul> |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |

| PRINCIPALES PUBLICATIONS                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| "The Right of the Gambian Child to a Clean Environment", contribution d'un chapitre sur le droit des enfants à un environnement propre - Édité par Agatha Fijalkowski et Malgosia Fitzmaurice et publié en 2000 par Taylor and Francis                                                                                                                                                                               |
| PRINCIPAUX SEMINAIRES                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |
| " The Constitution Hill Principles for appointments to the Apex Court and its relevance to the Gambian context." – Document présenté à la Conférence de l'Union des magistrats et des juges du Commonwealth, organisée à Banjul (Gambie) (septembre 2025)                                                                                                                                                            |
| "Prosecuting international gender crimes: Investigations - cooperation, stakes, good practices". Présentation à un symposium régional sur les enquêtes et les poursuites conduites contre les crimes internationaux à caractère sexiste, organisé par l'Ambassade de France à l'Institut sénégalais pour la justice à Dakar (Sénégal) (mars 2025)                                                                    |
| "Gender considerations in the provision of protective services for Victims and Witnesses" – Présentation à une formation sur la protection des victimes et des témoins, conjointement organisée par le Barreau américain, la Commission nationale gambienne des droits de l'homme, le Centre international pour la justice transitionnelle et le Ministère gambien de l'intérieur, à Banjul (Gambie) (novembre 2024) |
| "Accountability for past human rights abuses: Challenges and Opportunities for implementation of the TRRC recommendations. Perspectives from the Judiciary." – Présentation à la Conférence des parties prenantes sur la mise en œuvre des recommandations de la Commission vérité, réconciliation et réparation, à Banjul (Gambie) (septembre 2024)                                                                 |
| "Reflections on The Gambia Model of Special Accountability Mechanism" : Exposé au Forum des parties prenantes sur l'après-Commission vérité, réconciliation et réparation, à Banjul (Gambie) (novembre 2023)                                                                                                                                                                                                         |
| "Trying SGBV cases - Challenges and best practices." Document présenté à une formation sur les violences sexuelles et à caractère sexiste pour les enquêteurs, les procureurs et les autres acteurs de la justice pénale, à Banjul (Gambie) (août 2023)                                                                                                                                                              |
| "Adjudicating sexual and gender-based Crimes as gross violations of human rights amounting to Crimes against Humanity in the context of the Gambia's TRRC findings." - Document présenté à un Colloque judiciaire, à Banjul (Gambie) (septembre 2021)                                                                                                                                                                |
| AFFILIATION A DES ORGANISMES PROFESSIONNELS ET DES SOCIÉTÉS                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
| Union gambienne des magistrats                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |
| Union des magistrats et des juges du Commonwealth (CMJA)                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
| RECOMPENSES ET DISTINCTIONS                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
| INTERETS PERSONNELS                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
| Enseignement, lecture, voyages et cuisine.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
| AUTRES FAITS PERTINENTS                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
| En novembre 2020, j'ai fait part de mon expérience de juriste du droit pénal international aux étudiants de l'Université Christ Church de Canterbury, dans le cadre de la série de conférences qu'elle a organisées sur les recherches interdisciplinaires et la justice pénale.                                                                                                                                     |

## 14. YAMAUCHI, Yoshimitsu (Japon)

[Original : anglais]

### Note verbale

L'Ambassade du Japon auprès du Royaume des Pays-Bas présente ses compliments au Secrétariat de l'Assemblée des États Parties au Statut de Rome de la Cour pénale internationale et, se référant à la note du Secrétariat ICCASP/25/SP/01/Corr.2 en date du 16 décembre 2025, a l'honneur de l'informer que le Gouvernement du Japon a décidé de proposer la candidature de M. YAMAUCHI Yoshimitsu, Directeur de l'Institut des Nations Unies pour l'Asie et l'Extrême-Orient pour la prévention du crime et le traitement des délinquants (UNAFEI) et Ambassadeur pour la coopération judiciaire internationale, au poste de juge à la Cour pénale internationale pour le mandat 2027-2036, dans le cadre des élections qui se tiendront lors de la vingt-cinquième session de l'Assemblée des États Parties, prévue du 7 au 17 décembre 2026.

M. Yamauchi est candidat inscrit sur la Liste A aux fins du paragraphe 5 de l'article 36 du Statut de Rome, et sa candidature est présentée conformément à la procédure de nomination des candidats aux plus hautes fonctions judiciaires au Japon.

La déclaration de qualifications établie conformément au paragraphe 4 a) de l'article 36 du Statut de Rome, ainsi que le curriculum vitae de M. Yamauchi, sont joints à la présente.

### Déclaration de qualifications

*Déclaration établie conformément au paragraphe 4 a) de l'article 36 du Statut de Rome de la Cour pénale internationale (CPI) et au paragraphe 6 de la résolution de l'Assemblée des États Parties relative à la procédure de nomination et d'élection des juges de la CPI (ICC-ASP/3/Res.6, telle que modifiée)*

**(a) Indication de manière détaillée en quoi le candidat présente les qualités requises aux alinéas a), b) et c) du paragraphe 3 de l'article 36 du Statut, conformément à l'alinéa 4 a) de l'article 36 du Statut**

**M. YAMAUCHI Yoshimitsu**, candidat japonais au poste de juge à la Cour pénale internationale, est une personne jouissant d'une haute moralité, d'impartialité et d'intégrité, et possède les qualifications requises au Japon pour être nommé aux plus hautes fonctions judiciaires.

M. Yamauchi a mené une carrière éminente s'étendant sur plus de trois décennies dans les domaines de la justice pénale et de la coopération juridique internationale. Il est un procureur public de tout premier plan, doté d'une compétence exceptionnelle en droit pénal, en droit pénal international et en matière de criminalité transnationale. Au cours de sa longue carrière, il a exercé ses fonctions au sein de plusieurs parquets au Japon, notamment en qualité de Procureur en chef du parquet de district d'Asahikawa et de procureur au Parquet suprême, où il a traité un large éventail d'affaires pénales aux stades de l'enquête, des poursuites, du procès et de l'appel, tout en fournissant des orientations sur des questions juridiques complexes.

En outre, M. Yamauchi a joué un rôle déterminant dans la promotion de la coopération judiciaire internationale. Il a exercé les fonctions de Vice-ministre adjoint de la justice chargé des affaires internationales et des droits de l'homme, dirigeant des initiatives visant à promouvoir l'état de droit et les droits de l'homme à l'échelle mondiale et supervisant d'importantes conférences internationales. En sa qualité de Directeur de la Division des affaires internationales du Bureau des affaires pénales du Ministère de la justice, il a agi en tant qu'autorité centrale du Japon pour diverses questions d'entraide judiciaire internationale et d'extradition, et a représenté le Japon dans de nombreuses négociations internationales en matière pénale. Actuellement, en tant que Directeur de l'Institut des Nations Unies pour l'Asie et l'Extrême-Orient pour la prévention du crime et le traitement des délinquants (UNAFEI) et Ambassadeur pour la coopération judiciaire internationale, il dirige des efforts mondiaux de renforcement des capacités et de coopération en matière de justice pénale.

M. Yamauchi possède une excellente maîtrise de la langue anglaise.

**(b) Précisions relatives à la question de la présentation du candidat au titre de la liste A ou de la liste B aux fins du paragraphe 5 de l'article 36 du Statut**

M. Yamauchi est nommé en tant que candidat japonais au poste de juge à la Cour pénale internationale pour être présenté au titre de la liste A, aux fins du paragraphe 5 de l'article 36 du Statut de Rome.

Procureur public hautement qualifié et expert en droit international, M. Yamauchi a traité un large éventail d'affaires pénales complexes, notamment en matière de criminalité économique et financière, de corruption, de cybercriminalité, de criminalité violente et de criminalité organisée. Dans ses fonctions de haut niveau au Parquet suprême et en tant que Procureur en chef, il a acquis une vaste compétence en droit pénal et en procédure pénale, ainsi qu'en gestion de procédures pénales complexes.

Il a dirigé des affaires d'entraide judiciaire et d'extradition sur plusieurs continents, y compris des enquêtes complexes relatives au blanchiment d'argent et à la corruption d'agents publics étrangers. Il a représenté directement le Japon dans les négociations de traités internationaux majeurs, tels que la Convention des Nations Unies contre la corruption, ainsi que dans de nombreux forums internationaux de haut niveau, notamment la Commission des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale, le Groupe de travail de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) sur la corruption et le Groupe d'action financière sur le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme (GAFI). À la tête de l'UNAFEI, il dirige également des projets de renforcement des capacités des systèmes de justice pénale dans le monde entier, facilite la coopération internationale et contribue à la lutte mondiale contre l'impunité pour les crimes graves.

Bien qu'il soit candidat présenté au titre de la liste A, M. Yamauchi possède une vaste expérience des questions relevant de la liste B, acquise notamment durant son mandat de Vice-ministre adjoint de la justice chargé des affaires internationales et des droits de l'homme. Ces fonctions comprenaient, entre autres, des responsabilités relatives aux procédures d'enquête et de réparation en cas de violations des droits de l'homme, aux services de consultation en matière de droits de l'homme et aux initiatives de sensibilisation.

**(c) Informations visées aux sous-alinéas i) à iii) de l'alinéa a) du paragraphe 8 de l'article 36 du Statut**

Les informations relatives à l'alinéa a) du paragraphe 8 de l'article 36 du Statut de Rome sont les suivantes :

- i) M. Yamauchi est qualifié pour être nommé aux plus hautes fonctions judiciaires au Japon, dont le système juridique repose principalement sur le droit continental, tout en comportant certains éléments de common law ;
- ii) M. Yamauchi est ressortissant du Japon, État membre de la région Asie-Pacifique ;
- iii) M. Yamauchi est de sexe masculin.

**(d) Indication de toute expertise du candidat au titre l'alinéa b) du paragraphe 8 de l'article 36 du Statut**

M. Yamauchi possède une expertise juridique significative dans des domaines spécifiques. Il a enquêté, engagé des poursuites et conduit des procès dans de nombreuses affaires relatives aux crimes sexuels et aux crimes fondés sur le genre commis contre des femmes et des enfants. En sa qualité de Directeur de l'UNAFEI, il a été chargé de l'organisation de divers séminaires internationaux de formation portant notamment sur l'implication des jeunes dans le terrorisme, la traite des êtres humains et le traitement des délinquants nécessitant une attention particulière, y compris les questions liées au genre. Il a également supervisé les travaux de l'UNAFEI relatifs à l'assistance technique fournie aux autorités des services pénitentiaires du Kenya en vue de la mise en œuvre de programmes de traitement communautaire pour les jeunes délinquants et les mineurs en conflit avec la loi.

**(e) Indication de la nationalité sous laquelle le candidat est nommé aux fins du paragraphe 7 de l'article 36 du Statut**

M. Yamauchi est ressortissant du Japon et ne possède la nationalité d'aucun autre État.

**(f) Indication précisant si la candidature est présentée conformément aux dispositions des sous-alinéas i) ou ii) de l'alinéa a) paragraphe 4 de l'article 36, et précisant de manière suffisamment détaillée les éléments de la procédure menant à la candidature**

À la suite d'une évaluation rigoureuse menée par les services compétents du Ministère des affaires étrangères et du Ministère de la justice, M. Yamauchi a été sélectionné parmi les fonctionnaires de l'État possédant les

qualifications prévues aux alinéas a), b) et c) du paragraphe 3 de l'article 36. Sa nomination en tant que candidat japonais au poste de juge à la Cour pénale internationale a été approuvée par le Conseil des ministres du Japon, conformément à la procédure visée au sous-alinéa i) de l'alinéa a) du paragraphe 4 de l'article 36 du Statut de Rome.

**(g) Attestation des informations fournies en vertu de l'alinéa a) par un membre de haut rang de la magistrature au niveau national ou par l'autorité de l'État de désignation chargée de la supervision de la procédure de présentation des candidatures compétente**

En conséquence, sa nomination est formellement approuvée par l'État proposant la candidature, par l'intermédiaire de ses autorités compétentes, y compris par le Ministre des affaires étrangères.

**(h) Engagement du candidat à assumer ses fonctions à plein temps lorsque la charge de travail de la Cour l'exige**

M. Yamauchi s'engage à assumer ses fonctions à plein temps lorsque la charge de travail de la Cour l'exige.

**Curriculum vitae**

|                                                                                                                                                                                      |                                     |                        |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------|------------------------|
| <b>NOM DE FAMILLE :</b>                                                                                                                                                              | YAMAUCHI                            |                        |
| <b>PRÉNOM :</b>                                                                                                                                                                      | Yoshimitsu                          |                        |
| <b>DEUXIÈME PRÉNOM :</b>                                                                                                                                                             |                                     |                        |
| <b>SEXE :</b>                                                                                                                                                                        | Masculin                            |                        |
| <b>DATE DE NAISSANCE :</b>                                                                                                                                                           | 12 janvier 1966                     |                        |
| <b>NATIONALITÉ :</b>                                                                                                                                                                 | Japonais                            |                        |
| <b>CRITÈRES RÉGIONAUX :</b>                                                                                                                                                          | Asie - Pacifique                    |                        |
| <b>SECONDE NATIONALITÉ : (LE CAS ÉCHEANT)</b>                                                                                                                                        |                                     |                        |
| <b>ÉTAT CIVIL :</b>                                                                                                                                                                  | Marié                               |                        |
| <b>LISTE A/LISTE B :</b>                                                                                                                                                             | Liste A                             |                        |
| <b>LANGUES</b>                                                                                                                                                                       | <b>Langue maternelle :</b> Japonais |                        |
| - ANGLAIS                                                                                                                                                                            | (à l'écrit) Avancé                  | (à l'oral) Avancé      |
| - FRANÇAIS                                                                                                                                                                           | (à l'écrit)                         | (à l'oral)             |
| - AUTRES                                                                                                                                                                             | Espagnol : (à l'écrit) Élémentaire  | (à l'oral) Élémentaire |
|                                                                                                                                                                                      |                                     |                        |
|                                                                                                                                                                                      |                                     |                        |
|                                                                                                                                                                                      |                                     |                        |
| <b>QUALIFICATIONS ACADEMIQUES :</b> <i>Date, établissement, diplôme(s) obtenu(s) (en commençant par le plus récent)</i><br><i>- Veuillez copier/coller les entrées si nécessaire</i> |                                     |                        |
| <b>04/1984 - 03/1988</b><br>- <i>Institution :</i> Université Sophia, Japon<br>- <i>Diplôme(s) obtenu(s) :</i> Licence en droit                                                      |                                     |                        |

**04/1993 - 03/1995**

- *Institution :* Institut japonais de formation et de recherche juridiques
- *Diplôme(s) obtenu(s) :* Admission au barreau

**EXPERIENCE PROFESSIONNELLE :** *Date, employeur, intitulé du poste, autres informations (en commençant par le plus récent) - Veuillez copier/coller les entrées si nécessaire*  
*- Veuillez indiquer la pertinence de l'expérience par rapport à la candidature présentée sous la liste A ou B, le cas échéant*

**08/2025 - Présent**

- *Employeur :* Ministère des Affaires étrangères, Japon
- *Intitulé du poste :* Ambassadeur pour la coopération judiciaire internationale
- *Autres informations :* Chargé de promouvoir la coopération internationale dans le domaine de la justice.

**12/2023 - Présent**

- *Employeur :* Institut d'Asie et d'Extrême-Orient des Nations Unies pour la prévention du crime et le traitement des délinquants (UNAFEI)
- *Intitulé du poste :* Directeur
- *Autres informations :* Préside l'UNAFEI, qui se concentre sur le renforcement des capacités et les initiatives de recherche pour les praticiens de la justice pénale en Asie-Pacifique, en Afrique, en Amérique latine et dans les Caraïbes, au Moyen-Orient et en Europe, dans le but de renforcer des systèmes de justice pénale équitables, efficaces et responsables à travers le monde en organisant divers séminaires de formation à l'échelle internationale.

**06/2022 - 12/2023**

- *Employeur :* Parquet du district d'Asahikawa
- *Intitulé du poste :* Procureur en chef, parquet du district d'Asahikawa
- *Autres informations :* A dirigé les enquêtes et les procès relevant de sa compétence. A donné des instructions pour le traitement d'environ 2 000 affaires par an en fournissant des instructions et des conseils à plus de 80 procureurs et assistants du bureau.

**09/2021 - 06/2022**

- *Employeur :* Parquet suprême du Japon
- *Intitulé du poste :* Procureur
- *Autres informations :* A traité des affaires en appel devant la Cour suprême, notamment des affaires de cybercriminalité, d'agression sexuelle et de drogue. A conseillé les procureurs de district sur le traitement des affaires complexes et difficiles impliquant des jurés. A donné des instructions aux divisions de la sécurité publique des parquets à l'échelle nationale sur le renforcement des efforts d'enquête pour lutter contre le blanchiment d'argent. A fourni des conseils et des orientations aux procureurs de district chargés des enquêtes sur le crime organisé.

**02/2018 - 09/2021**

- *Employeur :* Ministère de la Justice, Japon
- *Intitulé du poste :* Vice-ministre adjoint de la Justice chargé des affaires internationales et des droits de l'homme

|                                                                                                                                                      |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <ul style="list-style-type: none"> <li>- <i>Autres informations :</i></li> <li>-</li> </ul>                                                          | <p>Responsable des activités internationales du ministère de la Justice du Japon, en particulier de la promotion de la diplomatie judiciaire, une politique visant à promouvoir des valeurs telles que l'Etat de droit et le respect des droits fondamentaux de l'homme au sein de la communauté internationale. Dans ce contexte, a préparé et organisé avec succès le Congrès des Nations unies pour la prévention du crime et la justice pénale, la plus grande conférence internationale dans le domaine de la prévention du crime et de la justice pénale, à Kyoto, au Japon, qui a réuni plus de 5 000 participants du monde entier.</p> <p>Également responsable des procédures d'enquête et de recours dans les affaires de violation des droits de l'homme, des services de consultation en matière de droits de l'homme et des initiatives de sensibilisation aux droits de l'homme menées par la Direction des droits de l'homme du ministère de la Justice.</p> |
| <b>10/2015 - 02/2018</b>                                                                                                                             |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
| <ul style="list-style-type: none"> <li>- <i>Employeur :</i></li> <li>- <i>Intitulé du poste :</i></li> <li>- <i>Autres informations :</i></li> </ul> | <p>Division des affaires internationales, Direction des affaires criminelles, ministère de la Justice</p> <p>Directeur</p> <p>Responsable des travaux de la Division des affaires internationales, qui fait office d'autorité centrale pour divers traités d'entraide judiciaire (ci-après les « MLAT »), ainsi que pour la Convention des Nations unies contre la criminalité transnationale organisée et la Convention des Nations unies contre la corruption.</p> <p>Chargé de superviser le traitement des demandes d'entraide judiciaire et d'extradition, ainsi que de représenter le Japon lors des négociations et conférences internationales en matière pénale, telles que la Commission des Nations unies pour la prévention du crime et la justice pénale, le Groupe de travail de l' Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) sur la corruption, le Groupe d'action financière (GAFI) et le Groupe de Rome-Lyon du G7.</p>           |
| <b>01/2014 - 10/2015</b>                                                                                                                             |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
| <ul style="list-style-type: none"> <li>- <i>Employeur :</i></li> <li>- <i>Intitulé du poste :</i></li> <li>- <i>Autres informations :</i></li> </ul> | <p>Département des enquêtes spéciales, Parquet du district de Tokyo</p> <p>Procureur</p> <p>En tant que procureur principal chargé des affaires économiques au sein du département des enquêtes spéciales, spécialisé dans les enquêtes indépendantes sur les affaires économiques de grande envergure, a dirigé les enquêtes et poursuivi diverses affaires financières, notamment des affaires de corruption à l'étranger commises par une entreprise japonaise dans trois pays, en recueillant des preuves à l'étranger, des affaires de manipulation des cours boursiers, de fraude boursière et de blanchiment d'argent.</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
| <b>01/2011 - 01/2014</b>                                                                                                                             |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
| <ul style="list-style-type: none"> <li>- <i>Employeur :</i></li> <li>- <i>Intitulé du poste :</i></li> <li>- <i>Autres informations :</i></li> </ul> | <p>Division des affaires internationales, Direction des affaires pénales, ministère de la Justice</p> <p>Conseiller juridique principal</p> <p>A traité de nombreuses affaires d'entraide judiciaire et d'extradition, notamment la piraterie contre un pétrolier japonais au large des côtes somaliennes, une affaire complexe de blanchiment d'argent sur plusieurs continents, et a représenté le ministère de la Justice lors de conférences internationales organisées par les Nations unies, le G7, le GAFI et l'OCDE, contribuant ainsi à l'élaboration de cadres transfrontaliers efficaces contre la criminalité organisée transnationale et la corruption.</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |

**04/2009 - 01/2011**

- *Employeur :* Département des enquêtes spéciales, Parquet du district de Tokyo
- *Intitulé du poste :* Procureur
- *Autres informations :* En sa qualité de procureur au sein du Service des enquêtes spéciales chargé des crimes en col blanc, a mené des enquêtes sur diverses affaires de criminalité en col blanc, notamment fraude boursière, corruption d'agents des administrations locales, fraude fiscale, offres et soumissions truquées ainsi que des violations du droit des sociétés.  
A également dirigé les démarches visant un suspect de fraude fiscale ayant pris la fuite à l'étranger, réussissant à localiser le fugitif et à obtenir son extradition vers le Japon.

**07/2005 - 07/2008**

- *Employeur :* Ambassade du Japon aux États-Unis d'Amérique
- *Intitulé du poste :* Premier secrétaire
- *Autres informations :* A occupé le poste d'attaché juridique du Japon, servant de point de contact pour la coopération et la coordination avec le ministère américain de la Justice et facilitant les affaires d'entraide judiciaire et d'extradition entre le Japon et les États-Unis. A effectué des recherches sur le système juridique américain afin d'aider le ministère à rédiger divers textes législatifs en matière pénale.  
A conseillé le ministère de la Justice sur la rédaction de la « loi sur la coopération avec la Cour pénale internationale », loi japonaise visant à mettre en œuvre le Statut de Rome.

**06/2001 – 07/2005, 08/2008 – 04/2009**

- *Employeur :* Division des affaires internationales, Direction des affaires pénales, ministère de la Justice
- *Intitulé du poste :* Conseiller juridique
- *Autres informations :* A traité de nombreuses affaires d'entraide judiciaire et de demandes d'extradition de grande envergure, notamment une affaire d'homicide commis en haute mer ayant conduit à la modification des dispositions relatives à la compétence juridictionnelle du Code pénal, une affaire majeure de blanchiment de capitaux ayant abouti au premier partage d'avoirs entre la Suisse et le Japon, ainsi qu'une affaire de vol suivi de meurtre ayant entraîné la mort d'une famille entière de quatre personnes, dans laquelle l'auteur des faits a été appréhendé à la fois au Japon et en Chine. A également représenté le Japon lors de négociations et de conférences internationales en matière pénale, notamment au sein de la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale, du Groupe de travail de l'Organisation de coopération et de développement économiques sur la corruption, ainsi que du Groupe de Rome–Lyon du G8. A notamment représenté le ministère de la Justice dans le cadre de la négociation du premier traité d'entraide judiciaire conclu par le Japon avec les États-Unis d'Amérique, a mené à bien ces négociations et a rédigé la législation interne de mise en œuvre, ouvrant ainsi la voie à la désignation du ministère de la Justice comme autorité centrale pour les futurs traités d'entraide judiciaire. A participé à la négociation d'un traité d'entraide judiciaire avec la République de Corée et a été membre de la délégation japonaise chargée de la négociation de la Convention des Nations Unies contre la corruption.

**06/1995 - 06/2001**

- *Employeur :* Parquet régional (Tokyo, Chiba, Nagasaki, Osaka)
- *Intitulé du poste :* Procureur
- *Autres informations :* Chargé de mener des enquêtes et des procès, notamment dans le cadre d'affaires de crimes violents tels que les meurtres, les vols, les vols avec homicide, les viols collectifs et autres actes de violence liés aux gangs, les enlèvements et les agressions, ainsi que dans le cadre d'affaires de crimes financiers tels que les fraudes, les ententes illicites et la corruption de fonctionnaires locaux.

**AUTRES ACTIVITES PROFESSIONNELLES PERTINENTES :**

- *Veuillez copier/coller les entrées le cas échéant*

**08/2025**

- *Activité :* A participé et apporté son soutien à l'événement parallèle de la neuvième Conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique (TICAD 9) intitulé « Renforcer la coopération future entre les pays africains et le Japon dans le domaine du droit et de la justice », à Yokohama (Japon).

**02/2022, 06/2024, 06/2025**

- *Activité :* A facilité trois réunions du Forum de la justice pénale pour l'Asie et le Pacifique, Groupe de travail sur l'entraide judiciaire, réunissant les autorités centrales de 18 pays de la région Asie-Pacifique en vue de l'élaboration d'un manuel pratique présentant le droit et les pratiques de chaque pays en matière d'entraide judiciaire.

**05-2021 – 06/2021**

- *Activité :* A participé, en tant que membre de la délégation japonaise, à la quatrième évaluation mutuelle du Japon menée par le Groupe d'action financière (GAFI) en vue d'obtenir une notation plus élevée pour le Japon.

**03/2021**

- *Activité :* A organisé et participé, en qualité d'intervenant, au quatorzième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale, tenu à Kyoto (Japon) (Congrès de Kyoto), et a présidé la treizième séance plénière.

**08/2019**

- *Activité :* A participé à la septième Conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique (TICAD 7) à Yokohama (Japon).

**11/2018 – 03/2021**

- *Activité :* Nommé Directeur exécutif du Comité exécutif national du Congrès de Kyoto ; a assuré les préparatifs en vue de l'accueil du quatorzième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale à Kyoto (Japon) ; a dirigé la délégation japonaise lors des cinq réunions préparatoires régionales tenues à Bangkok, Santiago, Beyrouth, Addis-Abeba et Vienne ; et a présidé la délégation japonaise lors des négociations relatives à l'élaboration de la déclaration politique (Déclaration de Kyoto).

**09/2017**

- *Activité :* A organisé et participé à la quatrième Assemblée générale annuelle du Réseau interinstitutions pour le recouvrement des avoirs en Asie-Pacifique à Tokyo (Japon).

|                                              |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
|----------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>10/2014</b>                               | <ul style="list-style-type: none"> <li> <p><i>Activité :</i> A participé, en qualité d'intervenant, à la session intitulée « Coopération internationale » lors de la réunion régionale sur la lutte contre la corruption transnationale dans la Communauté économique de l'ASEAN, organisée par l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDC), à Siem Reap (Cambodge).</p> </li> </ul> |
| <b>09/2013</b>                               | <ul style="list-style-type: none"> <li> <p><i>Activité :</i> A participé à la deuxième réunion préparatoire en vue de la création du Réseau interinstitutions pour le recouvrement des avoirs en Asie-Pacifique à Séoul (République de Corée).</p> </li> </ul>                                                                                                                                           |
| <b>06/2013</b>                               | <ul style="list-style-type: none"> <li> <p><i>Activité :</i> A participé, en tant que membre de la délégation japonaise, à la réunion plénière du Groupe d'action financière (GAFI) à Oslo (Norvège).</p> </li> </ul>                                                                                                                                                                                    |
| <b>10/2012</b>                               | <ul style="list-style-type: none"> <li> <p><i>Activité :</i> A participé, en tant que membre de la délégation japonaise, à la réunion plénière du Groupe d'action financière (GAFI) à Paris (France).</p> </li> </ul>                                                                                                                                                                                    |
| <b>09/2012</b>                               | <ul style="list-style-type: none"> <li> <p><i>Activité :</i> A modéré une session intitulée « Coopération internationale aux fins du recouvrement des avoirs » lors du premier Forum arabe sur le recouvrement des avoirs, à Doha (Qatar).</p> </li> </ul>                                                                                                                                               |
| <b>06/2012</b>                               | <ul style="list-style-type: none"> <li> <p><i>Activité :</i> A participé, en tant que membre de la délégation japonaise, à la réunion plénière du Groupe d'action financière (GAFI), à Rome (Italie).</p> </li> </ul>                                                                                                                                                                                    |
| <b>02/2012</b>                               | <ul style="list-style-type: none"> <li> <p><i>Activité :</i> A participé, en tant que membre de la délégation japonaise, à la réunion plénière du Groupe d'action financière (GAFI), à Paris (France).</p> </li> </ul>                                                                                                                                                                                   |
| <b>2012 - 2015</b>                           | <ul style="list-style-type: none"> <li> <p><i>Activité :</i> A participé, en tant que membre de la délégation japonaise, aux 7<sup>e</sup>, 8<sup>e</sup>, 9<sup>e</sup>, 10<sup>e</sup> et 14<sup>e</sup> réunions plénières du Comité de la Convention sur la cybercriminalité du Conseil de l'Europe à Strasbourg (France).</p> </li> </ul>                                                           |
| <b>2008 – 2009, 2011 - 2013, 2015 - 2017</b> | <ul style="list-style-type: none"> <li> <p><i>Activité :</i> A participé, en tant que membre de la délégation japonaise, aux réunions plénières du Groupe de travail de l'OCDE sur la corruption, à Paris (France), a contribué aux évaluations d'autres États membres et a participé à l'élaboration des rapports de Phase 3 et de suivi de Phase 3 concernant le Japon.</p> </li> </ul>                |
| <b>06/2005</b>                               | <ul style="list-style-type: none"> <li> <p><i>Activité :</i> A participé, en tant que membre de la délégation japonaise, à la réunion ministérielle Justice/Affaires intérieures du G8 à Sheffield (Royaume-Uni).</p> </li> </ul>                                                                                                                                                                        |
| <b>05/2003</b>                               |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |

|                                                                                                                                                                                             |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| •                                                                                                                                                                                           | <i>Activité :</i> A participé, en tant que membre de la délégation japonaise, à la réunion ministérielle Justice/Affaires intérieures du G8, à Paris (France).                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
| <b>2002 - présent</b>                                                                                                                                                                       |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |
| •                                                                                                                                                                                           | <i>Activité :</i> A participé, en tant que membre de la délégation japonaise, et a présenté des déclarations et négocié des résolutions lors des 11 <sup>e</sup> , 14 <sup>e</sup> , 20 <sup>e</sup> , 21 <sup>e</sup> , 22 <sup>e</sup> , 25 <sup>e</sup> , 26 <sup>e</sup> , 27 <sup>e</sup> , 28 <sup>e</sup> , 33 <sup>e</sup> et 34 <sup>e</sup> sessions de la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale des Nations Unies à Vienne (Autriche). |
| <b>(Activités au niveau national)</b>                                                                                                                                                       |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |
| <b>2021 – 2022</b>                                                                                                                                                                          |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |
| •                                                                                                                                                                                           | <i>Activité :</i> Fédération japonaise des barreaux, membre du Comité d'examen des qualifications (tous les avocats exerçant à titre privé doivent être inscrits à la Fédération japonaise des barreaux pour pouvoir exercer ; Ledit comité statue sur l'admission et l'octroi du droit d'exercer).                                                                                                                                                                     |
| <b>2016 - 2017</b>                                                                                                                                                                          |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |
| •                                                                                                                                                                                           | <i>Activité :</i> Membre du Comité de nomination des procureurs et des notaires publics (chargé de l'examen des procureurs).                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |
| <b>2015 - 2018</b>                                                                                                                                                                          |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |
| •                                                                                                                                                                                           | <i>Activité :</i> Chargé de cours associé, Université Keio (droit pénal).                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |
| <b>2011 - 2014</b>                                                                                                                                                                          |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |
| •                                                                                                                                                                                           | <i>Activité :</i> Membre du Comité national de l'examen du barreau (droit constitutionnel) (les membres du comité sont nommés par le Ministre de la justice parmi des universitaires et des praticiens du droit afin d'organiser l'examen du barreau japonais).                                                                                                                                                                                                         |
| <b>2011</b>                                                                                                                                                                                 |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |
| •                                                                                                                                                                                           | <i>Activité :</i> Membre du Comité national de l'examen du barreau (droit de la propriété intellectuelle).                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
| <b>PUBLICATIONS LES PLUS PERTINENTES</b>                                                                                                                                                    |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |
| -                                                                                                                                                                                           | « Questions relatives à la collecte des preuves situées à l'étranger » ( <i>Recherche juridique</i> , 2016)                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
| -                                                                                                                                                                                           | « La coopération internationale en matière de procédure pénale » ( <i>Jurist</i> , numéro spécial : <i>Questions relatives au code de procédure pénale</i> , 2013)                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
| -                                                                                                                                                                                           | « Loi modifiant partiellement la loi relative à l'entraide judiciaire internationale en matière pénale et la loi relative à la répression de la criminalité organisée et à la réglementation des produits du crime » ( <i>Droit pénal contemporain</i> , 2004)                                                                                                                                                                                                          |
| <b>SEMINAIRES ET CONFERENCES LES PLUS PERTINENTES</b>                                                                                                                                       |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |
| Notes et Remarques / Conférences / Présentations en qualité de Directeur de l'UNAFEI lors des Séminaires internationaux de formation de l'UNAFEI sur les thèmes suivants, à Tokyo (Japon) : |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |
| •                                                                                                                                                                                           | « Détection de la corruption – enseignements tirés de méthodes, pratiques et techniques efficaces » (octobre 2025)                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
| •                                                                                                                                                                                           | « Défis actuels et contre-mesures efficaces dans la lutte contre le blanchiment de capitaux » (mai 2025)                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |
| •                                                                                                                                                                                           | « Problématiques de justice pénale relatives aux jeunes impliqués dans le terrorisme » (janvier 2025)                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |
| •                                                                                                                                                                                           | « Renforcement de la prévention, de la détection et de la poursuite de la corruption, et partenariats public-privé » (octobre 2024)                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
| •                                                                                                                                                                                           | « Prévenir les mauvais traitements infligés aux détenus et la corruption dans les établissements pénitentiaires : création d'un environnement carcéral axé sur la réinsertion » (septembre 2024)                                                                                                                                                                                                                                                                        |

- « Mesures de lutte contre la traite des personnes, avec un accent particulier sur la traite à des fins d'exploitation sexuelle » (mai 2024)
- « Gestion des établissements pénitentiaires au XXI<sup>e</sup> siècle – accent mis sur les Règles Nelson Mandela » (janvier 2024)

Autres contributions lors de séminaires sur invitation en 2025 :

- Conférence inaugurale au 12<sup>e</sup> Forum international de l'Institut coréen de criminologie et de justice) intitulée « Renforcer la coopération internationale face à la criminalité transnationale organisée », à Séoul (République de Corée) (octobre 2025)
- Conférence inaugurale au Colloque 2025 de la Fondation internationale pénale et pénitentiaire, intitulée « Réduire la récidive, notamment par la promotion des Stratégies modèles des Nations Unies en matière de réduction de la récidive », à Tokyo (Japon) (octobre 2025)
- Présentation intitulée « Le droit pénal international et la Cour pénale internationale » lors du Séminaire international de droit de Tokyo 2025, à Tokyo (Japon) (août 2025)
- Conférence dans le cadre du premier Programme de formation UNODC-UNAFEI à l'intention des pays et territoires insulaires du Pacifique, intitulée « Techniques d'enquête efficaces en vue de lutter contre la criminalité transnationale organisée », à Tokyo (Japon) (août 2025)
- Présentation lors de l'événement parallèle de la 34<sup>e</sup> session de la Commission des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale, intitulée « Naissance de nouvelles Stratégies modèles des Nations Unies sur la réduction de la récidive », à Vienne (Autriche) (mai 2025)

#### APPARTENANCE A DES ASSOCIATIONS PROFESSIONNELLES

- Membre de la Fondation internationale pénale et pénitentiaire (IPPF)
- Membre du conseil d'administration de l'Association « *The Friends of LAWASIA* » au Japon
- Membre du conseil d'administration de la « *Asia Crime Prevention Foundation* » (ACPF)

#### DISTINCTIONS REÇUES

#### INTERETS PERSONNELS

Science-fiction, Beaux-Arts, Musique, Sports

#### DIVERS